

POUR UN NOUVEAU PACTE BRETON
PALAIS DU GRAND LARGE & QUAI ST-MALO
10 & 11 SEPTEMBRE 2025



FEB 2025

Forum Économique Breton



Revue de presse 2025

REVUE-MÉDIAS

FORUM ECONOMIQUE
BRETON

mercredi 17 septembre 2025

SOMMAIRE

17 SEPTEMBRE 2025

(140 articles)

Le Télégramme

vendredi 13 juin
2025

Le Forum économique breton revient à Saint-Malo du 10 au 11 septembre (182 mots)

Le Forum économique breton revient à Saint-Malo du 10 au 11 septembre. Pour la sixième année consécutive, le monde économique régional fera sa rentrée...

Page 21

Le Journal des Entreprises

vendredi 20 juin
2025

Le 6e Forum Économique Breton aura lieu les 10 et 11 septembre autour du nouveau Pacte breton (155 mots)

Pour sa 6e édition, le Forum Économique Breton (FEB) s'est fixé pour thématique de réfléchir au nouveau "Pacte breton". Les 10 et 11 septembre...

Page 22

Le Journal des Entreprises

Le brief

Ce qu'il faut retenir ce matin

vendredi 18 juillet
2025

Dimood Group lance une initiative collective pour accélérer l'acculturation numérique des entreprises (102 mots)

EN BREF Dimood Group (340 salariés et 33 M€ de CA) lance une initiative collective à l'occasion du prochain Forum Économique Breton, qui se tiendra...

Page 23

Le Journal des Entreprises

jeudi 17 juillet 2025

Dimood Group lance une initiative collective pour accélérer l'acculturation numérique des entreprises (83 mots)

Dimood Group (340 salariés et 33 M€ de CA) lance une initiative collective à l'occasion du prochain Forum Économique Breton, qui se tiendra les 10 et...

Page 24

Le Journal des Entreprises

Le brief

Ce qu'il faut retenir ce matin

lundi 1 septembre
2025

Une Tech Avenue dédiée à l'IA, à la cyber et à la data rassemble les acteurs du numérique bretons au FEB (145 mots)

EN BREF A l'occasion du Forum Economique Breton (FEB), qui se tient à Saint-Malo les 10 et 11 septembre, le groupe rennais Dimood lance, avec...

Page 25

Le Télégramme

mercredi 27 août
2025

Rennes Un professeur de prestige à l'Université de Rennes (568 mots)

Propos recueillis par Romain Roux L'Université de Rennes vient de recruter le célèbre Cédric Villani, lauréat de la médaille Fields, l'une des...

Page 26

**Le Journal
du Dimanche**
dimanche 3 août
2025

FORUM ÉCONOMIQUE BRETON (81 mots)

DR Les 10 et 11 septembre 2025, Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) accueillera la 6e édition du Forum économique breton (FEB). Dans un contexte géopolitique...

Page 27

**ouest
france**
INTERNET
dimanche 7
septembre 2025

Bloquons tout : ce qui se dessine à Rennes et en Ille-et-Vilaine mercredi 10 septembre (578 mots)

La mobilisation s'organise en Ille-et-Vilaine. Si les contours et l'ampleur du mouvement « Bloquons tout » restent flous, plusieurs actions et points...

Page 28

**BFM
TV**
mercredi 10
septembre 2025

DIRECT. Toulouse, Bagnolet, Dinan... Les blocages du 10-Septembre ont démarré, 59 interpellations (1536 mots)

en direct DIRECT. Toulouse, Bagnolet, Dinan... Les blocages du 10-Septembre ont démarré, 59 interpellations La France se prépare mercredi à une journée...

Page 31

**ouest
france**
Justice et Liberté
jeudi 11 septembre
2025

Les patrons attendent les actions du gouvernement (461 mots)

Vingt-quatre heures après la nomination du nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu, les dirigeants espèrent que son gouvernement apportera de la...

Page 38

news tank
energies
mardi 16 septembre
2025

« Accompagner le développement du réseau avec les compétences nécessaires » (Claire Daviet Peron, Enedis) (1174 mots)

« Face à l'électrification des usages, au développement des énergies renouvelables, la filière électrique a des besoins de création et d'extension du... »

Page 39

**BANQUE des
TERRITOIRES**
L'intérêt général a choisi sa banque
mardi 16 septembre
2025

L'Hydro, le futur musée maritime de Saint-Malo (235 mots)

L'Hydro, le futur musée maritime de Saint-Malo Publié le 10 septembre 2025 Bretagne Tourisme, culture, loisirs Les 10 et 11 septembre 2025, Saint-Malo a...

Page 43

Le Journal des Entreprises
mardi 16 septembre
2025

Le nouveau C5 Aircross de Citroën fabriqué à Rennes entre en commercialisation (115 mots)

Le directeur de Citroën France, Édouard Georges, a acté lors du Forum Économique Breton le début de la commercialisation du véhicule C5 Aircross sorti...

Page 45

Le Journal des Entreprises
Le brief
Ce qu'il faut retenir ce matin
mardi 16 septembre
2025

La crise politique et sociale s'invite au Forum Économique Breton (820 mots)

Plus de 6 000 participants, la plupart des chefs d'entreprise bretons, participent actuellement au Forum Économique Breton à Saint-Malo. La chute de...

Page 46



mardi 16 septembre
2025

Mobilisation de jeudi : à quoi faut-il s'attendre ?

(377 mots)

À la suite d'un appel national de l'intersyndicale, une journée de mobilisation est organisée jeudi. Le rendez-vous est donné à 11 h place de...

Page 48



mardi 16 septembre
2025

EDF réfléchit à l'avenir de la centrale nucléaire de Brennilis, arrêtée depuis 40 ans

(479 mots)

EDF a décarboné la flamme olympique en la rendant 100% électrique : le groupe ne doute pas d'avoir toutes les cartes en main pour proposer demain...

Page 49



lundi 15 septembre
2025

« Nous avons raté le cloud, il ne faut pas rater l'IA » (Stéphane Raison, EDF)

(1288 mots)

« Mon travail est d'accélérer l'usage de l'électricité en France. Lors de cette première année, nous nous sommes focalisés sur les data centers, un...

Page 50



lundi 15 septembre
2025

La banque Crédit Mutuel Arkéa lance une filière défense et souveraineté

(507 mots)

Elle viendra financer des entreprises travaillant pour la défense avec deux nouveaux fonds, mais aussi une aide aux paiements des fournisseurs avec...

Page 54



lundi 15 septembre
2025

Emploi : malgré les incertitudes politiques, « les entreprises continuent de recruter »

(604 mots)

Emploi : malgré les incertitudes politiques, « les entreprises continuent de recruter » À l'occasion du Forum économique breton de Saint-Malo, Benoît...

Page 57



lundi 15 septembre
2025

La crise politique et sociale s'invite au Forum Économique Breton

(802 mots)

Plus de 6 000 participants, la plupart des chefs d'entreprise bretons, participent actuellement au Forum Économique Breton à Saint-Malo. La chute de...

Page 60



lundi 15 septembre
2025

Marché de l'emploi « Les entreprises continuent de recruter »

(32 mots)

C'est ce que constate le président de ManpowerGroup, qui a participé au Forum économique breton. P. 13

Page 62



lundi 15 septembre
2025

« Les entreprises continuent de recruter »

(598 mots)

Propos recueillis par Guillaume Bietry À l'occasion du Forum économique breton de Saint-Malo (35), Benoît Derigny, président du groupe d'interim...

Page 63



lundi 15 septembre
2025

Les patrons bretons ont la taxe transport en travers de la gorge

(766 mots)

Guillaume Bietry Parmi les chefs d'entreprise, le versement mobilité régional, voté par la Région Bretagne, pour financer les transports collectifs,...

Page 65

LesEchos.fr
lundi 15 septembre
2025

Les ports de Lorient, Brest et Saint-Malo fondent un GIE (393 mots)

Les ports de Lorient, Brest et Saint-Malo fondent un GIE afin de gagner en visibilité et d'accélérer sur les grands enjeux du secteur, la décarbonation...

Page 67

LA TRIBUNE
dimanche 14
septembre 2025

Logement : en Bretagne, la crise pèse sur les recrutements (638 mots)

L'attractivité de la Bretagne va résider dans sa capacité à faire venir des actifs et surtout à les loger. Déjà, la crise de l'offre et la baisse des...

Page 69

BANQUE des TERRITOIRES
L'intérêt général a choisi sa banque
vendredi 12
septembre 2025

Une nouvelle étape pour le régionalisme économique breton (1019 mots)

Une nouvelle étape pour le "régionalisme économique" breton Publié le 12 septembre 2025 par Développement économique Après plusieurs mois d'ateliers entre...

Page 71

Le Télégramme
vendredi 12
septembre 2025

Nouvelle taxe transports : en Bretagne, les patrons ne désarment pas contre le versement mobilité régional (744 mots)

Nouvelle taxe transports : en Bretagne, les patrons ne désarment pas contre le versement mobilité régional Parmi les chefs d'entreprise, le versement...

Page 75

france bleu
vendredi 12
septembre 2025

L'après cancer est un temps aussi fort que celui de la thérapie, la Maison Jaïa est un lieu qui lui est dédié - ici (276 mots)

Rennes L'après cancer est un temps aussi fort que celui de la thérapie, la Maison Jaïa est un lieu qui lui est dédié Après la période des soins, de...

Page 77

news tank
énergies
vendredi 12
septembre 2025

Éolien flottant : « 2 défis à relever : la baisse des coûts et l'industrialisation » (Alain Morry, Eolink) (1178 mots)

« L'éolien flottant est une technologie qui est en cours de maturation. Elle va suivre la trajectoire de l'éolien en mer posé, technologie mature qui...

Page 78

news tank
énergies
vendredi 12
septembre 2025

FEB : « Tous en attente de la PPE avec un cap à plus long terme » (André Crocq, Région Bretagne) (1251 mots)

« Nous attendons tous la PPE Programmation pluriannuelle de l'énergie . Le décret est prêt, il n'a toujours pas été signé. Mais nous avons aussi besoin...

Page 82

le marin
vendredi 12
septembre 2025

EDF s'engage dans la décarbonation portuaire avec Brest port et le manutentionnaire Maritime Kuhn (485 mots)

À l'occasion du forum économique breton à Saint-Malo où l'énergéticien tenait une table ronde dédiée à la transition énergétique dans les ports, EDF a...

Page 86

Mer et Marine
Toute l'actualité maritime

vendredi 12
septembre 2025

Les ports de Brest, Lorient et Saint-Malo lancent une alliance pour mieux se faire connaître à l'étranger (68 mots)

Les trois principaux ports de commerce bretons ont lancé la Bretagne Port Strategic Alliance. Les trois ports de commerce de Brest, Lorient et...

Page 88

Mer et Marine
Toute l'actualité maritime

vendredi 12
septembre 2025

« Nous avons des coups à jouer » : la stratégie du port de Brest pour devenir un acteur majeur de l'éolien flottant (614 mots)

BrestPort a signé, ce 10 septembre, à Saint-Malo, des accords avec Eolink et Pennavel, deux acteurs de l'éolien flottant. Le port finistérien confirme...

Page 89

Le Journal des Entreprises

Le brief

Ce qu'il faut retenir ce matin

vendredi 12
septembre 2025

La crise politique et sociale s'invite au Forum Économique Breton (815 mots)

Plus de 6 000 participants, la plupart des chefs d'entreprise bretons, participent actuellement au Forum Économique Breton à Saint-Malo. La chute de...

Page 92

ouest france
Justice et Liberté

vendredi 12
septembre 2025

Les manifestants entre espoir et découragement (328 mots)

Jeudi, au lendemain du mouvement « Bloquons tout », une quinzaine de manifestants étaient de nouveau réunis devant le Forum économique breton. Pour...

Page 94

ouest france
Justice et Liberté

vendredi 12
septembre 2025

L'agence économique régionale devient Bretagne Next (107 mots)

Bretagne développement innovation, l'agence économique de la Région, change de nom. Loïc Hénaff, conseiller régional et PDG du Groupe Jean Hénaff,...

Page 95

Le Journal des Entreprises

Le brief

Ce qu'il faut retenir ce matin

vendredi 12
septembre 2025

Bretagne Développement Innovation devient Bretagne Next, présidée par Loïc Hénaff (245 mots)

EN BREF L'agence économique régionale Bretagne Développement Innovation se transforme. Elle change de nom pour Bretagne Next, qui signifie Nouvelle...

Page 96

le marin
www.lamarin.fr

vendredi 12
septembre 2025

Pennavel se rapproche du port de Brest pour son projet de parc éolien flottant en Bretagne sud (326 mots)

Le développeur Pennavel et Brestport ont signé, mercredi 10 septembre, un accord afin de préparer les prochaines étapes de leur collaboration dans le...

Page 97

Le Télégramme

vendredi 12
septembre 2025

Trois ports de commerce bretons décident de s'allier (372 mots)

Bruno Salaün Les ports de commerce de Brest, Lorient et Saint-Malo (35) s'appretiennent à créer un groupement d'intérêt économique. Ils veulent se rendre...

Page 98

**ouest
france**
INTERNET
jeudi 11 septembre
2025

Après le 10 septembre, les manifestants entre espoir et découragement à Saint-Malo (357 mots)
Ce jeudi 11 septembre 2025, au lendemain du mouvement « Bloquons tout », une quinzaine de manifestants étaient de nouveau réunis devant le Forum...

Page 99

Capital
jeudi 11 septembre
2025

«La réduction de la dette relève de l'intérêt général» : la mise au point de Patrick Martin (Medef) (569 mots)
«La réduction de la dette relève de l'intérêt général» : la mise au point de Patrick Martin (Medef) Au cours d'une semaine qui a connu un changement de...

Page 101

le marin
jeudi 11 septembre
2025

Pennavel se rapproche du port de Brest pour son projet de parc éolien flottant en Bretagne sud (293 mots)
Le développeur Pennavel et Brestport ont signé, mercredi 10 septembre, un accord afin de préparer les prochaines étapes de leur collaboration dans le...

Page 103

actu.fr
jeudi 11 septembre
2025

Le majestueux Belem fait escale à Saint-Malo (165 mots)
Le majestueux Belem fait escale à Saint-Malo Le deuxième plus grand voilier de France est de retour dans sa chère cité corsaire. Il quittera Saint-Malo...

Page 105

Le Télégramme
jeudi 11 septembre
2025

À Brennilis, l'ancienne centrale nucléaire sera démantelée d'ici 2041 : et après ? (510 mots)
À Brennilis, l'ancienne centrale nucléaire sera démantelée d'ici 2041 : et après ? Une filière bois ? De nouvelles infrastructures énergétiques ? Un...

Page 107

**LA
TRIBUNE**
jeudi 11 septembre
2025

Nucléaire : à l'arrêt depuis quarante ans, EDF lance la réflexion sur l'avenir du site de Brennilis (518 mots)
Le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis sera achevé en 2042. Alors que le travail préparatoire sur le bloc réacteur démarrera en 2027,...

Page 109

news tank
énergies
jeudi 11 septembre
2025

FEB : « La Bretagne traduit la dynamique électrique nationale » (Régis Boigegrain, RTE) (1139 mots)
« La Bretagne est comme toutes les régions sur le chemin de la neutralité carbone. Nous constatons une croissance importante du parc de production...

Page 111

Le Journal des Entreprises
jeudi 11 septembre
2025

Bretagne Développement Innovation devient Bretagne Next, présidée par Loïc Hénaff (156 mots)
L'agence économique régionale Bretagne Développement Innovation se transforme. Elle change de nom pour Bretagne Next, qui signifie Nouvelle Économie,...

Page 115



jeudi 11 septembre
2025

Les jeunes et le monde du travail, comment en finir avec les préjugés? Le service civique est une piste - ici (138 mots)

Page 116

Les jeunes et le monde du travail, comment en finir avec les préjugés? Le service civique est une pistePrésents au Forum Economique Breton 2025, des...

news tank
energies

jeudi 11 septembre
2025

« Les industriels et les acteurs de l'énergie s'impatientent d'avoir une PPE » (Patrick Martin, Medef) (696 mots)

Page 117

« Toutes nos entreprises, les industriels et les acteurs de l'énergie s'impatientent d'avoir unePPEProgrammation pluriannuelle de l'énergie . Cela...

le marin

jeudi 11 septembre
2025

Les ports de commerce bretons se regroupent pour conquérir des marchés à l'international (407 mots)

Page 120

Les ports de commerce de Brest, Lorient et Saint-Malo ont signé, jeudi 11 septembre, un partenariat pour se réunir sous forme de groupement d'intérêt...

LeJournaldesEntreprises

jeudi 11 septembre
2025

La crise politique et sociale s'invite au Forum Économique Breton (707 mots)

Page 122

Plus de 6 000 participants, la plupart des chefs d'entreprise bretons, participent actuellement au Forum Économique Breton à Saint-Malo. La chute de...

news tank
energies

jeudi 11 septembre
2025

FEB : « L'énergie, sujet essentiel pour nos activités et pour la Bretagne » (Stéphane Deschamps, UIMM) (1052 mots)

Page 125

« Le sujet de l'énergie est essentiel pour nos activités et pour notre territoire avec le choc que nous avons connu en 2022, bien que nous n'ayons pas...

Le Télégramme

jeudi 11 septembre
2025

Trois ports de commerce bretons s'engagent dans une alliance économique et stratégique (328 mots)

Page 129

Trois ports de commerce bretons s'engagent dans une alliance économique et stratégiqueLes ports de commerce de Brest, Lorient et Saint-Malo...

LA TRIBUNE

jeudi 11 septembre
2025

En Bretagne, « le défi économique est humain » (828 mots)

Page 130

En 2025, la Région consacre plus de 50 millions d'euros pour soutenir les projets des entreprises qui investissent, recrutent, innovent. Les pouvoirs...

LE MOCI

jeudi 11 septembre
2025

Trophées Bretagne du Moci : Aisprid, Socomore, Stirweld, Technature (531 mots)

Page 133

Malgré les perturbations liées au mouvement social « Bloquons tout ! », les start-up, PME et ETI candidates à la première édition des trophées...

LE MOCI
Moniteur du Commerce International depuis 1853
jeudi 11 septembre
2025

Ecosystème export, en bref : Stratexio, BCI, Accélérateur Asie, Fabrique de l'exportation (73 mots)
Stratexio, BCI : à l'occasion de la tenue à Saint-Malo du Forum économique Breton - dont Le Moci est partenaire-, Stratexio, association qui promeut...

Page 138

ouest france
Justice et Liberté
jeudi 11 septembre
2025

Casseroles et slogans pour le forum économique (671 mots)
Près de 170 manifestants se sont rassemblés, hier, devant le Forum économique breton à l'occasion du mouvement du 10 septembre. Lycéens, travailleurs...

Page 139

ouest france
Justice et Liberté
jeudi 11 septembre
2025

Une patronne interpelle les manifestants (312 mots)
Au Forum économique breton, hier, une cheffe d'entreprise s'est émue des slogans hostiles du mouvement « Bloquons tout ». Son sang n'a fait qu'un tour...

Page 141

Le Télégramme
jeudi 11 septembre
2025

Eolien flottant : BrestPort signe deux protocoles d'accord avec Eolink et Pennavel (118 mots)
Le port de Brest est prêt à investir pour accueillir des projets d'éolien flottant. Mercredi, au Forum économique breton de Saint-Malo (35), des...

Page 142

jeudi 11 septembre
2025

Les patrons attendent les actions du gouvernement (452 mots)
Vingt-quatre heures après la nomination du nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu, les dirigeants espèrent que son gouvernement apportera de la...

Page 143

ouest france
Justice et Liberté
jeudi 11 septembre
2025

« Les salariés devraient habiter près de leur travail » (437 mots)
La Chambre de commerce et d'industrie (CCI) bretonne a lancé une étude sur les difficultés de logement pour les salariés. Les résultats ont été...

Page 145

Le Télégramme
jeudi 11 septembre
2025

Saint-Malo Les patrons bretons appellent à la responsabilité (511 mots)
Guillaume Bietry Exaspérés par les crises gouvernementales à répétition, les chefs d'entreprise bretons réclament dialogue et compromis pour stabiliser...

Page 146

ouest france
Justice et Liberté
jeudi 11 septembre
2025

Quelques actions ailleurs dans le département (229 mots)
À Saint-Malo 170 manifestants se sont invités devant le Palais du Grand large où se tient le Forum économique breton. Avec des casseroles et des...

Page 147

Le Télégramme
jeudi 11 septembre
2025

Rennes Et après ? Des actions limitées attendues jusqu'au 18 septembre (311 mots)
Hervé Chambonnière (avec les rédactions locales) Stand-by. La plupart des mouvements lancés en Bretagne lors du 10 septembre sont dans l'expectative...

Page 148

LesEchos.fr
jeudi 11 septembre
2025

« Bloquons tout » : une mobilisation limitée avant le rendez-vous du 18 septembre (831 mots)

Né sur les réseaux sociaux, le mouvement « Bloquons tout » n'a pas bloqué la France, mais il comptera pour la suite. Au final, ce 10 septembre aura...

Page 149

**ouest
france**
Justice et Liberté
jeudi 11 septembre
2025

Devant le FEB, Edwige portait sur elle ses revendications. (23 mots)

Devant le FEB, Edwige portait sur elle ses revendications. David Ademas / Ouest-France

Page 151

Le Télégramme
jeudi 11 septembre
2025

Finistère « Bloquons tout » n'a pas paralysé la Bretagne (787 mots)

Martin Vaugoude (avec les rédactions locales) Même s'il s'est traduit par une multitude d'actions, le mouvement « Bloquons tout » n'a pas paralysé la...

Page 152

Le Télégramme
mercredi 10
septembre 2025

Après la première mobilisation de « Bloquons tout », des actions limitées attendues en Bretagne jusqu'au 18 septembre (350 mots)

Après la première mobilisation de « Bloquons tout », des actions limitées attendues en Bretagne jusqu'au 18 septembre. Seule une poignée de sites...

Page 154

Le Télégramme
mercredi 10
septembre 2025

« Bloquons tout » n'a pas paralysé la Bretagne [Vidéo] (734 mots)

« Bloquons tout » n'a pas paralysé la Bretagne [Vidéo] Même s'il s'est traduit par une multitude d'actions, le mouvement « Bloquons tout » n'a pas...

Page 155

Mer et Marine
toute l'actualité maritime
mercredi 10
septembre 2025

Le port de Brest et Eolink signent un MoU pour accélérer le développement de l'éolien flottant (560 mots)

Le port de Brest et Eolink, pionnier de l'éolien en mer, renforcent leur collaboration avec la signature d'un protocole d'accord (MoU) à l'occasion du...

Page 157

**ouest
france**
INTERNET
mercredi 10
septembre 2025

TÉMOIGNAGES. Lycéennes, militantes : pourquoi ont-elles manifesté le 10 septembre à Saint-Malo ? (442 mots)

Le cortège du mouvement « Bloquons tout » a rassemblé des profils très différents, mercredi 10 septembre 2025, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Les...

Page 160

Le Télégramme
mercredi 10
septembre 2025

Instabilité politique : l'« appel à la responsabilité » des patrons bretons (501 mots)

Instabilité politique : l'« appel à la responsabilité » des patrons bretons Exaspérés par les crises gouvernementales à répétition, les chefs...

Page 162

Au Forum économique breton, face au chaos politique, l'entreprise fait figure de stabilité du pays (866 mots)

Au Forum économique breton, les dirigeants sont unanimes : ils continuent à avancer malgré l'instabilité politique. L'entreprise devient même la...

Page 164

Rassurer et alerter, c'est le défi que relève tous les jours l'entreprise vannetaise du digital comme Dimood - ici (134 mots)

VannesRassurer et alerter, c'est le défi que relève tous les jours l'entreprise vannetaise du digital comme DimoodL'entreprise vannetaise Dimood a...

Page 167

« Aujourd'hui, même en travaillant, on n'y arrive plus » : à Saint-Malo, 200 personnes ont crié leur colère devant le Forum Économique Breton (761 mots)

« Aujourd'hui, même en travaillant, on n'y arrive plus » : à Saint-Malo, 200 personnes ont crié leur colère devant le Forum Économique BretonCe...

Page 168

« Nous avons des coups à jouer » : la stratégie du port de Brest pour devenir un acteur majeur de l'éolien flottant (566 mots)

« Nous avons des coups à jouer » : la stratégie du port de Brest pour devenir un acteur majeur de l'éolien flottantBrestPort a signé, ce 10 septembre,...

Page 170

Défense : le Crédit Mutuel Arkéa et Bpifrance mobilisent 500 M€ pour aider les petites entreprises à payer leurs factures (445 mots)

Défense : le Crédit Mutuel Arkéa et Bpifrance mobilisent 500 M€ pour aider les petites entreprises à payer leurs facturesLe Crédit Mutuel Arkéa et la...

Page 172

Eolink et le port de Brest renforcent leur engagement sur l'éolien flottant en Atlantique (463 mots)

Le port de Brest et le spécialiste de l'éolien flottant Eolink ont signé un protocole d'accord (MoU) mercredi 10 septembre à l'occasion du Forum...

Page 174

« Bloquons tout ». À Saint-Malo, la manifestation cible un forum économique (637 mots)

Près de 170 manifestants se sont rassemblés ce mercredi 10 septembre 2025 devant le Forum économique breton, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Une...

Page 176



mercredi 10
septembre 2025

« Nous aussi, on crève » : émue, une cheffe d'entreprise interpelle les manifestants à Saint-Malo (340 mots)

Alors que les manifestants du mouvement « Bloquons tout » interpellèrent les patrons présents au Forum économique breton de Saint-Malo...

Page 179



mercredi 10
septembre 2025

10 M€ prêtés par la Banque des territoires en Ile-et-Vilaine : à quoi vont-ils servir ? (290 mots)

10 M€ prêtés par la Banque des territoires en Ile-et-Vilaine : à quoi vont-ils servir ? La Banque des territoires a signé plusieurs prêts, ce mercredi...

Page 181



mercredi 10
septembre 2025

« Je pense que d'autres clients s'équiperont de la frégate FDI », veut croire le PDG de Naval group (386 mots)

Lors d'un déplacement à Saint-Malo mercredi 9 septembre, le PDG de Naval group a réagi à l'actualité internationale et notamment l'échec de la vente...

Page 182



mercredi 10
septembre 2025

Défense : le Crédit Mutuel Arkéa va financer davantage les PME et ETI du secteur (750 mots)

Le Crédit Mutuel Arkéa annonce la création d'une filière « Défense & Souveraineté » formée autour d'un financement bancaire doté de 500 millions...

Page 184



mercredi 10
septembre 2025

La photo, c'est d'abord de l'émotion, l'IA n'est donc pas une menace pour Ewan Lebourdais, photographe de Marine - ici (127 mots)

Brest La photo, c'est d'abord de l'émotion, l'IA n'est donc pas une menace pour Ewan Lebourdais, photographe de Marine est photographe et peintre...

Page 187



mercredi 10
septembre 2025

Une majorité de Bretons prête à utiliser l'eau recyclée selon un sondage commandé par Veolia (680 mots)

Face aux risques de manque d'eau, 85 % des Bretons accepteraient de manger des aliments issus d'une agriculture utilisant l'eau recyclée. 62 % sont...

Page 188



mercredi 10
septembre 2025

Direct. Bloquons tout : une opération escargot menée sur la 4 voies vers Saint-Malo (262 mots)

Direct Bloquons tout : une opération escargot menée sur la 4 voies vers Saint-Malo C'est le Jour J pour le mouvement Bloquons tout. Un convoi d'une...

Page 191



mercredi 10
septembre 2025

10 septembre: à Dinan, des manifestants cherchent à perturber la grand-messe des patrons bretons (440 mots)

Actualités Politique Économie Police-Justice Insolite International Tech Sciences & Nature People & Culture 10 septembre: à Dinan, des manifestants cherchent à...

Page 194

ENTRETIEN. « Les PME font face à l'incertitude », dit la directrice banque commerciale BNP Paribas

(1318 mots)

La directrice de la banque commerciale de BNP Paribas, Isabelle Loc, sera au forum économique breton. Devant un nouvel attentisme, lié au contexte...

Page 196

Le Télégramme

mercredi 10
septembre 2025

Blocages, grèves, manifestations... Suivez les temps forts de la mobilisation de ce mercredi 10 septembre en direct

(392 mots)

DIRECT - Grève du 10 septembre en Bretagne : plusieurs AG à venirAprès la chute du gouvernement Bayrou lundi, place aux blocages et manifestations....

Page 200

Le Télégramme

mercredi 10
septembre 2025

« C'est exceptionnel » : pourquoi les patrons bretons affichent un moral d'acier

(329 mots)

« C'est exceptionnel » : pourquoi les patrons bretons affichent un moral d'acierPour 80 % des dirigeants bretons interrogés pour le Forum économique...

Page 207

Le Journal des Entreprises

Le brief

Ce qu'il faut retenir ce matin

mercredi 10
septembre 2025

Un nouveau pacte breton pour traverser l'incertitude au Forum Economique Breton

(159 mots)

EN BREF À la veille de l'ouverture du Forum Économique Breton (FEB) à Saint-Malo, Loïg Chesnais-Girard, président de la Région Bretagne, a fixé ce...

Page 208

mercredi 10
septembre 2025

« La question d'annuler ne s'est pas posée »

(315 mots)

Cela ne pouvait pas plus mal tomber, pour le Feb. 250 conférenciers sont attendus sur les différentes scènes du palais du Grand Large, le centre des...

Page 209

Le Télégramme

mercredi 10
septembre 2025

Sondage Patron bretonpatron heureux

(24 mots)

Ils sont bien plus confiants que la moyenne nationale. P. 10Photo Forum économique breton

Page 210

mercredi 10
septembre 2025

Un nouveau pacte pour que la Bretagne s'affirme

(618 mots)

Le Forum économique breton s'ouvre aujourd'hui à Saint-Malo. Le nouveau pacte présenté a pour but de co-construire des solutions concrètes pour que la...

Page 211

mercredi 10
septembre 2025

Une expo photo en escale au forum économique

(126 mots)

Après avoir fait le tour de France des principales villes d'implantation de Naval Group, notamment Brest, Nantes, Toulon, Cherbourg ou Lorient, et...

Page 213

Le Télégramme

mercredi 10
septembre 2025

Pourquoi les patrons bretons affichent un moral d'acier

(302 mots)

Il n'y a pas meilleure région pour être patron que la Bretagne, si l'on en croit le baromètre 2025 sur le moral de dirigeants bretons qui vient de...

Page 214

Les Bretons prêts à utiliser l'eau recyclée (322 mots)
Le groupe Veolia et le cabinet Elabe vont dévoiler un sondage inédit sur l'adhésion des Bretons à la transformation écologique. La Bretagne fait face à...

Page 215

« Bloquons tout » : une mobilisation limitée avant le rendez-vous syndical du 18 septembre (971 mots)
« Bloquons tout » : une mobilisation limitée avant le rendez-vous syndical du 18 septembre Le mouvement du 10 septembre n'a pas bloqué la France, mais...

Page 216

« Vous êtes où ? » : blocages improvisés, rangs clairsemés et pannes d'oreiller, reportage dans la France du « Bloquons tout » (1352 mots)
« Vous êtes où ? » : blocages improvisés, rangs clairsemés et pannes d'oreiller, reportage dans la France du « Bloquons tout » Des centaines de...

Page 219

« Le versement mobilité va s'appliquer en Bretagne » : Isabelle Le Callennec ne croit pas au pari de Chesnais-Girard sur la nouvelle taxe transports (472 mots)
« Le versement mobilité va s'appliquer en Bretagne » : Isabelle Le Callennec ne croit pas au pari de Chesnais-Girard sur la nouvelle taxe transports En...

Page 225

« La question d'annuler ne s'est pas posée » : à Saint-Malo, le Forum économique breton sous tension (364 mots)
Le grand rendez-vous de la rentrée économique en Bretagne va débiter à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), ce mercredi 10 septembre 2025, en pleine...

Page 227

« C'est une cible de choix » : comment le Forum économique breton se prépare aux blocages du 10 septembre (621 mots)
« C'est une cible de choix » : comment le Forum économique breton se prépare aux blocages du 10 septembre Le mouvement « Bloquons tout » compte...

Page 229

Un nouveau pacte breton pour traverser l'incertitude au Forum Économique Breton (146 mots)
À la veille de l'ouverture du Forum Économique Breton (FEB) à Saint-Malo, Loïg Chesnais-Girard, président de la Région Bretagne, a fixé ce mardi les...

Page 231

mardi 9 septembre
2025

Network for Teaching Entrepreneurship (NFTE) - Big Ideas Start Young: NFTE Opens 2025 World Series of Innovation to Innovators Ages 5-24

(532 mots)

Network for Teaching Entrepreneurship (NFTE) - Big Ideas Start Young: NFTE Opens 2025 World Series of Innovation to Innovators Ages 5-24Annual Global...

Page 232



mardi 9 septembre
2025

Croissance, compétitivité... Le forum économique de Saint-Malo lance le « nouveau pacte breton »

(663 mots)

Le forum économique breton s'ouvre ce mercredi 10 septembre 2025 pour deux jours à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Avec le lancement d'un pacte breton :...

Page 236



mardi 9 septembre
2025

Bloquons tout : à quoi s'attendre ce 10 septembre en Bretagne ?

(507 mots)

"Bloquer tout", des quais de gare aux rocadees en passant par les universités ou les entreprises : les nombreuses initiatives d'une mobilisation...

Page 239



mardi 9 septembre
2025

Événement : 6ème édition du Forum Economique Breton, les 10 et 11 septembre 2025 à Saint-Malo

(501 mots)

Événement : 6ème édition du Forum Economique Breton, les 10 et 11 septembre 2025 à Saint-MaloLe Forum Économique Breton fait son retour au Palais des...

Page 241



mardi 9 septembre
2025

Saint-Malo Une centaine de postes à pourvoir à Saint-Malo lors du Forum économique breton

(85 mots)

Comme l'année dernière, France Travail Bretagne et l'Apec Bretagne organisent une session de recrutement, mercredi, dans le cadre du Forum économique...

Page 243



mardi 9 septembre
2025

La préparation du 10 septembre rassemble

(455 mots)

Alors que le vote de confiance au Premier ministre François Bayrou vient de tomber, hier, une centaine de personnes s'est rassemblée devant la mairie...

Page 244



mardi 9 septembre
2025

Saint-Malo Caisse des dépôts : « Écouter les territoires »

(584 mots)

Propos recueillis par Guillaume BietryNommé à la tête de la Caisse des dépôts en juin, Olivier Sichel interviendra au Forum économique breton de...

Page 245



mardi 9 septembre
2025

Le logement, un frein pour six entreprises bretonnes sur dix

(315 mots)

Benjamin Brehon60 % des entreprises bretonnes jugent que la problématique du logement de leurs salariés est un frein très important (29 %) ou plutôt...

Page 247

Emploi : la Bretagne peut-elle rester championne ?

(663 mots)

Alors que la région fait la course en tête avec le plus bas taux de chômage en France, plusieurs signes de ralentissement de l'économie bretonne...

Page 248

Mouvement du 10 septembre : à quoi s'attendre ?

(839 mots)

La mobilisation s'organise dans le département. Si les contours et l'ampleur du mouvement « Bloquons tout » restent flous, plusieurs actions et points...

Page 250

«Au Forum économique breton, ils vont nous entendre» : à Saint-Malo, la journée du 10 septembre se prépare

(433 mots)

« Au Forum économique breton, ils vont nous entendre » : à Saint-Malo, la journée du 10 septembre se prépareCe lundi 8 septembre, près de 90 personnes...

Page 252

Bloquons tout : où sont prévues les actions en Bretagne ? - ici

(643 mots)

BretagneMorbihanFinistèreCôtes-d'ArmorIlle-et-Vilaine"Bloquons tout" : où sont prévues les actions en Bretagne ?De nombreux rassemblements sont prévus...

Page 254

Le logement, un frein au recrutement pour six entreprises bretonnes sur dix

(314 mots)

Le logement, un frein au recrutement pour six entreprises bretonnes sur dix60 % des entreprises bretonnes jugent que la problématique du logement de...

Page 257

Emploi : une centaine de postes à pourvoir à Saint-Malo, lors du Forum économique breton

(148 mots)

Emploi : une centaine de postes à pourvoir à Saint-Malo, lors du Forum économique bretonCes postes seront proposés par une quinzaine d'entreprises,...

Page 258

Le tourisme d'affaires, une aubaine pour l'après-saison

(440 mots)

En septembre, les vacanciers font place aux voyageurs d'affaires, venus participer à des colloques ou congrès dans la cité corsaire. Autour du centre...

Page 259

Le tourisme d'affaires, une aubaine pour l'après-saison à Saint-Malo

(463 mots)

En septembre, les vacanciers font place aux voyageurs d'affaires, venus participer à des colloques ou congrès dans la cité corsaire. Autour du centre...

Page 260



dimanche 7
septembre 2025

Saint Malo réunit les capitaines de l'économie au Forum Economique Breton tous les ans en septembre - ici (334 mots)

Émission Ici en Bretagne, l'intégrale Saint Malo réunit les capitaines de l'économie au Forum Economique Breton tous les ans en septembre Partager sur...

Page 262

Le Télégramme

dimanche 7
septembre 2025

« Il faut tout faire pour limiter la crise » (1058 mots)

Propos recueillis par Romain Roux et Guillaume Bietry Entre crise politique, mouvement du 10 septembre et incertitudes économiques, le président du...

Page 264

Le Télégramme

samedi 6 septembre
2025

Ploemeur le Crédit Mutuel de Bretagne donne un sens à l'épargne (213 mots)

Le Breton épargne mais désire donner un sens à sa prévoyance. La solidarité envers la population de son territoire gratifie sa démarche. « Cette...

Page 266



vendredi 5
septembre 2025

Forum Economique Breton - Saint Malo (35)

(192 mots)

Forum Economique Breton - Saint Malo (35) Salon Inscription ouverte Gratuit Adaptation au changement climatique, Cohésion des territoires, Développement...

Page 267

Le Télégramme

vendredi 5
septembre 2025

Olivier Sichel, patron de la Caisse des dépôts : « Nous sommes favorables à donner plus de pouvoir aux élus » (1023 mots)

Olivier Sichel, patron de la Caisse des dépôts : « Nous sommes favorables à donner plus de pouvoir aux élus » Nommé à la tête de la Caisse des dépôts...

Page 269



jeudi 4 septembre
2025

Angleterre / WSL Football : accord étendu avec Nike pour la fourniture d'équipements aux joueuses (1215 mots)

Nike Women's Super League Football division, 12 clubs, 14 à partir de 2026-27)... (Barclays Women's Super League Barclays Women's Super League 2 Deuxième...

Page 272



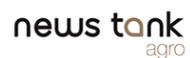
jeudi 4 septembre
2025

Représentativité des OP : publication des arrêtés dans plusieurs branches professionnelles (JO)

(2097 mots)

Les listes des organisations patronales reconnues représentatives dans plusieurs branches professionnelles sont fixées par des arrêtés du 17/07/2025...

Page 278



jeudi 4 septembre
2025

Conventions collectives nationales : listes des organisations syndicales et d'employeurs de l'agro

(329 mots)

Référencer les organisations syndicales reconnues représentatives et les organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives dans...

Page 289

LE MOCI
Moniteur du Commerce International depuis 1883

jeudi 4 septembre
2025

Ecosystème export, en bref : Trophées Moci Bretagne, Commerce extérieur, CCEF, Mittelstand européen, France – Guyanna (896 mots)

Trophées Moci Bretagne : le Forum économique breton (FEB), prévu les 10 et 11 septembre à Saint-Malo, se prépare. Pour la première fois, Le Moci en...

Page 291

Le Journal des Entreprises
Le brief
Ce qu'il faut retenir ce matin

lundi 1 septembre
2025

Une Tech Avenue dédiée à l'IA, à la cyber et à la data rassemble les acteurs du numérique bretons au FEB (144 mots)

A l'occasion du Forum Economique Breton (FEB), qui se tient à Saint-Malo les 10 et 11 septembre, le groupe rennais Dimood lance, avec Microsoft, KPMG,...

Page 294

Le Journal des Entreprises
BRETAGNE

lundi 1 septembre
2025

Rennes défie la morosité (324 mots)

La région rennaise, locomotive économique de la Bretagne, semble vouloir déjouer la sinistrose ambiante. Tandis que la croissance marque le pas dans...

Page 295

**ouest
france**
Justice et Liberté

lundi 1 septembre
2025

« Il n'y a pas de confiance qu'on puisse imposer »

(1353 mots)

Crise politique au niveau national, relations avec les entreprises, municipales... Le président de la région, Loïc Chesnais-Girard, partage sa vision du...

Page 296

**ouest
france**
INTERNET

samedi 30 août
2025

ENTRETIEN. Pour Loïc Chesnais-Girard : « Il n'y a pas de confiance qu'on impose à ses partenaires »

(1539 mots)

Crise politique au niveau national, relations avec les entreprises, élections municipales... Le président de la région Bretagne, Loïc Chesnais-Girard,...

Page 299

Le Journal des Entreprises

vendredi 29 août
2025

Les acteurs du numérique bretons créent une Tech Avenue dédié à l'IA, à la cyber et à la data lors du FEB (117 mots)

A l'occasion du Forum Economique Breton (FEB), qui se tient à Saint-Malo les 10 et 11 septembre, le groupe rennais Dimood lance, avec Microsoft, KPMG,...

Page 304

news tank
sport

jeudi 28 août 2025

Nike : partenariat avec Caitlin Clark et création d'un logo de marque dédié à la basketteuse américaine (949 mots)

Caitlin Clark, basketteuse américaine née en 2002, élargit son partenariat avec Nike. Les deux partenaires dévoilent à cette occasion un logo signature...

Page 305

LesEchos.fr

vendredi 11 juillet
2025

Dimood organisera une « Tech Avenue », lors du Forum économique breton (390 mots)

Dimood organisera une « Tech Avenue », lors du Forum économique breton. Implanté à Vannes (Morbihan), le spécialiste des services numériques et de la...

Page 309



La Bretagne prépare un nouveau pacte économique pour s'adapter au contexte international (610 mots)

La Bretagne prépare un nouveau "pacte" économique pour s'adapter au contexte international. Publié le 23 juin 2025 par Développement économique Le Forum...

Page 311



Le 6e Forum Économique Breton aura lieu les 10 et 11 septembre autour du nouveau Pacte breton

(177 mots)

EN BREF Pour sa 6e édition, le Forum Économique Breton (FEB) s'est fixé pour thématique de réfléchir au nouveau "Pacte breton". Les 10 et 11 septembre...

Page 314



mercredi 18 juin
2025

Saint-Malo Le Forum économique breton revient à Saint-Malo du 10 au 11 septembre (131 mots)

Le Forum économique breton (FEB) sera de retour les 10 et 11 septembre. Comme les années précédentes, la sixième édition de l'événement de rentrée du...

Page 315



dimanche 15 juin
2025

Au Forum économique de Saint-Malo, la Bretagne réfléchira à un « nouveau pacte breton » (493 mots)

Le monde de l'entreprise se réunira au 6e forum économique breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), les 10 et 11 septembre 2025. Les décideurs...

Page 316



vendredi 13 juin
2025

Taxe mobilité : l'agroalimentaire voit rouge (586 mots)

Romain RouxVent débout contre le futur versement mobilité, que la Région Bretagne compte mettre en place, l'industrie agroalimentaire bretonne monte...

Page 318

17 SEPTEMBRE 2025

ÉCONOMIE

: LETELEGRAMME.FR

Le Forum économique breton revient à Saint-Malo du 10 au 11 septembre

Pour la sixième année consécutive, le monde économique régional fera sa rentrée au Forum économique breton (FEB). Deux jours d'échanges et de débats, où environ 7 000 personnes sont attendues.

Le Forum économique breton (FEB) sera de retour les 10 et 11 septembre prochains. Comme les années précédentes, la sixième édition de l'événement de rentrée du monde économique régional se tiendra au Palais du Grand large de Saint-Malo (35). Alors que la précédente édition a réuni 6 000 personnes, « nous serons 7 000 cette année », a annoncé Christian Pousset, le fondateur et secrétaire général du FEB, ce vendredi 13 juin, lors d'une conférence de presse.

Une centaine de tables rondes et de conférences sont prévues tout au long du Forum, avec un thème comme fil rouge : « Pour un nouveau pacte breton ». Une invitation à « échanger sur les communs » et à « construire ensemble », au moment où les enjeux géopolitiques et économiques obligent à « faire des choix », estime le président de Région, Loïg Chesnais-Girard.



Le 6e Forum Économique Breton aura lieu les 10 et 11 septembre autour du nouveau "Pacte breton"



Le Palais du Grand Large de Saint-Malo, lieu d'accueil du Forum économique breton (FEB) — Photo : We'll

Pour sa 6e édition, le Forum Économique Breton (FEB) s'est fixé pour thématique de réfléchir au nouveau "Pacte breton". Les 10 et 11 septembre prochains, les acteurs du monde économique, de l'entreprise, de la politique, de la recherche, du monde associatif et des milieux syndicaux se réuniront à Saint-Malo pour aborder cette question lors de plus de 100 conférences. Le programme précis sera dévoilé en juillet et sera articulé autour de quatre grands thèmes : croissance et développement ; durabilité ; recherche et développement ; identité et culture. "Dans cette ère marquée par l'émergence de nouveaux risques, il est nécessaire de réfléchir sur le modèle de société auquel nous sommes attachés et sur son devenir. Ce modèle de société, ce "pacte" est fondé sur notre attachement aux libertés individuelles, à notre besoin de collectif et s'appuie sur la science, la richesse des débats et la coconstruction", explique Christian Pousset, fondateur et secrétaire général du FEB.





#CONSEIL EN I—NFORMATIQUE #PME

Dimood Group lance une initiative collective pour accélérer l'acculturation numérique des entreprises

EN BREF Dimood Group (340 salariés et 33 M€ de CA) lance une initiative collective à l'occasion du prochain Forum Économique Breton, qui se tiendra les 10 et 11 septembre prochains. Sous l'appellation Tech Avenue, il a

rassemblé plusieurs acteurs majeurs du numérique pour accélérer l'acculturation numérique des entreprises. Le collectif réunit Microsoft, KPMG, Sekost, Creative, MV Group, Veyan, et Ovalt. Habituellement concurrentes, ces entre-

prises s'allient ici pour poursuivre un objectif commun : démocratiser l'accès aux technologies et renforcer la compétitivité des entreprises du territoire. ■



Dimood Group lance une initiative collective pour accélérer l'acculturation numérique des entreprises



Collaborateurs Dimood Group — Photo : DR

Dimood Group¹ (340 salariés et 33 M€ de CA) lance une initiative collective à l'occasion du prochain Forum Économique Breton, qui se tiendra les 10 et 11 septembre prochains. Sous l'appellation Tech Avenue, il a rassemblé plusieurs acteurs majeurs du numérique pour accélérer l'acculturation numérique des entreprises. Le collectif réunit Microsoft, KPMG, Sekost, Creative, MV Group, Veyan, et Ovalt. Habituellement concurrentes, ces entreprises s'allient ici pour poursuivre un objectif commun : démocratiser l'accès aux technologies et renforcer la compétitivité des entreprises du territoire.





SAINT-MALO—NUMÉRIQUE—COSYSTÈME ET TERRITOIRE

Une "Tech Avenue" dédiée à l'IA, à la cyber et à la data rassemble les acteurs du numérique bretons au FEB

EN BREF A l'occasion du Forum Economique Breton (FEB), qui se tient à Saint-Malo les 10 et 11 septembre, le groupe rennais Dimood lance, avec Microsoft, KPMG, Sekost, Creative, MV Group, Veyan, Ovalt, un espace unique dédié à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité et à la data. Ce

stand commun vise à montrer l'esprit de coopération et d'engagement territorial des acteurs du numérique en Bretagne. Baptisé "Tech Avenue", cet espace unique sera ouvert au sein du Village du FEB. Le collectif proposera des ateliers pratiques et concrets en continu, animés par des experts

bretons : diagnostics cybersécurité express, initiations au prompting IA pour apprendre à augmenter sa productivité, et démonstrations d'innovations en matière de data et de solutions numériques. ■





Rennes Un professeur de prestige à l'Université de Rennes

Propos recueillis par Romain Roux L'Université de Rennes vient de recruter le célèbre Cédric Villani, lauréat de la médaille Fields, l'une des récompenses les plus hautes en matière de mathématiques.

À partir de septembre, vous enseignerez à l'université de Rennes. Comment s'est passé votre recrutement ?

Très simplement. D'une part, je suis rattaché principalement, depuis le début de ma carrière, à l'université de Lyon (Rhône). Et, encore aujourd'hui, c'est mon université de rattachement. Mais, comme à titre personnel, pour des raisons familiales et culturelles, je me suis installé dans la campagne morbihannaise, il était naturel de réaliser une partie de mes enseignements dans une université de la région. Et la qualité de Rennes est au sommet en matière de mathématiques. J'y ai des collègues nombreux et excellents. Je pourrai m'y épanouir. Je ferai la moitié de mes heures à Rennes et l'autre à Lyon.

L'université de Rennes est au sommet, dites-vous... Pourquoi ?

Elle est extrêmement solide et a su attirer des enseignements de haut niveau, des cours et des chercheurs qui ont fait une carrière internationale. Mon profil est plus visible avec la médaille Fields mais je retrouverai, à Rennes, des collègues avec qui on aura des échanges riches.

Ferez-vous également faire de la recherche à vos élèves, ici ?

Je n'ai jamais fait de distinction entre cours et recherche. C'est naturellement que les projets naissent lorsque l'on donne des cours. À Rennes, je vais avoir l'occasion de reprendre un cours au niveau master qui me tient à cœur, sur les théories de la mesure. J'avais déjà commencé à l'enseigner, à Lyon, il y a vingt ans. J'ai déjà des centaines de pages prêtes. Depuis longtemps, je me demandais quand je pourrai les retravailler et les transformer en ouvrage.

Théories de la mesure... C'est-à-dire ?

Elles permettent de mesurer les quantités. Surface, longueur, volume... Cette théorie, universellement enseignée, a été révolutionnée au début du XXe siècle par Henri Lebesgue, l'un des grands héros de la science française. Elle est un langage qui sert à toutes les sciences. C'est un des outils auxquels on se familiarise quand on est étudiant, c'est un cours obligatoire. Et au second semestre, j'enseignerai la théorie cinétique des gaz, qui a été l'un des sujets les plus importants de ma carrière et qui a fait objet de la médaille Fields.

Vous vivez aujourd'hui en Bretagne. Qu'est-ce qui vous a mené chez nous ?

Le fait est que je n'avais pas d'attaches au départ ! Après avoir vécu en Corrèze, à Lyon, dans le Var ou encore à Paris, j'avais dans l'idée de changer et d'explorer une nouvelle région. La forte identité culturelle de la Bretagne et son tropisme sur les sujets agricoles, qui me passionnent depuis mon passage au Parlement, m'ont convaincu. Et puis je serai au Forum économique breton, mais aussi à la Fête de l'Humanité Bretagne, à Lanester, au forum de la bande dessinée, dans le Morbihan...

Vous comptez donc vous impliquer en Bretagne ? voire revenir en politique ?

Ce n'est pas dans mes plans de m'impliquer dans la vie politique. Aujourd'hui, je préside la Fondation de l'écologie politique. Mieux vaut, pour elle, ne pas avoir de position partisane trop marquée. Même si tout le monde sait que je suis aujourd'hui proche des Écologistes, puisque j'étais sur leur liste aux élections européennes. Mais je ne recherche pas, aujourd'hui, de fonction élective. ■





À SUIVRE

FORUM ÉCONOMIQUE BRETON



Les 10 et 11 septembre 2025, Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) accueillera la 6e édition du Forum économique breton (FEB). Dans un contexte géopolitique incertain, décideurs économiques et politiques plancheront sur un « *nouveau pacte breton* ». Avec un taux de chômage de 5,9 % fin 2024, le plus bas de France,

la Bretagne veut continuer à faire la course en tête. Sept mille participants sont attendus, et 90 entreprises partenaires sont annoncées, dont Stellantis et Suez.



Bloquons tout : ce qui se dessine à Rennes et en Ille-et-Vilaine mercredi 10 septembre

La mobilisation s'organise en Ille-et-Vilaine. Si les contours et l'ampleur du mouvement « Bloquons tout » restent flous, plusieurs actions et points de rendez-vous ont été annoncés pour le mercredi 10 septembre 2025 en Ille-et-Vilaine. Voici ce qui est prévu à Rennes et dans d'autres villes du département.

Quelle sera l'ampleur du mouvement de contestation « Bloquons tout », ce mercredi 10 septembre en Ille-et-Vilaine ? Difficile de le savoir. Ces derniers jours, des centaines de personnes échangeaient sur les applications Signal et Telegram, dans des canaux ouverts pour s'organiser localement à Rennes, Saint-Malo, Redon, Dol-de-Bretagne... De vive voix aussi. Comme à Rennes, où une assemblée générale a réuni environ 300 personnes à Cleunay, samedi après-midi. Ou à Piré-sur-Seiche, ce dimanche soir, pour les actions à mener dans le sud-est du département.

Lire aussi : « Bloquons tout » le 10 septembre : près d'un Français sur deux soutient le mouvement selon un sondage

Devant les mairies lundi soir

Comme partout en France, un premier rendez-vous est donné lundi soir, à 19 h, devant les mairies, pour le « **pot de départ de Bayrou** » et « **fêter la chute du gouvernement** » au son des casseroles. L'occasion aussi d'affiner les actions prévues le 10 septembre.

À Rennes, deux points de rendez-vous et une manifestation

Mercredi, dans la capitale bretonne, deux points de rendez-vous sont annoncés, dès 6 h 30. Aux stations de métro Via Silva, au nord est de Rennes et Henri-Fréville, près du centre Alma. La volonté d'aller bloquer la rocade est évoquée, d'autres parlent de barrages filtrants. Ensuite, il est prévu de rejoindre le centre-ville de Rennes pour une manifestation à République, à 11 h 30.

De leur côté, les syndicats des métiers de la santé et du social prévoient une manifestation devant la préfecture, à Beauregard, à 10 h.

Ça devrait bouger aussi dans les universités. À Rennes 2, une nouvelle assemblée générale est prévue, lundi midi, pour préparer la mobilisation de mercredi. Des tentatives de blocage pourraient aussi avoir lieu dès l'aube, devant les lycées.

Des rendez-vous à Saint-Malo, Redon, Fougères, Dol...

À Saint-Malo, les choses devraient se préciser lundi soir en marge du rassemblement pour le probable départ du Premier ministre François Bayrou. Mais les manifestants ont dans le viseur le Forum économique Breton, qui s'ouvre mercredi. « **Grandes entreprises, état et représentants de la classe politique au pouvoir se réunissent et réaffirment leurs intérêts communs, au détriment des classes populaires** », estime le collectif Indignons nous du pays de Saint-Malo.

On s'organise aussi dans le pays de Redon, avec un point de rassemblement à 7 h du matin mercredi, au rond-point de la Jaunaie, dans la zone commerciale Cap Nord. À Fougères, ce sera l'après-midi avec un rendez-vous à 17 h 30, place Aristide-Briand. À Dol-de-Bretagne, une « **assemblée citoyenne familiale et conviviale** » est prévue à 15 h, au parc des Petits-lutins.

Préavis de grève

En plus de ces actions annoncées, plusieurs préavis de grève ont été déposés par les syndicats pour le 10 septembre. C'est le cas dans les transports en commun à Rennes, avec des perturbations à prévoir sur le réseau Star. Mais aussi dans les gares avec un appel de la CGT-Cheminots à « **participer massivement à la grève** ».

Réunie mercredi dernier à Rennes pour décider des actions à venir, l'intersyndicale envisageait ce 10 septembre comme le premier acte de la rentrée sociale, avant le jeudi 18 septembre, où les syndicats espèrent voir tous les secteurs, publics comme privés, dans la rue.



Manifestation dans les rues de Rennes le 7 septembre 2024, après la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre, à la suite des élections législatives anticipées de juin 2024.

Manifestation dans les rues de Rennes le 7 septembre 2024, après la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre, à la suite des élections législatives anticipées de juin 2024.

Photo Archives Vincent Michel / Ouest-France

par Hugo Huaumé.



DIRECT. Toulouse, Bagnolet, Dinan... Les blocages du 10-Septembre ont démarré, 59 interpellations

en directLa France se prépare mercredi à une journée agitée dans le sillage de l'appel à "Bloquons tout" né sur les réseaux sociaux mais qui devrait permettre de jauger la colère sociale, dans un pays en pleine crise politique.07h34

10-Septembre: suivez le direct RMC

Reporters, invités, auditeurs... RMC vous accompagne et vous informe des blocages et mobilisations tout au long de la journée du 10-Septembre

>> SUIVEZ LE DIRECT RADIO ICI <<

Partager
Partager

08h05

Le bilan monte à 65 interpellations en région parisienne

A 8h, le bilan des interpellations sur Paris et petite couronne monte de 51 à 65 selon la préfecture de police.

Partager
Partager

08h03

Le point sur les blocages à 8h

Le périphérique est par exemple bloqué à Rennes, mais aussi à Caen par une centaine de manifestants, c'est aussi le cas de l'autoroute A35 à hauteur de Strasbourg, sur l'A10 à Poitiers où la circulation est totalement coupée.

Mais des actions ont aussi lieu devant des lycées à Paris et Lyon : avec des amoncellements de poubelles pour empêcher l'accès.

Dans le Nord, près de Douai, l'accès à un entrepot Amazon est bloqué par un petit groupe...

Et on signale plusieurs cortèges modestes, plusieurs centaines de manifestants dans les centre-villes de Marseille et de Lyon... où des affrontements ont eu lieu avec la police dans le secteur de Per-rache.

Des sabotages étaient également craints, pour l'instant aucune opération d'ampleur n'est remontée, hormis quelques dégradations de radars automatique et l'incendie de câbles sur une ligne ferroviaire entre Toulouse et Auch qui a interrompu le trafic pour toute la journée.

Victor Joanin

Partager
Partager

07h56

Des vols de câble dans la nuit sur le réseau SNCF

La porte-parole de la police nationale précise sur RMC que quelques actions ont déjà eu lieu: "On a eu au cours de la nuit des vols de câbles sur des voies SNCF qui entraînent des difficultés sur le trafic", explique-t-elle.

Partager
Partager

ALERTE INFO

Alerte info

07h46

Une soixantaine d'interpellations ce matin

Agathe Foucault, porte-parole de la police nationale, fait le point sur les premières actions sur RMC, rappelant que 80.000 policiers et gendarmes sont mobilisés depuis cette nuit.

Des premières actions de manifestants ont été "levées" avec 51 interpellations dans le secteur préfecture de Police (Paris) et 8 en province, détaille-t-elle sur RMC.

"Des individus confondent le droit de manifester et le droit de casser et commettre des infractions. L'un est consacré par le droit, l'autre non et les policiers agissent dans ce cadre".

Des chiffres qui ne concernent que les zones "police", plus urbaines, et ne tiennent pas en compte les chiffres de la gendarmerie nationale.

Partager
Partager

07h23

A Toulouse, les actions commencent également

La grande distribution était ciblée également. L'objectif est de paralyser l'économie du pays, avec notamment des opérations caddies gratuit, qui inquiétait particulièrement le patron d'Intermarché sur RMC il y a deux jours¹.

Notre reporter est auprès de manifestants qui se rassemblent depuis 6h30 aux abords de Toulouse. Dans la ville rose des actions ont démarré à proximité de la gare et également un début d'action de la CGT devant les usines Airbus.

A 14h30 une grande manifestation est prévue dans le centre de Toulouse.

Avec JWF

Partager
Partager

07h17

Ces personnes qui hésitent à participer

Christophe (Ille-et-Villaine), agent SNCF, explique sur RMC qu'il ne compte pas bloquer aujourd'hui et se posait la question d'intégrer le mouvement ou non depuis une semaine. "Il y a vraiment deux camps, les deux extrêmes. Mais il faut faire des coalitions", juge-t-il.

Partager
Partager

07h14

Où sont les blocages?

Nos reporters vous accompagnent toute la journée pour signaler et raconter ce qu'il se passe sur les différents points "chauds" de la mobilisation.

A Dinan (Côtes-d'Armor), les choses commencent à s'organiser pour une opération escargot sur la national. Des manifestants commencent à se rejoindre pour perturber le Forum économique breton, la grand-messe du patronnat local.

Des perturbations sont également prévues à Nantes vers l'aéroport, et à Rennes sur la Rocade.

A Bagnolet aux portes de Paris: notre reporter a constaté que la police a rapidement délogé des manifestants qui tentaient de descendre sur les voies.

Au standard de RMC, les auditeurs signalent également les blocages. Il y en a actuellement à l'entrée de Grenoble.

>>> Ecoutez RMC en direct ici

Le 3216 RMC : 10-Septembre, allez-vous y participer ? - 10/09 3:20

Partager

Partager

07h01

A Paris, la crainte des commerçants prêts de Châtelet

Pour cette journée de mobilisation, les étudiants ont prévu à Paris de se rassembler et de converger vers la place du Châtelet où se réuniront déjà les syndicats CGT, FSU et Solidaires à 13h. Un rassemblement qui inquiète les commerçants du quartier comme Illan.

"Si ce ne sont que des manifestants ça va. Mais si c'est le bordel et qu'ils commencent à tout casser là par contre le matériel je dois le racheter etc. C'est très compliqué", confie-t-il.

Notre article - "On va perdre une journée de chiffre d'affaires": à Paris les commerçants redoutent cette journée du 10 septembre.¹

Partager

Partager

06h25

Quelle implication réelle de LFI et des syndicats dans le mouvement?

C'est ce mercredi 10 septembre que démarre le mouvement "bloquons-tout". Un mouvement social né sur Internet, hors du cadre des syndicats et des partis politiques. Ces derniers sont pourtant accusés de récupération: qu'en est-il vraiment?

Lire l'article ici¹.

Partager

Partager

06h20

Rassemblements et défilés

Plusieurs responsables de la CGT seront rassemblés mercredi dès 09h30 devant le ministère du Travail, à l'initiative de ses fédérations du commerce et de la chimie. De premiers cortèges sont prévus à Rennes et Nantes dès 11h.

Les unions départementales parisiennes de la CGT, FSU et de Solidaires se sont donné rendez-vous dès 13h dans le centre de la capi-

tale, place du Châtelet. A 14h30, une manifestation est annoncée à Toulouse.

Il y a également des appels à ne pas consommer ou à ne pas utiliser sa carte bancaire. Des appels suivis par certains commerçants qui **encouragent les paiements en espèces en proposant des réductions.**¹

Partager
Partager

06h15

Quid des sites industriels et plateformes logistiques?

Commerces, raffineries, hôpitaux, éboueurs, usines ... De nombreux salariés ont prévu de bloquer des entreprises. Le géant Amazon pourrait être perturbé par un piquet de grève sur le site de Brétigny-sur-Orge (Essonne), à partir de 12h. A Dunkerque, une grève est prévue chez ArcelorMittal¹, qui a annoncé ces derniers mois un important plan de licenciements.

Les salariés des raffineries de Gonfreville-L'Orcher, près du Havre (Seine-Maritime), Donges (Loire-Atlantique), et Feyzin (Rhône), toutes trois exploitées par TotalEnergies, sont appelés "à cesser le travail le 10", a indiqué à l'AFP Eric Sellini (CGT).

En Seine-Maritime, la CGT appelle également les salariés du secteur à rejoindre le piquet de grève près de la centrale nucléaire de Paluel. Au sud de Rouen, l'usine Ampère de Renault, plus gros employeur de la région, sera en grève. A l'appel de la CGT, les éboueurs ont déposé au moins une quinzaine de préavis de grève dans diverses régions de France, surtout rurales.

Partager
Partager

06h10

Les perturbations côtés transports

Dans l'Ouest, les citoyens mobilisés se donnent rendez-vous dès 06h ce mercredi pour bloquer les rocadés de Rennes et Nantes. Des actions similaires ou des barrages filtrants sont également annoncés dans les boucles de messagerie à Brest, Vannes ou Caen.

A Paris, dès minuit, des militants prévoient de bloquer plusieurs portes du périphérique (La Chapelle, Bagnolet, Montreuil, Italie, Orléans notamment). Dans la matinée, plusieurs assemblées générales se tiendront dans les gares parisiennes (gares du Nord et de Lyon).

Dans les transports en commun, les Intercités, RER, avec aucun train sur la ligne D, et Transiliens, avec seulement un train sur trois

sur la ligne H, seront plus affectés que les TGV, métros, tramways ou bus parisiens. Mais le RER A, ligne la plus fréquentée d'Europe, ne devrait pas être touché.

La direction générale de l'Aviation civile (DGAC) prévoit perturbations et retards "sur l'ensemble des aéroports français".

Partager

Partager

06h05

Ce qui est prévu du côté des étudiants et lycéens

Près de 30 universités françaises ont organisé mardi à la mi-journée leurs assemblées générales pour décider de leurs actions ce mercredi. Sur le campus Jussieu à Paris, une assemblée de plusieurs centaines de personnes a voté un rassemblement devant ce site mercredi matin, mais pas le blocage.

Les étudiants parisiens convergeront vers la place de la Sorbonne pour aller ensuite place du Châtelet à la mi-journée, où un rassemblement syndical est prévu.

La direction de Sciences Po a indiqué que ses sites à Paris et dans les régions resteraient fermés mercredi, avec des enseignements assurés à distance. L'université Rennes 2 fermera également des campus.

Côté lycées, "on doit prendre part à ce mouvement social, parce qu'on est les premiers et les premières concernés par le budget", explique Sofia Tizaoui, présidente de l'Union syndicale lycéenne, premier syndicat lycéen.

Partager

Partager

06h00

Bienvenue sur notre direct consacré à la mobilisation "Bloquons tout"

"Bloquer tout", du périphérique parisien aux rocade en régions en passant par les grandes gares, universités ou entreprises: face aux nombreuses initiatives d'une mobilisation citoyenne mercredi, au succès incertain, les autorités promettent la fermeté. Des centaines d'actions sont prévues en Ile-de-France et en régions, des métropoles aux petites villes.

Alors que la passation de pouvoir entre le nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu et son prédécesseur François Bayrou est prévue mercredi à midi¹, le ministre de l'Intérieur démissionnaire Bruno Retailleau a indiqué que des forces de sécurité seraient dé-

ployées dès mardi soir "sur des zones sensibles", promettant une "tolérance zéro". Il avait annoncé dès lundi soir que quelque "80.000 gendarmes et policiers" seraient mobilisés.

Le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, a dit mardi s'attendre à des "actions coups de poing", blocages voire sabotages, tandis que la porte-parole de la police nationale Agathe Foucault a évoqué sur RTL mardi soir "600 actions de voies publiques identifiées" mais pas déclarées.

Partager

Partager

par Rmcfr





BRETAGNE

Les patrons attendent les actions du gouvernement

Vingt-quatre heures après la nomination du nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu, les dirigeants espèrent que son gouvernement apportera de la clarification.

« Je ne sens pas que l'économie va se mettre en mode pause. » Au Forum économique breton qui se tient à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) jusqu'à ce jeudi, Benoit Derigny, directeur général de Manpower France, répond à l'instabilité politique actuelle. « Au moment de la dissolution, en juin 2024, il y a eu un moment de sidération. L'économie s'est mise en pause en attendant de savoir qui allait payer quoi. C'est reparti quand le budget a été voté en février. » Le dirigeant du groupe de travail temporaire en France, qui fait travailler chaque jour 70 000 personnes dans 40 000 entreprises, reste optimiste. « Les entreprises ne découvrent pas la situation. Beaucoup continuent à gérer des problèmes de recrutement pour assurer leur activité. »

« Les entreprises ont besoin de stabilité pour avancer »

Le président du Medef breton, Hervé Kermarrec, reconnaît néanmoins qu'aujourd'hui « on est dans une croissance faible, avec une tension sur nos marges. 170 dirigeants par jour perdent leur emploi ». Et d'estimer, avec l'annonce de la nomination de Sébastien Lecornu comme nouveau Premier

ministre, dès mardi soir, qu'« il n'y aura pas eu de vacance du pouvoir et c'est une bonne chose. J'espère que le nouveau Premier ministre va apporter cette clarification et qu'il permettra au projet de loi de finances d'être voté ». Car « les entreprises ont besoin de stabilité pour avancer », insiste Sébastien Floch, président du directoire de Sill entreprises dans l'agroalimentaire, à Brest (Finistère).

Nouvelle de nature à rassurer les dirigeants bretons : Philippe Gustin, qui fut préfet de Bretagne d'août 2023 à août 2024, a été nommé directeur de cabinet de Sébastien Lecornu.

Il n'y a pas de vacance non plus dans la transition énergétique, assure la dirigeante d'Engie, Catherine MacGregor : « Engie continue à investir 10 milliards d'euros par an dans le monde. » Pour Isabelle Loc, directrice de la banque commerciale BNP Paribas, « même si l'attentisme revient sur certains projets, les PME font face à l'incertitude et nous devons les accompagner dans ce moment complexe ».

Jouer collectif

« Il faut entendre les colères. Regarder en face les situations difficiles. Mais aussi regarder la situation économique de la France et réussir à avancer dans ce contexte », annonce Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne. À ses côtés, Olivier Sichel, nouvellement nommé à la Caisse des dépôts, a décliné les recettes des territoires qui gagnent : « Ce sont ceux qui sont coopératifs, qui se fédèrent sur un projet avec les acteurs publics, les entrepreneurs, le monde associatif qui réussissent. » Tout l'esprit du pacte breton. Les perdants ? « Ceux qui s'affrontent et refusent le dialogue. » ■



La directrice générale d'Engie, Catherine Macgregor, à l'ouverture du Forum économique breton, à Saint-Malo, avec Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne. Photo : David Adémas / Ouest-France

par *Élisabeth Montaufray-Bureau, Florence Le Neve Et Emilie Chassevant.*



« Accompagner le développement du réseau avec les compétences nécessaires » (Claire Daviet Peron, Enedis)

<https://img.newstank.fr>

« Face à l'électrification des usages, au développement des énergies renouvelables, la filière électrique a des besoins de création et d'extension du réseau. Aujourd'hui, nous observons une forte augmentation de ces activités. L'enjeu est donc de pouvoir accompagner cette transition et d'avoir les compétences nécessaires pour réaliser ces travaux », déclare Claire Daviet Peron, directrice territoriale Ille-et-Vilaine et Morbihan d'Enedis¹

La directrice territoriale revient sur le programme « Les écoles des réseaux pour la transition énergétique » au moment de la rentrée 2025. « Le déploiement se passe comme nous le souhaitons. Nous sommes en cours de formation de ces jeunes, et nous pourrions juger de ce dispositif lorsque ces derniers entreront sur le marché du travail. »

Claire Daviet Peron participait au Forum Économique Breton, organisé à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) les 10 et 11/09/2025. « Du fait de sa géographie et de son exposition au vent, la région Bretagne vise à rendre le réseau plus résilient. Notre but est de diminuer les effets d'une tempête sur le réseau et, en cas d'incident, pouvoir réparer plus vite », dit-elle.

La directrice territoriale Ille-et-Vilaine et Morbihan d'Enedis répond aux questions de News Tank.

Le programme « Les écoles des réseaux pour la transition énergétique » a été créé en mars 2023. Au moment de la rentrée 2025, où en êtes-vous concernant cette initiative ?

Face à l'électrification des usages, au développement des énergies renouvelables, la filière électrique a des besoins de création et d'extension du réseau. Aujourd'hui, nous observons une forte augmentation de ces activités. L'enjeu est donc de pouvoir accompagner cette transition et d'avoir les compétences nécessaires pour réaliser ces travaux. Au niveau de la région Bretagne, nous évaluons à 2 000 le nombre de recrutements nécessaires à 2030. À date, nous avons travaillé en Bretagne avec six établissements avec des classes de Bac Pro métiers de l'électricité ou de BTS électrotechnique.

Le déploiement se passe comme nous le souhaitons. Nous sommes en cours de formation de ces jeunes, et nous pourrions juger de ce dispositif lorsque ces derniers entreront sur le marché du travail.

Les écoles des réseaux pour la transition énergétique

Les écoles des réseaux pour la transition énergétique est un programme visant à former les jeunes et les personnes en reconversion et réinsertion aux métiers de la transition énergétique, pour répondre à un besoin massif en recrutement et en nouvelles compétences. • Lancement : 2023

- Structures : Enedis, RTE Réseau de transport d'électricité , FNTP Fédération nationale des travaux publics , Serce, Sner Union Nationale des syndicats professionnels de construction et d'entretien des réseaux secs , Gimelec Groupement des entreprises de la filière électronique et Sycabel Syndicat professionnel des fabricants de fils et de câbles électriques et de communication .

- Le dispositif des classes « réseaux électriques » s'adresse aux élèves de la seconde à la terminale et jusqu'au BTS Brevet de technicien supérieur .

- Chiffres clés :

- 1 600 entreprises actives dans la filière

- 8 300 postes à pourvoir chaque année pour la filière, dont 3 300 en alternance

- Plus de 120 établissements partenaires

Constatez-vous une appétence de la part des jeunes pour ces métiers ?

Pour nous, le premier enjeu est de faire connaître aux plus jeunes le sujet de la transition énergétique et la réalité des métiers qu'il y aura demain dans ces filières. Pour cela, nous menons des actions dans les collèges, nous avons déployé un outil en Bretagne pour les collégiens qui permet de comprendre les enjeux du réseau.

Nous avons aussi à faire connaître ces métiers au public féminin. Nous nous privons aujourd'hui d'un vivier très important. Contrairement à certaines idées reçues, ces métiers sont mixtes et sont intéressants pour tout le monde.

Des jeunes que j'ai rencontrés, il n'y a pas de question sur le sens de la mission. Les métiers sont concrets. Dans le cadre de leur cursus classique, ils ont des modules dédiés au réseau. Ils ont des installations techniques dans leur école et, lorsqu'ils viennent en entreprise, le lien est direct entre l'apprentissage et la mise en application. Nous formons des gens qui, demain, pourront faire ces métiers, en étant bien qualifiés.

Encouragez-vous la mobilité ou, au contraire, votre objectif est de former des professionnels qui travailleront sur le territoire breton ?

Notre enjeu ? Que les techniciens soient au plus près du réseau » La volonté de travailler près de chez soi ou, au contraire, de changer de région, est différente d'un jeune à l'autre. Nous proposons les deux. La plupart des entreprises qui participent à l'école des ré-

seaux sont implantées au niveau national. Pour Enedis, si je suis monteur réseau à Rennes, je peux aller à Brest, dans le sud de la France ou à Paris. Le réseau va partout.

Notre enjeu est que les techniciens soient au plus près de ce réseau. Aujourd'hui, nous avons plutôt le sentiment que les jeunes que nous formons sont heureux de pouvoir rester, au moins pour les premières années, près de chez eux.

La région Bretagne a une spécificité en matière de résilience des réseaux, notamment en raison des catastrophes naturelles. Comment cela se traduit-il au sein de la formation ?

Du fait de sa géographie et de son exposition au vent, la région Bretagne vise à rendre le réseau plus résilient. Notre but est de diminuer les effets d'une tempête sur le réseau et, en cas d'incident, pouvoir réparer plus vite.

Les jeunes ne sont pas spécifiquement formés à cela puisque le réseau est traité de la même manière. Il existe un socle commun d'intervention sur le réseau. Néanmoins, apparaissent certains métiers nouveaux, notamment sur la partie projet. Par exemple, nous allons utiliser l'IA intelligence artificielle pour avoir des modèles prédictifs sur les risques sur le réseau et mettre les investissements aux meilleurs endroits.

Quand on fait plus de travaux, nous avons un impact. Et, en tant qu'entreprise à mission, nous souhaitons maîtriser cet impact. C'est pourquoi nous mettons en place des chantiers bas carbone qui sont les plus respectueux possibles sur le territoire. Ce volet est encore en développement du côté de la formation. Aujourd'hui, nous testons des choses, mais les jeunes en formation découvrent surtout cet aspect lorsqu'ils arrivent en entreprise.

Enedis

• **Filiale indépendante du groupe EDF, en charge de la gestion du réseau de distribution d'électricité public sur 95 % du territoire français.**

• **Création** : 2008 (ERDF) / 2016 (Enedis)

• **Missions** :

- Exploitation et modernisation du réseau
- Conduite et pilotage à distance du réseau
- Dépannage 24/24 et 7/7
- Raccordement au réseau électrique des producteurs et consommateurs
- Comptage de la consommation et production d'électricité
- Accompagnement des collectivités locales dans leurs projets de transition énergétique

• **Effectifs** : 41 000 collaborateurs répartis sur 700 sites (2024)

• **Chiffre d'affaires** : 16,5 Md€ (2024)

- 15,2 Md€ (2023)

- 15,47 Md€ (2022)

- 15,3 Md€ (2021)

- **Présidente du directoire** : Marianne Laigneau, depuis février 2020
- **Secrétaire général** : Jean-François Vaquieri
- **Contact** : Vilizara Lazarova, responsable du pôle média
- **Tél.** : 01 47 74 75 98

Catégorie : Distribution & Stockage

Maison mère :EDF¹

Adresse du siège

Tour Enedis

34 Place des Corolles

92079 Paris la defense Cedex France Consulter la fiche dans

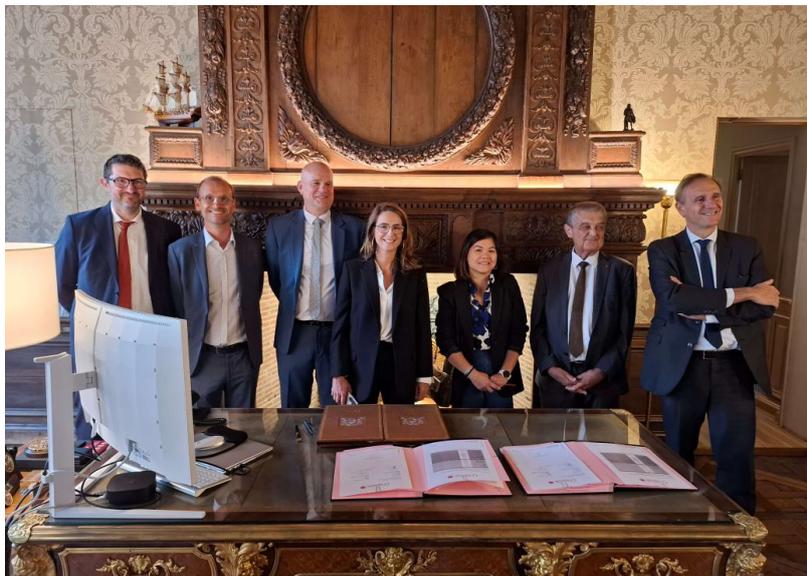
l'annuaire¹ Fiche n° 13193, créée le 15/03/2022 à 10:24 - MàJ le 15/09/2025 à 14:33 <https://img.newstank.fr>



L'Hydro, le futur musée maritime de Saint-Malo

Publié le 10 septembre 2025 Bretagne Tourisme, culture, loisirs

Les 10 et 11 septembre 2025, Saint-Malo a accueilli le Forum Économique Breton. Lors de cet événement, Olivier Sichel, directeur général de la Caisse des Dépôts, a signé un prêt de la Banque des Territoires destiné à l'acquisition du bâtiment qui accueillera le futur musée maritime L'Hydro.



© Banque des Territoires

Le 10 septembre, la signature officielle s'est tenue à la mairie de Saint-Malo en présence de Gilles Lurton, maire de la ville. Le musée prendra place Intra-Muros, dans l'ancienne École nationale Supérieure Maritime. Il réunira les collections qui étaient auparavant exposées au musée d'Histoire (Donjon du château) et au musée international du Long Cours cap-hornier (Tour Solidor), deux lieux devenus inadaptés à l'accueil du public et à la conservation des œuvres.

L'Hydro présentera l'histoire portuaire et maritime de Saint-Malo, ville reconstruite après 1945, et permettra de redécouvrir l'importance de la mer dans son développement. Le site proposera plusieurs niveaux d'exposition et une cour intérieure végétalisée. Il a d'ores et déjà obtenu le label architecture contemporaine remarquable.

Le coût du projet global représente un montant d'investissement de 39 M€ dont 7 M€ pour l'acquisition du bâtiment à l'Etat. C'est ce montant que finance la Banque des Territoires par un prêt PRUACV.

Le futur musée maritime ouvrira ses portes à l'automne 2028. Il deviendra un lieu de découverte et de partage autour du patrimoine maritime malouin.



Le nouveau C5 Aircross de Citroën fabriqué à Rennes entre en commercialisation



Au côté d'Étienne Martin Commandeur (à gauche), directeur du site Stellantis Rennes, Édouard Georges, directeur Citroën France — Photo : Baptiste Coupin

Le directeur de Citroën France, Édouard Georges, a acté lors du Forum Économique Breton le début de la commercialisation du véhicule C5 Aircross sorti des lignes d'assemblage du site Stellantis de Rennes-La Janais (2 000 salariés). "C'est un moment symbolique, les premières unités arrivent dans les concessions partout en France", a-t-il fait remarquer. Citroën veut faire de son SUV 100 % électrique, "le vaisseau amiral de la marque". Étienne Martin Commandeur, directeur du site Stellantis Rennes, vise "120 000 voitures fabriquées par an". L'usine de Rennes va s'appuyer sur 200 embauches à compter d'octobre¹ pour sa montée en cadence. "Un plan pour monter à trois équipes l'année prochaine est envisagé, selon le succès du véhicule."





BRETAGNE | — # TRANSPORT-LOGISTIQUE # POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La crise politique et sociale s'invite au Forum Économique Breton

Plus de 6 000 participants, la plupart des chefs d'entreprise bretons, participent actuellement au Forum Économique Breton à Saint-Malo. La chute de François Bayrou et la crise sociale que connaît la France se sont invitées dans les débats. Tour des réactions des entrepreneurs sur place, inquiets de cette instabilité gouvernementale chronique.



Des sympathisants du mouvement "Bloquons tout" devant le Forum Économique Breton à Saint-Malo, le 11 septembre 2025 Photo : Photo : Baptiste Coupin

Le Forum Économique breton, grand rendez-vous économique de la rentrée en Bretagne, s'est ouvert mercredi à Saint-Malo, sur fond de crise politique et sociale. Un comité d'accueil d'une centaine de personnes, participants du mouvement "Bloquons tout", a accueilli hier les patrons, venus des quatre coins du territoire breton. Leurs slogans ? "Rendez l'argent !" ; "Taxez les riches !". Les protestataires, en colère contre la dégradation de leurs conditions de vie, à commencer par la baisse de leur pouvoir d'achat, ont trouvé une cible facile : les entreprises, et les patrons.

"Fixer un cadre clair"

"Les entreprises, elle aussi, partagent leurs difficultés", leur répond le président du

Medef Bretagne (20 000 entreprises représentées), Hervé Kermarrec : "Elles produisent mais subissent des charges en hausse, des marges en baisse, une concurrence internationale agressive, et bientôt les droits de douane de Trump qui limiteront leurs exportations."



Hervé Kermarrec, président du Medef Bretagne — Photo : Photo : Baptiste Coupin

Si la nomination rapide d'un nouveau Premier ministre le rassure pour éviter une paralysie de l'activité, le patron des patrons bretons attend maintenant "un gouvernement rapidement au travail pour écouter les entreprises et fixer un cadre clair". "Nous serons vigilants, notamment sur le projet de loi de finances", assure-t-il.

"Ce qu'on attend, c'est une stabilité gouvernementale"

Dans une France ingouvernable depuis un an et demi,

avec des réformes susceptibles d'être stoppées ou des marchés publics reportés, les chefs d'entreprise croisés dans les allées du salon, affichent, en grande majorité, leur exaspération. C'est le cas de Jean-Yves Gautier, président de l'ETI bretonienne GFS (.500 salariés et 70 M€ de CA), société de transport de produits manufacturés en pleine croissance.



Jean-Yves Gautier, président du transporteur GFS — Photo : Photo : Baptiste Coupin

"Nous, chefs d'entreprise, ce qu'on attend avant tout, c'est une stabilité gouvernementale, souligne-t-il. Sinon, tout le reste est compromis : les taux d'intérêt, les investissements dans la transition énergétique, la confiance des clients. On est déjà à notre huitième ministre des Transports depuis l'élection du président. Comment avancer sérieusement dans ces conditions ?"

"Il va peut-être falloir réduire la voilure"

Frédéric Lerebour, directeur général du torréfacteur de Bain-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine) Lobodis (36 salariés et 30 emplois indirects en ESAT, environ 10 M€ de CA), est aussi désarçonné par la situation du moment : "Le climat actuel crée de l'inquiétude. Il va peut-être falloir réduire la voilure sur certains projets, être moins ambitieux, mais on n'a pas d'autres choix que d'avancer". Son entreprise fabrique du café responsable et engage des investissements sur le transport décarboné à la voile pour faire venir sa matière première de différents continents.



Frédéric Lerebour, directeur général du torréfacteur Lobodis — Photo : Photo : Baptiste Coupin

Il espère que les incitations fiscales que peut accorder l'État sur les projets de transition écologique des entreprises ne

seront pas remises en question.

Des chefs d'entreprise confiants

À l'occasion du FEB, le cabinet d'audit et d'expertise comptable Forvis Mazars, a dévoilé les résultats d'un baromètre inédit consacré au moral des dirigeants bretons. Ils expriment une vigilance face aux incertitudes conjoncturelles, notamment sur les coûts, l'énergie ou la demande. Pour autant, 80 % d'entre eux jugent "bonne" la situation de leur entreprise. "Les fondamentaux de l'économie bretonne restent bons, avec un taux de chômage à 6 %, le plus bas de France, corrobore le président de Région, Loïg Chesnais-Girard. Même si des entreprises connaissent des difficultés, beaucoup investissent, souvent avec l'appui de la Région, comme Safran à Rennes, Naval Group et Cité Marine dans le Morbihan."

"Faire front commun"

"Il faut rester positifs", conclut Thierry Geffroy, patron du géant rennais des services aux entreprises Samsic (136 000

collaborateurs, 4 Md€ de CA en 2024), qui conduit de nombreux rachats en Europe ces derniers mois.

"Allez interroger les Européens, ils vous diront qu'en France il y a tout, et il n'y a que les Français à se plaindre, déclare le dirigeant. Bien sûr qu'il faut aider les gens qui en ont besoin, mais il nous faut aussi des institutions stables. Avoir de la stabilité et de la cohérence, et faire front commun".

Le "pacte breton", cette capacité des acteurs bretons à travailler ensemble (acteurs économiques, collectivités et monde institutionnel) pour passer les obstacles, est le fil rouge du FEB 2025. Il inspirera peut-être le futur gouvernement Lecornu. ■

par Baptiste Coupin

BRETAGNE |# TRANSPORT-LOGISTIQUE # AGROALIMENTAIRE # SERVICES AUX ENTREPRISES POLITIQUE ÉCONOMIQUE # CONJONCTURE # SYNDICATS PATRONAUX ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES





SAINT-MALO

Mobilisation de jeudi : à quoi faut-il s'attendre ?

À la suite d'un appel national de l'intersyndicale, une journée de mobilisation est organisée jeudi. Le rendez-vous est donné à 11 h place de l'Europe.

Après le mouvement « Bloquons tout » du 10 septembre, une nouvelle journée de mobilisation sera organisée jeudi. Cette fois à l'initiative de l'Intersyndicale (FO, CGT, Solidaires, F.S.U, CFDT). À Saint-Malo, le départ devrait se faire à partir de 11 h, place de l'Europe.

Au cœur de cette colère, le budget présenté par le gouvernement décrit comme d'une « brutalité sans précédent » par les organisations. Qui refusent « les sacrifices imposés au monde du travail ». Ils veulent notamment se battre contre « la réduction des services publics, les attaques contre le droit du travail et l'assurance chômage, le gel des salaires et des prestations sociales, la désindexation des pensions de retraites, l'augmentation des franchises médicales ».

Au contraire, les syndicats exigent notamment des salaires dignes, des services publics renforcés, des investissements dans une transition éco-

logique juste, une justice fiscale, une protection sociale de haut niveau et l'abandon de la retraite à 64 ans.

Les indignés se joignent au mouvement

Les organisations syndicales pourront compter sur la présence du collectif « Indignons nous », issu du mouvement « Bloquons tout ». Il en a été décidé ainsi lors d'une assemblée générale dimanche 14 septembre. « Il faut unir nos forces », nous partage l'un d'eux. Des membres de Dinan, Dol-de-Bretagne et Saint-Malo seront présents.

La semaine dernière, ils étaient environ 170 à avoir manifesté au pied du palais du grand large, alors que s'y déroulait le Forum économique breton (FEB). Les chefs d'entreprise y avaient été accueillis par des casserolades et des slogans acerbes lors de leurs allées et venues devant le centre des congrès. Aucun débordement n'avait été constaté.

Pour ce jeudi, le collectif compte notamment passer devant les lycées pour motiver les volontaires à leur pause de 10 h, redescendre pour rejoindre le cortège syndical, et se rassembler derrière une banderole « indignons-nous ».

Puis, réaliser éventuellement un point de blocage à l'issue de la manifestation. « Nous voulons montrer qu'il y a une volonté de ne pas en rester là. Ce mouvement a un vrai potentiel », poursuit ce même participant.

D'autres actions devraient également être organisées dans les prochaines semaines, à Saint-Malo ou ailleurs. ■



Les syndicats appellent à une manifestation, jeudi. Photo : Archives Ouest-France

par Narjisse El Gourari.





FRANCE

EDF réfléchit à l'avenir de la centrale nucléaire de Brennilis, arrêtée depuis 40 ans

Le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis sera achevé en 2042. Alors que le travail préparatoire sur le bloc réacteur démarrera en 2027, la filiale EDF Pulse Design réfléchit à l'avenir durable du site, entre mémoire industrielle et nouveaux usages.

EDF a décarboné la flamme olympique en la rendant 100% électrique : le groupe ne doute pas d'avoir toutes les cartes en main pour proposer demain d'autres innovations de rupture. Et pourquoi pas à l'occasion de la transformation du site de Brennilis, près des Monts d'Arrée (Finistère) ?

Le gigantesque chantier de déconstruction de cette centrale électrique à eau lourde, débarrassée des matériaux faiblement radioactifs depuis son arrêt en 1985, est en phase préparatoire. Les lourdes opérations qui consisteront à découper la cuve du réacteur débiteront en 2027 avec un recours à des robots et à de la haute-technologie.

La fin des opérations, dont le coût s'élève à 850 millions d'euros, est annoncée pour 2042, mais EDF, propriétaire à 100% du foncier de 10 hectares a chargé son laboratoire de design et d'innovation d'anticiper l'avenir.

Constituée pour imaginer les usages de demain, façonner des solutions énergétiques durables, EDF Pulse Design vient de lancer une étude prospective et d'ouvrir un dialogue

avec les acteurs locaux dans l'optique de réinventer ce site emblématique, fort longtemps décrié.

« *EDF Pulse Design incarne le rôle du design au sein d'EDF avec la mission de matérialiser les enjeux énergétiques durables sur des projets concrets* » formule Arthur-Donald Bouillé, chef de projet au sein de cette filiale composée d'une quinzaine de designers, ingénieurs et développeurs.

« *Le design n'est pas seulement une question d'esthétique, mais un levier stratégique pour anticiper les usages de demain et les besoins des territoires. À Brennilis, c'est une vision de long terme que nous souhaitons apporter notamment autour des autres infrastructures du site, comme le pôle de turbines à combustion fioul, le poste RTE et le plan d'eau artificiel. Il s'agira aussi de prendre en compte sa dimension sociale et économique* », souligne le jeune créatif, rencontré jeudi au Forum économique breton à Saint-Malo.

Entre mémoire industrielle et nouveaux usages, EDF va prospecter en amont la ma-

nière d'intégrer tous les paramètres, y compris environnementaux comme la restauration des sols, la régénération de l'écosystème.

Le choix d'un état final à nu et « tout usage » permet à ce titre de répondre à la vocation industrielle non nucléaire des lieux et au maintien d'une activité économique sur le territoire.

« *Ces projections tiendront compte de l'histoire de la centrale et permettront d'accompagner le territoire à se réappropriier l'espace. Sur une partie du site, les élus privilégieraient la piste de l'instauration d'une filière bois* », signale Jean-Philippe Berton, le patron d'EDF en Bretagne.

Ce projet coopératif d'énergie locale du pays Cob, dont fait partie Monts d'Arrée Communauté, pourrait notamment prendre place sur la maison du Lac, l'ancien restaurant des employés de la centrale nucléaire. #

par *Pascale Paoli Lebailly*



« Nous avons raté le cloud, il ne faut pas rater l'IA » (Stéphane Raison, EDF)

<https://img.newstank.fr>

« Mon travail est d'accélérer l'usage de l'électricité en France. Lors de cette première année, nous nous sommes focalisés sur les data centers, un sujet que nous n'adressions pas du tout chez EDF¹ IA intelligence artificielle », déclare Stéphane Raison¹, directeur de l'installation des grands sites de consommation chez EDF, à News Tank le 10/09/2025.

Stéphane Raison a rejoint EDF le 01/09/2024 avec pour objectif d'accompagner de nouveaux clients, grands consommateurs d'électricité, dans leur projet de décarbonation et pour faciliter leur installation dans les territoires. « Auparavant, EDF n'adressait pas de projets pour compte de tiers. C'est aujourd'hui ma mission ».

Le directeur de l'installation des grands sites de consommation d'EDF intervenait au Forum Économique Breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), les 10 et 11/09/2025. « La Région Bretagne produit sur son sol entre 6 et 6,5 TWh Téra watt-heure d'électricité par an et en consomme entre 20 et 21 TWh par an. L'électricité que nous ne produisons pas vient principalement des régions Centre-Val de Loire et Normandie. La région Bretagne est bien irriguée, et il n'y a pas de problématique liée à l'utilisation de l'électricité », indique Jean-Philippe Berton¹, délégué régional d'EDF en Bretagne.

Les deux responsables d'EDF répondent aux questions de News Tank.

Vous intervenez au Forum économique breton, organisé à Saint-Malo les 10 et 11/09/2025. Quelles sont les spécificités de cette région en matière d'énergie ?

<https://img.newstank.fr> **Jean-Philippe Berton** : La Région Bretagne produit sur son sol entre 6 et 6,5 TWh d'électricité par an et en consomme entre 20 et 21 TWh par an. L'électricité que nous ne produisons pas vient principalement des régions Centre-Val de Loire et Normandie. La région Bretagne est bien irriguée, et il n'y a pas de problématique liée à l'utilisation de l'électricité.

Enedis investit pour que les usages de l'électricité puissent augmenter en suivant la trajectoire d'électrification des usages. Tout est planifié, et des investissements massifs sont prévus pour intégrer les énergies renouvelables, mais aussi pour rendre les réseaux plus résilients.

Sur les usages, il n'y a pas de spécificité en Bretagne par rapport aux autres régions. Il existe des spécificités en fonction des secteurs, des industries, mais pas dans le domaine des usages. Le premier facteur d'électrification en Bretagne, c'est le transport, comme partout en France.

Stéphane Raison, vous avez pris vos fonctions il y a un an chez EDF. Quels sont vos principaux défis en tant que responsable de l'installation des grands sites de consommation ?

Stéphane Raison : Nous avons un plan de développement de la consommation électrique. En France, environ deux tiers de notre consommation d'énergie est fossile. Pour redevenir souverain, être moins dépendant de pays producteurs de gaz ou de pétrole, l'électricité — qui est abondante — doit être utilisée en France pour de nouveaux usages. Ce constat a été dressé par Luc Rémont¹, puis repris par Bernard Fontana¹, président-directeur général d'EDF. L'enjeu est de pousser l'usage de l'électricité dans l'industrie, dans le transport, dans le numérique et dans le bâtiment.

Mon travail est d'accélérer l'usage de l'électricité en France. Lors de cette première année, nous nous sommes focalisés sur les data centers, un sujet qui nous n'adressions pas du tout chez EDF. Comment pouvons-nous utiliser notre foncier pour aider le plan du Président de la République sur l'arrivée de l'intelligence artificielle en France ? Nous avons raté le cloud, il ne faut pas rater l'IA. Pour cela, il faut être attentif au *time to market* : comment EDF peut aider le *time to market* pour faire en sorte que les entreprises s'installent en France et pas ailleurs, tout en utilisant notre électricité ?

Ce qui est paradoxal, c'est que nous envoyons l'électricité que nous n'utilisons pas sur les interconnexions, que cette dernière est mal payée car ce n'est pas nous qui décidons, et nous fournissons de l'électricité décarbonée française à des industriels qui s'installent dans nos pays voisins. L'électricité décarbonée française doit bénéficier à l'industrie française.

Auparavant, EDF n'adressait pas de projets pour le compte de tiers. C'est aujourd'hui ma mission.

Où en êtes-vous concernant les Capn contrat d'allocation de production nucléaire ? L'objectif de 30 TWh de Capn signés d'ici la fin de l'année 2025 annoncé par François Bayrou en juillet dernier vous semble-t-il atteignable ?

Nous avons inventé quelque chose de nouveau, juste après la crise de 2022 »

Stéphane Raison : Nous suivons cette direction. Quand on passe d'un système à un autre, il y a toujours de l'incertitude sur les prix, sur la durée des contrats... Nous avons dû inventer quelque chose de totalement nouveau, juste après la crise énergétique de 2022. Nous avons avancé avec les industriels, et aujourd'hui nous signons des contrats presque tous les jours. Est-ce que nous serons à 30 TWh ou à 25 à la fin de l'année 2025 ? Je n'en sais rien. L'échéance, c'est le 01/01/2026. Nous pouvons aussi signer des contrats sur cinq ans, et aujourd'hui nous faisons partie des seuls électriciens à donner de la visibilité sur cinq ans. Ça a de la valeur. Par ailleurs, n'oublions pas que nous avons les prix de l'électricité les moins chers d'Europe.

Êtes-vous impacté par le retard dans le calendrier législatif, notamment concernant la PPE
Programmation pluriannuelle de l'énergie 3 ?

Jean-Philippe Berton : Bien sûr qu'un cadre législatif facilite nos activités. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de décret qu'EDF va s'arrêter. Nous lançons tout un tas de projets en avance de phase, bien entendu en concertation avec les territoires.

Stéphane Raison : Nous sommes également en attente de la loi de simplification de la vie économique. Bien sûr que nous aimerions que les data centers qu'accueillera EDF soient classés PINM (projet d'intérêt national majeur). Cela nous permettrait d'accélérer encore le dispositif réglementaire. Mais, aujourd'hui, nous ne l'avons pas, et nous faisons avec, dans un cadre contraint avec les textes tels qu'ils existent. Nous avons toujours fonctionné comme cela.

Nous serons beaucoup plus confortables avec la PPE »

Jean-Philippe Berton : Nous sommes au cœur d'un secteur très capitalistique qui ne supporte pas les à-coups. Des discours ont été prononcés, des intentions ont été données notamment par le Président de la République dans ce discours de Belfort, que nous soutenons évidemment. Maintenant, nous attendons une traduction et nous appelons de nos vœux la publication que la PPE. Nous serons beaucoup plus confortables avec ce décret.

Stéphane Raison

Directeur en charge de l'installation des grands sites de consommation @ EDF

Consulter la fiche dans l'annuaire¹

Parcours

Depuis septembre 2024EDF¹

Directeur en charge de l'installation des grands sites de consommation
Août 2021 - août 2024 Directoire du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine - Haropa Port
Président Juin 2021 - août 2024 Haropa Port

Directeur général **2021 - août 2024 Voies navigables de France (VNF)**

Membre du conseil d'administration **Novembre 2020 - juin 2021 Haropa Port**

Directeur général préfigurateur du grand port maritime d'Etat **Juillet 2014 - octobre 2020 Grand port maritime de Dunkerque**

Président du directoire et directeur général **Mars 2014 - juillet 2014 Grand port maritime de La Réunion**

Préfigurateur puis directeur et président du directoire **Janvier 2009 - mars 2012 Grand Port Maritime de Dunkerque**

Directeur général adjoint et membre du directoire, DG intérimaire pendant sept mois +

Établissement & diplôme

1994 - 1994 ENTPE (École nationale des travaux publics de l'État)

Diplômé Fiche n° 52256, créée le 09/09/2024 à 14:14 - MàJ le 15/09/2025 à 15:15

Jean-Philippe Berton

Délégué régional Bretagne @ EDF

Consulter la fiche dans l'annuaire¹

Parcours

Depuis avril 2020EDF¹

Délégué régional Bretagne **Octobre 2018 - avril 2020 Régions de France**

Délégué général adjoint **Octobre 2016 - octobre 2018 Régions de France**

Conseiller économie, enseignement supérieur et recherche, numérique **Juillet 2014 - octobre 2016Enedis¹**

Chef de mission audit **Mars 2009 - juillet 2014Enedis¹**

Directeur adjoint Unite Réseau puis direction régionale **Mars 2006 - mars 2009Enedis¹**

Directeur territorial **Janvier 2002 - février 2004EnBW¹**

Consultant projets + Fiche n° 54868, créée le 15/09/2025 à 15:05 - MàJ le 15/09/2025 à 15:10 <https://img.newstank.fr>



La banque Crédit Mutuel Arkéa lance une filière défense et souveraineté

Elle viendra financer des entreprises travaillant pour la défense avec deux nouveaux fonds, mais aussi une aide aux paiements des fournisseurs avec Arkea banque Entreprises.

« **Financer la défense, c'est de la souveraineté et cela rentre dans nos engagements RSE et ESG pour soutenir les valeurs de démocratie et de nation** ». Au Forum économique breton, mercredi 10 septembre, Julien Carmona, président de la banque Crédit Mutuel Arkéa a ainsi introduit le lancement de la nouvelle filière de l'établissement, baptisée « **Défense et souveraineté** ». Elle viendra compléter les filières déjà en place dans l'immobilier, le maritime ou l'agriculture.

« **Le nouveau contexte géopolitique oblige à se défendre et se réarmer. Cela passe un financement des entreprises inscrites à la Base industrielle et technologique de défense, la BITD.** » Sachant que la banque avait déjà, en 2023, fait le choix de politique sectorielle excluant le financement de certaines armes, comme les mines anti personnelles ou les armes chimiques.

La Base industrielle regroupe 4 000 entreprises, ETI comme PME, non cotées. Crédit Mutuel Arkéa travaille déjà avec 350 d'entre elles qui représentent 16 000 emplois en Bretagne et 19 000 en Nouvelle Aquitaine, où la banque est aussi implantée.

Ces entreprises, face à l'accélération des productions de défense, ont des besoins importants de financement. Or elles sont souvent sous-capitalisées avec des marges plus faibles que la moyenne.

Fonds de dette privée et d'investissement

La nouvelle filière va réunir différentes expertises : capital investissement, gestions d'actifs etc.

Un premier fonds de dette privé « France souveraineté PME » va voir le jour avec Arkéa asset management. 250 millions seront dédiés à des PME de ce secteur, rentables et en croissance avec des besoins de financer des opérations de quasi-fonds propres. Plus de 50 % des montants seront investis dans des entreprises en région.

De son côté, Arkéa capital lancera aussi un fonds Souveraineté pour des besoins en fonds propres de ces PME.

Des crédits pour les délais de paiement

De son côté, Arkéa banque entreprises et institutionnels (ABEI) a signé avec Bpifrance un partenariat dit « Avance défense », d'un montant global de 500 millions d'euros, pour venir financer le cycle d'exploitation. « **Fonctionnant comme un crédit court, il pourra aider les PME à respecter les délais de paiement. Même si les trésoreries sont tendues, les entreprises pourront ainsi payer les fournisseurs** » expliquent Bertrand Blanpain, directeur général d'ABEI et Eric Versey, directeur financement et réseau à Bpifrance.

Arkéa propose aussi à ses salariés réservistes de donner jusqu'à 20 jours par an à l'armée.

Soutien à ProMilès

Et un manifeste vent d'être signé cet été 2025 pour soutenir le partenariat ProMilès : un engagement entre le Medef et l'état-major des Armées pour mieux travailler ensemble dans les zones de défense et sécurité. Cela peut, par exemple, consister à porter une attention particulière aux opportunités d'emplois pouvant profiter aux conjoints de militaires et aux vétérans. Mais aussi traiter avec compréhension les contraintes générées par l'absence de conjoint parti en mission.



Julien Carmona, président de Crédit Mutuel Arkéa, Bertrand Blanpain, directeur général d'Arkéa banque Entreprises, ABEI et Eric Versey, directeur financement et réseau à Bpifrance lors du lancement de la filière Défense et souveraineté au Forum économique breton

Julien Carmona, président de Crédit Mutuel Arkéa, Bertrand Blanpain, directeur général d'Arkéa banque Entreprises, ABEI et Eric Versey, directeur financement et réseau à Bpifrance lors du lancement de la filière Défense et souveraineté au Forum économique breton

Ouest-France.

par Élisabeth Montaufray-Bureau.



ÉCONOMIE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

Emploi : malgré les incertitudes politiques, « les entreprises continuent de recruter »

À l'occasion du Forum économique breton de Saint-Malo, Benoît Derigny, président du groupe d'intérim ManpowerGroup France, est revenu sur la situation du marché de l'emploi en France. Un marché chahuté, notamment par les incertitudes politiques et budgétaires.

Manpower France fait travailler environ 70 000 intérimaires partout dans le pays. Comment se porte le secteur ?

Il y a deux mouvements : conjoncturel et structurel. Le premier est lié au produit intérieur brut (PIB). Quand la croissance est supérieure à 1 %, le marché est en positif. Quand elle est inférieure, il est en baisse. Pour 2025, les prévisions sont de l'ordre de + 0,6 % [selon la Banque de France, + 0,8 % selon la dernière estimation de l'Insee]. Donc l'emploi temporaire est en baisse. C'est la troisième année de suite. Nous avons connu un point bas en janvier mais petit à petit, la tendance s'améliore. Les chiffres sont toujours en baisse, mais nettement moins que l'année précédente.

À quoi attribuez-vous cette relative amélioration ?

La dissolution de l'Assemblée nationale, en juin 2024, a ouvert une séquence d'incertitude maximale où les entreprises se sont mises en mode « pause » sur les recrutements et les investissements. Il y a eu un phénomène de sidération et ce, d'autant plus qu'il a vite été question de réduction du déficit public. Mais à partir du moment où, en février 2025, le budget 2025 a été voté, chacun a pu voir qui allait payer quoi et petit à petit, les choses se sont remises en route.

Ne risque-t-on pas de repartir dans la même séquence avec la chute du gouvernement Barnier, la nomination de Sébastien Lecornu et le budget 2026, qui devrait lui aussi prévoir des économies substantielles ?

À ce stade, il est un peu tôt pour savoir quelles seront les conséquences économiques des derniers aléas politiques. Dans tous les cas, les entreprises se sont préparées et continuent de recruter.

Nous sommes entrés dans une période de pénurie durable de talents. La Bretagne est en plein dedans. Ce qui est positif, parce que cela signifie que le territoire dynamique.

Au-delà du conjoncturel, quelles sont les tendances structurelles qui caractérisent le marché ?

Pour un certain nombre de raisons, principalement démographiques, nous sommes entrés dans une période de pénurie durable de talents. La Bretagne est en plein dedans. Ce qui est positif, parce que cela signifie que le territoire dynamique, avec un taux de chômage le plus faible de France [6 % au premier trimestre, NDLR].

Vous semblez indiquer que le phénomène est en partie lié à la démographie, que voulez-vous dire ?

Cette année, pour la première fois, la France a enregistré plus de décès que de naissances. Jusqu'en 2035, la population active va continuer d'augmenter, mais à partir de 2035, elle va probablement commencer à diminuer. Les entreprises doivent donc savoir attirer les talents, mais aussi les garder.

Au-delà de la démographie, n'y a-t-il pas aussi un sujet en termes d'adéquation entre les compétences recherchées et les formations proposées ?

Il peut y avoir, sur le marché, des déséquilibres géographiques [des salariés disponibles dans un endroit où l'offre est faible et inversement, NDLR] ou de compétences. On forme peut-être dans des métiers dont on a moins besoin, mais pas assez dans d'autres.

Quels sont les secteurs qui se portent le mieux en ce moment ?

L'aéronautique est très dynamique, ainsi que la défense et l'agroalimentaire. En revanche, c'est plus compliqué pour l'automobile, qui connaît un changement de modèle avec l'électrique. Dans la construction, la situation est contrastée, avec d'un côté le logement neuf, toujours à la peine, et de l'autre la rénovation et les travaux publics, qui tournent mieux.





La crise politique et sociale s'invite au Forum Économique Breton

Plus de 6 000 participants, la plupart des chefs d'entreprise bretons, participent actuellement au Forum Économique Breton à Saint-Malo. La chute de François Bayrou et la crise sociale que connaît la France se sont invitées dans les débats. Tour des réactions des entrepreneurs sur place, inquiets de cette instabilité gouvernementale chronique.



Des sympathisants du mouvement "Bloquons tout" devant le Forum Économique Breton à Saint-Malo, le 11 septembre 2025 — Photo : Photo : Baptiste Coupin

Le Forum Économique breton, grand rendez-vous économique de la rentrée en Bretagne, s'est ouvert mercredi à Saint-Malo, sur fond de crise politique et sociale. Un comité d'accueil d'une centaine de personnes, participants du mouvement "Bloquons tout", a accueilli hier les patrons, venus des quatre coins du territoire breton. Leurs slogans ? "Rendez l'argent !" ; "Taxez les riches !". Les protestataires, en colère contre la dégradation de leurs conditions de vie, à commencer par la baisse de leur pouvoir d'achat, ont trouvé une cible facile : les entreprises, et les patrons.

"Fixer un cadre clair"

"Les entreprises, elle aussi, partagent leurs difficultés", leur répond le président du Medef Bretagne (20 000 entre-

prises représentées), Hervé Kermarrec : "Elles produisent mais subissent des charges en hausse, des marges en baisse, une concurrence internationale agressive, et bientôt les droits de douane de Trump qui limiteront leurs exportations."



Hervé Kermarrec, président du Medef Bretagne — Photo : Photo : Baptiste Coupin

Si la nomination rapide d'un nouveau Premier ministre le rassure pour éviter une paralysie de l'activité, le patron des patrons bretons attend maintenant "un gouvernement rapidement au travail pour écouter les entreprises et fixer un cadre clair". "Nous serons vigilants, notamment sur le projet de loi de finances", assure-t-il.

"Ce qu'en attend, c'est une stabilité gouvernementale"

Dans une France ingouvernable depuis un an et demi, avec des réformes susceptibles d'être stoppées ou des marchés

publics reportés, les chefs d'entreprise croisés dans les allées du salon, affichent, en grande majorité, leur exaspération. C'est le cas de Jean-Yves Gautier, président de l'ETI bretonienne GFS (.500 salariés et 70 M€ de CA), société de transport de produits manufacturés en pleine croissance.



Jean-Yves Gautier, président du transporteur GFS — Photo : Photo : Baptiste Coupin

"Nous, chefs d'entreprise, ce qu'on attend avant tout, c'est une stabilité gouvernementale, souligne-t-il. Sinon, tout le reste est compromis : les taux d'intérêt, les investissements dans la transition énergétique, la confiance des clients. On est déjà à notre huitième ministre des Transports depuis l'élection du présidents Comment avancer sérieusement dans ces conditions ?"

"Il va peut-être falloir réduire la voilure"

Frédéric Lerebour, directeur général du torréfacteur de Bain-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine) Lobodis (36 salariés et 30 emplois indirects en ESAT, environ 10 M€ de CA), est aussi désarçonné par la situation du moment : "Le climat actuel crée de l'inquiétude. Il va peut-être falloir réduire la voilure sur certains projets, être moins ambitieux, mais on n'a pas d'autres choix que d'avancer". Son entreprise fabrique du café responsable et engage des investissements sur le transport décarboné à la voile pour faire venir sa matière première de différents continents.



Frédéric Lerebour, directeur général du torréfacteur Lobodis — Photo : Baptiste Coupin

Il espère que les incitations fiscales que peut accorder l'État sur les projets de transition écologique des entreprises ne seront pas remises en question.

Des chefs d'entreprise confiants

À l'occasion du FEB, le cabinet d'audit et d'expertise comptable Forvis Mazars, a dévoilé les résultats d'un baromètre inédit consacré au moral des dirigeants bretons. Ils expriment une vigilance face aux incertitudes conjoncturelles, notamment sur les coûts, l'énergie ou la demande. Pour autant, 80 % d'entre eux jugent "bonne" la situation de leur entreprise. "Les fondamentaux de l'économie bretonne restent bons, avec un taux de chômage à 6 %, le plus bas de France, corrobore le président de Région, Loïg Chesnais-Girard. Même si des entreprises connaissent des difficultés, beaucoup investissent, souvent avec l'appui de la Région, comme Safran à Rennes, Naval Group et Cité Marine dans le Morbihan."

"Faire front commun"

"Il faut rester positifs", conclut Thierry Geffroy, patron du géant rennais des services aux entreprises Samsic (136 000 collaborateurs, 4 Md€ de CA en 2024), qui conduit de nombreux rachats en Europe ces derniers mois.

"Allez interroger les Européens, ils vous diront qu'en France il y a tout, et il n'y a que les Français à se plaindre, déclare le dirigeant. Bien sûr qu'il faut aider les gens qui en ont besoin, mais il nous faut aussi des institutions stables. Avoir de la stabilité et de la cohérence, et faire front commun".

Le "pacte breton", cette capacité des acteurs bretons à travailler ensemble (acteurs économiques, collectivités et monde institutionnel) pour passer les obstacles, est le fil rouge du FEB 2025. Il inspire peut-être le futur gouvernement Lecornu. ■

par Baptiste Coupin





Marché de l'emploi « Les entreprises continuent de recruter »

C'est ce que constate le président de ManpowerGroup, qui a participé au Forum économique breton. P. 13 ■





« Les entreprises continuent de recruter »

Propos recueillis par Guillaume Bietry. À l'occasion du Forum économique breton de Saint-Malo (35), Benoît Derigny, président du groupe d'intérim Manpower-Group France, est revenu sur la situation du marché de l'emploi en France.

Manpower France fait travailler environ 70 000 intérimaires partout dans le pays. Comment se porte le secteur ?

Il y a deux mouvements : conjoncturel et structurel. Le premier est lié au produit intérieur brut (PIB). Quand la croissance est supérieure à 1 %, le marché est en positif. Quand elle est inférieure, il est en baisse. Pour 2025, les prévisions sont de l'ordre de + 0,6 % selon la Banque de France, + 0,8 % selon la dernière estimation de l'Insee. Donc l'emploi temporaire est en baisse. C'est la troisième année de suite. Nous avons connu un point bas en janvier mais, petit à petit, la tendance s'améliore. Les chiffres sont toujours en baisse, mais nettement moins que l'année précédente.

À quoi attribuez-vous cette relative amélioration ?

La dissolution de l'Assemblée nationale, en juin 2024, a ouvert une séquence d'incertitude maximale où les entreprises se sont mises en mode « pause » sur les recrutements et les investissements. Il y a eu un phénomène de sidération et ce, d'autant plus qu'il a vite été question de réduction du déficit public. Mais, à partir du moment où, en fé-

vrier, le budget 2025 a été voté, chacun a pu voir qui allait payer quoi et, petit à petit, les choses se sont remises en route.

Ne risque-t-on pas de repartir dans la même séquence avec la chute du gouvernement Bayrou, la nomination de Sébastien Lecornu et le budget 2026, qui devrait, lui aussi, prévoir des économies substantielles ?

À ce stade, il est un peu tôt pour savoir quelles seront les conséquences économiques des derniers aléas politiques. Dans tous les cas, les entreprises se sont préparées et continuent de recruter.

Au-delà du conjoncturel, quelles sont les tendances structurelles qui caractérisent le marché ?

Pour un certain nombre de raisons, principalement démographiques, nous sommes entrés dans une période de pénurie durable de talents. La Bretagne est en plein dedans. Ce qui est positif, parce que cela signifie que le territoire est dynamique, avec un taux de chômage le plus faible de France (6 % au premier trimestre, NDLR).

?

Le phénomène est en partie lié à la démographie, dites-vous. Pouvez-vous détailler ?

Cette année, pour la première fois, la France a enregistré plus de décès que de naissances. Jusqu'en 2035, la population active va continuer d'augmenter mais, à partir de 2035, elle va probablement commencer à diminuer. Les entreprises doivent donc savoir attirer les talents, mais aussi les garder.

Au-delà de la démographie, n'y a-t-il pas aussi un sujet en termes d'adéquation entre les compétences recherchées et les formations proposées ?

Il peut y avoir, sur le marché, des déséquilibres géographiques (des salariés disponibles dans un endroit où l'offre est faible et inversement, NDLR) ou de compétences. On forme peut-être dans des métiers dont on a moins besoin, mais pas assez dans d'autres.

Quels sont les secteurs qui se portent le mieux en ce moment ?

L'aéronautique est très dynamique, ainsi que la défense et l'agroalimentaire. En revanche, c'est plus compliqué

pour l'automobile, qui connaît un changement de modèle avec l'électrique. Dans la construction, la situation est contrastée, avec, d'un côté, le logement neuf, toujours à la peine, et, de l'autre, la rénovation et les travaux publics, qui vont mieux. ■



« L'emploi temporaire est en baisse pour la troisième année de suite mais la tendance s'améliore », selon Benoît Derigny, président de ManpowerGroup France, qui était présent au Forum économique breton de Saint-Malo. Photo : Photo Guillaume Bietry





Les patrons bretons ont la taxe transport en travers de la gorge

Guillaume Bietry Parmi les chefs d'entreprise, le versement mobilité régional, voté par la Région Bretagne, pour financer les transports collectifs, continue de faire l'unanimité contre lui. La chute du gouvernement Bayrou n'a rien arrangé.

Il ne figurait dans l'intitulé d'aucune des conférences du Forum économique breton, qui s'est achevé, ce week-end, à Saint-Malo (35). Pourtant, il a été au cœur de nombreux débats, sur la scène et en dehors : le versement mobilité régional et rural, une nouvelle taxe votée, fin juin, par la Région Bretagne, afin de financer le développement des transports collectifs.

Versé par les entreprises de onze salariés et plus, en fonction de leur masse salariale, ce « VMRR » doit entrer en vigueur au 1er janvier 2026... si la Région n'a pas d'autre choix.

« On n'avait pas besoin de ça ! »

« Franchement, on n'avait pas besoin de ça », peste une patronne de l'ouest breton, dans les couloirs de la grand-messe économique de la rentrée régionale. Face à la bronca des entreprises contre une taxe qui, selon elles, viendra peser sur leur compétitivité, le patron de l'exécutif régional, Loïg Chesnais-Girard, s'est engagé auprès du Medef à retirer le VMRR... si le gouvernement lui octroie une autre ressource financière dans la loi de finances pour 2026. Notamment la création d'une taxe de séjour additionnelle de deux euros sur les

séjours touristiques en Bretagne.

Mais ça, c'était avant que le gouvernement Bayrou chute, le 8 septembre, et, avec lui, la perspective de voir un budget adopté dans les temps. Car, si Sébastien Lecornu a succédé à François Bayrou dès le lendemain, le calendrier budgétaire s'annonce des plus serrés pour le nouvel hôte de Matignon, qui n'a pas encore formé de gouvernement : un projet de loi doit être déposé, en octobre, au Parlement et voté d'ici à fin décembre. Or Sébastien Lecornu doit encore former un gouvernement et, faute de majorité à l'Assemblée, trouver des compromis avec les différentes forces politiques, sans garantie que la mesure portée par « LCG » pour la Bretagne soit reprise.

Incertitudes sur le budget 2026

Dans ce contexte incertain, le Medef a pris les devants, craignant que la fenêtre de tir du budget ne soit trop étroite pour instaurer un substitut au VMRR, dès 2026. « Nous demandons au président de Région de surseoir au versement mobilité régional au 1er janvier prochain, au vu de la situation politique nationale et tant qu'il n'y a pas de chemin clair pour

le budget à l'Assemblée », confie le président du Medef Bretagne, Hervé Kermarrec.

Côté Région, cette option ne semble, toutefois, pas à l'ordre du jour. « Avec le Medef Bretagne, nous avons proposé au gouvernement des solutions alternatives (au VMRR). Nous entendons bien poursuivre ensemble ce chantier auprès du futur gouvernement et des parlementaires », indique le vice-président régional chargé des mobilités, Michaël Quernez. Des propos en ligne avec ceux de Loïg Chesnais-Girard, qui, la semaine dernière, dans un entretien au Télégramme, expliquait que, malgré la chute du gouvernement Bayrou, un budget serait forcément adopté un jour ou l'autre. « Il sera voté par des parlementaires qui, eux, sont en place, aujourd'hui. Donc le travail (sur une alternative au VMRR) est fait avec les parlementaires de tout bord. »

Pour le conseil régional, trouver des nouvelles sources de financements s'avère nécessaire pour répondre à une demande de transport « qui explose », selon Michaël Quernez, et pour assurer l'attractivité et la compétitivité de la Bretagne de demain.

« Je ne remets pas en cause le besoin de financement »

Un point de vue que le patronat partage. « Je ne remets pas en cause le besoin de financement mais l'origine », explique le président de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) Bretagne, Stéphane Deschamps, pour qui instaurer le VMRR revient à créer un « nouvel impôt de production » pour les entreprises.

Présent au Forum économique breton, le président du Medef national, Patrick Martin, déplore, lui aussi, le choix de la Région. Pour financer les transports publics, « la réponse n'est en aucun cas de ne pas mettre en œuvre un prélèvement pour en instaurer un autre, prévient le patron des patrons. La réponse est dans une saine gestion des finances publiques au niveau des collectivités locales et de l'État, et là, il y a du gras ». ■



Pour financer le développement des transports collectifs breton, le conseil régional a voté une nouvelle taxe que les entreprises devront verser, en 2026, en fonction de leur masse salariale. Photo : Photo d'illustration Lionel Le Saux



LE:LECOF:PME-REGIONS:BRETAGNE

: LESECHOS.FR

Les ports de Lorient, Brest et Saint-Malo fondent un GIE

Afin de gagner en visibilité et d'accélérer sur les grands enjeux du secteur, la décarbonation notamment, les ports de Lorient (Morbihan), de Brest (Finistère) et de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) ont annoncé s'unir au sein du groupement d'intérêt économique (GIE) « Bretagne Port Strategic Alliance ».

Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin. L'adage s'applique parfaitement à la stratégie mise en œuvre par les trois grands ports de Lorient (Morbihan), Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et Brest (Finistère) qui ont officialisé, à l'occasion du 6e Forum économique breton, organisé les 10 et 11 septembre derniers à Saint-Malo, la création du groupement d'intérêt économique (GIE) « Bretagne Port Strategic Alliance », BPSA.

Objectif : Renforcer la « visibilité » et la « compétitivité des ports bretons », selon Christophe Chabert, président du directoire de BrestPort, tout en « valorisant l'identité propre de chacun ».

Initiative inédite

Inédite dans le paysage des infrastructures portuaires, selon Loïc Chesnais Girard, président de la région Bretagne, propriétaire des infrastructures, cette initiative doit permettre aux ports de faire face aux grands enjeux contemporains du secteur. En premier lieu, la décarbonation des activités, l'électrification des installations, l'intégration du numérique, ou la sécurité. En outre, la démarche collective doit aussi faciliter les actions de promotion à l'international ou des collaborations avec des ports européens.

L'enjeu est important : en 2024, l'activité du port de commerce lorientais a progressé de 10,4 % avec un total de 2,56 millions de tonnes de marchandises, celle de Saint-Malo a augmenté de 5 % (1 million de tonnes environ), soit trois points de plus que Brest en hausse de 2 % (2,7 millions de tonnes).

Progression

La tendance à l'embellie devrait se poursuivre, les trois ports, dont l'activité est historiquement tirée par les importations, recueillant les résultats de leur stratégie d'investissement et de diversification. Par exemple, le commerce de bois broyé destiné au marché nord européen, développé depuis Lorient. Idem à Brest où l'essor de l'activité éolien en mer, ainsi que le secteur de la réparation navale, a tiré l'activité en 2024.

Outre Lorient, Brest et Saint-Malo, le GIE Bretagne Port Strategic Alliance devrait accueillir deux nouveaux membres en 2026, les ports de Roscoff dans le Finistère et du Légué, dans les Côtes-d'Armor.

Lire aussi :

L'activité du port de commerce de Lorient, reflet de la conjoncture économique

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/bretagne/lactivite-du-port-de-commerce-de-lorient-reflet-de-la-conjoncture-economique-2143615>

par Guillaume Roussange



Logement : en Bretagne, la crise pèse sur les recrutements

L'attractivité de la Bretagne va résider dans sa capacité à faire venir des actifs et surtout à les loger. Déjà, la crise de l'offre et la baisse des prix ne facilitent pas les recrutements alertent les entreprises.

La crise de l'accès logement s'est imposée dans le débat politique national et régional, et elle touche aussi indirectement les entreprises.

En Bretagne, où la tendance 2026 en termes de construction d'habitat neuf laisse entrevoir un frémissement du marché après une baisse de 6% des mises en chantier en 2024 (source Insee), le logement est devenu le premier frein au recrutement et à la fidélisation des salariés.

Lire aussi Logement neuf : la construction repart timidement en Bretagne

Selon le premier baromètre régional dédié au logement pour salariés, publié par la plateforme Gweneg Asset Management en partenariat avec la CCI Bretagne et Le Télégramme, 59 % des dirigeants bretons ayant répondu (soit 264 entrepreneurs représentatifs) considèrent le logement comme un obstacle au recrutement.

Le logement, un enjeu économique

68 % des entreprises ont par ailleurs déjà été confrontées au sujet du manque de logements pour les salariés ou à des prix trop élevés.

« Ces résultats révèlent une réalité alarmante », s'agace Karim Essemiani, président du Groupe Gweneg Financial Solutions, dont une filiale est dédiée à l'exploitation de biens immobiliers destinés aux actifs. « Ils confirment que le logement n'est pas seulement une question sociale, mais un enjeu économique et patrimonial majeur, qui conditionne l'attractivité des territoires et la compétitivité des entreprises. 75 % de celles-ci évoquent en outre des contraintes de coûts et de lourdeur administrative » ajoute le dirigeant, qui a présenté ce baromètre la semaine dernière au Forum économique breton.

Dans le secteur de l'hébergement-restauration, notamment dans un département attractif comme le Morbihan, la problématique est devenue particulièrement prégnante. 88% des répondants jugent qu'ils ont plus de mal à recruter, notamment en période estivale. Cela est en revanche moins le cas dans la construction.

Sensibilisation des collectivités

Malgré une baisse enregistrée sur un an, en 2024, un peu plus de 4.200 emplois salariés ont été créés en Bretagne. Jean-Pierre Rivery, le président de la CCI Bretagne estime que ce baromètre a pour objectif de sensibiliser les pouvoirs publics et les acteurs de l'habitat.

« Dans une région en quasi plein-emploi, la capacité d'attirer de nouveaux actifs suppose d'avoir des offres de mobilités intra-régionales et de logement nouvelles. À travers ce baromètre, nous souhaitons informer sur le risque économique d'une pénurie de logement qui ne permettrait pas d'accueillir les actifs dont les entreprises ont besoin » fait-il remarquer.

D'autant que le développement de l'économie présentielle, ou télétravail, accentue encore la tension actuelle. « Le marché du logement, plus tendu sur le littoral, complexifie la recherche de solutions d'hébergement des résidents et travailleurs locaux », confirme l'étude.

Hébergement temporaire, solutions de transports

Des pistes d'action ont toutefois été identifiées par les acteurs économiques et institutionnels. Ces dernières années, « 54% des acteurs de l'hébergement-restauration ont pris des initiatives », précise le baromètre.

Ces démarches vont de l'accompagnement dans la recherche, à la mise à disposition d'un hébergement temporaire, parfois permanent, en passant par une aide financière ou la mise en place d'une solution de transport. Mais elles sont le plus souvent provisoires.

« Souvent onéreux pour l'entreprise, ces dispositifs sont rarement généralisés : dans la majorité des cas, moins de 10% du personnel en bénéficie. Après quelques années, seuls 55 % des employeurs confirment que ces dispositifs sont toujours proposés aux salariés », fait remarquer Karim Essemiani.

De façon générale, le salaire n'apparaît pas comme le levier principal, puisque seuls 25% des dirigeants ont augmenté la rémunération de leurs salariés en mal de logement.

Les entreprises appellent plutôt aux collectivités et organismes institutionnels, afin d'apporter des solutions en matière de transport et aux partenariats avec les professionnels de l'immobilier. 58% des dirigeants du secteur de l'hébergement-restauration réclament pour leur part des dispositifs fiscaux dédiés.

par Pascale Paoli Lebailly



Une nouvelle étape pour le "régionalisme économique" breton

Publié le 12 septembre 2025 par Développement économique

Après plusieurs mois d'ateliers entre chefs d'entreprises et acteurs locaux, la Bretagne a dévoilé son "pacte" économique, lors du Forum économique breton (FEB) qui s'est tenu à Saint-Malo les 10 et 11 septembre 2025. Un engagement qui repose sur quatre priorités : la croissance et le développement, la recherche et la formation, la durabilité et l'identité et la culture.



Forum Économique Breton

© Loïg Chesnais-Girard/ Olivier Sichel et Loïg Chesnais-Girard au Forum économique breton à Saint-Malo le 11 septembre

L'idée de créer un "pacte breton" avait germé lors des précédentes éditions du Forum économique breton (FEB). C'est maintenant chose faite, avec une quarantaine de mesures affichées lors de la sixième édition de cette manifestation, qui s'est tenue les 10 et 11 septembre 2025, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Ce pacte repose sur quatre thématiques particulières, la croissance et le développement, la recherche et la formation, la durabilité, l'identité et la culture. Il a été élaboré dans le cadre d'ateliers menés depuis début 2025 entre élus, institutionnels et acteurs économiques et à partir d'une étude réalisée par le cabinet d'audit Forvis Mazars, un des participants au FEB (voir notre article du 23 juin). Fruit de toutes ces réflexions, le pacte ne formule pas de programmes spécifiques dans les domaines identifiés mais propose des pistes d'actions. Il répond aux demandes des dirigeants que le cabinet d'audit a recueillies dans son étude menée auprès de 400 dirigeants en mars

2025, et dont les résultats ont été présentés en début de forum le 10 septembre.

La solidité du tissu entrepreneurial régional

Premier constat : il y a bien une singularité bretonne. Ainsi, 80% des dirigeants interrogés jugent la situation de leur entreprise bonne, c'est 35 points au-dessus de la moyenne nationale. "Un niveau de satisfaction notable, indique le cabinet, qui témoigne de la solidité du tissu entrepreneurial régional." Et cette perception est plus particulièrement marquée dans des secteurs comme la construction (90%) et l'industrie (85%) qui souffrent pourtant au niveau national de grandes difficultés liées à la conjoncture économique actuelle. 96% des dirigeants interrogés estiment que la Bretagne est une région économiquement dynamique. "C'est marquant, c'est une vraie spécificité de la région, détaille Eve Martineau, associée Forvis Mazars. Il y a quelque chose d'historique dans ce dynamisme, les entreprises sont confiantes, et cela vient aussi de certaines caractéristiques du territoire, comme une économie diversifiée avec de l'agroalimentaire, des services, du numérique, de l'industrie, et une forte capacité de résilience, y compris dans des secteurs qui sont chahutés au niveau national." D'après Laurence Fortin, vice-présidente aux finances et à la prospective, "il y a un fort ancrage territorial en Bretagne, on fait confiance à notre territoire donc on ose agir".

La compétitivité et les ressources humaines au premier rang des préoccupations

Des différences territoriales existent toutefois, avec des départements (Ille-et-Vilaine, Morbihan) plus optimistes, car portés par des écosystèmes dynamiques (Rennes et Vannes notamment) et des atouts en matière d'innovation, d'infrastructures et d'attractivité résidentielle, quand d'autres affichent des niveaux de satisfaction plus modérés. En l'occurrence, les Côtes-d'Armor sont davantage exposées aux mutations industrielles et aux tensions sur l'emploi qualifié, notamment dans les zones rurales ou littorales moins bien desservies. Ils sont aussi 83% à percevoir l'identité bretonne comme un atout. Et parmi les défis majeurs qu'ils identifient : les ressources humaines, qui correspondent à leur première préoccupation (68% de ces entrepreneurs font face à des difficultés de recrutement) et les freins qui brident la compétitivité.

Une population vieillissante

"Dans les défis cités par les dirigeants, l'un des sujets prioritaires concerne les ressources humaines, il s'agit d'adapter les formations, d'anticiper les transitions", explique à Localtis Eve Martineau. Pour la région, c'est en effet d'un sujet central, le territoire étant attractif mais également vieillissant. "À l'horizon 2050, nous devrions avoir 250.000 Bretons de plus, ce n'est pas rien, a noté Laurence Fortin. Mais la pyramide des âges évolue vers des per-

sonnes de plus en plus âgées, on va manquer d'actifs, même en augmentant la population."

Parmi les mesures avancées lors des ateliers : intensifier les programmes de formation professionnelle, faciliter leurs conditions d'accès, renforcer les recherches sur les ressources marines et l'alimentation durable, faire preuve d'agilité et de réactivité dans l'adaptation des programmes de formation pour satisfaire les besoins changeants du marché du travail, renforcer les partenariats entre institutions et acteurs économiques pour promouvoir les filières stratégiques de la région (cybersécurité, agroalimentaire, énergies renouvelables,...) et créer une stratégie régionale de développement des talents.

Mieux orienter les achats

Le deuxième défi majeur est centré sur la croissance et le développement de la compétitivité des entreprises, avec en première ligne, la nécessité de développer une stratégie industrielle régionale et de favoriser la croissance et la résilience des PME et ETI bretonnes. Il s'agit aussi de proposer une nouvelle approche de l'aménagement du territoire, pour équilibrer zones industrielles, résidentielles, naturelles, dans un contexte de sobriété foncière et de développer l'innovation. Autres mesures : favoriser l'implantation ou le développement d'activités industrielles, permettre l'appropriation de l'IA par toutes les entreprises, mieux accompagner les entreprises pour se développer à l'étranger et mieux orienter les achats, l'idée étant de favoriser les entreprises bretonnes. Un plan d'actions pour une relocalisation décarbonée a été lancé sur le sujet en 2023 (voir notre article du 16 septembre 2024).

Les deux autres thématiques se centrent sur la durabilité et l'identité et la culture. Pour le premier thème, des mesures sont ainsi proposées dans le domaine des transports, de la décarbonation, et de la souveraineté territoriale, et de la résistance des infrastructures et des entreprises face aux aléas climatiques. En matière d'identité et de culture, les participants à la réflexion proposent notamment de préserver le patrimoine bâti et immatériel, de mettre en avant la diversité des expressions culturelles et artistiques bretonnes, de faciliter l'accès à la culture et aux loisirs.

> L'agence Bretagne développement innovation devient "Bretagne Next"

Un nouveau président et un nouveau nom. L'agence Bretagne développement innovation devient "Bretagne Next", pour "Nouvelle Economie, eXpertise et Transitions", indique la région dans un communiqué. Sa présidence a été confiée à Loïc Hénaff, conseiller régional et patron du groupe agro-alimentaire Jean Hénaff. Il succède à Hugues Meili qui a présidé la BDI pendant huit ans.



ÉCONOMIE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

Nouvelle taxe transports : en Bretagne, les patrons ne désarment pas contre le versement mobilité régional

Parmi les chefs d'entreprise, le versement mobilité régional voté par la Région Bretagne, pour financer les transports collectifs, continue de faire l'unanimité contre lui. La chute du gouvernement Bayrou n'a rien arrangé.

Il ne figurait dans l'intitulé d'aucune des conférences du Forum économique breton de Saint-Malo (35), pourtant il a été au cœur de nombreux débats, sur la scène et en dehors. « Franchement, on n'avait pas besoin de ça », brocarde une patronne de l'ouest breton, dans les couloirs de la grand-messe économique de la rentrée régionale. L'objet de son agacement : le versement mobilité régional et rural, une nouvelle taxe votée fin juin par la Région Bretagne afin de financer le développement des transports collectifs. Versé par les entreprises de 11 salariés et plus en fonction de leur masse salariale, ce « VMRR » doit entrer en vigueur au 1er janvier 2026... si la Région n'a d'autres choix.

Face à la bronca des entreprises contre une taxe qui, selon elles, viendra peser sur leur compétitivité, le patron de l'exécutif régional, Loïg Chesnais-Girard, s'est engagé auprès du Medef à retirer le VMRR si le gouvernement lui octroie une autre ressource financière dans la loi de finances pour 2026. Notamment la création d'une taxe de séjour additionnelle de 2 euros sur les séjours touristiques en Bretagne.

Mais ça, c'était avant que le gouvernement Bayrou chute, le 8 septembre, et avec lui, la perspective de voir un budget adopté dans les temps. Car si Sébastien Lecornu a succédé à François Bayrou dès le 9 septembre, le calendrier budgétaire s'annonce des plus serrés pour le nouvel hôte de Matignon, qui n'a pas encore formé de gouvernement : un projet de loi doit être déposé en octobre au Parlement et voté d'ici fin décembre. Or Sébastien Lecornu doit encore former un gouvernement et, faute de majorité à l'Assemblée, trouver des compromis avec les différentes forces politiques, sans garantie que la mesure portée par « LCG » pour la Bretagne soit reprise.

Incertitudes sur le budget 2026

Dans ce contexte incertain, le Medef a pris les devants, craignant que la fenêtre de tir du budget ne soit trop étroite pour instaurer un substitut au VMRR dès 2026. « Nous demandons au président de Région de surseoir au versement mobilité régional au 1er janvier prochain, au vu de la situation politique nationale et tant qu'il

n'y a pas de chemin clair pour le budget à l'Assemblée », confie le président du Medef Bretagne, Hervé Kermarrec.

Côté Région, cette option ne semble toutefois pas à l'ordre du jour. « Avec le Medef Bretagne, nous avons proposé au gouvernement des solutions alternatives [au VMRR]. Nous entendons bien poursuivre ensemble ce chantier auprès du futur gouvernement et des parlementaires », indique le vice-président régional chargé des mobilités, Michaël Quernez. Des propos en ligne avec ceux de Loïg Chesnais-Girard, qui, la semaine dernière dans un entretien au Télégramme, expliquait que malgré la chute du gouvernement Bayrou, un budget serait forcément adopté un jour ou l'autre. « Il sera voté par des parlementaires qui, eux, sont en place aujourd'hui. Donc le travail [sur une alternative au VMRR] est fait avec les parlementaires de tout bord. »

« Je ne remets pas en cause le besoin de financement mais l'origine »

Pour le Conseil régional, trouver des nouvelles sources de financements s'avère nécessaire pour répondre à une demande de transport « qui explose », selon Michaël Quernez, et pour assurer l'attractivité et la compétitivité de la Bretagne de demain. Un point de vue que le patronat partage. « Je ne remets pas en cause le besoin de financement mais l'origine », explique le président de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) Bretagne, Stéphane Deschamps, pour qui instauré le VMRR revient à créé un « nouvel impôt de production » pour les entreprises.

La réponse [au financement des transports] est dans une saine gestion des finances publiques au niveau des collectivités locales et de l'État, et là, il y a du gras

Présent au Forum économique breton, le président du Medef national, Patrick Martin, déplore lui aussi le choix de la Région. Pour financer les transports publics, « la réponse n'est en aucun cas de ne pas mettre en œuvre un prélèvement pour en instaurer un autre, prévient le patron des patrons. La réponse est dans une saine gestion des finances publiques au niveau des collectivités locales et de l'État, et là, il y a du gras. »



L'après cancer est un temps aussi fort que celui de la thérapie, la Maison Jaïa est un lieu qui lui est dédié - ici

Rennes

Après la période des soins, de stress et d'attention qui place le malade au centre de tout, le soulagement d'être en rémission prend parfois des allures de vide abyssal, pour l'individu concerné comme son entourage; un lieu d'accueil pour se ressourcer a semblé nécessaire à Florence Lévêque

Florence Lévêque menait une carrière professionnelle particulièrement dense lorsque le cancer l'a touchée; la maladie a remis en perspective sa vision des priorités et lui a fait réaliser une cruelle évidence.

Après l'effervescence, le silence est bien souvent assourdissant

La période qui suit celle des traitements, des rendez-vous médicaux, des attentions de l'entourage, donne une impression de désert, pour les personnes en rémission comme pour les aidants; rien n'existait pour accompagner cette période "d'atterrissage" alors elle l'a fait.

La Maison Jaïa, à Rennes, propose des parcours personnalisés autour de cinq thèmes cruciaux : le bien-être physique, le bien-être psychique, le bien-être émotionnel, la vie intime et sexuelle et enfin, le retour à la vie active

En France, près de 50% des actifs sont touchés par le cancer; quand une personne est touchée directement, les collègues, l'entreprise le sont aussi, indirectement.

Le monde économique est touché lui aussi

Le monde du travail est donc concerné par ce sujet, c'est ce qu'a voulu témoigner le Forum Economique Breton en 2025 en attribuant à Florence Lévêque un des 7 prix : celui de la Solidarité

La première maison Jaïa est ouverte depuis le printemps 2025 dans le quartier Gayeulles de Rennes, au 31 rue Guy Ropartz, d'autres adresses sont déjà en projet ailleurs en Bretagne et même en France

par Christine Zazial



Éolien flottant : « 2 défis à relever : la baisse des coûts et l'industrialisation » (Alain Morry, Eolink)

<https://img.newstank.fr>

« L'éolien flottant est une technologie qui est en cours de maturation. Elle va suivre la trajectoire de l'éolien en mer posé, technologie mature qui a connu une décroissance des coûts très importante ces dix dernières années. Nous sommes au tout début de l'aventure de l'éolien flottant. Il reste deux challenges à relever : la baisse des coûts et l'industrialisation », déclare Alain Morry, directeur commercial d'Eolink¹

Eolink, PME Petite et moyenne entreprise industrielle créée en 2015, développe une éolienne flottante innovante pour le marché de l'éolien en mer, à savoir une structure pyramidale brevetée à quatre mâts, qui s'aligne naturellement dans la direction du vent. « Cette solution unique est plus compétitive, plus performante, sobre en matériaux, et adaptée aux turbines de grande puissance, donc capable de libérer tout le potentiel de l'énergie éolienne », indique l'entreprise.

L'entreprise a signé un protocole d'accord avec BrestPort visant à renforcer leur collaboration, dans le cadre du Forum Économique Breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), le 10/09/2025. « Pour le port de Brest, l'intérêt est également d'avoir les retours d'un fournisseur de technologies et pour nous, c'est intéressant de connaître les investissements et la stratégie du port pour, collectivement, arriver à la solution la plus optimisée. Ce partenariat fait beaucoup de sens », indique Alain Morry.

Interrogé sur le retard de publication de la PPE Programmation pluriannuelle de l'énergie, le directeur commercial d'Eolink déclare : « Nous avons besoin de visibilité et nous agissons sur le temps long. Nous ne pouvons pas continuer de subir des décisions à court terme qui changent tous les deux ans. Le risque est de voir les investisseurs se désintéresser des projets en France. »

Alain Morry répond aux questions de News Tank.

Vous avez renforcé votre collaboration avec le port de Brest en signant un protocole d'accord le 10/09/2025, dans le cadre du Forum Économique Breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Sur quoi porte-t-il ?

Depuis 2015, nous mûrissons progressivement notre solution technologique. L'éolien flottant est relativement nouveau, et la solution d'Eolink est innovante car, à la différence de nos concurrents, nous avons pensé une solution pyramidale sur quatre mâts. Cela permet

de répartir les efforts induits par l'environnement marin. Par ailleurs, cette structure permet de réduire la masse d'acier de 45 % par rapport aux autres éoliennes flottantes. C'est moins d'empreinte carbone et c'est moins cher.

Notre implantation à Brest est stratégique »

Notre implantation à Brest est stratégique. Nous sommes à un carrefour de projets éolien flottant, notamment Bretagne Sud, Atlantique Sud ou encore en mer Celtique. Ce partenariat avec Brest-Port, signé dans le cadre du Forum Économique Breton, renforce notre collaboration. Il portera notamment sur l'adaptation de l'infrastructure portuaire aux spécificités de l'éolien flottant, sur le partage d'information, la mise en commun d'expertises et de connaissances industrielles ou encore sur le développement d'innovations en lien avec la logistique maritime et les opérations d'assemblage.

Nous travaillons actuellement à un prototype de 5 MW Mégawatt , mais nous voulons aller au-delà, anticiper les futurs projets d'éoliennes flottantes. Pour le port de Brest, l'intérêt est également d'avoir les retours d'un fournisseur de technologies et pour nous, c'est intéressant de connaître les investissements et la stratégie du port pour, collectivement, arriver à la solution la plus optimisée. Ce partenariat fait beaucoup de sens.

Projet France Atlantique d'Eolink

- La PME brestoise Eolink porte le projet « France Atlantique » avec Valorem et Acciona Energia.
- Il s'agit d'un prototype d'éolienne flottante de 5 MW.
- L'Ademe finance à hauteur de 15 M€.
- Les ancrs et l'échelle pour amarrer l'éolienne ont été installées sur le SEM-REV à l'été 2023.
- Le reste du projet arrivera à l'été 2026.

Comment voyez-vous le développement de l'éolien flottant aujourd'hui ?

L'éolien flottant est une technologie qui est en cours de maturation. Elle va suivre la trajectoire de l'éolien en mer posé, technologie mature qui a connu une décroissance des coûts très importante ces dix dernières années. Nous sommes au tout début de l'aventure de l'éolien flottant. Il reste deux challenges à relever : la baisse des coûts et l'industrialisation.

Est-ce que, à long terme, l'éolien flottant peut devenir plus compétitif que l'éolien posé ?

Ce sujet fait l'objet de nombreux débats. Ce qui est certain, c'est que l'éolien flottant va arriver au même niveau de compétitivité que l'éolien en mer posé. La question est de savoir quand. Entre ces deux technologies, il y a 20 ans d'écart. L'éolien en mer posé est aujourd'hui compétitif, et le flottant devrait le rejoindre.

Autre point : aujourd'hui, les éoliennes posées peuvent être installées dans des zones dites d'exception. Mais pour remplir les objectifs fixés par l'État dans le pacte de l'éolien en mer signé en 2022 (18 GW Gigawatt en service en 2035 et 45 GW en 2040), nous avons besoin de l'éolien flottant. Le potentiel est colossal, et l'Agence internationale de l'énergie estime que 80 % du potentiel de l'éolien en mer repose sur les technologies flottantes, car au-delà des 60 mètres de fond.

Il faut accepter cette phase d'apprentissage. Oui, aujourd'hui l'éolien flottant est plus cher car la filière doit se structurer et créer une *supply chain* pour réduire les coûts. Mais nous avons connu exactement la même chose sur l'éolien posé.

Comment Eolink vit le manque de visibilité induit par le retard dans la publication du décret PPE et d'une loi de programmation énergétique ?

Le contexte global crée une prudence générale sur les énergies marines renouvelables »

C'est effectivement un climat compliqué, particulièrement pour les acteurs de l'éolien en mer. Nous avons besoin de visibilité et nous agissons sur le temps long. Nous ne pouvons pas continuer de subir des décisions à court terme qui changent tous les deux ans. Le risque est de voir les investisseurs se désintéresser des projets en France.

Les objectifs sur l'éolien en mer sont très clairs : l'État s'est engagé à viser un volume minimal d'attribution d'appels d'offres de 2 GW par an pour l'éolien offshore dès 2025 et, dans cette dynamique, fixer l'objectif de 20 GW attribués en 2030 pour atteindre une capacité de 18 GW en service en 2035 et de 45 GW en 2050.

À court terme, cette instabilité ne nous impacte pas mais le contexte global crée une prudence générale sur les énergies marines renouvelables. La France, qui était un petit peu en retard sur l'éolien posé par rapport à d'autres pays comme le Danemark ou le Royaume-Uni, avait misé sur l'éolien flottant. Aujourd'hui, elle est toujours leader et elle accueillera le premier parc éolien flottant à échelle commerciale au monde. Mais il y a un train qu'il ne faut pas rater : cette filière doit se structurer, nécessite des investissements et de la visibilité. Or, personne n'investit quand le climat est instable.

Eolink

Entreprise spécialisée dans l'éolien flottant • **Création** : 2015

- **Mission** : développe une éolienne flottante innovante, spécifiquement pensée pour le marché de l'éolien en mer flottant.

- structure pyramidale brevetée à 4 mâts, qui s'aligne naturellement dans la direction du vent

- **Président-fondateur** : Marc Guyot

- Contact :mailto:contact%40eolink.fr://Alain Morry, directeur commercial

- **Tél.** : 02 90 26 21 75

Catégorie : Equipement - Service

Consulter la fiche dans l'annuaire¹ Fiche n° 14203, créée le

04/11/2022 à 14:13 - MàJ le 12/09/2025 à 11:28

<https://img.newstank.fr>



FEB : « Tous en attente de la PPE avec un cap à plus long terme » (André Crocq, Région Bretagne)

<https://img.newstank.fr>

« Nous attendons tous la PPE Programmation pluriannuelle de l'énergie . Le décret est prêt, il n'a toujours pas été signé. Mais nous avons aussi besoin d'un cap à plus long terme », déclare André Crocq, conseiller régional à la Région Bretagne, lors de la table ronde « L'électrification des usages, levier du développement économique du territoire et de la compétitivité des entreprises » organisée dans le cadre du Forum Économique Breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), le 11/09/2025.

« En Bretagne, nous sommes exposés aux aléas climatiques de plus en plus violents et fréquents. Nous avons développé un programme d'investissement dont la Bretagne bénéficie pour moderniser le réseau, le rendre plus résilient. L'investissement global d'Enedis en Bretagne représente 1,6 Md€ d'ici 2030. C'est le double de ce que nous faisons en 2020 », ajoute Pascal Pouzac, directeur régional Bretagne d'Enedis.

« L'électricité renouvelable que nous proposons chez Engie Green doit être utile, efficace et compétitive. Pour cela, cette électricité doit coller avec la consommation. Renforcer les outils d'équilibrage et de flexibilité des réseaux est une nécessité et, côté développeur, nous pouvons participer à cette mission en apportant des sources de stockage comme les batteries », dit Marion Manhes, responsable de l'agence développement EnR Énergies renouvelables Ouest d'Engie Green.

Clément Molizon, délégué général d'Avère France, Christophe Chabert, président du directoire du Port de Brest, et Clément Cunin, responsable des relations institutionnelles et territoriales de France Renouvelables, participaient également à la table ronde.

News Tank rend compte des échanges.

« Pour rester compétitif, il faut des projets renouvelables de taille critique » (Marion Manhes, Engie Green)

« **La transition énergétique c'est aussi et avant tout l'électrification des usages.** Comment accompagner cette évolution ? Avec davantage de sources de production, et les renouvelables sont clés.

Les entreprises ont besoin d'une électricité compétitive, ce qui est le cas des énergies renouvelables. Bien entendu, pour maintenir cette compétitivité, il faut rester sur des projets de taille critique.

Un parc solaire et un parc éolien ont besoin de stabilité lors de l'exploitation. Il a besoin d'un tarif de rachat d'électricité sur le long terme.

L'électricité renouvelable que nous proposons chez Engie Green doit être utile, efficace et compétitive. Pour cela, cette électricité doit coller avec la consommation. Renforcer les outils d'équilibrage et de flexibilité des réseaux est une nécessité et, côté développeur, nous pouvons participer à cette mission en apportant des sources de stockage comme les batteries. »

Marion Manhes, responsable de l'agence développement ENR Ouest, Engie Green

« L'entreprise, premier pas dans la voiture électrique pour les salariés » (Clément Molizon, Avere France)

« Sur l'essentiel des usages, passer à l'électrique, c'est un TCO Total Cost of Ownership favorable. Économiquement, c'est une bonne solution. Pour les entreprises, les enjeux de RSE Responsabilité sociale des entreprises sont importants, même pour les TPE Très petite entreprise . C'est aussi un enjeu vis-à-vis des collaborateurs : certains sont très réticents.

Il faut expliquer, montrer les avantages, adresser chacun des points de blocage qu'un collaborateur peut avoir. Progressivement, nous observons que dans les entreprises qui ont fait ce travail, cela fonctionne. Pour l'entreprise c'est rentable et au global, au niveau de la société, ce sont des salariés pour qui c'est le premier pas dans l'électrique. »

Clément Molizon, délégué général, Avere France

« Nous avons besoin d'une main-d'œuvre qualifiée et motivée » (Pascal Pouzac, Enedis)

« L'électricité circule dans des câbles, dans des réseaux qui sont opérés par Enedis. Notre mission, c'est de les exploiter, de les moderniser et de les développer.

Pour se préparer à la transition énergétique, il y a une question de développement des compétences. C'est valable pour Enedis mais aussi pour toute la filière, des fabricants de câbles aux constructeurs.

Enedis, avec un certain nombre de partenaires, a développé l'École des réseaux pour la transition énergétique qui permet de former des jeunes à ces métiers des réseaux. Il faut de la main-d'œuvre qualifiée et motivée. Nous sommes dans un domaine, la transition écologique, qui parle aux jeunes. C'est un métier qui a du sens.

Il existe également une question de dimensionnement : notre rôle consiste à adapter les réseaux et à augmenter leur résilience. **Qui**

dit augmentation de l'usage de l'électricité dit une plus forte exigence. Nous nous préparons avec des investissements massifs.

En Bretagne, nous sommes exposés aux aléas climatiques de plus en plus violents et fréquents. Nous avons développé un programme d'investissement dont la Bretagne bénéficie pour moderniser le réseau, le rendre plus résilient. L'investissement global d'Enedis en Bretagne représente 1,6 Md€ sur les cinq prochaines années. C'est le double de ce que nous faisons il y a cinq ans. »

Pascal Pouzac, directeur régional Bretagne, Enedis

« Faire la différence par rapport aux autres ports grâce à l'électrification » (Christophe Chabert, Port de Brest)

« La transition engendre une modification des modèles pour un gestionnaire d'infrastructures. Tout d'abord, c'est une question de temps long. Pour cela, Brest Port permet d'avoir une agilité pour chercher financements et des actionnaires solides, et un contrat de concession de 40 ans. Deuxième point : le financement. Comment financer ces éléments-là sachant que la puissance publique n'a pas les moyens de la faire ? Troisième point : comment faire des investissements en consolidant l'existant tout en mettant en place de nouvelles activités ?

Nous devons rester un hub logistique tout en trouvant notre spécificité. La réponse sera notre capacité à avoir un système local qui apporte des solutions décarbonées. Grâce à l'électrification, nous allons faire la différence par rapport à d'autres ports car j'apporte d'autres services.

Avec les EMR Énergies Marines Renouvelables , j'aimerais que les députés aillent sur le port de Brest et voient ce que c'est que l'activité industrielle. Il leur manque cruellement une vision industrielle. L'industrie, ce n'est pas que des Power Point. »

Christophe Chabert, président du directoire, Port de Brest

« Le bois, première énergie renouvelable en Bretagne » (André Crocq, Région Bretagne)

« Nous attendons tous la programmation pluriannuelle de l'énergie. Le décret est prêt, il n'a toujours pas été signé. Mais nous avons aussi besoin d'un cap à plus long terme.

L'énergie est au cœur de notre société. Quand une société stagne, c'est que l'énergie n'est plus abondante. Il faut être capable à moyen et long terme de donner une trajectoire. C'est essentiel.

La première énergie renouvelable en Bretagne c'est le bois. Se pose, en responsabilité, la question des ressources pour ne pas en-

tamer le capital de la forêt bretonne. La Région accompagne les filières.

Les réseaux sont indispensables. Leur dimensionnement, leur résilience, leur mode d'exploitation sont déterminants sur le coût de l'énergie et sa disponibilité. Les réseaux sont au cœur de la transition énergétique. »

André Crocq, conseiller régional, Région Bretagne

« Le sujet ce n'est pas de choisir entre le nucléaire et les énergies renouvelables » (Clément Cunin)

« Contrairement à ce qu'on entend parfois, le mix énergétique en France n'est pas décarboné. Nous avons 60 % d'énergie fossile dans notre mix énergétique. L'électricité, c'est un quart de nos consommations énergétiques.

Le mix électrique est décarboné grâce au parc nucléaire historique et grâce aux énergies renouvelables.

La difficulté avec ces énergies fossiles, c'est qu'elles sont produites à l'étranger et importées. La sortie des énergies fossiles est une trajectoire que nous nous sommes fixée en France et en Europe d'ici 2050, c'est une nécessité climatique, un enjeu de souveraineté et une logique économique. Cela passe par la sobriété et l'efficacité énergétique ainsi que l'électrification des usages.

Le sujet, ce n'est pas de choisir entre le nucléaire et les énergies renouvelables. Nous aurons besoin des deux. En revanche, travaillons sur le signal prix : on ne réussira pas la transition énergétique si ça coûte plus cher aux gens. »

Clément Cunin, responsable des relations institutionnelles et territoriales, France Renouvelables

<https://img.newstank.fr>



SHIPPING

: [HTTP://LEMARIN.OUEST-FRANCE.FR](http://LEMARIN.OUEST-FRANCE.FR)

EDF s'engage dans la décarbonation portuaire avec Brestport et le manutentionnaire Maritime Kuhn

À l'occasion du forum économique breton à Saint-Malo où l'énergéticien tenait une table ronde dédiée à la transition énergétique dans les ports, EDF a signé deux conventions destinées à épauler les acteurs du secteur. L'une avec le gestionnaire du port de commerce de Brest qui veut développer des offres de connexion électrique à quai, la seconde avec Maritime Kuhn sur l'électrification des engins de manutention de l'ensemble de ses 18 agences portuaires françaises.

EDF ne se pose plus comme un seul producteur d'électricité, mais aussi comme un agent facilitateur de la transition énergétique, et notamment des zones industrialo-portuaires. Un chapitre complet de notre récent livre blanc EDF et la mer est dédié à cette question de la transition énergétique dans les ports, qui représentent 10 % des missions de gaz à effet de serre de France. Nos équipes ont les moyens d'accompagner les acteurs portuaires sur cette voie de la transition énergétique, rappelle Hélène Duval-Morin, directrice territoires et transition d'EDF pour la zone Ouest.

Comme ce qui a été fait récemment avec Ports de Normandie où EDF a permis d'établir le bilan carbone activité par activité, deux nouvelles conventions ont été signées le 11 septembre en marge du forum économique breton. La première avec Brestport, le gestionnaire du port de commerce dont le chemin vers la transition énergétique va s'accompagner par une très forte croissance de notre consommation d'électricité, souligne Richard Szufiak, directeur général adjoint. Le port souhaite notamment proposer de nouveaux services de connexion électrique des navires à quai. Nous pensons d'abord à nos bateaux à demeure, c'est-à-dire les navires océanographiques de l'Ifremer et le grand remorqueur de sauvetage *VB Abeille Bretagne*. Mais cela concerne aussi les formes de la réparation navale. Les navires en arrêt technique doivent aujourd'hui se tourner vers des groupes électrogènes loués à l'extérieur.

Acceptabilité sociétale

La seconde convention signée avec Maritime Kuhn porte sur une étude de faisabilité techno-économique sur les possibilités d'électrification du parc d'engins de manutention du groupe brestois présent désormais sur l'ensemble des façades maritimes françaises avec son réseau de 18 agences. On va voir ce que les constructeurs ont aujourd'hui en catalogue et surtout sur ce qu'ils vont développer demain. Une étude par typologie d'engins et port

par port, où les besoins seront forcément différents , explique Duval-Morin.

Pour Antoine Kuhn, codirigeant du groupe avec ses deux frères, même si la manutention portuaire est un petit émetteur de gaz à effet de serre, la question est importante aussi pour notre acceptabilité sociétale. D'autant que depuis le code ISPS (*NDLR : code international pour la sécurité des navires*) qui a coupé les ports de la population, nous vivons enfermés derrière des grilles avec à la fois une méconnaissance de nos métiers et plus grave encore un soupçon permanent sur nos activités. Nous devons faire savoir que nous savons travailler proprement.



Antoine Kuhn (à droite), codirigeant du groupe de manutention éponyme, aux côtés de Frédéric Thébaut, directeur EDF commerce ouest.

Antoine Kuhn (à droite), codirigeant du groupe de manutention éponyme, aux côtés de Frédéric Thébaut, directeur EDF commerce ouest.

Frédéric Auvray

par Frédéric Auvray.



: MER ET MARINE

Les ports de Brest, Lorient et Saint-Malo lancent une alliance pour mieux se faire connaître à l'étranger

Les trois principaux ports de commerce bretons ont lancé la Bretagne Port Strategic Alliance.

Les trois ports de commerce de Brest, Lorient et Saint-Malo ont annoncé, jeudi 11 septembre, la création d'un Groupement d'intérêt économique. Ils ont profité du Forum économique breton qui se tient à Saint-Malo pour...



https://assets.meretmarine.com/s3fs-public/images/2025-09/20241118_120012%280%29.jpg



https://www.meretmarine.com/s3/files/styles/large_lg/public/images/2025-09/20241118_120012%280%29.jpg?h=c722adc0&itok=k55GhXpF



« Nous avons des coups à jouer » : la stratégie du port de Brest pour devenir un acteur majeur de l'éolien flottant

BrestPort a signé, ce 10 septembre, à Saint-Malo, des accords avec Eolink et Pennavel, deux acteurs de l'éolien flottant.

Le port finistérien confirme son intention d'investir dans une plateforme industrielle dédiée à ces projets énergétiques hors-norme. Un article de Bruno Salaun de la rédaction du Télégramme.

Le calendrier d'assemblage du démonstrateur d'éolienne flottante développé par Eolink a pris du retard sur le port de Brest . Il pourrait débuter en fin d'année, se concrétiser en 2026 sur le polder dédié aux énergies marines renouvelables. Sa mise à l'eau et son remorquage au large du Croisic, sur le site d'essai de la fondation Open-C , sont prévus au printemps 2027. Ce prototype de 5 MW préfigure des machines de 18 à 20 MW que la société brestoise voudrait industrialiser à Brest avant 2030.

Sur ce long chemin, Eolink a signé, ce mercredi 10 septembre, au Forum économique breton de Saint-Malo, un protocole d'accord avec BrestPort . « Il nous faut trouver les meilleures solutions industrielles, la meilleure architecture de développement, dans un contexte de compétitions avec d'autres technologies éoliennes et d'autres ports. On va rechercher ensemble une offre compétitive », indique Marc Guyot, le président fondateur d'Eolink. « En se confrontant ensemble au réel, on mesure mieux les enjeux, par exemple d'adaptation du design de nos éoliennes pour coller aux futures installations du port et, en même temps, on donne au port des indications sur les configurations souhaitables du polder », complète-t-il.

« Tout en œuvre pour que ça se fasse à Brest »

« L'éolien flottant, après l'éolien posé que nous accueillons déjà depuis quelques années, fait partie des perspectives de modernisation et de diversification des activités du port de Brest. Entre la France et le Royaume-Uni, l'Atlantique, la Mer Celtique et la Manche voire la mer du Nord, nous avons des coups à jouer dans l'éolien en mer. Mais il ne faut pas rater une étape dans le développement du modèle industriel que nous envisageons, le partage d'expériences et d'études avec Eolink nous aide », énonce Christophe Chabert, le président du directoire de BrestPort.

Dans cette optique, il a également signé, à Saint-Malo, un autre accord avec Pennavel, le consortium qui développe un parc éolien flottant de Bretagne-Sud, au large de Belle-Ile-en-Mer à l'horizon

2032 . « On met tout en œuvre pour que la fabrication, l'assemblage des éoliennes flottantes de Pennavel se fassent à Brest. Ça nécessite de travailler, ensemble et dans la transparence, sur le modèle industriel et financier à envisager », insiste Christophe Chabert.

« Des infrastructures énormes »

« Nous sommes bien conscients que ça demande des infrastructures gigantesques, et que ce ne sera pas viable pour le port d'investir lourdement pour un seul projet éolien flottant. Nous ne sommes pas, avec cet accord, dans la logique de discussions commerciales entre un client et un prestataire. Nous avons des besoins, des contraintes, nous voulons avancer pour que le modèle de chacun fonctionne », soutient Jérôme Hilt, le directeur du projet Pennavel.

BrestPort et Pennavel devraient prendre leurs décisions d'investissements dans un tempo comparable, avant 2030. On parle de 150 à 200 millions d'euros pour le premier, de 800 millions à un milliard d'euros pour le second. Dans ce match à trois, où en sont Eolink et Pennavel de leurs discussions ? « À ce stade, plusieurs options technologiques restent sur la table : Eolink en fait partie », livre Jérôme Hilt.

Un article de la rédaction du Télégramme



https://assets.meretmarine.com/s3fs-public/images/2025-09/68c18c608bcf40450e04ecd4_0.jpg



https://www.meretmarine.com/s3/files/styles/large_lg/public/images/2025-09/68c18c608bcf40450e04ecd4_0.jpg?h=2f669930&itok=TIZpybCJ





BRETAGNE—TRANSPORT-LOGISTIQUE # POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La crise politique et sociale s'invite au Forum Économique Breton

Plus de 6 000 participants, la plupart des chefs d'entreprise bretons, participent actuellement au Forum Économique Breton à Saint-Malo. La chute de François Bayrou et la crise sociale que connaît la France se sont invitées dans les débats. Tour des réactions des entrepreneurs sur place, inquiets de cette instabilité gouvernementale chronique.



Des sympathisants du mouvement "Bloquons tout" devant le Forum Économique Breton à Saint-Malo, le 11 septembre 2025 Photo : Photo : Baptiste Coupin

Le Forum Économique breton, grand rendez-vous économique de la rentrée en Bretagne, s'est ouvert mercredi à Saint-Malo, sur fond de crise politique et sociale. Un comité d'accueil d'une centaine de personnes, participants du mouvement "Bloquons tout", a accueilli hier les patrons, venus des quatre coins du territoire breton. Leurs slogans ? "Rendez l'argent !" ; "Taxez les riches !". Les protestataires, en colère contre la dégradation de leurs conditions de vie, à commencer par la baisse de leur pouvoir d'achat, ont trouvé une cible facile : les entreprises, et les patrons.

"Fixer un cadre clair"

"Les entreprises, elle aussi, partagent leurs difficultés", leur répond le président du

Medef Bretagne (20 000 entreprises représentées), Hervé Kermarrec : "Elles produisent mais subissent des charges en hausse, des marges en baisse, une concurrence internationale agressive, et bientôt les droits de douane de Trump qui limiteront leurs exportations."



Hervé Kermarrec, président du Medef Bretagne — Photo : Photo : Baptiste Coupin

Si la nomination rapide d'un nouveau Premier ministre le rassure pour éviter une paralysie de l'activité, le patron des patrons bretons attend maintenant "un gouvernement rapidement au travail pour écouter les entreprises et fixer un cadre clair". "Nous serons vigilants, notamment sur le projet de loi de finances", assure-t-il.

"Ce qu'on attend, c'est une stabilité gouvernementale"

Dans une France ingouvernable depuis un an et demi,

avec des réformes susceptibles d'être stoppées ou des marchés publics reportés, les chefs d'entreprise croisés dans les allées du salon, affichent, en grande majorité, leur exaspération. C'est le cas de Jean-Yves Gautier, président de l'ETI bretonienne GFS (.500 salariés et 70 M€ de CA), société de transport de produits manufacturés en pleine croissance.



Jean-Yves Gautier, président du transporteur GFS — Photo : Photo : Baptiste Coupin

"Nous, chefs d'entreprise, ce qu'on attend avant tout, c'est une stabilité gouvernementale, souligne-t-il. Sinon, tout le reste est compromis : les taux d'intérêt, les investissements dans la transition énergétique, la confiance des clients. On est déjà à notre huitième ministre des Transports depuis l'élection du président. Comment avancer sérieusement dans ces conditions ?"

"Il va peut-être falloir réduire la voile"

Frédéric Lerebour, directeur général du torréfacteur de Bain-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine) Lobodis (36 salariés et 30 emplois indirects en ESAT, environ 10 M€ de CA), est aussi désarçonné par la situation du moment : "Le climat actuel crée de l'inquiétude. Il va peut-être falloir réduire la voile sur certains projets, être moins ambitieux, mais on n'a pas d'autres choix que d'avancer". Son entreprise fabrique du café responsable et engage des investissements sur le transport décarboné à la voile pour faire venir sa matière première de différents continents.



Frédéric Lerebour, directeur général du torréfacteur Lobodis — Photo : Photo : Baptiste Coupin

Il espère que les incitations fiscales que peut accorder l'État sur les projets de transition écologique des entreprises ne

seront pas remises en question.

Des chefs d'entreprise confiants

À l'occasion du FEB, le cabinet d'audit et d'expertise comptable Forvis Mazars, a dévoilé les résultats d'un baromètre inédit consacré au moral des dirigeants bretons. Ils expriment une vigilance face aux incertitudes conjoncturelles, notamment sur les coûts, l'énergie ou la demande. Pour autant, 80 % d'entre eux jugent "bonne" la situation de leur entreprise. "Les fondamentaux de l'économie bretonne restent bons, avec un taux de chômage à 6 %, le plus bas de France, corrobore le président de Région, Loïc Chesnais-Girard. Même si des entreprises connaissent des difficultés, beaucoup investissent, souvent avec l'appui de la Région, comme Safran à Rennes, Naval Group et Cité Marine dans le Morbihan."

"Faire f rent cmmun"

"Il faut rester positifs", conclut Thierry Geffroy, patron du

gérant rennais des services aux entreprises Samsic (136 000 collaborateurs, 4 Md€ de CA en 2024), qui conduit de nombreux rachats en Europe ces derniers mois.

"Allez interroger les Européens, ils vous diront qu'en France il y a tout, et il n'y a que les Français à se plaindre, déclare le dirigeant. Bien sûr qu'il faut aider les gens qui en ont besoin, mais il nous faut aussi des institutions stables. Avoir de la stabilité et de la cohérence, et faire front commun".

Le "pacte breton", cette capacité des acteurs bretons à travailler ensemble (acteurs économiques, collectivités et monde institutionnel) pour passer les obstacles, est le fil rouge du FEB 2025. Il inspire peut-être le futur gouvernement Lecornu. ■

par Baptiste Coupin

BRETAGNE # AGROALIMENTAIRE # SERVICES AUX ENTREPRISES # CONJONCTURE # SYNDICATS PATRONAUX ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES





SAINT-MALO

Les manifestants entre espoir et découragement

Jeudi, au lendemain du mouvement « Bloquons tout », une quinzaine de manifestants étaient de nouveau réunis devant le Forum économique breton.

Pour certains, le mouvement « Bloquons tout » ne s'est pas arrêté après le 10 septembre. Hier, à midi, ils étaient une quinzaine de manifestants devant le Forum économique breton (FEB).

Parmi eux, Dominique s'est déplacée pour marquer le coup avec la venue du Medef et l'idée de poursuivre la mobilisation. « Pour la suite, ça va se jouer surtout le 18 septembre, avec la manifestation intersyndicale. Mais d'ici là, je ne sais pas trop ce qui va se passer pour le mouvement, avoue la retraitée. J'aimerais bien que ça fasse comme pendant les grèves de 1995 en France contre le plan Juppé, qui avait fini par fonctionner. »

Un « découragement général »

« Pour moi, mercredi [le 10 septembre], ça prenait forme comme le début des Gilets jaunes. Il n'y a pas d'organisation mais on a tous de profonds désaccords contre l'austérité budgétaire », raconte une autre manifestante. « Moi, je ne suis pas très optimiste, il y a déjà moins de monde mobilisé, observe une de ses camarades. Sinon, je ne vois pas comment on va s'en sortir, avec le même président et ce découragement général. »

De l'autre côté des murs, à l'intérieur du Palais du grand large, le mouvement ne semble pas avoir fait mouche. La veille, sous les huées, les congressistes avaient préféré presser le pas, baisser la tête et foncer dans le hall sans un regard pour les personnes mobilisées. « À l'intérieur, je n'ai

entendu personne faire de commentaire sur la mobilisation en général », confie une participante du FEB.

« Le mouvement a le mérite d'exister, notamment sur les questions de niveau de vie et du pouvoir d'achat, témoigne quant à lui un consultant breton présent au forum. Et les manifestants ont été respectueux de l'événement. » ■



Mercredi, près de 170 manifestants s'étaient mobilisés devant le Palais du grand large, lors de l'ouverture du Forum économique breton. Photo : David Ademas / Ouest-France

par Enora Paniez.





BRETAGNE

L'agence économique régionale devient Bretagne Next

Bretagne développement innovation, l'agence économique de la Région, change de nom. Loïc Hénaff, conseiller régional et PDG du Groupe Jean Hénaff, prend la tête de cette nouvelle agence, désormais baptisée Bretagne Next, pour Nouvelle Économie, eXpertise et Transitions.

Le changement a été entériné hier, lors du Forum économique breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

La feuille de route de Bretagne Next a été détaillée dans un communiqué diffusé hier : « Anticiper les besoins du territoire, détecter les évolutions,

lancer des projets utiles aux entreprises bretonnes, travailler au plus proche des territoires pour répondre à leurs besoins et les impliquer dans les programmes régionaux. » ■





BRETAGNE

Bretagne Développement Innovation devient Bretagne Next, présidée par Loïc Hénaff

EN BREF L'agence économique régionale Bretagne Développement Innovation se transforme. Elle change de nom pour Bretagne Next, qui signifie Nouvelle Économie, eXpertise et Transitions. Cette réorientation vise à répondre à la nouvelle ambition voulue par le président de Région Loïc Chesnais-Girard. Bretagne Next se veut "un outil capable d'anticiper les mutations éco-

nomiques et d'accompagner les entreprises bretonnes pour relever les défis de demain". Lors de l'assemblée générale annuelle de BDI, qui se tenait en marge du Forum Économique Breton, Loïc Hénaff, conseiller régional et PDG du Groupe Jean Hénaff, s'est vu confier la présidence de cette nouvelle agence. En effet, les statuts de l'agence ont été modifiés : ils renforcent le pouvoir de

l'assemblée générale et du conseil de surveillance, véritable organe de pilotage et qui sera appuyé dans son action par un comité stratégique de chefs d'entreprise. Parmi ses compétences, Bretagne Next continuera d'animer et de gérer la marque Bretagne pour le compte de la Région Bretagne. ■





Pennavel se rapproche du port de Brest pour son projet de parc éolien flottant en Bretagne sud

Le développeur Pennavel et Brestport ont signé, mercredi 10 septembre, un accord afin de préparer les prochaines étapes de leur collaboration dans le cadre du projet éolien flottant en Bretagne sud qui doit voir le jour d'ici à 2032.



À travers son programme In-flow, le port de Brest prévoit d'adapter le terminal EMR pour les besoins de l'éolien flottant. Photo : Brestport

À l'occasion du forum économique breton, qui se tient à Saint-Malo les 10 et 11 septembre, Pennavel, le consortium retenu pour développer le parc éolien flottant de Bretagne sud, et le port de Brest, ont réaffirmé leur volonté de travailler ensemble en signant un accord de collaboration.

Les deux acteurs sont en discussion depuis 2021 déjà, « **autour des perspectives**

d'utilisation du port de Brest pour certaines activités stratégiques durant la phase de construction du projet, notamment la construction et ou l'assemblage des flotteurs », indiquent-ils dans un communiqué commun. Des besoins prévus principalement entre 2030 et 2031. La signature de cet accord a pour but de « **renforcer ces discussions afin d'identifier les conditions techniques et commerciales qui pourraient permettre de concrétiser cette ambition** ».

Mise à niveau du terminal EMR

« **La réussite du projet Pennavel repose sur une stratégie industrielle solide, qui combine expertise tech-**

nique, ancrage territorial et mobilisation des filières régionales, précise Jérôme Hilt, directeur de projet chez Pennavel, cité dans le communiqué. **Le port de Brest, qui développe ses infrastructures pour accueillir les grands projets d'énergies marines renouvelables (EMR), peut constituer un acteur clé de cette dynamique.** »

Brestport, la société de gestion du port de Brest, a mis en place un programme d'investissement baptisé In-flow, afin de positionner Brest comme un port stratégique pour l'éolien en mer. Notamment avec la mise à niveau des infrastructures du terminal EMR pour répondre aux besoins spécifiques de l'éolien flottant.





Trois ports de commerce bretons décident de s'allier

Bruno Salaün Les ports de commerce de Brest, Lorient et Saint-Malo (35) s'apprêtent à créer un groupement d'intérêt économique. Ils veulent se rendre plus visibles à l'international et mutualiser leurs efforts sur certains projets.

Les ports de Roscoff (29) et du Légué, à Saint-Brieuc, devraient rejoindre, en 2026, le nouveau groupement d'intérêt économique des ports bretons, après avoir changé de modèle de concession.

Mais, jeudi, au Forum économique breton, les ports de commerce de Brest, Lorient et Saint-Malo ont indiqué leur intention de fonder ce GIE avant la fin de l'année.

Pas question pour ces ports de renoncer à l'indépendance de leurs gouvernances respectives, mais?, dans un contexte financier tendu et d'intense concurrence internationale, ils ambitionnent de poser les bases de coopérations renforcées sur certains grands sujets inscrits dans leurs trajectoires de décarbonation. « Nous pensons aux énergies marines renouvelables, à l'électrification et la solarisation de nos ports, à la digitalisation de nos activi-

tés, à des marchés groupés, par exemple, d'achat de grues et de déconstruction », illustre Christophe Chabert, qui va assumer, pendant deux ans, la première présidence tournante de ce GIE des ports bretons.

À l'instar de ses collègues lorientais et malouin, le président du directoire de Brest-Port y voit aussi l'opportunité?, d'afficher, d'une même voix, la diversité et la complémentarité de leurs services commerciaux de fret et passagers ainsi que de leurs transformations industrielles à venir.

« Une force suffisante pour peser »

Les enjeux ne sont pas minces pour ces ports secondaires, à l'échelle des trafics maritimes internationaux. « On doit avoir une force suffisante pour pouvoir peser, de temps en temps, vis-à-vis de grands ports maritimes, pour profiter de la dé-

congestion inévitable d'un certain nombre de ces grands ports et développer des marchés, par exemple, dans le cabotage européen », insiste Christophe Chabert.

Les acteurs ce GIE envisagent, dans un premier temps, de faire travailler leurs experts pour envisager, à terme, des investissements communs sur cinq six principaux projets. ■



Sans renoncer à leur indépendance, les ports de Brest (notre photo), Lorient et Saint-Malo envisagent de mettre en place une collaboration renforcée sur certains projets afin de se rendre plus visibles à l'international. Photo : Photo Bruno Salaün



Après le 10 septembre, les manifestants entre espoir et découragement à Saint-Malo

Ce jeudi 11 septembre 2025, au lendemain du mouvement « Bloquons tout », une quinzaine de manifestants étaient de nouveau réunis devant le Forum économique breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). À l'intérieur, les congressistes comprennent, sans pour autant soutenir le mouvement.

Pour certains, le mouvement « Bloquons tout » ne s'est pas arrêté après le 10 septembre. Ce jeudi 11 septembre, à midi, ils étaient encore une quinzaine de manifestants devant le Forum économique breton (FEB).

Parmi eux, Dominique est venue pour marquer le coup avec la venue du Medef et l'idée de poursuivre la mobilisation. « **Pour la suite, ça va se jouer surtout le 18 septembre, avec la manifestation intersyndicale. Mais d'ici là, je ne sais pas trop ce qui va se passer pour le mouvement,** avoue la retraitée. **J'aimerais bien que ça fasse comme pendant les grèves de 1995 en France contre le plan Juppé, qui avait fini par fonctionner.** »

Un « découragement général »

« **Pour moi, hier [le 10 septembre], ça prenait forme comme le début des Gilets jaunes. Il n'y a pas d'organisation mais on a tous de profonds désaccords contre l'austérité budgétaire** », raconte une autre manifestante. « **Moi, je ne suis pas très optimiste, il y a déjà moins de monde mobilisé,** observe une de ses camarades. **Sinon, je ne vois pas comment on va s'en sortir, avec le même président et ce découragement général.** »

Lire aussi : VIDÉO. À Saint-Malo, « Bloquons tout » a visé les grands patrons du FEB

De l'autre côté des murs, à l'intérieur du Palais du grand large, le mouvement ne semble pas avoir fait mouche. La veille, sous les huées, les congressistes avaient préféré presser le pas, baisser la tête et foncer dans le hall sans un regard pour les personnes mobilisées. « **À l'intérieur, je n'ai entendu personne faire de commentaire sur la mobilisation en général** », confie une participante du FEB.

« **Le mouvement a le mérite d'exister, notamment sur les questions de niveau de vie et du pouvoir d'achat,** témoigne

quant à lui un consultant breton présent au forum. **Et les manifestants ont été respectueux de l'événement.** »



Mercredi 10 septembre 2025, près de 170 manifestants se sont mobilisés devant le Palais du grand large, lors de l'ouverture du Forum économique breton.

Mercredi 10 septembre 2025, près de 170 manifestants se sont mobilisés devant le Palais du grand large, lors de l'ouverture du Forum économique breton.

David Ademas / Ouest-France

par Enora Paniez.



«La réduction de la dette relève de l'intérêt général» : la mise au point de Patrick Martin (Medef)

Au cours d'une semaine qui a connu un changement de Premier ministre et un mouvement social d'ampleur nationale, le patron du Medef s'inquiète de l'instabilité économique du pays. Dans une interview accordée à Ouest France, Patrick Martin plaide pour un renfort des outils en faveur de l'accès à l'emploi, notamment «en mettant l'accent sur les jeunes».

© Nathan Laine/Bloomberg via Getty Images

À la suite d'un été où le gouvernement Bayrou n'a cessé de prévenir les Français sur la gravité de la dette du pays, la boussole du Medef, Patrick Martin, poursuit dans cette même lignée en cette rentrée de septembre. Présent à Saint-Malo pour le Forum économique breton, il a regretté, au micro de Ouest France, la démission de François Bayrou, qui a **créé de l'incertitude**, aussi bien «sur la scène politique» que pour «les entreprises et les ménages». «Préjudiciable à l'économie», il espère une solution politique «pérenne» le plus tôt possible, avec une priorité : s'occuper de la dette française.

En effet, selon Patrick Martin, le «rétablissement des finances publiques relève de l'intérêt général». «N'oublions pas que la dette française est majoritairement détenue par des bailleurs de fonds étrangers», insiste-t-il. Il n'est alors pas question, pour le patron du Medef, d'approuver l'idée du parti Socialiste, disant que les 44 milliards d'économies voulues par François Bayrou auraient entraîné une récession. «Le rythme de réduction de la dette française proposé par le PS» semble, pour Patrick Martin, «insuffisant et inadapté».

À lire aussi Moins de ministres, moins de fonctionnaires, moins d'impôts : le plan choc du patronat

Pas concerné par le mouvement du 10 septembre

Au lendemain du mouvement «Bloquons tout» et à quelques jours d'actions syndicales prévues le 18 septembre prochain, le patron du Medef ne voit pas les entreprises être prises pour cible. «Nous avons le sentiment que les entreprises ne sont pas visées», a-t-il déclaré. Au contraire, il plaide même pour qu'elles «prennent part au débat public», en se basant sur un sondage Odoxa. De la même façon, il ne comprend pas les **critiques émises sur les aides perçues par les entreprises**, remettant alors en question un rapport sénatorial estimant à 211 milliards d'euros les aides accordées.

Patrick Martin souhaite enfin trouver des solutions pour **sortir les Français de la précarité**. «*Pour lutter contre la pauvreté, il faut d'abord faciliter l'accès à l'emploi. L'accent doit être mis sur les jeunes*», émet-il. Mais pas seulement ! Le chef du Medef veut «*répondre aux difficultés rencontrées par celles et ceux qui subissent des temps partiels*» en améliorant notamment «*l'accès au logement et les dispositifs de garde d'enfants*».

Outbrain Les + lus : Économie et Société
gouvernement Colère au gouvernement : des ministres accusent Bayrou de les mener à la chute ¹
François Bayrou Critiqué sur son train de vie à Matignon, François Bayrou dit vivre «frugalement» ¹
transport Ryanair met en application sa nouvelle politique pour les bagages cabines ¹

Plongez dans le sujet

François Bayrou a tenu un discours lors de la Rencontre des entrepreneurs de France (REF) ce jeudi 28 août.

François Bayrou a tenu un discours lors de la Rencontre des entrepreneurs de France (REF) ce jeudi 28 août.

François Bayrou François Bayrou persiste et signe sur la dette : «Il faut une prise de conscience des Français» ou les «jeunes» paieront Devant le patronat à la Rencontre des entrepreneurs de France (REF) ce jeudi 28 août, François Bayrou a de nouveau tiré la sonnette d'alarme sur la dette publique, appelant à «une prise de conscience des Français» pour éviter que les jeunes générations n'en paient le prix. ¹ Allez + loin Outbrain

par Teddy Perez



Pennavel se rapproche du port de Brest pour son projet de parc éolien flottant en Bretagne sud

Le développeur Pennavel et Brestport ont signé, mercredi 10 septembre, un accord afin de préparer les prochaines étapes de leur collaboration dans le cadre du projet éolien flottant en Bretagne sud qui doit voir le jour d'ici à 2032.

À l'occasion du forum économique breton, qui se tient à Saint-Malo les 10 et 11 septembre, Pennavel, le consortium retenu pour développer le parc éolien flottant de Bretagne sud, et le port de Brest, ont réaffirmé leur volonté de travailler ensemble en signant un accord de collaboration.

Les deux acteurs sont en discussion depuis 2021 déjà, autour des perspectives d'utilisation du port de Brest pour certaines activités stratégiques durant la phase de construction du projet, notamment la construction et ou l'assemblage des flotteurs, indiquent-ils dans un communiqué commun. Des besoins prévus principalement entre 2030 et 2031. La signature de cet accord a pour but de renforcer ces discussions afin d'identifier les conditions techniques et commerciales qui pourraient permettre de concrétiser cette ambition.

Mise à niveau du terminal EMR

La réussite du projet Pennavel repose sur une stratégie industrielle solide, qui combine expertise technique, ancrage territorial et mobilisation des filières régionales, précise Jérôme Hilt, directeur de projet chez Pennavel, cité dans le communiqué. Le port de Brest, qui développe ses infrastructures pour accueillir les grands projets d'énergies marines renouvelables (EMR), peut constituer un acteur clé de cette dynamique.

Brestport, la société de gestion du port de Brest, a mis en place un programme d'investissement baptisé Inflow, afin de positionner Brest comme un port stratégique pour l'éolien en mer. Notamment avec la mise à niveau des infrastructures du terminal EMR pour répondre aux besoins spécifiques de l'éolien flottant.



À travers son programme Inflow, le port de Brest prévoit d'adapter le terminal EMR pour les besoins de l'éolien flottant.

À travers son programme Inflow, le port de Brest prévoit d'adapter le terminal EMR pour les besoins de l'éolien flottant.

Brestport



Le majestueux Belem fait escale à Saint-Malo

Le deuxième plus grand voilier de France est de retour dans sa chère cité corsaire. Il quittera Saint-Malo demain matin, vendredi 12 septembre.



Le Belem se laisse actuellement admirer bassin Duguay-Trouin à Saint-Malo. ©Le Pays Malouin / Samuel Sauneuf

Toujours aussi majestueux, le Belem est de retour à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) cette semaine, où il doit rester amarré pendant deux jours.

De passage dans la cité corsaire dans le cadre de signatures de partenariat, en marge du Forum économique breton, l'immense trois-mâts se laisse admirer bassin Duguay-Trouin, dans le port malouin, jusqu'à demain.

Sortie des écluses à 9h53

Après avoir embarqué à son bord de nouveaux stagiaires qu'il doit conduire à Portsmouth, outre-Manche, le Belem quittera Saint-Malo en début de matinée, ce vendredi 12 septembre 2025. Sa sortie du SAS est prévue pour 9h53.

L'occasion de saluer le deuxième plus grand voilier de France (58 mètres).

Mis à l'eau en 1896, le Belem est aussi le dernier des grands voiliers de commerce français du XIXe siècle encore navigant.

Racheté en 1986 par la fondation Belem Caisse d'Épargne, il sert aujourd'hui de navire école.

par Redaction Saint-Malo



À Brennilis, l'ancienne centrale nucléaire sera démantelée d'ici 2041 : et après ?

Une filière bois ? De nouvelles infrastructures énergétiques ? Un espace rendu à la nature ? Alors que la centrale nucléaire de Brennilis (29) est entrée en phase de démantèlement, le groupe EDF, son propriétaire, réfléchit à la suite de l'histoire.

C'est un projet de longue haleine. Très longue. À l'arrêt depuis 1985, l'ex-centrale nucléaire de Brennilis est entrée en phase de démantèlement à la fin de l'année 2024. Un chantier XXL qui ne devrait pas être bouclé avant 2041, au plus tôt. Si cette date semble encore lointaine, le groupe EDF, propriétaire des lieux, commence déjà à réfléchir à la suite de l'histoire. « Il y a déjà des pistes mais on est vraiment très en amont », prévient le directeur régional d'EDF en Bretagne, Jean-Philippe Berton, rencontré ce jeudi 11 septembre au Forum économique breton de Saint-Malo (35).

Les réflexions portent spécifiquement sur l'utilisation du foncier libéré par l'ex-centrale, mais embarquent aussi tout le reste : le poste électrique de RTE, les trois turbines à combustion (activées pour passer les pics de consommation de grand froid), la Maison du lac (l'ancienne cantine des employés de la centrale), le plan d'eau artificiel et les espaces naturels environnants. Soit une vaste zone d'une centaine d'hectares (dont 10 rien que pour la centrale).

Réfléchir aux usages

« Pour nous, il s'agit de penser le devenir de la centrale au global, en intégrant les dimensions territoriale, sociale, économique, historique et environnementale et l'ensemble des acteurs, aussi bien les usagers, les citoyens qui habitent et ont des attachements particuliers à ce lieu, que les acteurs économiques et les collectivités », explique Arthur-Donald Bouillé, chef de projet au sein du laboratoire d'innovation design d'EDF. Pour lui, « l'ambition, ce n'est pas de créer du consensus [...] C'est plutôt de mettre en débat des possibles usages et de les mettre en cohérence vis-à-vis des enjeux et des stratégies du groupe [EDF] et du territoire, en impliquant ce territoire ».

Parmi les usages à l'étude figure l'installation de nouvelles infrastructures de production énergétique. Mais aussi des usages « pour la communauté, culturels, associatifs ». « On pourrait également ne rien faire, dans une dynamique de restauration des sols et de régénération de l'écosystème », pointe Arthur-Donald Bouillé. Dans ce cadre, une vente de tout ou partie des terrains par EDF est-elle en-

visageable ? « Ça rentre dans l'équation », répond Jean-Philippe Berton.

Un projet autour du bois-énergie

Un projet, à ce stade, est poussé par les cinq intercommunalités du Pays Centre Ouest Bretagne : la création d'une filière bois-énergie par les cinq intercommunalités du Pays Centre-Ouest Bretagne, avec une coopérative qui installerait des chaufferies dans les collectivités et les entreprises et facturerait la chaleur fournie. Des réunions ont été organisées avec EDF, notamment pour accueillir à court terme un centre de formation au sein de la Maison du lac. Mis en vente fin 2022 pour 1 € symbolique dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt, le bâtiment, qui nécessite une lourde rénovation, n'a pas trouvé preneur, faute de candidatures satisfaisantes.



Nucléaire : à l'arrêt depuis quarante ans, EDF lance la réflexion sur l'avenir du site de Brennilis

Le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis sera achevé en 2042. Alors que le travail préparatoire sur le bloc réacteur démarrera en 2027, la filiale EDF Pulse Design réfléchit à l'avenir durable du site, entre mémoire industrielle et nouveaux usages.

EDF a décarboné la flamme olympique en la rendant 100% électrique : le groupe ne doute pas d'avoir toutes les cartes en main pour proposer demain d'autres innovations de rupture. Et pourquoi pas à l'occasion de la transformation du site de Brennilis, près des Monts d'Arrée (Finistère) ?

Le gigantesque chantier de déconstruction de cette centrale électrique à eau lourde, débarrassée des matériaux faiblement radioactifs depuis son arrêt en 1985, est en phase préparatoire. Les lourdes opérations qui consisteront à découper la cuve du réacteur débuteront en 2027 avec un recours à des robots et à de la haute-technologie.

Lire aussi Centrale de Brennilis : le sensible démantèlement du réacteur nucléaire en consultation

La fin des opérations, dont le coût s'élève à 850 millions d'euros, est annoncée pour 2042, mais EDF, propriétaire à 100% du foncier de 10 hectares a chargé son laboratoire de design et d'innovation d'anticiper l'avenir.

Turbines à combustion fioul, poste RTE

Constituée pour imaginer les usages de demain, façonner des solutions énergétiques durables, EDF Pulse Design vient de lancer une étude prospective et d'ouvrir un dialogue avec les acteurs locaux dans l'optique de réinventer ce site emblématique, fort longtemps décrié.

« EDF Pulse Design incarne le rôle du design au sein d'EDF avec la mission de matérialiser les enjeux énergétiques durables sur des projets concrets » formule Arthur-Donald Bouillé, chef de projet au sein de cette filiale composée d'une quinzaine de designers, ingénieurs et développeurs.

« Le design n'est pas seulement une question d'esthétique, mais un levier stratégique pour anticiper les usages de demain et les besoins des territoires. À Brennilis, c'est une vision de long terme que nous souhaitons apporter notamment autour des autres infrastructures du site, comme le pôle de turbines à combustion fioul, le

poste RTE et le plan d'eau artificiel. Il s'agira aussi de prendre en compte sa dimension sociale et économique », souligne le jeune créatif, rencontré jeudi au Forum économique breton à Saint-Malo.

Les élus tournés vers une filière bois

Entre mémoire industrielle et nouveaux usages, EDF va prospecter en amont la manière d'intégrer tous les paramètres, y compris environnementaux comme la restauration des sols, la régénération de l'écosystème.

Le choix d'un état final à nu et « tout usage » permet à ce titre de répondre à la vocation industrielle non nucléaire des lieux et au maintien d'une activité économique sur le territoire.

« Ces projections tiendront compte de l'histoire de la centrale et permettront d'accompagner le territoire à se réappropriier l'espace. Sur une partie du site, les élus privilégieraient la piste de l'instauration d'une filière bois », signale Jean-Philippe Berton, le patron d'EDF en Bretagne.

Ce projet coopératif d'énergie locale du pays Cob, dont fait partie Monts d'Arrée Communauté, pourrait notamment prendre place sur la maison du Lac, l'ancien restaurant des employés de la centrale nucléaire.

par Pascale Paoli Lebailly



FEB : « La Bretagne traduit la dynamique électrique nationale » (Régis Boigegrain, RTE)

<https://img.newstank.fr>

« La Bretagne est comme toutes les régions sur le chemin de la neutralité carbone. Nous constatons une croissance importante du parc de production breton qui a augmenté de 30 % entre 2023 et 2024. Aujourd’hui, trois quarts de la production régionale sont décarbonés, essentiellement grâce aux EnR Énergies renouvelables . La consommation est dans la tendance nationale, très légèrement en hausse de 0,7 %. La Bretagne traduit bien la dynamique nationale : ne faut-il pas essayer d’inciter plus à la croissance de la consommation électrique avant de poursuivre la dynamique de la croissance de la production électrique ? », déclare Régis Boigegrain¹

, membre du directoire de RTE Réseau de transport d’électricité et directeur général du pôle Gestion de l’Infrastructure, lors de la table ronde « Réseaux électriques : maillon indispensable de la transition énergétique et du développement territorial », organisée dans le cadre du Forum Économique Breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), le 11/09/2025.

« Gardons un chiffre en tête : nous avons eu 34 événements climatiques sur 2023 et 2024, alors que nous en avons eu 25 sur 2018-2022. Ces événements sont plus nombreux et plus puissants. Sur les 35 événements, beaucoup sont passés par la Bretagne, notamment la tempête Ciaran. Un plan spécifique a été mis en place à la suite de cet événement climatique : le plan de reconstruction Bretagne. Plus de 50 salariés techniciens sont mobilisés sur un plan de 230 M€. Cela représente 1 000 chantiers dans 21 zones de travaux qui couvrent toute la région », ajoute Mathias Povse, membre du directoire, directeur Clients et Territoires d’Enedis¹

News Tank rend compte des échanges.

« Le développement des énergies renouvelables a un impact majeur sur nos activités » (Mathias Povse, Enedis)

« Le défi pour Enedis est double : il est industriel et il est d’accompagner et rendre possible la transition énergétique et l’électrification des usages. Il faut un réseau plus dense, avec des tuyaux plus gros pour passer davantage d’électricité. Mais il faut aussi de l’électronique pour piloter et gérer ce réseau manière très réactive et flexible.

Notre programme d'investissement a été calculé sur 2022-2040 est de 96 Md€. Par exemple, en 2024, c'est 5,3 Md€ d'investissement sur le réseau. Sur ces 96 Md€, 53 Md€ sont dédiés à l'accompagnement de la transition, notamment le raccordement de consommateurs et de producteurs.

Le développement des énergies renouvelables a un impact majeur sur nos activités. Nous avons passé en 2024 le cap du million de producteurs installés sur le réseau de distribution. Quand on amène 5 GW Gigawatt sur le réseau de distribution, ça a des impacts.

Gardons un chiffre en tête : nous avons eu 34 événements climatiques sur 2023 et 2024, alors que nous en avons eu 25 sur 2018-2022. Ces événements sont plus nombreux et plus puissants. Sur les 35 événements, beaucoup sont passés par la Bretagne, notamment la tempête Ciaran. Un plan spécifique a été mis en place à la suite de cet événement climatique : le plan de reconstruction Bretagne. Plus de 50 salariés techniciens sont mobilisés sur un plan de 230 M€. Cela représente 1 000 chantiers dans 21 zones de travaux qui couvrent toute la région. »

Mathias Povse, membre du directoire, directeur Clients et Territoires d'Enedis

« Notre réseau électrique doit évoluer » (Régis Boigegrain, RTE)

« Un débat est mené par la CNDP Commission nationale du débat public depuis le 04/09/2025. Il vise à sensibiliser, associer le grand public aux enjeux liés au développement du réseau public de transport d'électricité. Cela nous aide à formuler et à arrêter les meilleurs choix et la meilleure dynamique pour nos investissements.

Les enjeux sont importants : 60 % de notre consommation d'énergie est fossile, souvent importée de pays qui ne sont pas nos amis. La décarbonation en 2050 est à la fois un sujet climatique mais aussi géopolitique. Pour sortir de cette consommation fossile, il faut une grande bascule vers la consommation d'électricité.

La conception du réseau électrique a été définie il y a environ 80 ans. Notre réseau est d'abord construit pour acheminer la production nucléaire là où se trouve la consommation. Ce réseau doit évoluer car nous avons de nouveaux moyens de production décentralisés et les points de consommation changent. Nous avons des enjeux d'investissement dans le renforcement du réseau, 17 Md€ sur un plan de 100 Md€.

L'autre enjeu est le renouvellement et mise en résilience du réseau par rapport aux événements climatiques (grandes chaleurs, tornades, inondations...). Nous renouvelerons un quart de nos liaisons aériennes d'ici 2040 pour 24 Md€ d'investissement.

Le reste de notre plan concerne le raccordement du système électrique. Il s'agit, d'une part, de la production décarbonée (EnR terrestres, le nouveau nucléaire, les énergies marines renouvelables, l'hydraulique) et, d'autre part, les consommateurs.

Nous gérons à la fois les raccordements de nouvelles consommations ou de consommation industrielle. Côté production, nous avons deux grands piliers : le nouveau nucléaire et les EMR Énergies Marines Renouvelables . Sur les EnR terrestres, tout cela est organisé au travers des schémas régionaux, planifié et anticipé.

La Bretagne est comme toutes les régions sur le chemin de la neutralité carbone. Nous constatons une croissance importante du parc de production breton qui a augmenté de 30 % entre 2023 et 2024. Aujourd'hui, trois quarts de la production régionale sont décarbonés, essentiellement grâce aux EnR. La consommation est dans la tendance nationale, très légèrement en hausse de 0,7 %. La Bretagne traduit bien la dynamique nationale : ne faut-il pas essayer d'inciter plus à la croissance de la consommation électrique avant de poursuivre la dynamique de la croissance de la production électrique ? »

Régis Boigegrain, membre du directoire et directeur général du pôle Gestion de l'Infrastructure de RTE¹

Régis Boigegrain

Directeur général du pôle Gestion de l'infrastructure et membre du directoire @ Réseau de Transport d'Électricité (RTE)

Consulter la fiche dans l'annuaire¹

Parcours

Depuis septembre 2025 Réseau de Transport d'Électricité (RTE)¹

Directeur général du pôle Gestion de l'infrastructure et membre du directoire **Avril 2022 - septembre 2025** Réseau de Transport d'Électricité (RTE)¹

Directeur exécutif Interconnexion et Réseau en mer **Avril 2020 - avril 2022** RTE

Directeur général de l'éolien en mer **Janvier 2017 - avril 2020** Réseau de Transport d'Électricité (RTE)¹

Directeur régional IDF / Normandie **Janvier 2012 - décembre 2016** Réseau de Transport d'Électricité (RTE)¹

Directeur commercial **Mai 2006 - décembre 2011** Réseau de Transport d'Électricité (RTE)¹

Directeur général adjoint des ressources humaines **Janvier 2002 - mai 2006** Union française de l'électricité (UFE)¹

Représentant général **Octobre 2000 - décembre 2001** Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)

Chef de cabinet **Août 1999 - octobre 2000** Ministère de

L'écologie, du développement durable et de l'énergie

Sous-directeur adjoint du gaz +

Établissement & diplôme

1994 - 1996 Université Paris Panthéon-Assas

Diplômé en sciences administratives **1993 - 1995 Ecole nationale supérieure des postes et des télécommunications (ENSPTT)**

Gestion, réglementation **1990 - 1992 Université d'Auvergne (Clermont-Ferrand 1)**

Maîtrise en comptabilité et finance, comptabilité, finance **1989 - 1992 Clermont School of Business**

Finance, Administration, Marketing + Fiche n° 47179, créée le 09/09/2022 à 16:21 - MàJ le 11/09/2025 à 13:01

<https://img.newstank.fr>



Bretagne Développement Innovation devient Bretagne Next, présidée par Loïc Hénaff

L'agence économique régionale Bretagne Développement Innovation se transforme. Elle change de nom pour Bretagne Next, qui signifie Nouvelle Économie, eXpertise et Transitions. Cette réorientation vise à répondre à la nouvelle ambition voulue par le président de Région Loïc Chesnais-Girard. Bretagne Next se veut "un outil capable d'anticiper les mutations économiques et d'accompagner les entreprises bretonnes pour relever les défis de demain". Lors de l'assemblée générale annuelle de BDI, qui se tenait en marge du Forum Économique Breton, Loïc Hénaff, conseiller régional et PDG du Groupe Jean Hénaff, s'est vu confier la présidence de cette nouvelle agence. En effet, les statuts de l'agence ont été modifiés : ils renforcent le pouvoir de l'assemblée générale et du conseil de surveillance, véritable organe de pilotage et qui sera appuyé dans son action par un comité stratégique de chefs d'entreprise. Parmi ses compétences, Bretagne Next continuera d'animer et de gérer la marque Bretagne pour le compte de la Région Bretagne.



Les jeunes et le monde du travail, comment en finir avec les préjugés? Le service civique est une piste - ici

Présents au Forum Economique Breton 2025, des jeunes ont tenu une conférence sur le thème de la perception des jeunes par les employeurs, en témoignant de leur vécu et de ce qui leur a été confié par d'autres jeunes concernant des entretiens d'embauche notamment. Edifiant.

Depuis une trentaine d'années, Unis-Cité permet aux 16 - 25 ans, de toutes origines sociales et culturelles, de s'engager pendant 6 à 9 mois, à temps plein et en équipe sur des missions d'intérêt général.

Ni diplôme, ni compétence particulière exigés.

Quatre jeunes ont montré, sous forme de court sketch, leur vécu lors d'un entretien d'embauche ou de salarié-e récemment embauché-e

L'indemnité mensuelle est d'environ 620€, et ce statut permet de bénéficier d'une protection sociale et de formations.

par Christine Zazial



« Les industriels et les acteurs de l'énergie s'impatientent d'avoir une PPE » (Patrick Martin, Medef)

<https://img.newstank.fr>

« Toutes nos entreprises, les industriels et les acteurs de l'énergie s'impatientent d'avoir une PPE Programmation pluriannuelle de l'énergie . Cela fait partie des très nombreux sujets qui sont devenus des objets politiques avec, trop souvent, un manque de rationalité et des postures. Apporter de la clarté, de la lisibilité et de la stabilité est un impératif. [...] Les turbulences politiques ne doivent pas, sur ce sujet comme sur bien d'autres, créer une forme de suspension du temps », déclare Patrick Martin, président du Medef Mouvement des entreprises de France , à News Tank le 11/09/2025.

Patrick Martin participe au Forum Économique Breton, qui se déroule à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), les 10 et 11/09/2025.

Sur l'importance accordée par les chefs d'entreprise aux sujets liés à la transition écologique et la transition énergétique, le président du Medef¹

Patrick Martin répond aux questions de News Tank.

Vous avez déclaré lors de la Rencontre des entrepreneurs de France le 27/08/2025 que l'énergie était « un levier de croissance et de souveraineté pour la France ». Qu'attendez-vous du futur gouvernement de Sébastien Lecornu, Premier ministre ?

Toutes nos entreprises, les industriels et les acteurs de l'énergie s'impatientent d'avoir une programmation pluriannuelle de l'énergie. Cela fait partie des très nombreux sujets qui sont devenus des objets politiques avec, trop souvent, un manque de rationalité et des postures. Apporter de la clarté, de la lisibilité et de la stabilité est un impératif.

Les sensibilités et les intérêts sont divers au sein de la filière énergétique. Les bons arbitrages doivent être faits, sous contrainte financière, c'est-à-dire faire le mieux possible mais à l'échelle des moyens dont on dispose.

Les turbulences politiques ne doivent pas, sur ce sujet comme sur bien d'autres, créer une forme de suspension du temps. La situation générale, la situation économique en particulier, impose que des décisions soient prises.

Quel est le sentiment des chefs d'entreprise en cette rentrée 2025 ? Les sujets transition écologique et transition énergétique sont-ils toujours en haut de leurs priorités ?

La transition écologique, une nécessité et une opportunité économique »

Ce qui est vrai pour les entreprises l'est aussi pour l'opinion publique française, et je le déplore. Le sujet de l'environnement rétrograde dans les priorités de nos concitoyens, ce qui est préoccupant. Cela vaut pour les entreprises. Mais il est trop facile de dire que les entreprises ont fait du *greenwashing*, on fait semblant de prendre en compte le péril climatique. C'est faux. Nous sommes tous conscients de cet enjeu. Malheureusement, l'actualité politique nationale et internationale conduit à ce que cette priorité rétrograde dans nos préoccupations.

Cela est d'autant plus regrettable que nous avons des champions français en matière d'environnement et d'énergie. Il existe des majors déjà bien installées, mais il existe également un bouillonnement de start-up.

Avancer très résolument sur le sujet de l'environnement est une nécessité, mais c'est également une opportunité économique considérable. À nous de trouver les bons réglages.

Une PPE 3 en attente de publication

Sur le dossier de la PPE Programmation pluriannuelle de l'énergie 3, après la consultation publique organisée du 04/11 au 16/12/2024, Marc Ferracci, ministre chargé de l'industrie et de l'énergie a assuré que le décret serait publié « dans les prochains mois », le 17/01/2025.

- Après plusieurs mois d'attente et de reports de la publication, 16 fédérations professionnelles représentant la filière électrique ont demandé la publication sans délai du texte le 17/07/2025.

- Un communiqué gouvernemental a ensuite fuité le 01/08/2025, annonçant la publication prochaine de la PPE. Le décret n'est finalement pas publié avant la démission du gouvernement de François Bayrou le 09/09/2025.

- Le Syndicat des énergies renouvelables a « alerté » Sébastien Lecornu, nouveau Premier ministre, sur l'urgence à publier ce texte le 10/09/2025.

Mouvement des entreprises de France (Medef)

Organisation patronale : • **Création** : 1998 (en remplacement du CNPF)

- Chiffres-clés :
 - Plus de 200 000 entreprises adhérentes (2025) dont 70 % de TPE/PME
 - 101 fédérations et groupements professionnels
 - 119 organisations territoriales (97 Medef territoriaux, 13 régionaux, 9 outre-mer)
- **Président** : Patrick Martin
- **Contact** : Vincent de Bernardi, directeur de la communication
- **Tél** : 01 53 59 19 19

Catégorie : Groupement professionnel

Adresse du siège

55 avenue Bosquet
75007 Paris France Consulter la fiche dans l'annuaire¹ Fiche n°
13484, créée le 16/05/2022 à 17:40 - MàJ le 11/09/2025 à 14:33
<https://img.newstank.fr>



SHIPPING

: [HTTP://LEMARIN.OUEST-FRANCE.FR](http://lemarin.ouest-france.fr)

Les ports de commerce bretons se regroupent pour conquérir des marchés à l'international

Les ports de commerce de Brest, Lorient et Saint-Malo ont signé, jeudi 11 septembre, un partenariat pour se réunir sous forme de groupement d'intérêt économique (GIE). Baptisée Bretagne port strategic alliance, cette entité a pour but de fédérer les ports bretons et mieux se faire connaître à l'international.

C'est sur le stand de Brestport, à l'occasion du forum économique breton de Saint-Malo, que les ports de commerce bretons ont décidé d'entériner leur partenariat stratégique. Les ports de Brest, Lorient et Saint-Malo se réunissent en groupement d'intérêt économique : Bretagne ports strategic alliance.

L'objectif de ce GIE est de travailler ensemble à l'échelle de la région mais surtout de faire force commune à l'international, pour conquérir de nouveaux marchés. Un chiffre d'affaires qui passe du port de Brest à celui de Lorient n'est pas un bon chiffre d'affaires, il faut capter un chiffre d'affaires qui vient de l'extérieur, affirme Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne, qui salue l'initiative des dirigeants de ports.

Une gouvernance tournante

La gouvernance tournante sera assurée par Christophe Chabert, président du directoire de Brestport, le gestionnaire du port de Brest, pour les deux premières années. Tous les ports de commerce bretons ont des atouts considérables, estime-t-il, notre alliance a pour but d'exister dans les salons internationaux pour capter de nouveaux marchés, sur les énergies marines mais aussi sur du trafic extérieur, ro-ro et autres...

Pour l'alliance, la région Bretagne a les atouts pour s'affirmer au niveau européen. Se fédérer permettra aussi de gagner en compétitivité que ce soit pour des projets de solarisation des ports ou d'achat d'énergie, affirme Olivier Capiaux directeur général d'Edeis, gestionnaire du port de Saint-Malo. Des échanges aussi sur les difficultés, comme le désamiantage auquel tous les ports sont confrontés ou le démantèlement des ouvrages.

Conserver l'identité de chaque port

Mais attention, chaque port conservera son identité, sa gouvernance et sa stratégie de développement, rappelle Loïg Chesnais-Girard. Notre GIE est à l'instar de ce qui s'est fait dans la pêche, illustre David Cabedoce, président du port de commerce de Lo-

rient. Nous voulons profiter des atouts de chaque port et trouver des solutions en commun

Composé des trois principaux ports de commerce, Bretagne ports strategic alliance devrait prochainement être rejoint par les ports de Roscoff et du Légué.



David Cabedoce (de gauche à droite), Christophe Chabert et Olivier Capioux, représentants respectivement les ports de Lorient, Brest et Saint-Malo, ont signé un accord de groupement d'intérêt économique, jeudi 11 septembre, à Saint-Malo.

David Cabedoce (de gauche à droite), Christophe Chabert et Olivier Capioux, représentants respectivement les ports de Lorient, Brest et Saint-Malo, ont signé un accord de groupement d'intérêt économique, jeudi 11 septembre, à Saint-Malo.

Guillaume Joris

par Guillaume Joris.



La crise politique et sociale s'invite au Forum Économique Breton

Plus de 6 000 participants, la plupart des chefs d'entreprise bretons, participent actuellement au Forum Économique Breton à Saint-Malo. La chute de François Bayrou et la crise sociale que connaît la France se sont invitées dans les débats. Tour des réactions des entrepreneurs sur place, inquiets de cette instabilité gouvernementale chronique.



Des sympathisants du mouvement "Bloquons tout" devant le Forum Économique Breton à Saint-Malo, le 11 septembre 2025 — Photo : Baptiste Coupin

Le Forum Économique breton, grand rendez-vous économique de la rentrée en Bretagne, s'est ouvert mercredi à Saint-Malo, sur fond de crise politique et sociale. Un comité d'accueil d'une centaine de personnes, participants du mouvement "Bloquons tout", a accueilli hier les patrons, venus des quatre coins du territoire breton. Leurs slogans ? "Rendez l'argent !" ; "Taxez les riches !". Les protestataires, en colère contre la dégradation de leurs conditions de vie, à commencer par la baisse de leur pouvoir d'achat, ont trouvé une cible facile : les entreprises, et les patrons.

"Fixer un cadre clair"

"Les entreprises, elle aussi, partagent leurs difficultés", leur répond le président du Medef Bretagne (20 000 entreprises représentées), Hervé Kermarrec : "Elles produisent mais subissent des charges en hausse, des marges en baisse, une concurrence internationale agressive, et bientôt les droits de douane de Trump qui limiteront leurs exportations."

Si la nomination rapide d'un nouveau Premier ministre le rassure pour éviter une paralysie de l'activité, le patron des patrons bre-

tons attend maintenant "un gouvernement rapidement au travail pour écouter les entreprises et fixer un cadre clair". "Nous serons vigilants, notamment sur le projet de loi de finances", assure-t-il.

"Ce qu'on attend, c'est une stabilité gouvernementale"

Dans une France ingouvernable depuis un an et demi, avec des réformes susceptibles d'être stoppées ou des marchés publics reportés, les chefs d'entreprise croisés dans les allées du salon, affichent, en grande majorité, leur exaspération. C'est le cas de Jean-Yves Gautier, président de l'ETI breillienne GFS (500 salariés et 70 M€ de CA), société de transport de produits manufacturés en pleine croissance¹.

"Nous, chefs d'entreprise, ce qu'on attend avant tout, c'est une stabilité gouvernementale, souligne-t-il. Sinon, tout le reste est compromis : les taux d'intérêt, les investissements dans la transition énergétique, la confiance des clients. On est déjà à notre huitième ministre des Transports depuis l'élection du président... Comment avancer sérieusement dans ces conditions ?"

"Il va peut-être falloir réduire la voilure"

Frédéric Lerebour, directeur général du torréfacteur de Bain-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine) Lobodis (36 salariés et 30 emplois indirects en ESAT, environ 10 M€ de CA), est aussi désarçonné par la situation du moment : "Le climat actuel crée de l'inquiétude. Il va peut-être falloir réduire la voilure sur certains projets, être moins ambitieux, mais on n'a pas d'autres choix que d'avancer". Son entreprise fabrique du café responsable et engage des investissements sur le transport décarboné à la voile¹ pour faire sa matière première de différents continents.

Il espère que les incitations fiscales que peut accorder l'État sur les projets de transition écologique des entreprises ne seront pas remises en question.

Des chefs d'entreprise confiants

À l'occasion du FEB, le cabinet d'audit et d'expertise comptable Forvis Mazars, a dévoilé les résultats d'un baromètre inédit consacré au moral des dirigeants bretons. Ils expriment une vigilance face aux incertitudes conjoncturelles, notamment sur les coûts, l'énergie ou la demande. Pour autant, 80 % d'entre eux jugent "bonne" la situation de leur entreprise". "Les fondamentaux de l'économie bretonne restent bons, avec un taux de chômage à 6 %, le plus bas de France, corrobore le président de Région, Loïg Chesnais-Girard¹. Même si des entreprises connaissent des difficultés, beaucoup investissent, souvent avec l'appui de la Région, comme Safran à Rennes¹, Naval Group et Cité Marine dans le Morbihan."

"Faire front commun"

"Il faut rester positifs", conclut Thierry Geffroy, patron du géant rennais des services aux entreprises Samsic (136 000 collaborateurs, 4 Md€ de CA en 2024), qui conduit de nombreux rachats en Europe ces derniers mois¹.

"Allez interroger les Européens, ils vous diront qu'en France il y a tout, et il n'y a que les Français à se plaindre, déclare le dirigeant. Bien sûr qu'il faut aider les gens qui en ont besoin, mais il nous faut aussi des institutions stables. Avoir de la stabilité et de la cohérence, et faire front commun".

Le "pacte breton", cette capacité des acteurs bretons à travailler ensemble (acteurs économiques, collectivités et monde institutionnel) pour passer les obstacles, est le fil rouge du FEB 2025. Il inspirera peut-être le futur gouvernement Lecornu.

par Baptiste Coupin



FEB : « L'énergie, sujet essentiel pour nos activités et pour la Bretagne » (Stéphane Deschamps, UIMM)

<https://img.newstank.fr>

« Le sujet de l'énergie est essentiel pour nos activités et pour notre territoire avec le choc que nous avons connu en 2022, bien que nous n'ayons pas de site électro-intensif en Bretagne », déclare Stéphane Deschamps, président de l'UIMM Union des industries et métiers de la métallurgie Bretagne, lors de la table ronde « L'électricité, l'énergie de l'industrie Bretonne de demain ? », organisée à l'occasion du Forum Économique Breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), le 10/09/2025.

« Gardons à l'esprit qu'aujourd'hui en Europe la France a le prix de l'électricité le plus bas. Nous avons un différentiel de 30 €/MWh par rapport à l'Allemagne. Par ailleurs, le prix du gaz américain est deux fois moins cher que le prix du gaz en Europe. Si on veut, sur l'énergie, reprendre des points de compétitivité, il faut s'électrifier. En France, l'électricité est à 95 % décarbonée. Passer du gaz à l'électricité, c'est quasiment une obligation dans les années qui viennent », ajoute Stéphane Raison¹

, directeur en charge de l'installation de grands sites de consommation chez EDF Électricité de France .

Laurence Fortin, vice-présidente en charge de l'économie, de l'industrie, de l'innovation et de la stratégie foncière au Conseil Régional de Bretagne, participait également à la table ronde.

News Tank rend compte des échanges.

« Sans foncier, pas d'industrialisation complémentaire » (Stéphane Raison, EDF)

« Nous nous sommes fixé un cap de 150 TWh TéraWatt-heure d'électricité complémentaire sur les usages de l'électricité jusqu'à 2035. Le constat dressé par Luc Rémont en 2024 était de savoir comment EDF¹

Nous souhaitons amener le plus rapidement possible des éléments sur l'intelligence artificielle car ils serviront demain l'industrie, en Bretagne comme ailleurs.

Solidité, souveraineté et confiance : c'est exactement ce que la filière nucléaire fait en ce moment.

Si on n'a pas de réserve foncière, si nous ne sommes pas capables, dans des écosystèmes industriels, de mettre à disposition du foncier, il n'y aura pas d'industrialisation complémentaire.

Les entreprises ne viennent pas s'implanter par hasard à tel ou tel endroit sans une relation industrielle. Mais ces organisations systémiques ont leurs limites. Si nous n'aidons pas les industriels, l'écosystème va se restreindre et se nécroser.

La réussite de la Bretagne passe par la mise à disposition de foncier préparé et adapté au cahier des charges des industriels. Sans ça, on ne sera pas dans la compétition internationale.

Gardons à l'esprit qu'aujourd'hui en Europe la France a le prix de l'électricité le plus bas. Nous avons un différentiel de 30 €/MWh par rapport à l'Allemagne. Par ailleurs, le prix du gaz américain est deux fois moins cher que le prix du gaz en Europe. Si on veut, sur l'énergie, reprendre des points de compétitivité, il faut s'électrifier. En France, l'électricité est à 95 % décarbonée. Passer du gaz à l'électricité, c'est quasiment une obligation dans les années qui viennent. »

Stéphane Raison, directeur en charge de l'installation de grands sites de consommation chez EDF

« En Bretagne, nous n'avons pas l'industrie honteuse » (Laurence Fortin, Région Bretagne)

« En Bretagne, nous n'avons pas l'industrie honteuse. Nous sommes fiers d'avoir des industries. C'est majeur, c'est important pour nos territoires. Une commune sur trois dispose d'une industrie. Ce n'est pas rien. L'industrie, c'est la cohésion et la vitalité de nos territoires.

Comment accompagner cela ? Trois leviers : l'emploi, l'attractivité et ne pas opposer production et transition.

En Bretagne, nous souhaitons rester une terre productive, une terre qu'on habite, une terre où il fait bon vivre. La Bretagne, ce n'est pas qu'une carte postale.

L'attractivité de la Bretagne, ce n'est pas seulement l'accompagnement, ce sont aussi toutes nos infrastructures : le logement, les mobilités. Ces thématiques sont en relation directe avec notre ambition de développement de l'industrie.

En Bretagne, nous avons un taux d'emploi important. Par ailleurs, nous avons des entreprises prêtes à investir et elles cherchent les hommes et femmes pour faire tourner les entreprises. L'attractivité est donc un sujet majeur. »

Laurence Fortin, vice-présidente en charge de l'économie, de l'industrie, de l'innovation et de la stratégie foncière au Conseil Régional de Bretagne.

« L'éolien est un atout majeur pour la Bretagne » (Stéphane Deschamps)

« Le sujet de l'énergie est essentiel pour nos activités et pour notre territoire avec le choc énergétique que nous avons connu en 2022, bien que nous n'ayons pas de site électro-intensif en Bretagne.

L'industrie représente 15 % de création de valeur sur notre territoire. C'est plus de 180 000 emplois, et la métallurgie en représente le tiers.

Mon cœur balance encore entre le positif et le négatif quant aux capacités de la région Bretagne de développer l'industrie. Depuis six mois, mon discours porte plutôt sur la nécessité de sauver, de protéger l'industrie sur nos territoires. Nous avons des sujets de mobilité, de logement, d'énergie, de formation.

Les conditions de succès sont tout d'abord de dire que l'industrie est une priorité. Est-ce que, aujourd'hui, au quotidien, dans toutes nos décisions, nous priorisons notre industrie, en France comme en Bretagne ?

Tous ensemble nous devons formuler un pacte pour développer nos industries pour aménager nos territoires, avoir des structures décarbonées et remplir nos objectifs.

Le travail part de loin et, dans l'image de nos citoyens, nous devons repositionner l'image de l'industrie. Aujourd'hui, l'industrie est mal vue. Or, il y a de vraies carrières, de vraies évolutions.

En Bretagne, nous avons une attractivité forte. Nous avons une chance : on s'écoute et on s'entend. Pour être compétitif, il faut aller plus vite. Des choses se font, mais nous n'allons pas assez vite. L'enjeu n'est plus en France. La rapidité avec laquelle les États-Unis attirent les industries françaises à bas prix, on n'en parle pas assez. Il y a urgence à ce qu'on puisse réagir.

L'éolien est un atout majeur pour la Bretagne. Nous avons besoin d'électricité décarbonée pour transformer nos modèles industriels.

Nous avons la chance d'avoir un taux d'emploi important, mais il y a encore trop de personnes, notamment les jeunes, sans emploi en Bretagne. Nous avons à Rennes Métropole (Ille-et-Vilaine) accueilli 14 000 jeunes, sortis de la scolarité. La moitié n'a même pas le BAC, et je n'arrive pas à ouvrir un BTS Brevet de technicien supérieur maintenance à Bruz (Ille-et-Vilaine) avec suffisamment de gens pour le remplir. 14 000 jeunes, c'est une poudrière sociale, et nous avons besoin de formation sur tous les territoires. Les investissements de la Région dans la formation sont importants et historiques, c'est certainement l'une des régions les plus responsables sur le sujet. »

Stéphane Deschamps, président de l'UIMM Bretagne

<https://img.newstank.fr>



ÉCONOMIE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

Trois ports de commerce bretons s'engagent dans une alliance économique et stratégique

Les ports de commerce de Brest, Lorient et Saint-Malo s'apprêtent à créer un groupement d'intérêt économique. Ils veulent se rendre plus visibles à l'international et mutualiser leurs efforts sur certains projets.

Les ports de Roscoff et du Légué (Saint-Brieuc) devraient rejoindre, en 2026, le nouveau groupement d'intérêt économique des ports bretons, après avoir changé de modèle de concession. Mais ce jeudi 11 septembre, au Forum économique breton, les ports de commerce de Brest, Lorient et Saint-Malo ont indiqué leur intention de fonder ce GIE avant la fin de l'année.

Pas question pour ces ports de renoncer à l'indépendance de leurs gouvernances respectives, mais, dans un contexte financier tendu et d'intense concurrence internationale, ils ambitionnent de poser les bases de coopérations renforcées sur certains grands sujets inscrits dans leurs trajectoires de décarbonation. « Nous pensons aux énergies marines renouvelables, à l'électrification et la solarisation de nos ports, à la digitalisation de nos activités, à des marchés groupés, par exemple d'achat de grues et de déconstruction », illustre Christophe Chabert, qui va assumer, pendant deux ans, la première présidence tournante de ce GIE des ports bretons.

« Une force suffisante pour peser »

À l'instar de ses collègues lorientais et malouin, le président du directoire de BrestPort y voit aussi l'opportunité, d'afficher, d'une même voix, la diversité et la complémentarité de leurs services commerciaux de fret et passagers ainsi que de leurs transformations industrielles à venir. Les enjeux ne sont pas minces pour ces ports secondaires, à l'échelle des trafics maritimes internationaux. « On doit avoir une force suffisante pour pouvoir peser, de temps en temps, vis-à-vis de grands ports maritimes, pour profiter de la décongestion inévitable d'un certain nombre de ces grands ports et développer des marchés, par exemple dans le cabotage européen », insiste Christophe Chabert.

Les acteurs ce GIE envisagent, dans un premier temps, de faire travailler leurs experts pour envisager, à terme, des investissements communs sur cinq six principaux projets.

par Bruno Salaun



En Bretagne, « le défi économique est humain »

En 2025, la Région consacre plus de 50 millions d'euros pour soutenir les projets des entreprises qui investissent, recrutent, innovent. Les pouvoirs publics veulent se montrer proactifs dans un contexte d'incertitudes.

Ce mercredi matin à Saint-Malo, le mouvement social #bloquons-tout du 10 septembre n'a pas impressionné par son envergure. Devant le Palais du grand large, le centre des congrès situé face à la ville close, la petite mobilisation hétérogène, unissant représentants de la CGT, retraités et étudiants en colère, n'a pas perturbé la fine fleur de l'écosystème breton.

Lire aussi En Bretagne, les acteurs économiques tentent de répondre au défi démographique

Le programme du Forum économique breton 2025 a été suivi sans encombre par les quelques milliers de dirigeants, cadres d'entreprises et de grands groupes, d'élus et de représentants des collectivités, présents sur place. À la fois cycle de conférences visant à dessiner le futur de la Bretagne sous la forme d'un « nouveau pacte breton » et lieu de réunions, l'événement, soutenu par la Caisse d'Épargne, Naval Group, EDF ou le Medef Bretagne, a permis aux patrons bretons de se retrouver et discuter affaires.

Cohésion sociale et engagement dans les transitions

Entre ce monde du « business », qui ne va pas si mal, mais déplore l'instauration de la taxe sur les mobilités (VMRR) par la Région ou les freins au développement, et la frange de la population qui ne va pas si bien et bat le pavé avec pour slogan « tout le monde déteste le Medef », l'absence de connexion est presque flagrante.

Dans cette région à l'économie diversifiée (agri-agro, industrie, numériques, service) et où les fondamentaux restent bons grâce à des entreprises qui poursuivent leurs investissements et un taux de chômage à 6%, c'est pourtant la nécessité d'une écoute mutuelle qu'a prôné l'exécutif régional lors de la session plénière.

Fustigeant les lobbies de tous ordres qui souhaiteraient reporter les transformations, économiques, sociales ou environnementales, le président de la Région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard a appelé à davantage « serrer les rangs pour la Bretagne de demain ».

« La culture de la Bretagne, c'est l'esprit d'équipage d'entraide et la coopération » a-t-il insisté, défendant l'idée d'une souveraineté

fondée sur un pacte assurant la protection de la cohésion sociale et l'engagement dans les transitions.

Dans ce plan, l'exécutif régional a son rôle à jouer. En 2025, la Région consacre plus de 50 millions d'euros pour soutenir les projets des entreprises qui investissent, recrutent, innover. En revanche, pour Loïg Chesnais-Girard, l'augmentation des salaires n'est pas un sujet tabou.

Logement : un obstacle au recrutement

C'est d'ailleurs sur l'emploi et le facteur humain que la première journée du FEB a notamment mis l'accent. Tandis que la Bretagne devrait accueillir 250.000 habitants supplémentaires d'ici à 2050, son développement économique ne peut être envisagé sans attractivité pour les salariés et les actifs.

« Le défi économique est principalement humain » a analysé Eve Martineau, associée au cabinet Forvis Mazars à l'origine d'un baromètre inédit sur le moral des dirigeants bretons.

« La Bretagne doit garder une capacité à attirer, à loger et fidéliser les talents. Pour 68% des entreprises bretonnes, et 85% de celles situées en Côtes-d'Armor, la gestion RH est devenue une priorité » a-t-elle révélé. Vrai sujet de préoccupation dans l'industrie et les services à forte intensité de main œuvre, elle est aussi plus aiguë dans les territoires littoraux et ruraux que dans des pôles comme Rennes, Brest ou Vannes.

Comme le montre une autre étude signée par la CCI, Gweneg Asset Management et Le Télégramme, après la question de l'emploi, le logement se dresse comme un frein majeur à la mobilité des talents, un obstacle au recrutement et au développement des entreprises.

Une jeunesse en quête de sens

68 % des entreprises bretonnes ainsi ont été confrontées au manque de logements ou à des prix trop élevés. Dans ce contexte de crise, les initiatives de villes comme Saint-Malo, pour limiter les locations saisonnières de type Airbnb ou Cancale pour réduire le nombre de résidences secondaires, sont vues d'un bon œil.

« L'objectif de la construction est d'avoir en priorité des habitants à l'année » estime Laurence Fortin, la vice-présidente à l'économie, qui fait aussi le lien entre la question du logement et celle de l'augmentation de l'accessibilité. D'ici à 2040, la Bretagne envisage de doubler l'offre de TER et de faire monter le bus en puissance.

Pour autant, ce ne sont pas sur ces considérations que sont intervenus quatre jeunes engagés dans un service civique via le réseau Unis-Cité Bretagne. Évoquant le peu de confiance et de place que

les entreprises laissent à la jeunesse, qualifiée « de peu travailleuse, toujours sur les réseaux sociaux », ils ont secoué l'ambiance feutrée du FEB pour imaginer l'entreprise de demain. Celle qui leur parle sera ouverte, bienveillante et inclusive. En clair, les entreprises sont appelées à passer d'un processus de sélection à un acte de séduction.

Dans l'aire de Rennes Métropole, 14.000 jeunes sortis de la scolarité, dont 50% n'ont pas le bac, sont laissés sans perspective. « Une poudrière sociale » selon le président de l'UIMM Bretagne, Stéphane Deschamps.

par Pascale Paoli Lebailly



Trophées Bretagne du Moci : Aisprid, Socomore, Stirweld, Technature

Malgré les perturbations liées au mouvement social « Bloquons tout ! », les start-up, PME et ETI candidates à la première édition des trophées export

du Moci pour la Bretagne, le 10 septembre à Saint-Malo, étaient au rendez-vous pour l'ultime étape de la sélection !

En marge du Forum économique breton, au cours de cette soirée festive dédiée entièrement à l'international et organisée en partenariat avec Bpifrance, BNP Paribas et la Caisse des Français de l'étranger, quatre d'entre elles ont été désignées lauréates à l'issue d'un vote du public.

Venues de toute la Bretagne, ces entreprises sont actives dans des secteurs très divers et résolument tournées vers l'export. Revue de détail.

Start-up : Aisprid (Saint-Malo, Ille-et-Vilaine)

Nicolas Salmon, directeur général d'Aisprid © Stéphane Saint-Martin

Lancée en 2020, la jeune pousse malouine Aisprid conçoit, fabrique et commercialise des robots autonomes adaptés aux cultures végétales avec, pour première application, l'effeuillage des plans de tomates.

Grâce à une première levée de fonds de 4,6 millions d'euros en 2021, l'entreprise dirigée par Nicolas Salmon, a pu booster sa R&D et entamer la prospection des marchés étrangers notamment les Pays-Bas, le Canada et l'Australie. A moyen terme, Aisprid compte installer ses premiers robots sur un ou deux marchés. Et bien plus à long terme !

ETI : Socomore (Vannes, Morbihan)

Frédéric Lescure, président de Socomore © Stéphane Saint-Martin

Socomore fabrique, depuis 50 ans, des solutions pour l'industrie aérospatiale, notamment pour les équipementiers, la maintenance et la réparation : nettoyage à base solvantée ou aqueuse, décapage de peinture, protection contre la corrosion, promotion de l'adhésion, revêtement, traitement de surface...

En 2024, cette ETI de 450 personnes installée à Vannes et dirigée par Frédéric Lescure , a réalisé des 117 millions d'euros de son chiffre d'affaires hors des frontières françaises. Après avoir multiplié les acquisitions ces quatre dernières années (Chine, Japon, Inde et Etats-Unis), Socomore souhaite également renforcer ses positions en Asie , au Brésil et aux États-Unis

Innovation : Stirweld (Rennes, Ille-et-Vilaine)

Laurent Dubourg, CEO de Stirweld © Stéphane Saint-Martin

Née en 2017, Stirweld commercialise une technologie brevetée permettant l'utilisation du soudage par friction malaxage sur tous types de machines à commande numérique.

Cette PME rennaise innovante de 39 personnes, travaille avec notamment Ariane, Airbus, Tesla, Kari (la NASA sud-coréenne) et réalise de son chiffre d'affaires à l'export. Après avoir ouvert en 2022 une filiale à Detroit, aux États-Unis , elle en a ouvert une deuxième cette année, à Stuttgart, en Allemagne

PME : Technature (Dirinon, Finistère)

Sadaf Le Duff, responsable commerciale © Stéphane Saint-Martin

Façonnier cosmétique créé en 1996 à Dirinon, Technature propose une large gamme de soins cosmétiques en full service et en marque blanche, à destination des marques de cosmétiques, centres esthétiques et détaillants.

Exportatrice dans plus de 65 pays , Technature réalise de son chiffre d'affaires à l'international. L'entreprise a ouvert sept marchés européens au cours des cinq dernières années et elle continue de développer de nouveaux produits et de prospecter de nouveaux marchés. Pour ce faire, elle va s'adjoindre cette année l'aide de deux VIE (volontaires internationaux en entreprise).

Sophie Creusillet



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2025/09/photo-groupe-palmares-Bretagne.jpeg>



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2025/09/photo-groupe-palmares-Bretagne-750x536.jpeg>



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2025/09/Ais-brid-750x499.jpeg>



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2025/09/Socomore-750x499.jpeg>



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2025/09/Stirweld-750x499.jpeg>



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2025/09/Techna-ture-750x499.jpeg>

par Sophie Creusillet



Ecosystème export, en bref : Stratexio, BCI, Accélérateur Asie, Fabrique de l'exportation

Stratexio, BCI : à l'occasion de la tenue à Saint-Malo du Forum économique Breton - dont Le Moci est partenaire-, Stratexio, association qui promeut le coaching de dirigeants à l'export en s'appuyant sur un réseau de clubs, et Bretagne commerce international (BCI), l'agence régionale en charge de l'internationalisation des entreprises, ont signé le 10 septembre une [...]



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2024/11/PME-reunion.jpg>



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2024/11/PME-reunion-750x536.jpg>

par Christine Gilguy





SAINT-MALO

Casseroles et slogans pour le forum économique

Près de 170 manifestants se sont rassemblés, hier, devant le Forum économique breton à l'occasion du mouvement du 10 septembre. Lycéens, travailleurs ou retraités ont interpellé les patrons.

Rarement le Forum économique breton (FEB) n'aura été aussi animé. D'habitude feutré dans les salles de conférences du Palais du grand large, le rendez-vous de l'économie en Bretagne a été la cible du mouvement « Bloquons tout » du 10 septembre. Si aucune des tables rondes n'a été perturbée, les chefs d'entreprise ont été accueillis par des casseroles et des slogans acerbes lors de leurs allées et venues devant le centre des congrès.

Hier matin, dès 8 h, une foule disparate s'est agrandie pour atteindre jusqu'à 170 manifestants au pied du bâtiment, dont beaucoup de jeunes et une majorité de femmes. Des lycéens de Saint-Malo, des militants aux visages bien connus des manifestations, mais aussi beaucoup de vingtenaires venus de la région de Dinan (Côtes-d'Armor), avec l'envie de faire passer le message de leur colère aux dirigeants et grands patrons invités du FEB.

« Moi, je n'ai rien contre les patrons, mais plutôt contre les ultra-riches, qui concentrent les richesses », explique une manifestante, pancarte « Moins pour les riches, plus pour les pauvres » agrafée à son tee-shirt. Mais de ren-contre entre patrons et foule, il

n'y en aura pas. Tenus à l'écart de l'entrée par une dizaine de policiers, les manifestants n'auront pu que lancer leurs slogans percutants à la volée. « Taxez les riches », « Rendez l'argent » ou les plus humoristiques « Moins de banquiers, plus de banquise » ou « Moins il y a de cheveux, plus il y a d'argent ».

En face, les congressistes ont préféré presser le pas, baisser la tête et foncer dans le hall du Palais sans un regard pour les personnes mobilisées. Quelques participants du FEB ont joué la provoc'en envoyant un baiser à des femmes, huant ou ricanant en passant devant le rassemblement. Mais globalement, c'est sans heurt et même avec bonne humeur que le rassemblement s'est tenu.

Une mobilisation de Dinan à Saint-Malo

Plus tôt dans la matinée, le rassemblement avait démarré près du lycée Jacques-Cartier, où une trentaine de lycéens avaient préféré descendre dans la rue plutôt qu'aller en cours. Le groupe a bloqué un premier rond-point, rejoint par une cinquantaine de manifestants venus en opération escargot de Dinan.

Cette organisation avait été décidée en assemblée générale. « On préfère bloquer ce rond-point secondaire que celui devant notre lycée, pour ne pas empêcher les secours d'accéder à l'hôpital tout proche », tempèrent les lycéens, laissant volontiers passer cette infirmière qui devait porter des soins à un patient diabétique. Mais pas cette maman qui voulait forcer le barrage à grands coups de klaxon pour amener sa fille à l'école...

La nomination de Lecornu, « une provocation absolue »

Aux alentours de 9 h, le convoi s'est élancé vers le lycée Mau-pertuis, dans l'espoir de gonfler les rangs. En vain... Les 70 manifestants ont tout de même temporairement bloqué un autre rond-point, avant de prendre la route du FEB, scandant « Macron démission ». Car les derniers événements politiques ont également nourri la colère des manifestants. « On est d'autant plus déterminés à descendre dans la rue après l'annonce de la nomination de Sébastien Lecornu hier soir. C'est une provocation absolue et un manque de considération envers le peuple », estime un militant dinannais.

Au même moment, devant le centre des congrès, Edwige

avait enfilé un sac-poubelle sur lequel elle avait inscrit ses revendications. On pouvait y lire « Comme Bayrou, Lecornu : même combat, même issue ». La retraitée était « remontée, encore plus depuis hier soir. Nommer Lecornu, c'est le summum de la provocation. Je n'avais aucune raison de ne pas être là aujourd'hui ! »

Hier soir, une partie des manifestants s'est retrouvée sur les quais du port, près du Belem, pour un apéro et décider de la suite du mouvement. Selon nos informations, un nouvel appel au rassemblement est prévu aujourd'hui, toujours au FEB, où le patron du Medef est attendu. ■



Près de 170 manifestants ont protesté devant le Palais du grand large lors de l'ouverture du Forum économique breton. Photo : David Ademas / Ouest-France





BRETAGNE

Une patronne interpelle les manifestants

Au Forum économique breton, hier, une cheffe d'entreprise s'est émue des slogans hostiles du mouvement « Bloquons tout ».

Son sang n'a fait qu'un tour. Hier, Julie Bourbon, cheffe d'une petite entreprise de communication à Lannion (Côtes-d'Armor), avait pris son billet pour assister au Forum économique breton, grand rendez-vous du monde de l'entreprise à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

À son arrivée, elle est accueillie, comme d'autres participants, par 170 manifestants du mouvement « Bloquons tout » et le slogan « Tout le monde déteste les patrons ».

« Les entreprises galèrent »

« L'émotion est montée, on ne peut pas dire ça... », estime-t-elle. Alors, elle n'a pas hésité à aller s'expliquer avec des manifestantes. Elle aura été la seule, dans la journée, à venir s'adresser à ceux qui criaient

leur colère envers les injustices sociales. « Moi aussi, je suis patronne, j'ai cinq salariés et je prends soin d'eux », se justifie-t-elle.

Mais surtout, elle veut éviter au maximum les amalgames. « Il ne faut pas oublier que la France est peuplée de milliers de très petites entreprises, qui galèrent et qui croulent sous les charges. Nous aussi, on crève. Alors, ciblez les grandes entreprises qui ne paient pas leurs impôts en France si vous voulez, mais ne dites pas cela », plaide, le ventre noué et les yeux pleins de larmes, la dirigeante d'entreprise.

Face à elle, les jeunes manifestantes entament le dialogue, font part de leurs propres difficultés, mais surtout remercient la participante du forum d'être

venue les voir. « On voit un tas de personnes qui passent devant nous sans même nous jeter un regard. Le fait que vous soyez une femme n'est pas anodin », notent-elles. Une fois son calme retrouvé, Julie Bourbon a promis de revenir voir les manifestants dans l'après-midi, avec une autre proposition de slogan. ■



À son arrivée au Forum économique breton, Julie Bourbon (à droite) a été choquée par les slogans employés par des manifestants. Photo : Ouest-France

par *Émilie Chassevant.*





Eolien flottant : BrestPort signe deux protocoles d'accord avec Eolink et Pennavel

Le port de Brest est prêt à investir pour accueillir des projets d'éolien flottant. Mercredi, au Forum économique breton de Saint-Malo (35), des protocoles d'accord ont été signés avec Eolink, qui travaille actuellement sur démonstrateur, et Pennavel, le consortium qui développe un parc éolien flottant en Bretagne-Sud, au large

de Belle-Ile-en-Mer. « L'éolien flottant fait partie des perspectives de modernisation et de diversification des activités du port de Brest, explique Christophe Chabert, le président du directoire de BrestPort. On met tout en œuvre pour que la fabrication et l'assemblage des éoliennes flottantes de Pennavel se fassent à Brest. » ■



BRETAGNE

: ÉDITION FRANCE

Les patrons attendent les actions du gouvernement

Vingt-quatre heures après la nomination du nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu, les dirigeants espèrent que son gouvernement apportera de la clarification.

« **Je ne sens pas que l'économie va se mettre en mode pause.** » Au Forum économique breton qui se tient à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) jusqu'à ce jeudi, Benoit Derigny, directeur général de Manpower France, répond à l'instabilité politique actuelle. « **Au moment de la dissolution, en juin 2024, il y a eu un moment de sidération. L'économie s'est mise en pause en attendant de savoir qui allait payer quoi. C'est reparti quand le budget a été voté en février.** » Le dirigeant du groupe de travail temporaire en France, qui fait travailler chaque jour 70 000 personnes dans 40 000 entreprises, reste optimiste. « **Les entreprises ne découvrent pas la situation. Beaucoup continuent à gérer des problèmes de recrutement pour assurer leur activité.** »

« Les entreprises ont besoin de stabilité pour avancer »

Le président du Medef breton, Hervé Kermarrec, reconnaît néanmoins qu'aujourd'hui « **on est dans une croissance faible, avec une tension sur nos marges. 170 dirigeants par jour perdent leur emploi** ». Et d'estimer, avec l'annonce de la nomination de Sébastien Lecornu comme nouveau Premier ministre, dès mardi soir, qu'« **il n'y aura pas eu de vacance du pouvoir et c'est une bonne chose. J'espère que le nouveau Premier ministre va apporter cette clarification et qu'il permettra au projet de loi de finances d'être voté** ». Car « **les entreprises ont besoin de stabilité pour avancer** », insiste Sébastien Floch, président du directoire de Sill entreprises dans l'agroalimentaire, à Brest (Finistère).

Nouvelle de nature à rassurer les dirigeants bretons : Philippe Gustin, qui fut préfet de Bretagne d'août 2023 à août 2024, a été nommé directeur de cabinet de Sébastien Lecornu.

Il n'y a pas de vacance non plus dans la transition énergétique, assure la dirigeante d'Engie, Catherine MacGregor : « **Engie continue à investir 10 milliards d'euros par an dans le monde.** » Pour Isabelle Loc, directrice de la banque commerciale BNP Paribas, « **même si l'attentisme revient sur certains projets, les PME font face à l'incertitude et nous devons les accompagner dans ce moment complexe** ».

Jouer collectif

« Il faut entendre les colères. Regarder en face les situations difficiles. Mais aussi regarder la situation économique de la France et réussir à avancer dans ce contexte », annonce Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne. À ses côtés, Olivier Sichel, nouvellement nommé à la Caisse des dépôts, a décliné les recettes des territoires qui gagnent : **« Ce sont ceux qui sont coopératifs, qui se fédèrent sur un projet avec les acteurs publics, les entrepreneurs, le monde associatif qui réussissent. »** Tout l'esprit du pacte breton. Les perdants ? **« Ceux qui s'affrontent et refusent le dialogue. »**



La directrice générale d'Engie, Catherine Macgregor, à l'ouverture du Forum économique breton, à Saint-Malo, avec Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne.

La directrice générale d'Engie, Catherine Macgregor, à l'ouverture du Forum économique breton, à Saint-Malo, avec Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne.

David Adémas / Ouest-France

par Élisabeth Montaufray-Bureau, Florence Le Neve Et Emilie Chassevant.





BRETAGNE

« Les salariés devraient habiter près de leur travail »

La Chambre de commerce et d'industrie (CCI) bretonne a lancé une étude sur les difficultés de logement pour les salariés. Les résultats ont été présentés au Forum économique breton à Saint-Malo, hier.

En Bretagne, près de six dirigeants sur dix considèrent le logement comme un obstacle important au recrutement de nouveaux salariés. C'est l'un des enseignements de l'enquête réalisée en juin et juillet par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Bretagne, à laquelle 234 entreprises de plus de cinq salariés ont répondu.

Les résultats ont été dévoilés au Forum économique breton qui se poursuit jusqu'à ce jeudi, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

Parmi les causes les plus citées pour expliquer les difficultés, « la rareté des biens situés à proximité du lieu de travail et le coût élevé de l'immobilier ressortent nettement », indique l'étude.

Le problème se fait d'autant plus sentir dans l'hôtellerie-restauration, où 88 % des répondants ont identifié la pénurie de logement comme un frein majeur au recrutement.

Le long du littoral, mais aussi dans les terres

« Les salariés doivent pouvoir habiter près de leur travail, plaide Jean-Pierre Rivery, président de la CCI Bretagne. La décarbonation commence par là. » La problématique doit être pensée en amont. « Quand les collectivités organisent l'implantation d'entreprises, il faut penser habitat. »

Le coût de l'immobilier et le manque de disponibilité de foncier « ne touchent pas que le littoral, mais aussi les terres », poursuit Jean-Pierre Rivery.

Face à cette situation, un quart des entreprises ont mis en place des solutions : l'accompagnement dans la recherche d'un toit, la proposition de solutions de transport ou d'un logement temporaire. Ce qui ne va pas sans poser de problème : « La mise à disposition d'un bien peut être considérée comme un avantage en nature », pointe Karim Essesiani, président du groupe GwenneG Financial Solutions.

Parmi les exemples notoires, FenêtréA, fabricant de fenêtres, portes et volets, construit un lotissement de

quarante maisons destiné à faciliter le logement de ses salariés, à Beignon, dans le Morbihan.

De son côté, GwenneG, société rennaise de financement participatif, a créé, il y a deux ans, une filiale qui propose une solution pour loger les salariés des entreprises bretonnes. « Nous montons des opérations de financement pour l'achat de résidences avec des investisseurs institutionnels et privés », expose Karim Essesiani, président du groupe GwenneG.

Les immeubles, dont GwenneG est l'exploitant, seront réservés aux salariés. « Nous assurons le ménage, les entrées et sorties, la conciergerie », soit « une solution tout inclus pour les salariés, de jeunes actifs ou apprenants ».

Les premiers projets devraient voir le jour à partir de 2027, dans le Finistère, « mais nous avons des opérations aux quatre coins de la Bretagne », assure Karim Essesiani. ■

par Isabelle Lê.





Saint-Malo Les patrons bretons appellent à la responsabilité

Guillaume Bietry Exaspérés par les crises gouvernementales à répétition, les chefs d'entreprise bretons réclament dialogue et compromis pour stabiliser la situation politique du pays. Ce qui leur permettrait de relancer les investissements et recrutements.

La fin de l'incertitude politique ? C'est ce qu'ils espèrent. Réuni au Forum économique breton de Saint-Malo (35), mercredi, le monde économique régional l'a dit et redit : les chefs d'entreprise n'aiment rien d'autre que la stabilité et la prévisibilité, afin de savoir où ils mettent les pieds. Et force est de constater qu'en France, ils n'ont pas été servis depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, en 2024.

Dans ce contexte, la nomination rapide d'un nouveau Premier ministre (en l'occurrence l'ex-ministre des Armées, Sébastien Lecornu), un jour seulement après la chute du gouvernement Bayrou, est plutôt perçue comme une bonne nouvelle. « J'espère que nous allons retrouver un peu de stabilité. Les entreprises en ont besoin, la vacance du pouvoir n'est jamais bonne », estime Hervé Kermarrec, le président du Medef Bretagne.

« Remettre la machine économique en marche »

Le dirigeant rennais en a toutefois conscience : ce n'est pas la fin de l'histoire. Sébastien Lecornu devra constituer un gouvernement, trouver une majorité à l'Assemblée et voter

un budget. Une gageure, dans un hémicycle où aucun des blocs politiques ne dispose de la majorité absolue. « Nous en appelons à la responsabilité des uns et des autres pour avancer politiquement, lance Hervé Kermarrec. C'est important pour remettre la machine économique en marche et relancer la croissance. »

À la tête de la conserverie La Belle-Iloise et du Club ETI Bretagne, Caroline Hilliet Le Branchu attend, elle aussi, que les partis politiques parviennent à s'entendre. « Il faut que l'on sorte de ce brouillard, qui, dans les entreprises, décale les investissements et les recrutements. Chaque jour, les chefs d'entreprise prennent leurs responsabilités. Qu'ils le fassent également ! » Pour y parvenir, il faut « du dialogue, de la négociation et du compromis, en prenant en compte les divergences, sinon on va de nouveau se retrouver en crise », prévient la patronne morbihannaise.

Exaspération

Même son de cloche du côté de Rémi Cristoforetti, directeur de la coopérative agricole Le Gouessant et président de l'Association bretonne des entreprises agroalimentaires

(ABEA) : « Il faut discuter, et vite. J'espère que cela permettra de retrouver de la sérénité, pour les entreprises mais aussi pour les salariés, car on sent une vraie exaspération ». Exaspération qui s'est notamment exprimée dans la rue, lors des mobilisations de ce mercredi 10 septembre.

Malgré tout, les patrons bretons refusent de verser dans le pessimisme. Selon une étude présentée au Forum économique breton, ils sont 80 % à juger la situation de leur entreprise comme bonne. « Les entreprises sont résilientes, elles ont toujours avancé et elles vont continuer à le faire », assure Caroline Hilliet Le Branchu. Pour Jean-Pierre Rivery, le président de la CCI Bretagne, le marasme actuel peut même être source d'« opportunités. Il faut savoir les saisir. » ■



De gauche à droite : Hervé Kermarrec, président du Medef Bretagne, Caroline Hilliet Le Branchu, présidente du Club ETI Bretagne, et Rémi Cristoforetti, président de l'ABEA. Photo : Photos Le Mensuel de Rennes





ILLE-ET-VILAINE

Quelques actions ailleurs dans le département

À Saint-Malo

170 manifestants se sont invités devant le Palais du Grand large où se tient le Forum économique breton. Avec des casseroles et des slogans visant le patronat et les riches, ils ont interpellé les congressistes. À Dol-de-Bretagne, 60 personnes se sont rassemblées.

À Fougères

Au petit matin, une cinquantaine de personnes ont installé des barrages filtrants sur deux ronds-points de la rocade. L'après-midi, le rendez-vous était donné place Aristide-Briand pour un rassemblement auquel près de 400 personnes ont répondu présent.

À Bréal-sous-Montfort

Une trentaine de personnes ont investi un rond-point. Ils ont été évacués dans le calme.

À Redon

Une bonne centaine de personnes se sont mobilisées toute la journée en filtrant la circulation d'abord, dès 7 h, au rond-point de la Jaunaie, jusqu'à ce que les gendarmes demandent l'évacuation. Puis à Saint-Nicolas-de-Redon, sur la Digue, le reste de la journée, entraînant la fermeture de l'hypermarché Leclerc. L'assemblée générale, à 17 h, a rassemblé 300 participants, pour essayer d'inscrire le mouvement dans la durée, en organisant de nouvelles actions, comme une opération escargot à vélo dès aujourd'hui.

À Vitré

Une vingtaine de personnes se sont donné rendez-vous place de la Gare. À la mi-journée, les manifestants ont partagé un repas confectionné avec des dons de producteurs locaux. Ils ont également proposé des repas aux passants. ■



L'incendie du bus a fragilisé le pont de l'Alma. Photo : Marc Ollivier/Ouest-France





Rennes Et après ? Des actions limitées attendues jusqu'au 18 septembre

Hervé Chambonnière (avec les rédactions locales)

Stand-by. La plupart des mouvements lancés en Bretagne lors du 10 septembre sont dans l'expectative pour la suite. À l'issue des différentes AG, mercredi soir, seule une poignée a décidé d'actions pour ce jeudi. À Rennes, un appel a été lancé pour bloquer le dépôt des bus et plusieurs entreprises, dont un sous-traitant d'Amazon. Une « occupation de ronds-points » a été décidée pour samedi.

À Quimper, un blocage est annoncé à 7 h au rond-point du Frugy. À Saint-Malo, un « comité d'accueil » est prévu devant le Palais du grand large pour l'arrivée, à 12 h, de Patrick Martin, actuel patron du Medef, qui interviendra au Forum

économique breton. À Brest, la suite restait, mercredi soir, très floue, avec une « action pacifique » décidée pour ce jeudi, place de Strasbourg, et une AG convenue, mardi soir, pour déterminer les prochains rendez-vous.

À Saint-Brieuc, une distribution de tracts pour « dénoncer les banques qui soutiennent le génocide en Palestine » est prévue, à 16 h 30, devant une agence, place Duguesclin. Une AG interviendra, « tous les soirs, à 18 h », place Allende.

Nombreux rassemblements ce week-end

De nouveaux rassemblements sont programmés ce week-end.

Samedi à Rennes, Douarnenez (18 h), Guingamp (10 h), Saint-Brieuc (9 h), Auray (barrage fil-trant de 11 h à 15 h) et Quimper (14 h). Dimanche, à Paimpol (11 h).

Le mouvement « Bloquons tout » tente ainsi d'entretenir la flamme, dans l'attente de la journée du 18 septembre, où toutes les organisations syndicales ont appelé à faire grève et à manifester. À Quimperlé, une AG sera organisée, les mercredis, à 18 h. À Questembert, une AG aura lieu, lundi, à 18 h 30. Concarneau et Lannion donnent rendez-vous le 18 pour « un acte II ». ■



« Bloquons tout » : une mobilisation limitée avant le rendez-vous du 18 septembre

Né sur les réseaux sociaux, le mouvement « Bloquons tout » n'a pas bloqué la France, mais il comptera pour la suite. Au final, ce 10 septembre aura été une journée de mobilisation un peu plus importante qu'anticipé par le ministère de l'Intérieur. Quelque 175.000 personnes ont participé aux 812 actions recensées à 17 h 45 en France par le ministère de l'Intérieur, qui attendait 100.000 personnes.

Cela reste moins que les « gilets jaunes », qui avaient mis dans la rue 282.000 personnes le 17 novembre 2018 selon la police, pour leur premier samedi de mobilisation (les prévisions tablaient sur 100.000 personnes). Mais avec pour point commun la déclinaison du rendez-vous dans toute la France en manifestations (550 recensés) et blocages (262 recensés).

A Rennes, la préfecture a décompté 10.400 personnes mobilisées. Les manifestants étaient 6.000 à Bordeaux, un chiffre plutôt conséquent pour cette ville. Ils étaient 5.000 à Brest, 4.900 à Strasbourg, 2.200 à Lorient, 2.000 à Orléans, de source préfectorale. Il n'y a pas eu de mobilisation massive des jeunes encore en études. Une centaine de lycées ont été perturbés et 27 bloqués, selon le ministère de l'Education nationale, notamment à Paris, à Montpellier, Rennes et Lille, et des mobilisations étudiantes ont été recensées dans plusieurs villes. Les déclinaisons de l'appel à bloquer la France auront pris des formes diverses. A Paris, tôt le matin, il y a eu des incursions sur le périphérique, tandis qu'ils étaient encore des milliers place de la République et place des Fêtes en fin d'après-midi. A Saint-Malo, les participants du 6 Forum économique breton (FEB), le grand rendez-vous annuel des acteurs de l'économie régionale, ont été accueillis au son des casseroles et de slogans anti-patronat.

L'ambiance était plus grave, à Maisons-Alfort, dans le Val-de-Marne, chez ces salariés craignant pour les emplois en grève devant leur usine Sanofi depuis plusieurs jours déjà. A l'est de Grenoble par exemple, il y a eu un filtrage de la circulation, ailleurs des routes bloquées. La circulation des trains a été coupée par des occupations de voies à Cherbourg et Valence, selon la SNCF. Et, bien sûr, on a assisté au réinvestissement de ronds-points occupés en 2018... Dans de nombreux endroits, les manifestants ont joué au chat et à la souris avec les forces de l'ordre présentes en nombres. Le ministre de l'Intérieur avait annoncé mobiliser 80.000 agents mercredi, contre 60.000 au moment des « gilets jaunes ». Il y a eu de nombreuses confrontations qui ont donné lieu à des face-à-face parfois tendus avec la police.

Dans le centre de la capitale, un incendie a endommagé la façade d'un immeuble, peut-être provoqué involontairement par une intervention policière, selon le parquet. A Toulouse, un affrontement a éclaté avec des jeunes manifestants, parfois équipés de masques à gaz, lunettes de ski ou de natation.

Confrontations

Au total, 473 interpellations ont été effectuées, dont 203 à Paris, et 339 personnes ont été placées en garde à vue, dont 106 dans la capitale, selon le dernier point du ministère de l'Intérieur qui a fait état de , engendrant des. De son côté, le directeur général de RSF, Thibaut Bruttin, a regretté dans un communiqué et ceux concernés à le contacter.

Quoi qu'il en soit, la mobilisation n'aura pas été assez forte pour inquiéter le nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu, qui s'est installé à Matignon en plein mouvement social. D'autant que les manifestants ne l'ont pas ciblé en priorité. Mais ce n'est peut-être que partie remise... Plusieurs facteurs ont pu concourir à affaiblir la participation, depuis l'appel à la grève générale de Jean-Luc Mélenchon fin août jusqu'à la démission de François Bayrou la veille. Peut-être aussi un certain nombre de salariés se sont-ils réservés pour la semaine prochaine. En tout cas, le rendez-vous qui a rassemblé le plus de monde à Paris a eu lieu place du Châtelet. Il aurait réuni une dizaine de milliers de personnes, selon un observateur aguerrri. Le rassemblement était organisé par l'Union départementale de Paris de la CGT, de la FSU et de Solidaires.

La suite dira s'il s'agissait d'un échauffement avant la mobilisation à laquelle appellent les huit syndicats français le 18 septembre. C'est en tout cas ce qu'ils espèrent. Alors qu'à peine installé, Sébastien Lecornu est en train de prendre contact avec les partenaires sociaux, leurs troupes préparent activement le rendez-vous de jeudi prochain. CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU et Solidaires savent qu'il sera déterminant dans le futur rapport de force.

Leïla de Comarmond

par Leïla De Comarmond





SAINT-MALO

Devant le FEB, Edwige portait sur elle ses revendications.



Devant le FEB, Edwige portait sur elle ses revendications. Photo : David Ademas / Ouest-France





Finistère « Bloquons tout » n'a pas paralysé la Bretagne

Martin Vaugoude (avec les rédactions locales) Même s'il s'est traduit par une multitude d'actions, le mouvement « Bloquons tout » n'a pas paralysé la Bretagne. Au total, 20 000 manifestants ont été comptabilisés à l'échelle de la région.

1 Quel niveau de mobilisation ?

On était loin d'une Bretagne à l'arrêt, mercredi. Pour donner un ordre d'idée, un millier de personnes ont participé activement aux blocages matinaux dans le Finistère, selon le décompte effectué par nos rédactions. Soit environ 0,1 % de la population de ce département. À l'échelle de la Bretagne, les préfetures ont comptabilisé environ 20 000 manifestants. C'est sept à huit fois moins qu'en 2023, lors de la mobilisation contre la réforme des retraites. Cette année-là, les cortèges avaient réuni jusqu'à 150 000 personnes dans la région.

Certains participants ont avoué leur déception. Comme Nicolas, un Vannetais de 27 ans, qui se sentait bien seul sur son rond-point. « Les gens n'ont pas le droit de se plaindre de leur vie s'ils ne sont pas capables de se bouger », regrettait-il, dépité par la faible mobilisation.

À Brest, Fabrice, Michel et d'autres syndicalistes, présents « en tant que citoyens » sur le rond-point des Foulques, au port de commerce, regrettaient, quant à eux, « l'absence du monde du travail ».

Parler de flop serait cependant excessif. Car le soutien au mouvement dépasse assuré-

ment le contingent des militants les plus actifs. Sur la rocade de Rennes, nombre d'automobilistes bloqués se montraient solidaires des manifestants : « Je peux comprendre la colère des gens. Le pays est dans une situation grave », témoignait ainsi Christophe, chef d'entreprise, au rond-point de l'Alma.

2 Quels sites visés ?

L'originalité du mouvement ne réside pas dans les actions en elles-mêmes, mais dans la palette déployée. Avec des blocages type gilets jaunes, mais aussi des cortèges déclarés, au format plus classique.

Comme en 2018-2019, les ronds-points ont été l'un des principaux lieux d'action. D'une manière générale, l'idée des manifestants était de perturber le trafic routier, avec des actions sur les rocades et des tentatives de blocage des voies express.

Signe que le mouvement penche à gauche, des actions se sont déroulées à proximité d'entreprises (Thalès, à Brest, Bigard, à Quimperlé), devant les sièges départementaux du Medef (à Quimper et à Ploufragan) ou encore à Saint-Malo, où se tient le Forum économique breton.

Plusieurs lycées ont également été bloqués, comme à Rennes, Brest ou encore Dinan. « Nous n'avons pas encore le droit de vote, c'est donc notre manière à nous de montrer notre désaccord », explique Ulysse, lycéen croisé devant l'établissement de la Fontaine-des-Eaux.

3 Les forces de l'ordre étaient-elles très présentes ?

Oui. La journée s'est traduite, dans de nombreuses villes bretonnes, par un jeu du chat et de la souris entre manifestants et forces de l'ordre. Ces dernières ont, généralement, eu le dernier mot. À Brest, par exemple, aucun des points de blocage n'a tenu toute la journée.

Le rapport de force est apparu moins favorable aux autorités en Ille-et-Vilaine. Les conséquences des manifestations sont visibles « dans les environs de Rennes », notamment sur le périphérique, a indiqué le ministère des Transports, en milieu d'après-midi.

4 Quel degré de violence ?

La plupart des actions menées en Bretagne se sont déroulées dans le calme. Dans certaines villes, l'ambiance était même plutôt festive, comme à Lannion, où les manifestants ont défilé aux sons d'une fanfare.

L'une des images fortes de la journée restera, toutefois, celle du bus incendié sur la rocade de Rennes, ville où la situation a été décrite comme « particulièrement tendue » par le ministère de l'Intérieur. Concernant Brest, la préfecture du Finistère a évoqué la présence de « 150 éléments radicalisés », dans le centre-ville. Côté interpellations, le bilan s'établissait, en fin d'après-midi, à une quinzaine à Rennes et 18 dans le Finistère, dont 16 à Brest.

5 Sébastien Lecornu à Matignon, ça change quelque chose ?

Pour la plupart des manifestants, la réponse est non. Mahault, une éducatrice spécialisée de 52 ans en grève, croisée dans le cortège nantais, le dit clairement : « Le changement de Premier ministre n'y changera rien, je n'en attends rien. C'est le même bord politique, la succession ». Même sentiment, à Lorient, chez Stéphanie, une femme de 48 travaillant dans une boulangerie : « Le départ de Bayrou n'est pas suffisant. Macron aurait dû

démissionner ». Dans les cortèges, le chef de l'État est apparu comme la cible numéro un des slogans. En Bretagne comme partout en France. ■



À Brest, les manifestants du mouvement « Bloquons tout » s'étaient rassemblés sur le rond-point de Pen-ar-C'hleuz, pour tenter de bloquer la circulation. Photo : Photo Nicolas Créach



BRETAGNE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

Après la première mobilisation de « Bloquons tout », des actions limitées attendues en Bretagne jusqu'au 18 septembre

Seule une poignée de sites mobilisés, ce mercredi, en Bretagne, pour « Bloquons tout », annoncent de nouvelles actions, limitées, dès jeudi. Les autres décideront, au jour le jour, des suites du mouvement, ou attendront la journée de mobilisation du 18 septembre.

Stand-by. La plupart des mouvements lancés en Bretagne lors de ce 10 septembre sont dans l'expectative pour la suite. À l'issue des différentes AG, ce mercredi soir, seule une poignée a décidé d'actions pour jeudi. À Rennes, un appel a été lancé pour bloquer le dépôt des bus et plusieurs entreprises, dont un sous-traitant d'Amazon. Une « occupation de ronds-points » a été décidée pour samedi.

À Quimper, un blocage est annoncé à 7 h au rond-point du Frugy. À Saint-Malo, un « comité d'accueil » est prévu devant le Palais du grand large pour l'arrivée, à 12 h, de Patrick Martin, actuel patron du Medef France, qui interviendra au Forum économique breton. À Brest, la suite restait, ce mercredi soir, très floue, avec une « action pacifique » décidée pour jeudi, place de Strasbourg, et une AG convenue, mardi soir, pour déterminer les prochains rendez-vous. À Saint-Brieuc, une distribution de tracts pour « dénoncer les banques qui soutiennent le génocide en Palestine » est prévue, à 16 h 30, devant une agence, place Duguesclin. Une AG interviendra, « tous les soirs à 18 h », place Allende.

Nombreux rassemblements ce week-end

De nouveaux rassemblements sont programmés ce week-end. Samedi à Rennes, Douarnenez (18 h), Guingamp (10 h), Saint-Brieuc (9 h), Auray (barrage filtrant de 11 h à 15 h) et Quimper (14 h). Dimanche, à Paimpol (11 h).

Le mouvement « Bloquons tout » tente ainsi d'entretenir la flamme, dans l'attente de la journée du 18 septembre, où toutes les organisations syndicales ont appelé à faire grève et à manifester. À Quimper, une AG sera organisée, les mercredis, à 18 h. À Questembert, une AG aura lieu, lundi, à 18 h 30. Concarneau et Lannion donnent rendez-vous le 18 pour « un acte II ».



BRETAGNE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

« Bloquons tout » n'a pas paralysé la Bretagne [Vidéo]

Même s'il s'est traduit par une multitude d'actions, le mouvement « Bloquons tout » n'a pas paralysé la Bretagne. Au total, 20 000 manifestants ont été comptabilisés à l'échelle de la région.

1 Quel niveau de mobilisation ?

On était loin d'une Bretagne à l'arrêt, ce mercredi. Pour donner un ordre d'idée, un millier de personnes ont participé activement aux blocages matinaux dans le Finistère, selon le décompte effectué par nos rédactions. Soit environ 0,1 % de la population de ce département. À l'échelle de la Bretagne, les préfectures ont comptabilisé environ 20 000 manifestants. C'est sept à huit fois moins qu'en 2023, lors de la mobilisation contre la réforme des retraites. Cette année-là, les cortèges avaient réuni jusqu'à 150 000 personnes dans la région.

Certains participants ont avoué leur déception. Comme Nicolas, un Vannetais de 27 ans, qui se sentait bien seul sur son rond-point. « Les gens n'ont pas le droit de se plaindre de leur vie s'ils ne sont pas capables de se bouger », regrettait-il, dépité par la faible mobilisation.

À Brest, Fabrice, Michel et d'autres syndicalistes, présents « en tant que citoyens » sur le rond-point des Foulques, au port de commerce, regrettaient, quant à eux, « l'absence du monde du travail ».

Parler de flop serait cependant excessif. Car le soutien au mouvement dépasse assurément le contingent des militants les plus actifs. Sur la rocade de Rennes, nombre d'automobilistes bloqués se montraient solidaires des manifestants : « Je peux comprendre la colère des gens. Le pays est dans une situation grave », témoignait ainsi Christophe, chef d'entreprise, au rond-point de l'Alma.

2 Quels sites visés ?

L'originalité du mouvement ne réside pas dans les actions en elles-mêmes, mais dans la palette déployée. Avec des blocages type gilets jaunes, mais aussi des cortèges déclarés, au format plus classique.

Comme en 2018-2019, les ronds-points ont été l'un des principaux lieux d'action. D'une manière générale, l'idée des manifestants était de perturber le trafic routier, avec des actions sur les rocades et des tentatives de blocage des voies express.

Signe que le mouvement penche à gauche, des actions se sont déroulées à proximité d'entreprises (Thalès, à Brest, Bigard, à Quimper), devant les sièges départementaux du Medef (à Quimper et à Ploufragan) ou encore à Saint-Malo, où se tient le Forum économique breton.

Plusieurs lycées ont également été bloqués, comme à Rennes, Brest ou encore Dinan. « Nous n'avons pas encore le droit de vote, c'est donc notre manière à nous de montrer notre désaccord », explique Ulysse, lycéen croisé devant l'établissement de la Fontaine-des-Eaux.

3 Les forces de l'ordre étaient-elles très présentes ?

Oui. La journée s'est traduite, dans de nombreuses villes bretonnes, par un jeu du chat et de la souris entre manifestants et forces de l'ordre. Ces dernières ont, généralement, eu le dernier mot. À Brest, par exemple, aucun des points de blocage n'a tenu toute la journée. Le rapport de force est apparu moins favorable aux autorités en Ille-et-Vilaine. Les conséquences des manifestations sont visibles « dans les environs de Rennes », notamment sur le périphérique, a indiqué le ministère des Transports, en milieu d'après-midi.

4 Quel degré de violence ?

La plupart des actions menées en Bretagne se sont déroulées dans le calme. Dans certaines villes, l'ambiance était même plutôt festive, comme à Lannion, où les manifestants ont défilé aux sons d'une fanfare. L'une des images fortes de la journée restera, toutefois, celle du bus incendié sur la rocade de Rennes, ville où la situation a été décrite comme « particulièrement tendue » par le ministère de l'Intérieur. Concernant Brest, la préfecture du Finistère a évoqué la présence de « 150 éléments radicalisés », dans le centre-ville. Côté interpellations, le bilan s'établissait, en fin d'après-midi, à une quinzaine à Rennes et 18 dans le Finistère, dont 16 à Brest.

5 Sébastien Lecornu à Matignon, ça change quelque chose ?

Pour la plupart des manifestants, la réponse est non. Mahault, une éducatrice spécialisée de 52 ans en grève, croisée dans le cortège nantais, le dit clairement : « Le changement de Premier ministre n'y changera rien, je n'en attends rien. C'est le même bord politique, la succession ». Même sentiment, à Lorient, chez Stéphanie, une femme de 48 travaillant dans une boulangerie : « Le départ de Bayrou n'est pas suffisant. Macron aurait dû démissionner ».

Dans les cortèges, le chef de l'État est apparu comme la cible numéro un des slogans. En Bretagne comme partout en France.



Le port de Brest et Eolink signent un MoU pour accélérer le développement de l'éolien flottant

Le port de Brest et Eolink, pionnier de l'éolien en mer, renforcent leur collaboration avec la signature d'un protocole d'accord (MoU) à l'occasion du Forum Economique Breton de St Malo.

Le gouvernement français et la filière industrielle de l'éolien en mer se sont engagés à accélérer le développement de l'éolien flottant à moyen et long-terme par la signature du « Pacte Eolien en Mer » en 2022. Les objectifs établis par le gouvernement (18GW de capacités installées en 2035, minimum 45GW d'ici 2050) supposent d'augmenter la capacité de production d'1 à 2 GW chaque année jusqu'en 2045.

Le port de Brest, idéalement situé sur l'arc Atlantique, et Eolink, pionnier et spécialiste de l'éolien flottant, formalisent aujourd'hui leur engagement dans l'atteinte de ces objectifs ambitieux, et renforcent leur collaboration en signant un MoU à l'occasion du Forum Economique Breton.

Le port de Brest va en effet jouer un rôle clé, aux côtés des experts du secteur, dans la structuration de cette nouvelle filière industrielle à haute valeur ajoutée. Pour Eolink, promouvoir cet ancrage territorial, valoriser les savoir-faire, et profiter des atouts naturels et industriels du port de Brest sont essentiels. La signature de ce MoU est la prolongation naturelle d'une collaboration déjà à l'œuvre dans le cadre du projet France Atlantique, première éolienne flottante à être assemblée sur le port de Brest.

A travers cet accord, les deux entreprises vont étendre leur coopération à l'industrialisation de la technologie Eolink sur le port de Brest. Le partenariat portera notamment sur la nécessaire adaptation de l'infrastructure portuaire aux spécificités industrielles de l'éolien flottant, sur le partage d'information, la mise en commun d'expertises et de connaissances industrielles, le développement d'innovation en lien avec la logistique maritime et les opérations d'assemblage, sur le renforcement d'une filière de formation spécifique aux métiers de l'éolien, et sur les sujets environnementaux.

Cette approche collaborative démontre l'engagement des deux sociétés pour le développement de la filière éolienne en mer en Bretagne, en vue du futur déploiement de fermes commerciales à horizon 2030, tout en maximisant les retombées économiques et sociales pour le territoire.

Pour Marc Guyot, président-fondateur d'Eolink, « les ambitions d'Eolink sur le port de Brest sont fortes. La signature de ce protocole d'accord avec le port de Brest marque une étape majeure dans notre plan de développement et confirme notre ambition à long terme dans la région. J'ai confiance que ce partenariat renforcé va permettre d'accélérer le développement d'Eolink et apporter une contribution décisive de notre technologie innovante à la baisse des coûts dans le secteur de l'éolien flottant, condition nécessaire à son déploiement à grande échelle. »

Pour Christophe Chabert, président du Directoire de BrestPort, « la signature de ce MoU avec Eolink confirme le rôle stratégique du port de Brest dans le développement de la filière de l'éolien flottant. En mettant à disposition nos infrastructures et en accompagnant l'industrialisation de cette technologie innovante, nous réaffirmons notre volonté de soutenir la transition énergétique et de renforcer l'ancrage économique et industriel de la Bretagne. »

Communiqué d'Eolink et BrestPort, le 10/09/25



<https://assets.meretmarine.com/s3fs-public/images/2025-09/20250910-Signature%20MoU%20Eolink%20x%20BrestPort.jpg>



https://assets.meretmarine.com/s3fs-public/styles/large_lg/public/images/2025-09/20250910-Signature%20MoU%20Eolink%20x%20BrestPort.jpg?h=3337cbf6&itok=WUwaWB1j



TÉMOIGNAGES. Lycéennes, militantes : pourquoi ont-elles manifesté le 10 septembre à Saint-Malo ?

Le cortège du mouvement « Bloquons tout » a rassemblé des profils très différents, mercredi 10 septembre 2025, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Les revendications étaient variées, même si elles avaient toutes les inégalités sociales comme point commun.

Le cortège de Saint-Malo de ce 10 septembre 2025, date de la manifestation « Bloquons tout », ne ressemblait à aucun autre précédent. Si les têtes habituelles du militantisme malouin étaient bien présentes dans les rangs, beaucoup de nouveaux visages (notamment des jeunes et des femmes) avaient décidé de se montrer. Qu'ils se battent pour le pouvoir d'achat, l'écologie ou les inégalités sociales, tous se rejoignent pour dire leur ras-le-bol du climat ambiant. Extraits de paroles de manifestants.

Pauline et Denise, fonctionnaires

« On est là parce qu'on en a ras le bol. Ce sont les plus pauvres qui paient pour tout, les étudiants voient le montant de leur bourse baisser... Je ne veux pas que mes enfants soient femmes de ménage ou jardiniers pour les plus riches car les universités ne mettent pas les moyens. Pareil pour l'écologie, l'État n'en a rien à faire, c'est très inquiétant pour nos enfants. Aujourd'hui, on ne revendique rien pour nous, mais plutôt pour la justice sociale. L'avenir, c'est un brouillard. Depuis quelques années, on travaille pour à peine pouvoir payer nos factures, jusqu'où ça va aller ? »

Sam, Mathilde et Jay, lycéennes de Jacques-Cartier

« Après François Bayrou qui voulait supprimer un jour férié célébrant la défaite des nazis, nous avons un Premier ministre qui est contre le mariage pour tous [une référence à des propos que Sébastien Lecornu avait tenus en 2012, en réaction au projet de loi, qui fut adopté en 2013]. Nous avons peur de demain car les politiques jouent avec notre avenir. Aujourd'hui, chacun des mots "liberté, égalité, fraternité" est bafoué. Le climat actuel est chaotique et dangereux. La France n'est pas à l'abri d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite. C'est pourquoi nous sommes dans la rue, en espérant que ce premier jour de « Bloquons tout » soit le début d'un long mouvement. On veut la révolution ! »

Des militantes associatives de 29 et 43 ans

« Nous voulons une vie digne pour toutes et tous. Nous sommes contre le patriarcat, contre les violences sexistes et sexuelles,

contre les discriminations, contre tous ces systèmes de domination qui ciblent des personnes. Cette colère couve en nous depuis longtemps. Depuis quelque temps, avec la journée du 8 Mars, la marche des fiertés, nous voulons rendre les minorités visibles à Saint-Malo, dans cette ville trop lisse, trop conservatrice, trop masculine. Les gens veulent reprendre l'espace public pour revendiquer leur droit d'exister. »



Les manifestants du mouvement « Bloquons tout » s'étaient donné rendez-vous devant le Forum économique breton à Saint-Malo.

Les manifestants du mouvement « Bloquons tout » s'étaient donné rendez-vous devant le Forum économique breton à Saint-Malo.

David Ademas / Ouest-France

par Émilie Chassevant Et Enora Paniez.



ÉCONOMIE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

Instabilité politique : l'« appel à la responsabilité » des patrons bretons

Exaspérés par les crises gouvernementales à répétition, les chefs d'entreprise bretons réclament dialogue et compromis pour stabiliser la situation politique du pays. Ce qui leur permettrait de relancer les investissements et recrutements.

La fin de l'incertitude politique ? C'est ce qu'ils espèrent. Réuni au Forum économique breton de Saint-Malo (35), ce mercredi 10 septembre, le monde économique régional l'a dit et redit : les chefs d'entreprise n'aiment rien d'autre que la stabilité et la prévisibilité, afin de savoir où ils mettent les pieds. Et force est de constater qu'en France, ils n'ont pas été servis depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, en 2024.

Dans ce contexte, la nomination rapide d'un nouveau Premier ministre (en l'occurrence l'ex-ministre des Armées, Sébastien Lecornu), un jour seulement après la chute du gouvernement Bayrou, est plutôt perçue comme une bonne nouvelle. « J'espère que nous allons retrouver un peu de stabilité. Les entreprises en ont besoin, la vacance du pouvoir n'est jamais bonne », estime Hervé Kermarrec, le président du Medef Bretagne.

« Remettre la machine économique en marche »

Le dirigeant rennais en a toutefois conscience : ce n'est pas la fin de l'histoire. Sébastien Lecornu devra constituer un gouvernement, trouver une majorité à l'Assemblée et voter un budget. Une gageure, dans un hémicycle où aucun des blocs politiques ne dispose de la majorité absolue. « Nous en appelons à la responsabilité des uns et des autres pour avancer politiquement, lance Hervé Kermarrec. C'est important pour remettre la machine économique en marche et relancer la croissance. »

À la tête de la conserverie La Belle-Iloise et du Club ETI Bretagne, Caroline Hilliet Le Branchu attend, elle aussi, que les partis politiques parviennent à s'entendre. « Il faut que l'on sorte de ce brouillard, qui, dans les entreprises, décale les investissements et les recrutements. Chaque jour, les chefs d'entreprise prennent leurs responsabilités. Qu'ils le fassent également ! » Pour y parvenir, il faut « du dialogue, de la négociation et du compromis, en prenant en compte les divergences, sinon on va de nouveau se retrouver en crise », prévient la patronne morbihannaise.

Exaspération

Même son de cloche du côté de Rémi Cristoforetti, directeur de la coopérative agricole Le Gouessant et président de l'Association bretonne des entreprises agroalimentaires (ABEA) : « Il faut discuter, et vite. J'espère que cela permettra de retrouver de la sérénité, pour les entreprises mais aussi pour les salariés, car on sent une vraie exaspération ». Exaspération qui s'est notamment exprimée dans la rue, lors des mobilisations de ce mercredi 10 septembre.

Malgré tout, les patrons bretons refusent de verser dans le pessimisme. Selon une étude présentée au Forum économique breton, ils sont 80 % à juger la situation de leur entreprise comme bonne. « Les entreprises sont résilientes, elles ont toujours avancé et elles vont continuer à le faire », assure Caroline Hilliet Le Branchu. Pour Jean-Pierre Rivery, le président de la CCI Bretagne, le marasme actuel peut même être source d'« opportunités. Il faut savoir les saisir. »



Au Forum économique breton, face au chaos politique, l'entreprise fait figure de stabilité du pays

Au Forum économique breton, les dirigeants sont unanimes : ils continuent à avancer malgré l'instabilité politique. L'entreprise devient même la nouvelle stabilité du pays. Témoignages.

« **Je ne sens pas que l'économie va se mettre en mode pause.** » Au Forum économique breton qui se tient à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) jusqu'au jeudi 11 septembre 2025, Benoit Derigny, directeur général de Manpower France, répond à l'instabilité politique actuelle. « **Au moment de la dissolution en juin 2024, il y a eu un moment de sidération. L'économie s'est mise en pause en attendant de savoir qui allait payer quoi. C'est reparti quand le budget a été voté en février 2025.** » Le dirigeant du groupe de travail temporaire en France, qui fait travailler chaque jour 70 000 personnes dans 40 000 entreprises, reste optimiste face à cette nouvelle attente de gouvernement et de budget. « **Les entreprises ne découvrent pas la situation. Beaucoup continuent à gérer des problèmes de recrutement pour assurer leur activité.** » Notamment en Bretagne qui frôle le plein-emploi.

C'est également le cas dans les transitions économiques actuelles. Pour la dirigeante d'Engie, Catherine MacGregor, « **même dans ce contexte politique, la transition énergétique se poursuit. Le train est parti à très grande vitesse. Nous devons continuer à trouver les marges de manœuvre pour avancer. Engie continue à investir 10 milliards d'euros par an dans le monde.** »

Pour Isabelle Loc, directrice de la banque commerciale BNP Paribas, « **même si l'attentisme revient sur certains projets, les PME font face à l'incertitude et nous devons les accompagner dans ce moment complexe.** »

LIRE AUSSI : Croissance, compétitivité... Le forum économique de Saint-Malo lance le « nouveau pacte breton »

L'entreprise, la nouvelle stabilité du pays

Sébastien Floch, président du directoire de Sill entreprises dans l'agroalimentaire à Brest, rappelle quand même que « **les entreprises ont besoin de stabilité pour avancer car l'instabilité, pour n'importe quel acteur économique, est un élément de crainte, qui peut freiner ou retarder des décisions d'investissement.** » En attendant, il souligne que justement, dans

cette période chahutée, les entreprises représentent la stabilité. Et s'il se dit las, il affirme ne pas être résigné.

Laurent Berger, ex-patron de la CFDT, relève également que « **dans cette période de forte instabilité, l'entreprise reste un élément de stabilité. La période que nous traversons souffre de l'absence de nuance avec une disqualification de son interlocuteur. Les intérêts qui traversent une société sont souvent contradictoires, mais il faut comprendre que ces intérêts sont légitimes, il faut trouver les moyens de les accorder, il faut remettre du compromis.** »

Cette instabilité n'est quand même pas sans conséquences. Alors que les manifestants du mouvement « **Bloquons tout** » interpellaient les patrons présents au Feb, une cheffe d'entreprise s'est émue des slogans hostiles comme « **Tout le monde déteste les patrons** ». « **Moi aussi, je suis patronne, j'ai cinq salariés et je prends soin d'eux** », se justifie-t-elle.

Mais surtout, elle veut éviter au maximum les amalgames. « **Il ne faut pas oublier que la France est peuplée de milliers de très petites entreprises, qui galèrent et qui croulent sous les charges. Nous aussi, on crève. Alors, ciblez les grandes entreprises qui ne paient pas leurs impôts en France si vous voulez, mais ne dites pas cela.** »

Le président du Medef breton, Hervé Kermarrec reconnaît qu'aujourd'hui « on est dans une croissance faible, avec une tension sur nos marges, 170 dirigeants par jour perdent leur emploi. » Et d'espérer, avec l'annonce de la nomination de Sébastien Lecornu comme Premier ministre dans la soirée du mardi 9 septembre, qu'« **il n'y aura pas eu de vacance du pouvoir et c'est une bonne chose. J'espère que le nouveau Premier ministre va apporter cette clarification et qu'il permettra au projet de loi de finance d'être voté.**»

Nouvelle de nature à rassurer les dirigeants bretons: Philippe Gustin, qui fut préfet de Bretagne d'août 2023 à août 2024, a été nommé directeur de cabinet du nouveau Premier ministre.

Lire aussi: L'ancien préfet de Bretagne Philippe Gustin nommé directeur de cabinet du Premier ministre

Avancer et être agile

Pour résumer l'état d'esprit des patrons au Feb, Geoffroy Roux de Bézieu, ancien président du Medef, a fait référence à l'édito de Dominique Seux dans *les Echos*. « **Pendant que les politiques pa-taugent et calculent, les entreprises se battent et avancent** ».

Propos illustrés par des dirigeants bretons d'ETI présents au Feb : Aurélie Tacquard, présidente de Galapagos Gourmet : « **des crises**

il y en a eu, il y en aura d'autres. On va continuer à avancer mais on doit être de plus en plus agile.»

Ou Sébastien Bossard, PDG de Kersia à Dinard dans la chimie : « **si on devait changer la stratégie de nos entreprises à l'aune des changements politiques, on devrait changer souvent.** »

Jouer collectif

« Il faut entendre les colères. Regarder en face les situations difficiles. Mais aussi regarder la situation économique de la France et réussir à avancer dans ce contexte », avait déclaré en séance plénière Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne. À ses côtés, Olivier Sichel, nouvellement nommé à la Caisse des dépôts, a décliné les recettes des territoires qui gagnent, : « **Ce sont ceux qui sont coopératifs, qui se fédèrent sur un projet avec les acteurs publics, les entrepreneurs, le monde associatif qui réussissent.** » Tout l'esprit du pacte breton. Les perdants ? « **Ceux qui s'affrontent et refusent le dialogue.** »



La directrice générale d'Engie Catherine Macgregor à l'ouverture du Forum économique breton, avec Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne.

La directrice générale d'Engie Catherine Macgregor à l'ouverture du Forum économique breton, avec Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne.

Ouest-France

par Élisabeth Montaufray-Bureau, Florence Le Neveet Emilie Chassevant.



Rassurer et alerter, c'est le défi que relève tous les jours l'entreprise vannetaise du digital comme Dimood - ici

Vannes

L'entreprise vannetaise Dimood a déjà une quarantaine d'années; elle avait abordé il y a plusieurs années l'impact de l'IA dans nos vies, et c'est elle qui a initié la création de la tech avenue au FEB...en bref, avoir un temps d'avance reste l'un de ses objectifs majeurs.

Dimood participe au FEB depuis sa création, une habitude de "rentrée des classes" qui semble logique à Tudal Jaffrelot, briochin d'origine et vannetais d'adoption.

Plus de 300 salariés et un chiffre d'affaires de 40 millions d'euro, la petite bretonne s'exporte dans le monde entier.

Cette année, la surface dédiée aux entreprises du digital a doublé au FEB, dans un espace dédié, imaginé et initié par Dimood, qui voit davantage de complémentarité que de concurrence.

par Christine Zazial



SAINT-MALO

NEWS : LETELEGRAMME.FR

« Aujourd’hui, même en travaillant, on n’y arrive plus » : à Saint-Malo, 200 personnes ont crié leur colère devant le Forum Économique Breton

Ce 10 septembre, à Saint-Malo, 200 personnes ont répondu à l’appel national « Bloquons tout » lancé sur les réseaux sociaux. Toute la matinée, les manifestants ont exprimé leur ras-le-bol devant le Palais du Grand Large où se tenait le Forum économique breton. Parmi eux, des salariés mais aussi des retraités et des lycéens.

Cette journée du mercredi 10 septembre, appelée sur les réseaux sociaux la journée du « Bloquons tout », il y a eu une manifestation et quelques blocages à Saint-Malo. D’abord sur la quatre voies, dans le sens Rennes-Saint-Malo à hauteur de la commune de Châteauneuf d’Ille-et-Vilaine, un peu avant 8 h, en raison d’une opération escargot de plusieurs manifestants venus depuis Dinan.

Puis sur le boulevard de l’Espadon, entre les ronds-points du Mouchoir Vert et de l’Espadon, un peu avant 8 h 30. Mais c’est vers 9 h que les manifestants partis depuis le lycée Jacques-Cartier ont rejoint ceux déjà en place devant le Palais du Grand Large qui accueille le Forum Économique Breton jusqu’à demain jeudi 11 septembre.

En milieu de matinée, ils ont été jusqu’à 200 personnes à exprimer leur ras-le-bol tandis que les participants au FEB les contournaient pour la plupart en feignant de ne pas les voir et de ne pas les entendre. Et pourtant les manifestants ont fait du bruit jusqu’à midi, à coups de klaxons, avec quelques casseroles... Ils ont aussi crié « Macron démission », « de l’argent, il y en a », « taxer les riches ». Ils ont aussi copieusement insulté les participants au FEB qui entraient et sortaient du Palais du Grand Large sous escorte policière.

« De l’argent pour l’enseignement public »

Parmi ces manifestants, quelques lycéens dont Margot et Louna, toutes les deux élèves en terminale au lycée Jacques Cartier. « C’est ma première manifestation et si je manifeste aujourd’hui, c’est pour demander de l’argent, des moyens pour l’enseignement public. À force de couper dans les budgets, les écoles publiques en France n’ont plus d’argent. Cette année, par exemple, j’ai dû payer 40 € mon manuel de littérature fondamentale gratuit jusqu’ici » s’énerve la jeune fille.

« En parallèle de mes études, j’ai un contrat de neuf heures hebdomadaires chez Mac Do pour essayer de mettre de l’argent de côté

pour mon année post-bac et pourtant mes deux parents travaillent !
»

Pour Louna, épargner quand on est étudiant, cela devient quasiment mission impossible. « Depuis mars 2025, depuis l'arrivée de la ministre Elisabeth Borgne, le Pass Culture qui était de 300 € à partir de 18 ans a été divisé par deux. C'est lamentable. La vie pour les élèves et les étudiants coûtent de plus en plus cher. »

« Nous les babyboomers, on avait l'espérance »

Parmi les manifestants présents dès 8 h devant le Palais du Grand Large, à Saint-Malo, il y avait aussi des retraités, les « babyboomers ». Parmi eux, France, ancienne institutrice. À 74 ans, la Malouine milite depuis l'âge de 17 ans. « J'ai été encartée au Parti communiste jusqu'en 2001. Longtemps, des hommes et des femmes se sont battus pour des acquis sociaux. Depuis 40 ans, on se mobilise, on se bat pour ne pas perdre ces acquis et ce n'est pas normal. Dans la société actuelle, il y a trop d'injustices, trop d'inégalités. Les riches sont de plus en plus riches et il y a de plus en plus de pauvres. Avant, quand j'étais jeune, il y avait l'espoir en travaillant dur de progresser, de mieux gagner sa vie. On a été la dernière génération à avoir eu cette espérance. Aujourd'hui, en France, en travaillant on n'arrive plus à vivre. Quand je vois les salaires minables, cela me désole » lâche la retraitée.

Vers midi, pause déjeuner devant et au Forum Économique Breton. Plusieurs manifestants sont allés manger un sandwich sur le Sillon ou sur les marches du Palais du Grand Large. En face, sur l'autre quai, c'était déjeuner à bord du Belem et du Français, deux superbes Trois Mâts, pour des participants privilégiés du Forum Économique Breton. Vers 14 h, quelques rares manifestants sont revenus devant le Palais mais la majorité d'entre eux se sont donné rendez-vous à 19 h 30 pour un apéritif sur le rond-point des anciens d'Indochine, à proximité des deux trois mâts où un apéritif attend les participants du forum.

Demain, jeudi 11 septembre, à midi, les manifestants ont prévu de poursuivre leur mouvement devant le Palais du Grand Large qui accueillera Patrick Martin, l'actuel président du Medef France.



ÉCONOMIE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

« Nous avons des coups à jouer » : la stratégie du port de Brest pour devenir un acteur majeur de l'éolien flottant

BrestPort a signé, ce 10 septembre, à Saint-Malo, des accords avec Eolink et Pennavel, deux acteurs de l'éolien flottant. Le port finistérien confirme son intention d'investir dans une plateforme industrielle dédiée à ces projets énergétiques hors-norme.

Le calendrier d'assemblage du démonstrateur d'éolienne flottante développé par Eolink a pris du retard sur le port de Brest. Il pourrait débuter en fin d'année, se concrétiser en 2026 sur le polder dédié aux énergies marines renouvelables. Sa mise à l'eau et son remorquage au large du Croisic, sur le site d'essai de la fondation Open-C, sont prévus au printemps 2027. Ce prototype de 5 MW préfigure des machines de 18 à 20 MW que la société brestoise voudrait industrialiser à Brest avant 2030.

Sur ce long chemin, Eolink a signé, ce mercredi 10 septembre, au Forum économique breton de Saint-Malo, un protocole d'accord avec BrestPort. « Il nous faut trouver les meilleures solutions industrielles, la meilleure architecture de développement, dans un contexte de compétitions avec d'autres technologies éoliennes et d'autres ports. On va rechercher ensemble une offre compétitive », indique Marc Guyot, le président fondateur d'Eolink. « En se confrontant ensemble au réel, on mesure mieux les enjeux, par exemple d'adaptation du design de nos éoliennes pour coller aux futures installations du port et, en même temps, on donne au port des indications sur les configurations souhaitables du polder », complète-t-il.

« Tout en œuvre pour que ça se fasse à Brest »

« L'éolien flottant, après l'éolien posé que nous accueillons déjà depuis quelques années, fait partie des perspectives de modernisation et de diversification des activités du port de Brest. Entre la France et le Royaume-Uni, l'Atlantique, la Mer Celtique et la Manche voire la mer du Nord, nous avons des coups à jouer dans l'éolien en mer. Mais il ne faut pas rater une étape dans le développement du modèle industriel que nous envisageons, le partage d'expériences et d'études avec Eolink nous aide », énonce Christophe Chabert, le président du directoire de BrestPort.

Dans cette optique, il a également signé, à Saint-Malo, un autre accord avec Pennavel, le consortium qui développe un parc éolien flottant de Bretagne-Sud, au large de Belle-Ile-en-Mer à l'horizon

2032. « On met tout en œuvre pour que la fabrication, l'assemblage des éoliennes flottantes de Pennavel se fassent à Brest. Ça nécessite de travailler, ensemble et dans la transparence, sur le modèle industriel et financier à envisager », insiste Christophe Chabert.

« Des infrastructures énormes »

« Nous sommes bien conscients que ça demande des infrastructures gigantesques, et que ce ne sera pas viable pour le port d'investir lourdement pour un seul projet éolien flottant. Nous ne sommes pas, avec cet accord, dans la logique de discussions commerciales entre un client et un prestataire. Nous avons des besoins, des contraintes, nous voulons avancer pour que le modèle de chacun fonctionne », soutient Jérôme Hilt, le directeur du projet Pennavel.

BrestPort et Pennavel devraient prendre leurs décisions d'investissements dans un tempo comparable, avant 2030. On parle de 150 à 200 millions d'euros pour le premier, de 800 millions à un milliard d'euros pour le second. Dans ce match à trois, où en sont Eolink et Pennavel de leurs discussions ? « À ce stade, plusieurs options technologiques restent sur la table : Eolink en fait partie », livre Jérôme Hilt.

par Bruno Salaun



ÉCONOMIE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

Défense : le Crédit Mutuel Arkéa et Bpifrance mobilisent 500 M€ pour aider les petites entreprises à payer leurs factures

Le Crédit Mutuel Arkéa et la banque publique Bpifrance vont mettre à disposition des lignes de financement dédiées aux PME de la défense, souvent en manque de trésorerie pour répondre aux commandes et payer leurs factures.

Des financements pour les petites entreprises de la défense, qui en manquent cruellement. En mars dernier, Éric Lombard, alors ministre de l'Économie, estimait à environ 5 milliards d'euros les besoins en fonds propres du secteur. Et appelait les investisseurs privés à se mobiliser pour dégager des moyens pour le secteur, afin de lui permettre de monter en cadence dans un contexte de réarmement et de tensions géopolitiques grandissantes. Un appel entendu par le Crédit Mutuel Arkéa, qui annonce, ce mercredi 10 septembre, le lancement d'un nouveau dispositif de financement avec la banque publique d'investissement Bpifrance. Montant de l'enveloppe : 500 M€, indique le président du directoire d'Arkéa banque entreprises et institutionnels, Bertrand Blanpain, en marge du Forum économique breton (FEB) à Saint-Malo (35).

Des PME souvent sous-capitalisées

Les fonds, qui seront pour moitié mis à disposition par la filiale de la banque brestoise et le reste par Bpifrance, viendront directement financer les besoins courants des PME de la défense (besoins en fonds de roulement, dépenses d'investissement, opérations de transmission...). « Les entreprises du secteur sont souvent sous-capitalisées », relève Julien Carmona, le président du Crédit Mutuel Arkéa. Or du fait du contexte international, les commandes commencent à arriver ; il faut donc financer l'activité, ce qui n'est pas évident lorsque la trésorerie est tendue. « Il faut aussi payer ses fournisseurs au bon moment », ajoute Bertrand Blanpain. Et ce, même si l'État, principal client des entreprises de la défense, « ne brille pas par son avance ».

Le sujet, c'est la capacité à répondre aux commandes et à payer au bon moment

Courte durée de prêts

Pour aider les PME à payer leurs factures, le Crédit Mutuel Arkéa et Bpifrance vont mettre à leur disposition des « lignes de financement » qu'elles pourront rembourser plus tard, explique Éric Versey, directeur exécutif chargé du financement et du réseau chez Bpifrance. « On pourra aussi payer les factures ensemble pour financer directement le fournisseur », précise celui qui a longtemp

été le directeur de la banque publique en Bretagne. Les fonds seront prêtés pour des durées courtes (quelques mois, en moyenne) et à des taux d'intérêt dépendant du marché et des spécificités de chaque dossier. « Pour les entreprises, le sujet n'est pas vraiment celui de la charge d'intérêts, estime Bertrand Blanpain. C'est plutôt la capacité à répondre aux commandes et à payer au bon moment. »



Eolink et le port de Brest renforcent leur engagement sur l'éolien flottant en Atlantique

Le port de Brest et le spécialiste de l'éolien flottant Eolink ont signé un protocole d'accord (MoU) mercredi 10 septembre à l'occasion du Forum économique breton de Saint-Malo. Un document stratégique qui renforce le partenariat des deux entités en vue d'accompagner le développement de l'éolien en mer dans l'Atlantique.

Bresport, le gestionnaire du port de Brest et la société spécialisée dans l'éolien flottant Eolink, ont signé mercredi 10 septembre un protocole d'accord (MoU) pour renforcer leur collaboration sur le développement de l'éolien en mer sur la façade Atlantique. Les deux entités réunies à l'occasion du Forum économique breton de Saint-Malo ont annoncé l'extension de leur coopération à l'industrialisation de la technologie Eolink sur le port de Brest .

Le partenariat portera notamment sur la nécessaire adaptation de l'infrastructure portuaire aux spécificités industrielles de l'éolien flottant, sur le partage d'information, la mise en commun d'expertises et de connaissances industrielles, le développement d'innovation en lien avec la logistique maritime et les opérations d'assemblage, sur le renforcement d'une filière de formation spécifique aux métiers de l'éolien, et sur les sujets environnementaux.

Baisser le coût de l'éolien flottant

Les deux entreprises, qui collaborent déjà dans le cadre du projet France Atlantique, première éolienne flottante à être assemblée sur le port de Brest, veulent anticiper le futur déploiement de fermes commerciales à horizon 2030, tout en maximisant les retombées économiques et sociales pour le territoire.

Lire aussi : Début du chantier pour renforcer la résistance du polder EMR sur le port de Brest

Les ambitions d'Eolink sur le port de Brest sont fortes, affirme Marc Guyot, président et fondateur d'Eolink. Ce partenariat renforcé va permettre d'accélérer le développement d'Eolink et apporter une contribution décisive de notre technologie innovante à la baisse des coûts dans le secteur de l'éolien flottant, condition nécessaire à son déploiement à grande échelle.

Soutenir la transition énergétique

Le gouvernement français et la filière industrielle de l'éolien en mer se sont engagés à accélérer le développement de l'éolien flottant à moyen et long terme par la signature du Pacte Eolien en mer en 2022. Les objectifs établis par le gouvernement (18GW de capacités installées en 2035, minimum 45GW d'ici 2050) supposent d'augmenter la capacité de production d'1 à 2 GW chaque année jusqu'en 2045.

Pour Christophe Chabert, président du directoire de Brestport, la signature de ce MoU avec Eolink confirme le rôle stratégique du port de Brest dans le développement de la filière de l'éolien flottant. En mettant à disposition nos infrastructures et en accompagnant l'industrialisation de cette technologie innovante, nous réaffirmons notre volonté de soutenir la transition énergétique et de renforcer l'ancrage économique et industriel de la Bretagne.



Christophe Chabert, président du directoire de Brestport, le gestionnaire du port de Brest, et Marc Guyot, président d'Eolink, ont signé un protocole d'accord pour renforcer le développement de l'éolien flottant dans l'Atlantique.

Christophe Chabert, président du directoire de Brestport, le gestionnaire du port de Brest, et Marc Guyot, président d'Eolink, ont signé un protocole d'accord pour renforcer le développement de l'éolien flottant dans l'Atlantique.

Brestport

par Guillaume Joris.



« Bloquons tout ». À Saint-Malo, la manifestation cible un forum économique

Près de 170 manifestants se sont rassemblés ce mercredi 10 septembre 2025 devant le Forum économique breton, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Une mobilisation qui a réuni lycéens, travailleurs ou retraités, certains venus de Dinan (Côtes-d'Armor), sans pour autant déranger l'événement économique.

Rarement le Forum économique breton (FEB) n'aura été aussi animé. D'habitude feutré dans les salles de conférences du Palais du grand large, à Saint-Malo, le rendez-vous de l'économie en Bretagne a été la cible du mouvement « Bloquons tout » du 10 septembre 2025. Si aucune des tables rondes n'a été perturbée, les chefs d'entreprise ont été accueillis par des casseroles et des slogans acerbes lors de leurs allées et venues devant le centre des congrès.

Ce mercredi matin, dès 8 h, une foule disparate s'est agrandie pour atteindre jusqu'à 170 manifestants au pied du bâtiment, dont beaucoup de jeunes et une majorité de femmes. Des lycéens de Saint-Malo, des militants aux visages bien connus des manifestations, mais aussi beaucoup de vingtenaires venus de la région de Dinan (Côtes-d'Armor), avec l'envie de faire passer le message de leur colère aux dirigeants et grands patrons invités du FEB.

Lire aussi : Mouvement « Bloquons tout » : 295 interpellations recensées depuis ce matin en France

« **Moi, je n'ai rien contre les patrons, mais plutôt contre les ultra-riches, qui concentrent les richesses** », explique une manifestante, pancarte « Moins pour les riches, plus pour les pauvres » agrafée à son tee-shirt. Mais de rencontre entre patrons et foule, il n'y en aura pas. Tenus à l'écart de l'entrée par une dizaine de policiers, les manifestants n'auront pu que lancer leurs slogans percutants à la volée. « Taxez les riches », « Rendez l'argent » ou les plus humoristiques « Moins de banquiers, plus de banque » ou « Moins il y a de cheveux, plus il y a d'argent ».

En face, les congressistes ont préféré presser le pas, baisser la tête et foncer dans le hall du Palais sans un regard pour les personnes mobilisées. Quelques participants du FEB ont joué la provoc'en envoyant un baiser à des femmes, huant ou ricanant en passant devant le rassemblement. Mais globalement, c'est sans heurt et même avec bonne humeur que le rassemblement s'est tenu.

Une mobilisation de Dinan à Saint-Malo

Plus tôt dans la matinée, le rassemblement avait démarré près du lycée Jacques-Cartier, où une trentaine de lycéens avaient préféré descendre dans la rue plutôt qu'aller en cours. Le groupe a bloqué un premier rond-point, rejoint par une cinquantaine de manifestants venus en opération escargot de Dinan.

Cette organisation avait été décidée en assemblée générale. « **On préfère bloquer ce rond-point secondaire que celui devant notre lycée, pour ne pas empêcher les secours d'accéder à l'hôpital tout proche** », tempèrent les lycéens, laissant volontiers passer cette infirmière qui devait porter des soins à un patient diabétique. Mais pas cette maman qui voulait forcer le barrage à grands coups de klaxon pour amener sa fille à l'école...

Aux alentours de 9 h, le convoi s'est élancé vers le lycée Maupertuis, dans l'espoir de gonfler les rangs. En vain... À 70, les manifestants ont tout de même temporairement bloqué un autre rond-point, avant de prendre la route du FEB, scandant « Macron démission ». Car les derniers événements politiques ont également nourri la colère des manifestants. « **On est d'autant plus déterminés à descendre dans la rue après l'annonce de la nomination de Sébastien Lecornu hier soir. C'est une provocation absolue et un manque de considération envers le peuple** », estime un militant dinannais.

Au même moment, devant le centre des congrès, Edwige avait enfilé un sac-poubelle sur lequel elle avait inscrit ses revendications. On pouvait y lire « Comme Bayrou, Lecornu : même combat, même issue ». La retraitée était « **remontée, encore plus depuis hier soir. Nommer Lecornu, c'est le summum de la provocation. Je n'avais aucune raison de ne pas être là aujourd'hui !** »



Près de 170 manifestants ont protesté devant le Palais du grand large, à Saint-Malo, lors de l'ouverture du Forum économique breton.

Près de 170 manifestants ont protesté devant le Palais du grand large, à Saint-Malo, lors de l'ouverture du Forum économique breton.

David Ademas / Ouest-France

par Émilie Chassevant Et Enora Paniez.



« Nous aussi, on crève » : émue, une cheffe d'entreprise interpelle les manifestants à Saint-Malo

Alors que les manifestants du mouvement « Bloquons tout » interpellèrent les patrons présents au Forum économique breton de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), une cheffe d'entreprise s'est émue des slogans hostiles. Elle est venue défendre les dirigeants de très petites entreprises.

Son sang n'a fait qu'un tour. Ce mercredi 10 septembre 2025, Julie Bourbon, cheffe d'une petite entreprise de communication à Lanion (Côtes-d'Armor), avait pris son billet pour assister au Forum économique breton, grand rendez-vous du monde de l'entreprise à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). À son arrivée, elle est accueillie, comme d'autres participants, par 170 manifestants du mouvement « Bloquons tout » et le slogan « Tout le monde déteste les patrons ».

« Les entreprises galèrent »

« **L'émotion est montée, on ne peut pas dire ça...** », estime-t-elle. Alors, elle n'a pas hésité à aller s'expliquer avec des manifestantes. Elle aura été la seule, dans la journée, à venir s'adresser à ceux qui criaient leur colère envers les injustices sociales. « **Moi aussi, je suis patronne, j'ai cinq salariés et je prends soin d'eux** », se justifie-t-elle.

Mais surtout, elle veut éviter au maximum les amalgames. « **Il ne faut pas oublier que la France est peuplée de milliers de très petites entreprises, qui galèrent et qui croulent sous les charges. Nous aussi, on crève. Alors, ciblez les grandes entreprises qui ne paient pas leurs impôts en France si vous voulez, mais ne dites pas cela** », plaide, le ventre noué et les yeux pleins de larmes, la dirigeante d'entreprise.

« Merci d'être venue nous voir »

Face à elle, les jeunes manifestantes entament le dialogue, font part de leurs propres difficultés, mais surtout remercient la participante du forum d'être venue les voir. « **On voit un tas de personnes qui passent devant nous sans même nous jeter un regard. Le fait que vous soyez une femme n'est pas anodin** », notent-elles. Une fois son calme retrouvé, Julie Bourbon a promis de revenir voir les manifestants dans l'après-midi, avec une autre proposition de slogan.



À son arrivée au Forum économique breton, à Saint-Malo, Julie Bourbon (à droite) a été choquée par les slogans employés. Elle est allée s'expliquer avec des manifestantes.

À son arrivée au Forum économique breton, à Saint-Malo, Julie Bourbon (à droite) a été choquée par les slogans employés. Elle est allée s'expliquer avec des manifestantes.

Ouest-France

par Émilie Chassevant.



ILLE-ET-VILAINE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

10 M€ prêtés par la Banque des territoires en Ille-et-Vilaine : à quoi vont-ils servir ?

La Banque des territoires a signé plusieurs prêts, ce mercredi 10 septembre, à l'occasion du Forum économique de Saint-Malo. Voici ce qu'il faut retenir.

La Banque des territoires n'est pas venue les mains vides au Forum économique breton (FEB) de Saint-Malo (35). Ce mercredi 10 septembre, la filiale de la Caisse des dépôts a signé deux prêts pour un montant total de près de 10 M€.

Sur ce montant, 7 M€ sont prêtés à la Ville de Saint-Malo pour l'acquisition des murs de l'ancienne École nationale supérieure maritime (ENSM) auprès de l'État. C'est là que la municipalité malouine souhaite implanter son futur musée maritime, baptisé l'Hydro. Un projet d'un montant total de 44 M€, évoqué de longue date à Saint-Malo et qui fait des remous au sein de l'opposition. En juillet, le premier adjoint de la Ville, Jean-Virgile Crance, a indiqué que la vente des bâtiments de l'ex-ENSM devrait intervenir en septembre-octobre.

Près de 3 M€ pour la rénovation énergétique des bâtiments publics

Le deuxième prêt signé par la Banque des territoires s'élève à 2,9 M€. Il est contracté par le Syndicat départemental d'énergie (SDE) d'Ille-et-Vilaine pour financer des travaux de rénovation énergétique dans des bâtiments publics (écoles, mairies, salles polyvalentes...) dans 11 communes rurales : Val-Couesnon (deux projets), Retiers, Bains-sur-Oust, Domagné, Maxent, Corps-Nuds, Saint-Germain-sur-Ille, Andouillé-Neuville, Le Verger, Brécé et Romagné.

« Le prêt [...] accordé ce jour par la Banque des territoires entre dans un accompagnement financier mutualisé à l'échelle départementale par le SDE35. L'innovation du dispositif, c'est de faire bénéficier à des communes de petite taille des mêmes conditions économiques de financement que les communes urbaines », expliquent la Banque des territoires et le SDE35, dans un communiqué.



« Je pense que d'autres clients s'équiperont de la frégate FDI », veut croire le PDG de Naval group

Lors d'un déplacement à Saint-Malo mercredi 9 septembre, le PDG de Naval group a réagi à l'actualité internationale et notamment l'échec de la vente de sous-marins au Canada et de frégates à la Norvège.

Invité du Forum économique breton (Feb) à Saint-Malo mercredi 10 septembre, le PDG de Naval group Pierre Éric Pommellet est revenu sur les échecs du chantier naval, cet été, pour vendre des sous-marins au Canada et des frégates de défense et d'intervention (FDI) à la Norvège. Dans l'opinion publique, c'est plus facile de retenir les échecs que les succès. On ne peut pas tout gagner, partout, tout le temps, a-t-il répété. Je pense qu'on aura d'autres clients qui s'équiperont de la FDI, estime-t-il.

Dans un effort pour contrebalancer ces échecs, il a souligné que la période estivale avait été l'occasion de lancer officiellement le contrat obtenu en 2024 de deux sous-marins Scorpène pour l'Indonésie, et confirmé la signature de prestations avec le Brésil qui construit actuellement son premier sous-marin nucléaire en coopération avec Naval group.

Lire aussi : « On avait la meilleure frégate » : pourquoi la Norvège a préféré le modèle britannique au français

« Une digue a sauté » dans la finance

Après la mise à jour de la loi de programmation militaire (LPM) annoncée par le président Emmanuel Macron en juillet, la nomination, mardi 9 septembre, du ministre des Armées Sébastien Lecornu comme Premier ministre en remplacement de François Bayrou, éjecté par l'Assemblée nationale, devrait en toute logique profiter à Naval group et au secteur de la défense - si toutefois Sébastien Lecornu dure à son poste, ce qui est loin d'être acquis à ce stade.

Pierre Éric Pommellet, lui, a déjà constaté un changement notable sur le soutien des banques aux milieux de l'industrie, de la défense et du nucléaire depuis une dizaine d'années, porté par les soubresauts géopolitiques. Une digue a sauté sur le financement de l'industrie de défense, explique-t-il.

Une tendance mise en avant en mars dernier lorsque Euronext, la place boursière qui héberge le Cac 40, avait décidé d'évincer les valeurs de défense de son indice vertueux ESG (environnemental, social et de gouvernance) avant de rétropédaler sous le feu des cri-

tiques. Une autre illustration de ce rapprochement est venue mercredi, pendant le Feb : le Crédit Mutuel Arkea a annoncé créer une filière « défense & souveraineté » afin de soutenir de manière ambitieuse et durable les PME et ETI du secteur



Le PDG de Naval group Pierre Eric Pommellet dit être confiant dans les capacités du chantier à vendre sa FDI à d'autres pays que la Grèce, après un échec récent en Norvège.

Le PDG de Naval group Pierre Eric Pommellet dit être confiant dans les capacités du chantier à vendre sa FDI à d'autres pays que la Grèce, après un échec récent en Norvège.

Loic Venance/AFP

par Denis Blin.



Défense : le Crédit Mutuel Arkéa va financer davantage les PME et ETI du secteur

Le Crédit Mutuel Arkéa annonce la création d'une filière « Défense & Souveraineté » formée autour d'un financement bancaire doté de 500 millions d'euros et de deux fonds d'investissement.

Sébastien Lecornu, ancien ministre des Armées et nouveau Premier ministre, le rappelait encore il y a un mois : en Bretagne, l'économie de défense représente un peu plus de 16.370 emplois répartis dans les 246 PME et ETI sous-traitantes de l'industrie, pour un total de 3,6 milliards d'euros de paiements directs du ministère des Armées en 2025. Cette année, l'armée investira un total de 350,6 millions d'euros dans ses infrastructures régionales, faisant directement contribuer 976 PME et ETI.

Lire aussi Défense : la Bretagne s'organise pour répondre aux besoins militaires

C'est dans cet écosystème appelé à croître et au sein de la base industrielle et technologique de défense (BITD) française, que la banque mutualiste Crédit Mutuel Arkéa, dont le siège est à Brest, se place en position offensive.

Fort de son ancrage territorial et de sa stratégie de financement de l'économie réelle (quasiment 100% de l'activité, 25% d'entreprises), le groupe bancaire coopératif a annoncé au Forum économique breton, qui s'ouvre ce mercredi à Saint-Malo, la création d'une filière « Défense & Souveraineté ».

Celle-ci fonctionnera comme les autres filières déjà existantes (agri-agro, maritime, immobilier) avec l'ambition de déployer diverses solutions de financement pour soutenir les PME et ETI du secteur. En partenariat avec Bpifrance, la filiale Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels dégagera notamment d'ici à la fin de l'année une enveloppe de 500 millions d'euros afin de financer le besoin en fonds de roulement (BFR) des entreprises (rang 1, 2, ou 3) de la BITD investie sur des sujets de souveraineté.

Activités civiles et militaires, new space

Le critère sera la commande publique ou celle d'une grande organisation qui s'insère elle-même dans une commande publique.

« Dans un contexte où la souveraineté économique et industrielle s'impose comme un enjeu stratégique majeur, le Crédit Mutuel Arkéa franchit une nouvelle étape » a affirmé Julien Carmona, président du groupe bancaire, lors d'une conférence de presse mercre-

di, tout soulignant que cela n'entraîne pas en contradiction avec les valeurs de la RSE ni celles de la raison d'être de la société à mission.

« En tant que banque territoriale dans le Grand Ouest, nous finançons et encourageons déjà quelque 350 acteurs de la BITD. À partir du moment où l'État entend soutenir la croissance de ce secteur par des commandes, il est important, pour une question d'intérêt public collectif, que les acteurs financiers fassent de même. L'idée est donc de répondre aux besoins spécifiques de l'industrie défense, permettre sa croissance en proposant une offre globale et une bonne circulation de l'information entre nos équipes », a ajouté le banquier.

Fonds de dette privée à 250 millions d'euros

À côté du volet bancaire, deux volets financiers vont constituer l'offre de la filière. La banque va ainsi lancer un fonds de dette privée, ou dette à long terme (dette senior voire mezzanine), ouvert à des investisseurs. Dédié plus largement à un ensemble de secteurs définis par la souveraineté - défense, numérique, sécurité, industrie-, France Souveraineté PME vise à lever, à partir de 2026, 250 millions d'euros au profit d'une majorité d'entreprises en dehors de l'Île-de-France.

« Il s'agit de permettre aux investisseurs de diversifier leurs engagements et leurs risques » précise le président du groupe, qui sera gestionnaire d'actifs via Arkéa Asset Management.

Un autre fonds, cette fois en equity (fonds propres et investissement minoritaire), est en cours de constitution chez Arkéa Capital. Il ciblera par exemple les entreprises familiales, telles que Piriou dont Arkéa est déjà actionnaire, qui ne veulent pas perdre le contrôle de leur capital.

Hausse du soutien régional au secteur militaire

Pour la banque mutualiste, qui au premier semestre 2025 a réalisé un résultat net part du groupe à 196 millions d'euros, en progression de 29 millions d'euros par rapport à la même période de 2024, l'ouverture de cette filière se situe dans la ligne de son plan stratégique, Faire 2030. Dont l'objectif est de renforcer la place du Crédit Mutuel Arkéa comme acteur clé du développement des territoires, au niveau local comme national.

Sa démarche sur la souveraineté fait écho à la stratégie de l'État mais aussi à celle de la Région Bretagne. Soutien du secteur militaire, des PME et sous-traitants industriels depuis trois ans, la collectivité souhaite réengager sur ce sujet 7 millions d'argent euro-

péen. Son président l'a annoncé à la presse la veille de l'ouverture du FEB.

par Pascale Paoli Lebailly



La photo, c'est d'abord de l'émotion, l'IA n'est donc pas une menace pour Ewan Lebourdais, photographe de Marine - ici

Brest

Il est photographe et peintre officiel de la Marine Nationale, natif de Rennes et installé à Brest ; ce capitaine de frégate de réserve citoyenne est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages et sa dernière exposition, créée pour le Forum Economique Breton, a pour titre: Titans des mers

Pour saisir les plus beaux instants, ce passionné prend souvent des risques, mais quel danger représente pour lui la fameuse IA ? Sans déflorer son propos, il y voit surtout des avantages.

Et quand il s'agit de citer la plus belle plage de Bretagne, c'est à Roscoff qu'il nous emmène...

Il prend part à une exposition collective a lieu à Versailles, de novembre 2025 à juin 2026.

par Christine Zazial



Une majorité de Bretons prête à utiliser l'eau recyclée selon un sondage commandé par Veolia

Face aux risques de manque d'eau, 85 % des Bretons accepteraient de manger des aliments issus d'une agriculture utilisant l'eau recyclée. 62 % sont prêts à boire de l'eau potable issue du recyclage des eaux usées. C'est ce que démontre un sondage réalisé par Veolia et le cabinet d'études Elabe. Le leader français de l'eau et de l'assainissement va le rendre public au Forum économique breton (Feb) qui ouvre à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) ce mercredi 10 septembre 2025.

La Bretagne est face à deux défis majeurs : sa souveraineté énergétique (elle produit moins de la moitié de l'électricité dont elle a besoin) et une crise de l'eau (un tiers de ses masses d'eau sont en bon état écologique selon l'Agence Loire-Bretagne). Le groupe Veolia arrive au Forum économique de Bretagne (Feb), ce mercredi 10 septembre 2025, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), avec un sondage inédit sur l'adhésion des Bretons à la transformation écologique.

Celui-ci démontre que face aux pollutions et aux dérèglements climatiques, 85 % d'entre eux sont favorables aux solutions qui pourraient changer la donne, pourvu qu'elles protègent leur santé et l'économie de leur région. 72 % d'entre eux réclament une action collective des entreprises régionales, de l'État, des collectivités locales et des citoyens.

« C'est beaucoup. C'est une forme de solidarité du territoire qui s'exprime, décrypte Jean-François Nogrette, directeur général de Veolia France. Il y a un certain pragmatisme et une maturité des Bretons, un terreau pour que l'action collective soit acceptable. »

Lire aussi : ENTRETIEN. Pour éviter le manque d'eau potable, « la Bretagne doit changer de braquet »

Boire de l'eau potable issue du recyclage des eaux usées

Les chiffres les plus décoiffants de ce sondage démontrent jusqu'où les Bretons sont prêts à aller. 85 % d'entre eux accepteraient de manger des aliments issus d'une agriculture qui utilise de l'eau recyclée « **pour réduire les risques de manque d'eau pour la consommation, l'agriculture et l'économie de la région** ». 73 % sont prêts à en accepter le surcoût. 62 % sont prêts à boire de l'eau potable issue du recyclage des eaux usées pour les mêmes raisons.

Même adhésion au changement en matière d'énergie décarbonée et de souveraineté énergétique. 73 % des Bretons se disent prêts à vivre à proximité d'un site de production d'énergie peu carbonée, à partir des déchets non recyclables et de la biomasse de la région, **« pour réduire les émissions de CO2 de la Bretagne et sécuriser son approvisionnement en énergie ».**

Lire aussi : Crise de l'eau potable. Pourquoi la Bretagne pourrait en manquer à l'automne

« Il y a une place pour le recyclage de l'eau »

Ce sondage, mené par le cabinet Elabe en mars 2025 auprès d'un millier de Bretons, **« va guider »** Veolia **« dans ses choix »**, indique Jean-François Nogrette, alors que le leader français de la gestion des services d'eau et d'assainissement pour les collectivités et les industriels **« va devoir proposer des solutions »**. En clair, le groupe (1 500 salariés en Bretagne) avait besoin de connaître le niveau d'acceptabilité des Bretons concernant la réutilisation des eaux usées ou de la production d'énergie décarbonée à partir de déchets non recyclables.

Veolia, présent en Bretagne pour près de 500 000 personnes dans l'eau potable, 400 000 dans les eaux usées et 400 000 dans le traitement des déchets, s'est déjà engagé sur cette voie. À Quimper, il teste le fonctionnement des véhicules de collecte de biodéchets au méthane produit par ces biodéchets ou une benne à ordures utilisant de l'hydrogène. À Concarneau, Rennes ou Quimper encore, le groupe produit du chauffage à partir de l'eau usée et des déchets non recyclables. À Dinard, il projette de réutiliser des eaux usées pour le stade et les serres municipales. À Lorient, ce sera pour les balayeuses.

« On se demande pourquoi on ne l'a pas fait avant », s'interroge Jean-François Nogrette. La réponse se trouve peut-être dans la suite de son commentaire. **« Ce sondage nous donne confiance dans le fait qu'il y a une place pour le recyclage de l'eau même s'il faut convaincre et qu'il faut un peu de courage politique. »**



62 % de Bretons sont prêts à boire de l'eau potable issue du recyclage des eaux usées « pour réduire les risques de manque d'eau pour la consommation, l'agriculture et l'économie de la région ».

62 % de Bretons sont prêts à boire de l'eau potable issue du recyclage des eaux usées « pour réduire les risques de manque d'eau pour la consommation, l'agriculture et l'économie de la région ».

Thomas BREGARDIS / Archives Ouest-France

par Laetitia Jacq-Galdeano.



Direct. Bloquons tout : une opération escargot menée sur la 4 voies vers Saint-Malo

C'est le Jour J pour le mouvement Bloquons tout. Un convoi d'une trentaine de véhicules vient d'arriver à Saint-Malo après avoir mené une opération escargot sur la 4 voies.



Circulation perturbée par les manifestants du mouvement Bloquons Tout, sur la 4 voies Rennes Saint-Malo, ce mercredi 10 septembre 2025.
©Le Pays Malouin / Samuel Sauneuf

C'est le grand jour pour le mouvement « Bloquons Tout ». Plusieurs actions sont, depuis ce matin, mercredi 10 septembre 2025, menées en Ille-et-Vilaine, notamment sur la rocade de Rennes où la situation est assez tendue.

On fait le point à Saint-Malo.

9h : une quarantaine de personnes devant le Palais du Grand Large

Les manifestants sont de plus en plus nombreux devant le Palais du Grand Large où les acteurs économiques de la région ont rendez-vous pendant deux jours à l'occasion du Forum économique breton. Une quarantaine de personnes sont présentes avec des pancartes et des casseroles. D'autres manifestants, qui se rejoignaient devant le lycée Jacques Cartier, doivent venir grossir les rangs au cours de la matinée.



Ambiance aux abords du Forum économique breton qui se tient pendant deux jours à Saint-Malo. ©Le Pays Malouin / Thomas Savalle



Les manifestants affichent leurs revendications devant le Palais du Grand Large. ©Le Pays Malouin / Thomas Savalle

8h: opération Escargot

A Saint-Malo, un convoi d'une trentaine de véhicules, parti de Dinan, est arrivé dans la cité corsaire avant 9h, après avoir mené une opération escargot sur la départementale 137.

Cette longue procession des manifestants a généré d'importants ralentissements sur la 4 voies où il a bien fallu, aux centaines d'automobilistes bloqués, prendre leur mal en patience.

Objectif : le Forum Économique Breton

Les « bloqueurs dinannais » prévoient de rejoindre leurs homologues malouins afin de perturber le Forum Économique Breton, qui se tient pendant deux jours, au Palais du Grand Large, à Saint-Malo.

Votre région, votre actu ! Recevez chaque jour les infos qui
comptent pour vous. S'inscrire

par Redaction Saint-Malo



10 septembre: à Dinan, des manifestants cherchent à perturber la grand-messe des patrons bretons

Actualités
Politique
Économie
Police-Justice
Insolite
International
Tech
Sciences & Nature
People & Culture

Plusieurs centaines d'actions sont attendues partout dans le pays pour cette journée "Bloquons-tout" du 10 septembre. Des actions visant notamment les grands axes routiers en Bretagne. A Dinan dans les Côtes-d'Armor, une opération escargot est en cours en direction de Saint-Malo.

Les premiers blocages de la mobilisation du 10 septembre¹ prennent forme ce mercredi. A Dinan, dans les Côtes d'Armor, une opération escargot est en cours. Une traintaine de véhicules convergent actuellement vers Saint-Malo. Ils sont encadrés par des motards de la gendarmerie.

Ces manifestants qui roulent à 30 km/h ont créé un important ralentissement sur la nationale. Parmi eux Jean-François.

"C'est une occasion de marquer notre désaccord. De montrer que le macronisme et tout ses avatars que ce soit Bayrou, Lecornu, ou ceux d'avant, ça a fait énormément de mal au pays et ça continue d'en faire. Ça fait 7 ans qu'on nous dit qu'il faut se serrer la ceinture, 7 ans qu'on se serre la ceinture et que c'est les riches qui s'enrichissent. Y en a marre. Tout bloquer c'est une manière de dire, on arrête ce système, on n'en veut plus", appuie-t-il.

A LIRE AUSSI - Toulouse, Bagnolet, Dinan... Les blocages et mobilisation du 10-Septembre ont démarré¹

Cette manifestation, doit mener à Saint-Malo, à une trentaine de kilomètres. Là-bas, les manifestants doivent retrouver des lycéens qui bloquent un rond-point pour ensuite aller perturber le Forum économique breton. C'est la grande messe du patronat local, selon les manifestants.

D'autres points de blocage en Bretagne

Combien seront-ils? Difficile à dire, mais les échanges se sont accentués ces dernières heures sur Telegram. À Dinan, mais pas

seulement, de nombreuses villes bretonnes sont mobilisées en ce 10 septembre.

À Nantes, des blocages sont en cours près de l'aéroport. À Rennes, c'est la rocade qui pourrait être bloquée dans les minutes. Le rendez-vous a été fixé à 6h30, là aussi. Des actions particulièrement surveillées par les autorités. D'autres rassemblements sont prévus un peu plus tard dans la matinée dans le centre-ville de Rennes, notamment, où les commerçants ont commencé à se barricader dès mardi soir.

En Normandie, région voisine, un viaduc est bloqué ce mercredi matin à Caen ainsi qu'une partie du périphérique. A Paris, étudiants et syndicats ont prévu de se rassembler en début d'après-midi place du Châtelet.

dossier :

Mouvement du 10 septembre: blocages et colère sociale

1

10-Septembre: "Certains confondent droit de manifester et droit de casser", dénonce la porte-parole de la police nationale

"On va perdre une journée de chiffre d'affaires": à Paris, les commerçants redoutent cette journée du 10 septembre

Qui est Julien Marissiaux, à l'origine du mouvement "Bloquons-tout" ?

Actualités
Politique
Économie
Police-Justice
Insolite
International
Tech
Sciences & Nature
People & Culture

par Martin Lange et Guillaume Descours



ENTRETIEN. « Les PME font face à l'incertitude », dit la directrice banque commerciale BNP Paribas

La directrice de la banque commerciale de BNP Paribas, Isabelle Loc, sera au forum économique breton. Devant un nouvel attentisme, lié au contexte général, la banque va plus particulièrement suivre ses clients PME dans cette période chahutée.

La banque commerciale BNP Paribas, qui emploie 23 000 personnes en France, a vu son produit net bancaire, le chiffre d'affaires généré par les services bancaires passer à 1,73 milliard d'euros, en hausse de + 3,6 % sur un an. Un début d'année intense que commente Isabelle Loc, sa directrice générale, comme le plan stratégique 2030, avant sa venue au Forum économique breton.

Une rentrée politique instable et sociale chahutée, comment jugez-vous la situation économique pour les entreprises dans ce contexte ?

Nous avons eu un premier semestre très actif, où les clients « **entreprises** » ont réellement fait avancer des projets qu'ils avaient déjà. Le début d'année a été très dynamique. Aujourd'hui, nous constatons un certain attentisme, surtout pour les PME. Certains qui avaient des décisions d'investissement attendent. Nous sommes sollicités sur des conseils et les projets restent conséquents mais il est vrai que l'incertitude est là. Ce constat est moins vrai pour les grandes entreprises ou ETI, entreprise de taille intermédiaire, qui ont souvent les reins plus solides pour avancer dans ce contexte. Notre attention se porte donc davantage sur les PME. Elles doivent prioriser leurs investissements et elles ont besoin d'expertises pour faire ces choix.

Quels leviers pouvez-vous activer pour aider les PME dans cette situation ?

Dans la période, nos dirigeants de PME sont très bien formés au pilotage, et ce, même dans les moments tendus. Ils ont confiance dans leur résilience. Ils savent qu'il faut une gestion de trésorerie très fine et diminuer les coûts. Nous devons leur faire gagner du temps dans leurs choix. Nous mobilisons tous nos outils disponibles au sein du Groupe BNP Paribas. Nos salles de marchés régionales sont par exemple très sollicitées par nos clients. Tout comme notre ingénierie bancaire pour des fusions ou acquisitions. Je ne vois pas l'endettement des entreprises augmenter. Nous arrivons à la fin des PGE, prêts garantis par l'État, déclenchés au moment du Covid, sans tensions.

L'innovation est de plus en plus difficile à financer dans ce contexte, que proposez-vous ?

Au niveau des start-up, les acteurs de financement sont plus sélectifs. On arrive à la fin d'un cycle d'investissements, dans lequel ils étudient leurs rendements. Pour autant la gestion du risque doit se poursuivre. Nous sommes historiquement la banque de la French tech et de l'innovation. Nous venons d'ailleurs d'intégrer le programme "Je choisis la French tech" pour montrer l'exemple et choisir en priorité lorsque c'est possible des prestataires de services issus de la French tech. Nous devons continuer à financer l'innovation.

Vous êtes un acteur majeur du financement de la défense ?

Oui. Du fait de nos liens historiques avec le BITD, la base industrielle et technologique de défense, nous avons été très vite sollicités lors des accélérations européennes dans ce secteur. Nous finançons, à hauteur de 24 milliards d'euros en Europe, dont 12 milliards en France, les entreprises du secteur de la défense à fin 2024.

Et sur la transition énergétique ?

Nous avons des positions sectorielles et nous avons déjà des exclusions de financement comme pour le charbon par exemple. Nous nous rendons surtout compte que les clients font eux-mêmes leurs choix durables sur des secteurs d'avenir. Ils ont des trajectoires qu'ils adaptent, en fonction de leur activité et de leur maturité. Tout le monde n'a pas le même point de départ.

Vous serez au Forum économique Breton, comment se comporte l'Ouest dans ce contexte ?

La grande région Ouest fait partie de nos territoires les plus dynamiques en France. La région tire son épingle du jeu en termes de croissance. Nous accompagnons plus de 500 000 clients particuliers et plus de 5 000 entreprises entre grands groupes, ETI et PME et ce, dans des secteurs très variés. Nos relais conseillers sont très sollicités via nos 200 agences, sept centres de banque privée, trois centres d'affaires et deux centres d'innovation. Ils répondent en proximité aux demandes de nos clients de la région. Mon déplacement au Feb me permettra de rencontrer les entrepreneurs de la région, d'échanger sur leurs projets et également de les entendre sur la période actuelle.

Du côté de la clientèle des particuliers, voyez-vous les projets immobiliers se maintenir ?

Nous avons une croissance des encours des crédits immobiliers de près de 2 %. Avant, nous étions sollicités sans toujours voir les projets aboutir. Aujourd'hui, les études aboutissent à des crédits quand le projet est au bon prix du marché.

Doit-on craindre des montées de taux avec l'endettement de la France ?

Chaque banque a ses indices de référence pour déterminer ses taux de crédits. On dit souvent que si l'OAT (N.D.L.R obligations assimilables du Trésor à long terme) grimpe, les taux montent. Mais pour établir un taux de crédit, l'OAT n'est pas l'unique variable. Les taux suivent un ensemble de variables, comme les taux de la BCE ou encore l'antériorité de la relation avec nos clients.

L'épargne des Français n'a jamais été aussi importante, vous le constatez aussi ?

Oui, nous connaissons une collecte record de l'épargne. Nous constatons surtout que cette épargne est très diversifiée dans un contexte de taux stable. Nos clients peuvent choisir une épargne longue comme l'assurance vie ou plus courte selon leurs besoins. Nous avons surtout une grande gamme de produits d'épargne qui viennent financer l'économie réelle à travers notamment nos fonds d'investissement responsable, vers les PME ou la défense. Cette épargne ne dort pas, elle va très souvent dans les entreprises, via les supports choisis par nos clients et la prise de risque souhaitée.

Un mouvement comme « bloquons tout » peut vous inquiéter ?

Nous suivons les différents mouvements avec attention.

Vous avez lancé une nouvelle stratégie de conquête, qui passe par une nouvelle organisation au niveau des agences. Le plan est arrêté ?

Notre seule stratégie est le pragmatisme pour nos 1500 agences plutôt urbaines. Nous n'avons pas d'idées préconçues sur les futurs formats d'agences. Je n'ai pas d'objectifs de fermetures d'agences. Notre entreprise s'adapte aux usages de nos clients pour avec la marque BNP Paribas ou notre banque en ligne Hello bank !. Nous suivons les usages des clients et la fréquentation en agence. En 2024, nous avons eu 1 milliard d'interactions sur l'application mobile, 40 millions à distance et 1,5 million de rendez-vous physiques en agence. Il faut s'adapter à cette réalité.

Chaque année, nous étudions les évolutions de nos activités dans nos différents territoires avec pour objectif d'avoir des agences avec au moins 5 conseillers. Nous le faisons actuellement avec les organisations syndicales dans le cadre de notre plan stratégique à horizon 2030 qui ne prévoit pas de plan social.

Où en êtes-vous avec l'Intelligence artificielle ?

Nous avons plus de 800 cas d'usages en production, dont une bonne partie vient de la banque commerciale en France. Un exemple ? Nous testons un assistant virtuel pour les conseillers. Pour les prêts immobiliers, l'IA fait également une lecture intelli-

gente des données des documents transmis. Cela nous a permis de réduire de onze à cinq jours le délai d'instruction d'un projet. Nous sommes en partenariat avec Mistral IA pour coconstruire avec eux des solutions d'IA, notamment dans nos marchés de capitaux, secteur extrêmement sensible. Par ailleurs, nous disposons de nos propres data centers pour des raisons évidentes de sécurité financière.

Il y a récemment eu une panne de paiement au sein d'un groupe bancaire, c'est une crainte pour vous ?

Le paiement est le secteur le plus critique dans notre métier. La panne comme la cyberattaque sont traquées quotidiennement. C'est même devenu, pour la fraude, une de nos préoccupations majeures tant la recrudescence est en hausse comme la sophistication extrême dans les manières d'agir des fraudeurs. Nous avons une équipe dédiée à ces sujets. Nous sensibilisons régulièrement les clients car ces derniers doivent toujours rester vigilants. Je le rappelle : on ne donne jamais son code ou on ne valide pas une opération qu'on n'a pas soi-même déclenchée.



La banque commerciale BNP Paribas emploie 23 000 personnes en France.

La banque commerciale BNP Paribas emploie 23 000 personnes en France.

REUTERS

par Élisabeth Montaufray-Bureau.



BRETAGNE

LIVENEWS : LETELEGRAMME.FR

DIRECT - Grève du 10 septembre en Bretagne : plusieurs AG à venir

Après la chute du gouvernement Bayrou lundi, place aux blocages et manifestations. Suivez en direct les temps forts du mouvement "Bloquons tout", ce mercredi 10 septembre 2025, en Bretagne et en France.

Direct en cours 10 septembre 2025 à 09h09

Accédez au direct de votre territoire

En ce jour de mobilisation en Bretagne, plusieurs directs vous permettront de suivre, au fil de la journée, la situation au niveau des différents territoires bretons.

Aujourd'hui

17h29

Rennes : la journée de mobilisation en vidéo

17h24

A Paris, l'incendie d'un immeuble a été maîtrisé

Un incendie a endommagé la façade d'un immeuble dans le centre de Paris, alors que des manifestants faisaient face à des policiers. L'incendie s'est déclaré à l'intérieur d'un restaurant avant d'atteindre une façade végétalisée qui est partie en fumée. Des policiers ont d'abord tenté d'éteindre les flammes dans le restaurant à l'aide d'extincteurs récupérés chez des voisins, sans succès. Des sapeurs-pompiers sont intervenus quelques minutes après et ont rapidement maîtrisé l'incendie.

\ud83d\ude34 \ud83d\ude3 DIRECT - Mouvement "Bloquons tout" le 10 septembre : violent incendie dans un restaurant à Paris. #franceinfo#canal16pic.twitter.com/72wjhzE0wK

— franceinfo (@franceinfo) September 10, 2025

Des manifestants ont scandé "bravo la police !", selon des images filmées par l'AFP, et ont accusé les forces de l'ordre d'avoir lancé une grenade de gaz lacrymogène en direction du restaurant après une charge policière. La procureure de la République a, de son côté, indiqué que l'incendie a peut-être été provoqué involontairement par une intervention policière.

17h17

Fin de la mobilisation à Concarneau

A Concarneau, les militants ont atteint, à 17 h 10, leur destination finale : l'hôtel de ville. Après plus de 11 km parcourus à travers les points névralgiques de la ville, les militants ont applaudi avant de se donner rendez-vous jeudi prochain pour un acte II.

17h11

Dans le Finistère, des blocages "sans impact majeur sur la circulation"

La préfecture du Finistère a souligné que "la majorité des rassemblements non-déclarés s'est déroulée dans le calme, grâce à l'intervention des forces de l'ordre. Les tentatives répétées de blocage des axes routiers ont été maîtrisées. Seuls subsistent de petits regroupements à Quimperlé et Concarneau, sans impact majeur sur la circulation".

Abonnés Ils ont rejoint ou fui « Bloquons tout » à Brest : « On cherche une autre façon de bouger »

Ils s'appellent Lili, Virginie, Morgan ou Patricia et ont de 20 à 56 ans. Sans étiquette politique ni engagement syndical, ils ont écouté ou rejoint le mouvement « Bloquons tout », à Brest. Des nouveaux venus qui espèrent de nouveaux moyens de mobilisation.

¹17h07

Le point de la préfecture du Finistère sur les manifestations à Quimper, Morlaix et Quimperlé

La préfecture du Finistère a fait le point sur les blocages à Quimper, Morlaix et Quimperlé. A Quimper, "la partie du cortège qui s'était rendue de manière non-déclarée vers le giratoire de Kérustum, le parking de l'Intermarché, puis le centre-ville a finalement été dispersée avec l'appui des forces de l'ordre pour mettre fin à un blocage de la circulation sur les quais de l'Odet. Quelques tags sont à déplorer sur le lieu de rassemblement". A Morlaix et à Quimperlé, les manifestations "se sont achevées sans heurts".

17h02

A Brest, "150 individus radicalisés" dans le centre-ville, selon la préfecture

A Brest, en fin de manifestation près du port, "environ 150 individus radicalisés, souvent cagoulés et grimés, affiliés à la mouvance ultragauche, se sont rendus de manière non déclarée vers le centre-ville. Ils ont notamment tenté de pénétrer dans le centre

commercial Leclerc et ont affronté les forces de l'ordre", a annoncé la préfecture du Finistère.

La préfecture a précisé que "grâce à l'intervention de la police, aucune dégradation des commerces n'a été constatée, bien que quelques tags aient été relevés".

16h40

A Saint-Malo, ce jeudi, un "comité d'accueil" pour le patron du Medef

A Saint-Malo, un "comité d'accueil" est prévu, ce jeudi (à 12 h), devant le Palais du Grand Large pour l'arrivée du patron du Medef, Patrick Martin, Ce dernier interviendra au forum économique breton entre 12 h et 12 h 45.

16h14

La façade d'un immeuble en feu dans le centre de Paris

La façade d'un immeuble situé dans le centre de Paris était en flammes ce mercredi après-midi, alors que des manifestants faisaient face à des policiers à proximité.

Un important panache de fumée s'élevait peu après 16 h d'une façade d'un immeuble léchée par des flammes près de la place du Châtelet, et des pompiers s'affairaient pour éteindre le feu pendant que les forces de l'ordre évacuaient les alentours. Un restaurant serait également touché par les flammes.

Depuis 15 h, la station Châtelet-Les Halles, plus grande gare souterraine d'Europe, est fermée et pas desservie, "en raison des mesures de sécurité ordonnées par les forces de l'ordre", selon le compte du RER D sur X.

ALERTE INFO - Un restaurant et un immeuble prennent feu en direct à Châtelet. Les habitants ainsi que les clients ont été évacués. (témoins) #manifestation#10septembre2025pic.twitter.com/1zEZv1adk1

— Le Fil d'Info (@LeFilInfo) September 10, 2025 16h08

A Paris, des tensions près de Chatelet

A Paris, où plusieurs centaines d'étudiants s'étaient rassemblés dans la matinée devant la Sorbonne, plusieurs milliers de manifestants, dont beaucoup de jeunes, étaient réunis en début d'après-midi place du Châtelet dans une ambiance d'abord festive puis un peu plus tendue.

C'est plein \ud83d\ude25#10septembre2025pic.twitter.com/EJAI-FEwd6J

— Ritchy Thibault (@ritchy_thibault) September 10, 2025 15h50

A Marseille, Lyon et Montpellier, des manifestations et des affrontements

A Marseille, ce mercredi, 8 000 manifestants ont participé à la manifestation déclarée, selon la police, 30 000 selon un membre de l'organisation du 10 septembre, et 80 000 selon la CGT. Un millier de personnes ont tenté de s'introduire dans la gare Saint-Charles, certains jetant des bouteilles en verre. Ils ont été repoussés par les CRS sous les gaz lacrymogènes. Selon une journaliste de l'AFP, des trottinettes et des vélos électriques en libre service ont été incendiés, des vitrines et distributeurs vandalisés.

Block Everything Movement \ud83d\udea8
Thousands of French people are protesting on the streets of Marseille, France.

Their goal: cripple the Economy and get President Emmanuel Macron out.

Video \ud83d\udcf7
#sébastienlecornu#France#Protest#PMpic.twitter.com/GV-zEYAi7ev

— Mayank (@mayankcdp) September 10, 2025

A Lyon, ils étaient environ 8 000 personnes, selon la préfecture. Des cortèges spontanés se sont détachés dans l'après-midi, provoquant des affrontements avec les forces de l'ordre qui ont utilisé du gaz lacrymogène face à des groupes de manifestants, dont certains lançaient des pavés selon un journaliste de l'AFP.

Bloquons tout. A Lyon, environ 3000 personnes rassemblées à mi-journée selon la préfecture. "Intervention des forces de l'ordre pour stopper les cortèges sauvages." <https://t.co/BeE9rettqv>
pic.twitter.com/Twqc3X2Ixj

— France 3 Rhône-Alpes (@F3Rhône_Alpes) September 10, 2025

A Montpellier, quelque 6 000 personnes ont répondu à l'appel de "Bloquons tout", selon les autorités. Les CRS ont fait usage de gaz lacrymogène lorsque des manifestants ont tenté de quitter la place de la Comédie pour emprunter la principale artère commerçante dans le centre piétonnier. Vers 14 h, un face-à-face a eu lieu entre les manifestants et les CRS, qui ont fait usage d'un canon à eau et de gaz lacrymogènes, a constaté un journaliste de l'AFP.

15h44

SNCF : la ligne Toulouse-Auch coupée, des occupations de gares déjouées

La SNCF a annoncé que la circulation restait "interrompue entre Toulouse et Auch en raison d'un acte de malveillance ayant dégradé des câbles cette nuit. Elle le restera toute la journée". Egalement

dans le sud-ouest, des câbles électriques ont été sectionnés entre Marmande et Agen mais ces dégâts ont été réparés et le trafic a pu reprendre, selon la source.

La SNCF a également indiqué que "des tentatives d'envahissement de plusieurs gares", comme la Gare du Nord à Paris, celle de Marseille et de Montpellier, avaient été "empêchées par les forces de l'ordre" et que la circulation des trains via les gares de Cherbourg et de Valence-Ville avait pu reprendre après avoir été brièvement interrompue en fin de matinée en raison d'"occupations de voies".

15h38

A Guingamp, un nouveau rassemblement samedi matin

Une nouvelle action sera organisée samedi à 10h sur la place du Centre de Guingamp, ont annoncé les participants de l'assemblée générale, pour "informer les gens sur le sens de nos actions".

15h33

L'heure du barbecue à Guingamp

Sur le giratoire de Kernilien, près de Guingamp, c'est l'heure du barbecue pour la centaine de manifestants présents.

15h25

La place Sainte-Anne évacuée à Rennes

La place sainte-Anne, où des manifestants avaient incendié des poubelles et dansé autour d'un feu de joie, a été évacuée par les forces de l'ordre.

Les forces de l'ordre dispersent les manifestants regroupés place Sainte-Anne avec l'aide d'un canon à eau. pic.twitter.com/5r99nDC-jGw

— Le Mensuel de Rennes (@MensueldeRennes) September 10, 2025 15h23

A Lorient, les manifestants ont rendez-vous à 19 h

Après avoir libéré le rond-point de Lann Sévelin, à Lanester, les manifestants se sont donné rendez-vous sur la Place d'Armes de Lorient, à 19 h. Une nouvelle assemblée générale s'y tiendra, pour discuter d'une potentielle suite du mouvement « Bloquons tout ».

15h04

A Rennes, un rassemblement non déclaré place Sainte-Anne

Un rassemblement non déclaré à Rennes, place Saint-Anne, en cours. La station de métro Saint-Anne a été fermée et des manifestants ont mis le feu à des poubelles.

Des manifestants dansent autour du feu place Sainte-Anne, à Rennes. pic.twitter.com/mok746bSGa

— Le Mensuel de Rennes (@MensueldeRennes) September 10, 2025 14h55

Des manifestations se terminent, d'autres commencent, et des blocages continuent

Plusieurs manifestations ont pris fin en Bretagne. C'est notamment le cas à Brest, Morlaix, Carhaix, Lamballe, Guingamp, Lorient et Pontivy alors qu'à Vannes, des manifestants ont dû faire demi-tour après un face à face tendu avec les forces de l'ordre.

D'autres manifestations sont toujours en cours, à Rennes, Quimper et Saint-Brieuc notamment, et des blocages, ou des tentatives de blocages, ont lieu actuellement à Brest, Guingamp, et Concarneau, notamment. Des assemblées générales sont annoncées dans plusieurs villes bretonnes en fin d'après-midi.

Abonnés Dans le Kreiz Breizh, on « bloque tout » en dansant la gavotte [Vidéo]

« Bloquons tout » n'est pas qu'un phénomène urbain. En effet, le mouvement est plutôt bien suivi des monts d'Arrée à Rostrenen, où des actions sont menées ce mercredi.

¹14h42

Les audiences renvoyées au tribunal de Saint-Brieuc

Ce mercredi matin, au palais de justice de Saint-Brieuc, toutes les affaires qui devaient être jugées lors de l'audience de juge unique ont été renvoyées. La présidente a ouvert les débats puis a annoncé le renvoi de tous les dossiers, "compte tenu du mouvement social". Les nouvelles audiences les plus proches ont été fixées au mois de mars 2026.

14h08

Dans le Finistère, "près de 4 000" manifestants et 13 interpellations, selon la préfecture

La préfecture du Finistère a indiqué, ce mercredi à 13 h 50, qu'elle a recensé "près de 4 000" manifestants dans le département, où les forces de l'ordre ont procédé à 13 interpellations.

A Brest, la manifestation a réuni "jusqu'à 1 500 personnes au plus fort de la mobilisation", selon la préfecture du Finistère. Environ 100 manifestants étaient encore sur place à 13 h 50. A Quimper, 400 personnes se sont regroupées devant les locaux du Medef avant de se rendre vers le giratoire de Kerustum et le parking de

l'Intermarché, entraînant des perturbations de circulation dans le secteur du centre-ville.

A Morlaix, toujours selon la préfecture, 1 400 manifestants étaient au rendez-vous dans le centre-ville. La fin du rassemblement est en cours. A Quimperlé, où 680 personnes ont été recensées par la préfecture, le rassemblement est terminé. Environ 60 personnes étaient présentes à Landerneau, 40 à Concarneau, 170 à Carhaix, 140 à Plounéour-Ménez, 100 à Douarnenez, et 20 à Audierne.

La préfecture a aussi indiqué que "13 personnes ont fait l'objet d'une interpellation, 12 à Brest et une à Plounéour-Ménez".

13h41

A Lannion, manifestation en fanfare

Entraînés par une fanfare, les manifestants donnent de la voix dans la bonne humeur, à Lannion. Parmi les slogans lancés, "du fric, du fric pour le service public" et " les majorettes au pouvoir " !

1 1

2 1

3 1

Aller à la page suivante, page 2¹



ÉCONOMIE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

« C'est exceptionnel » : pourquoi les patrons bretons affichent un moral d'acier

Pour 80 % des dirigeants bretons interrogés pour le Forum économique breton, la situation de leur entreprise est « bonne ». Un résultat bien supérieur au reste de la France.

Il n'y a pas meilleure région pour être patron que la Bretagne, si l'on en croit le Baromètre 2025 sur le moral de dirigeants bretons qui vient de paraître. Cette étude réalisée par Forvis Mazars avec CSA Research pour le Forum économique breton 2025 donne la parole à 406 patrons bretons, de TPE, PME et grands groupes en mars 2025. Premier enseignement, les dirigeants d'entreprises bretonnes affichent une confiance à toute épreuve : ils sont 80 % à juger la situation de leur entreprise comme bonne. « C'est 35 points d'écart avec la moyenne nationale. C'est exceptionnel. Et ça montre bien la singularité bretonne », révèle Eve Martineau, de Forvis Mazars.

Confiants mais lucides

Comment l'expliquer ? Déjà 96 % estiment que la Bretagne est une région économiquement dynamique et 83 % perçoivent l'identité bretonne comme un atout. « Il y a une culture de la proximité et du collectif, on sent que les entreprises de la région s'appuient sur leurs réseaux, sur leurs partenariats et c'est un vrai élément différenciant dans leur façon de fonctionner », poursuit Eve Martineau. Alors s'ils sont bien plus confiants que la moyenne, ils ne sont pas pour autant aveugles. « Ils sont aussi lucides, vu le contexte, ce n'est pas une confiance naïve », complète-t-elle.

Dans la liste des défis qu'ils jugent majeurs : les ressources humaines. 68 % la citent comme priorité absolue, c'est 14 points de plus que la moyenne nationale. Formations, vieillissement démographique mais aussi les difficultés croissantes pour les TPE et PME d'installation des salariés, notamment dans les zones littorales. « On a des dirigeants qui tiennent bon, qui démontrent une grande capacité de résilience, avec ce tissu économique très solide mais ils avancent avec prudence », conclut Eve Martineau.





CONJONCTURE

Un "nouveau pacte breton" pour traverser l'incertitude au Forum Économique Breton

EN BREF À la veille de l'ouverture du Forum Économique Breton (FEB) à Saint-Malo, Loïg Chesnais-Girard, président de la Région Bretagne, a fixé ce mardi les priorités économiques de la rentrée. Alors que le pays traverse une nouvelle zone d'incertitude, il a rappelé la solidarité des fondamentaux bretons, avec un chômage à 6 %,

le plus bas de France. La Région consacre plus de 50 M€ en 2025 pour soutenir investissements, recrutements et transitions, notamment via le "PASS compétitivité IAA (29 M€ en deux ans). Objectif : accompagner entreprises et territoires face aux défis de souveraineté, cohésion sociale et décarbonation. "La culture de la Bretagne, c'est l'esprit

d'équipage, l'entraide et la coopération", a-t-il affirmé. Mobilité, attractivité et fiscalité adaptées complètent ce "nouveau pacte breton" qui servira de fil rouge au FEB. "Personne ne peut réussir seul, il faut jouer collectif pour la Bretagne de demain", a insisté l'élu. ■





BRETAGNE

« La question d'annuler ne s'est pas posée »

Cela ne pouvait pas plus mal tomber, pour le Feb. 250 conférenciers sont attendus sur les différentes scènes du palais du Grand Large, le centre des congrès de Saint-Malo. Les organisateurs espéraient franchir la barre des 7 000 visiteurs pour ce grand rendez-vous de rentrée du monde économique, mais il pourrait y avoir un hic, avec le mouvement du 10 septembre.

« Depuis l'annonce de la mobilisation, il y a eu trois réunions de sécurité, nous sommes prêts. La question d'annuler ou de modifier le programme ne s'est pas posée, exprime posément Christian Pousset, secrétaire général du Feb. Le Forum n'est pas un endroit de colère, mais de cohésion. Nous travaillons à la création de valeur qui permet la création d'emplois. »

Il rappelle que l'événement représente « un an de travail pour les équipes. »

« Le vaisseau Bretagne s'en sort plutôt bien »

« Nous avons reçu des organisations syndicales au Feb pour trouver un chemin commun », poursuit Loïg Chesnais-Girard, président socialiste de la région Bretagne qui dit entendre « le ras-le-bol des citoyens. Quand des personnes qui travaillent à temps plein n'ont pas les moyens de vivre, cela interpelle forcément. »

Avec un taux de chômage de 6 %, le plus bas de France, « le vaisseau Bretagne s'en sort plutôt bien », souligne le président de Région.

La Bretagne va miser sur les industries de défense, « 7 millions d'euros d'argent européen seront réorientés sur ce sujet. » Mais aussi sur le secteur agroalimentaire, « en trois ans, 26 millions d'euros d'investissements auront été posés sur la table. »

Parmi les atouts dans sa manche, la Région peut aussi compter sur son rapprochement avec l'île de Guernesey, desservie par Brittany Ferries. Entre avril et août derniers, le nombre de passagers au départ de Saint-Malo a augmenté de 59,2 %. ■



Christian Pousset, directeur du Forum économique breton ; Sasha Kazantseva-Miller, ministre du Développement économique de Guernesey et Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne. Photo : Forum économique breton

par Isabelle Lê.





Sondage Patron bretonpatron heureux

Ils sont bien plus confiants que la moyenne nationale. P. 10 ■





BRETAGNE

Un nouveau pacte pour que la Bretagne s'affirme

Le Forum économique breton s'ouvre aujourd'hui à Saint-Malo. Le nouveau pacte présenté a pour but de co-construire des solutions concrètes pour que la région continue la course en tête.

Les dirigeants de la SNCF, d'Engie, de Manpower et bien d'autres se retrouvent au palais du Grand large de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) pour la sixième édition du Forum économique breton.

Dans un contexte politique et social des plus chahutés et instable, la région Bretagne veut avancer et trouver en son sein les solutions pour continuer à affirmer son modèle gagnant.

Des dirigeants confiants mais lucides

En vue de ce rendez-vous, élus, institutionnels et dirigeants d'entreprises se retrouvent depuis le début de l'année pour édifier ce nouveau pacte breton.

Il part d'un diagnostic de terrain dressé par le cabinet d'audit Forvis Mazars sur le moral des dirigeants bretons : « Il a été réalisé auprès de 400 dirigeants bretons en mars, explique Eve Martineau en charge de ce baromètre chez Forvis Mazars, et il ressort une vraie singularité bretonne. »

80 % des dirigeants jugent la situation de leur entreprise bonne. « 35 points au-dessus de la moyenne nationale. C'est remarquable et ça forge la

base pour le futur pacte breton. Il faut garder cette confiance. »

Pour autant la confiance est lucide dans un environnement instable où la région a connu seulement 0,9 % de croissance en 2024 et où les défaillances ont bondi de 26 %.

« Les patrons jugent à 86 % que la conjoncture nationale n'est pas favorable. » Constat supplémentaire pour faire des territoires des solutions immédiates et collectives. « Ils n'ont pas besoin d'attendre que les réformes politiques nationales le fassent à leur place. »

Face à ce constat, le défi numéro 1 réside dans la ressource humaine. Pas de croissance sans bras pour la soutenir. 68 % des dirigeants bretons mettent le défi ressources humaines en premier, contre 54 % au niveau national. Évident dans une région proche du plein-emploi.

Ce défi tourne autour de trois piliers : mettre en place les formations adaptées au besoin terrain entre les transitions numériques, écologiques et industrielles, faire face au vieillissement démographique et à la transmission des entreprises, en anticipant ces rendez-vous et répondre à la diffi-

culté du logement : « Surtout sur le littoral ou en zone rurale. Dans les Côtes-d'Armor cette difficulté préoccupe à 84 % et à 90 % dans le tissu régional des PME », complète Eve Martineau. Rennes et Vannes en vraies locomotives doivent aussi entraîner les autres villes bretonnes.

Enfin, ce baromètre met au premier plan l'identité forte de la Bretagne, reconnue à 96 % par ces dirigeants : « Qualité de vie ou fierté culturelle sont autant d'atouts qui forgent le collectif et contribuent ensemble à trouver des solutions. » Un autre des socles du pacte breton.

Un pacte breton et quatre priorités

Le Forum économique breton va ainsi décliner les quatre priorités issues des ateliers tenus depuis le début d'année pour ce nouveau pacte.

La priorité des priorités reste la croissance à maintenir. Compétitivité et filière stratégique à consolider pour sécuriser les implantations industrielles. Puis adapter très en amont les formations aux nouvelles compétences.

Arrive ensuite, la durabilité à servir en accélérant la souve-

raineté alimentaire et énergétique : « Il n'y a aucun data center en Bretagne, alors qu'on en compte une trentaine en France. Il y a un vrai sujet autour de la planification électrique et du soutien à ces projets d'avenir », a été entendu lors des groupes de travail.

Et, enfin, faire vivre le savoir-faire local comme le tourisme respectueux pour une attractivité qui servira l'identité culture.

Autant de thèmes débattus durant deux jours au Feb. Rendez-vous en septembre 2026 pour un premier relevé de compte du nouveau pacte breton. ■



Le Forum économique breton va débattre durant deux jours de tous les thèmes liés au nouveau pacte breton. Photo : Archives Ouest-France

par Élisabeth Montaufray-Bureau.





SAINT-MALO

Une expo photo en escale au forum économique

Après avoir fait le tour de France des principales villes d'implantation de Naval Group, notamment Brest, Nantes, Toulon, Cherbourg ou Lorient, et séjourné au sein du musée national de la Marine Paris-Trocadéro, l'exposition Titans des mers se déplace à Saint-Malo dans le cadre du Forum Économique Breton, mercredi 10 et jeudi 11 septembre.

Cette exposition présentera une vingtaine de photographies grand format d'Ewan Lebourdais, photographe maritime, peintre officiel de la Marine, à qui Naval Group a laissé carte blanche dans ses chantiers, à bord des navires et des sous-marins.

Cette exposition sera accessible aux milliers de participants attendus pendant les

deux jours au sein du Palais du Grand large et aux élèves du lycée public maritime Florence Arthaud. ■





Pourquoi les patrons bretons affichent un moral d'acier

Il n'y a pas meilleure région pour être patron que la Bretagne, si l'on en croit le baromètre 2025 sur le moral de dirigeants bretons qui vient de paraître. Cette étude, réalisée par Forvis Mazars avec CSA Research pour le Forum économique breton 2025, donne la parole à 406 patrons bretons, de TPE, PME et grands groupes en mars 2025. Premier enseignement, les dirigeants d'entreprises bretonnes affichent une confiance à toute épreuve : ils sont 80 % à juger la situation de leur entreprise comme bonne. « C'est 35 points d'écart avec la moyenne nationale. C'est exceptionnel. Et ça montre bien la singularité bretonne », révèle Ève Martineau, de Forvis Mazars.

Confiants mais lucides

Comment l'expliquer ? Déjà 96 % estiment que la Bretagne est une région économiquement dynamique et 83 % perçoivent l'identité bretonne comme un atout. « Il y a une culture de la proximité et du collectif, on sent que les entreprises de la région s'appuient sur leurs réseaux, sur leurs partenariats et c'est un vrai élément différenciant dans leur façon de fonctionner », poursuit Ève Martineau. Alors s'ils sont bien plus confiants que la moyenne, ils ne sont pas pour autant aveugles. « Ils sont aussi lucides, vu le contexte, ce n'est pas une confiance naïve », complète-t-elle.

Dans la liste des défis qu'ils jugent majeurs : les ressources humaines. 68 % la citent comme priorité absolue, c'est 14 points de plus que la moyenne nationale. Formations, vieillissement démographique mais aussi difficultés croissantes pour les TPE et PME d'installation des salariés, notamment dans les zones littorales. « On a des dirigeants qui tiennent bon, qui démontrent une grande capacité de résilience, avec ce tissu économique très solide mais ils avancent avec prudence », conclut Ève Martineau. ■





BRETAGNE

Les Bretons prêts à utiliser l'eau recyclée

Le groupe Veolia et le cabinet Elabe vont dévoiler un sondage inédit sur l'adhésion des Bretons à la transformation écologique.

La Bretagne fait face à deux défis majeurs : sa souveraineté énergétique (elle produit moins de la moitié de l'électricité dont elle a besoin) et une crise de l'eau (un tiers de ses masses d'eau sont en bon état écologique). Le groupe Veolia arrive au Forum économique breton, aujourd'hui, à Saint-Malo, avec un sondage inédit sur l'adhésion des Bretons à la transformation écologique.

« Une forme de solidarité du territoire »

Celui-ci démontre que face aux pollutions et aux dérèglements climatiques, 85 % d'entre eux sont favorables aux solutions qui pourraient changer la donne, pourvu qu'elles protègent leur santé et l'économie

de leur région. 72 % d'entre eux réclament une action collective des entreprises et des collectivités locales, de l'État et des citoyens. « C'est une forme de solidarité du territoire qui s'exprime, décrypte Jean-François Nogrette, directeur général de Veolia France. Il y a un certain pragmatisme et une maturité des Bretons, un terreau pour que l'action collective soit acceptable. »

Les chiffres les plus décoiffants démontrent jusqu'où les Bretons sont prêts à aller. Face aux risques de manque d'eau, 85 % d'entre eux accepteraient de manger des aliments issus d'une agriculture utilisant de l'eau recyclée. 73 % sont prêts à en accepter le surcoût. 62 % sont prêts à boire de l'eau po-

table issue du recyclage des eaux usées. Même adhésion au changement en matière d'énergie décarbonée et de souveraineté énergétique. 73 % des Bretons se disent prêts à vivre près d'un site de production d'énergie peu carbonée à partir de déchets non recyclables et de la biomasse de la région.

Ce sondage, mené par le cabinet Elabe auprès d'un millier de Bretons, « nous donne confiance, indique Jean-François Nogrette, dans le fait qu'il y a une place pour le recyclage de l'eau même s'il faut convaincre et qu'il faut un peu de courage politique. » ■

par Laetitia Jacq-Galdeano.



DECRYPTAGE—LE:LECOF:ECONOMIE-FRANCE:SOCIAL

: LESECHOS.FR

« Bloquons tout » : une mobilisation limitée avant le rendez-vous syndical du 18 septembre

Le mouvement du 10 septembre n'a pas bloqué la France, mais il a tout de même réuni quelque 175.000 personnes. Il pourrait être un échauffement, alors que l'ensemble des syndicats a appelé à se mobiliser le 18 septembre.

Né sur les réseaux sociaux, le mouvement « Bloquons tout » n'a pas bloqué la France, mais il comptera pour la suite. Au final, ce 10 septembre aura été une journée de mobilisation un peu plus importante qu'anticipé par le ministère de l'Intérieur. Quelque 175.000 personnes ont participé aux 812 actions recensées à 17 h 45 en France par le ministère de l'Intérieur, qui attendait 100.000 personnes.

Cela reste moins que les « gilets jaunes », qui avaient mis dans la rue 282.000 personnes le 17 novembre 2018 selon la police, pour leur premier samedi de mobilisation (les prévisions tablaient sur 100.000 personnes). Mais avec pour point commun la déclinaison du rendez-vous dans toute la France en manifestations (550 recensés) et blocages (262 recensés).

Déclinaison dans toute la France

A Rennes, la préfecture a décompté 10.400 personnes mobilisées. Les manifestants étaient 6.000 à Bordeaux, un chiffre plutôt conséquent pour cette ville. Ils étaient 5.000 à Brest, 4.900 à Strasbourg, 2.200 à Lorient, 2.000 à Orléans, de source préfectorale.

Il n'y a pas eu de mobilisation massive des jeunes encore en études. Une centaine de lycées ont été perturbés et 27 bloqués, selon le ministère de l'Éducation nationale, notamment à Paris, à Montpellier, Rennes et Lille, et des mobilisations étudiantes ont été recensées dans plusieurs villes.

Lire aussi :

REPORTAGE - « On était censé bloquer l'économie » : sur les ronds-points de Seine-et-Marne, la mobilisation en demi-teinte du 10 septembre

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/on-etait-cense-bloquer-leconomie-sur-les-ronds-points-de-seine-et-marne-la-mobilisation-en-demi-teinte-du-10-septembre-2185522>

REPORTAGE - « Vous êtes où ? » : blocages improvisés, rangs clairsemés et pannes d'oreiller, reportage dans la France du « Bloquons tout »

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/vous-etes-ou-bloques-improvises-rangs-clairsemes-et-pannes-doreiller-reportage-dans-la-france-du-bloquons-tout-2185457>

Les déclinaisons de l'appel à bloquer la France auront pris des formes diverses. A Paris, tôt le matin, il y a eu des incursions sur le périphérique, tandis qu'ils étaient encore des milliers place de la République et place des Fêtes en fin d'après-midi. A Saint-Malo, les participants du 6e Forum économique breton (FEB), le grand rendez-vous annuel des acteurs de l'économie régionale, ont été accueillis au son des casseroles et de slogans anti-patronat.

Jeu du chat et de la souris

L'ambiance était plus grave, à Maisons-Alfort, dans le Val-de-Marne, chez ces salariés craignant pour les emplois en grève devant leur usine Sanofi depuis plusieurs jours déjà. A l'est de Grenoble par exemple, il y a eu un filtrage de la circulation, ailleurs des routes bloquées. La circulation des trains a été coupée par des occupations de voies à Cherbourg et Valence, selon la SNCF. Et, bien sûr, on a assisté au réinvestissement de ronds-points occupés en 2018...

Dans de nombreux endroits, les manifestants ont joué au chat et à la souris avec les forces de l'ordre présentes en nombres. Le ministre de l'Intérieur avait annoncé mobiliser 80.000 agents ce mercredi, contre 60.000 au moment des « gilets jaunes ». Il y a eu de nombreuses confrontations qui ont donné lieu à des face-à-face parfois tendus avec la police.

Lire aussi :

DECRYPTAGE - « Bloquons tout le 10 septembre » : le plan de la police pour protéger les sites économiques sensibles
<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/bloquons-tout-le-10-septembre-le-plan-de-la-police-pour-protger-les-sites-economiques-sensibles-2185305>

DECRYPTAGE - « Bloquons tout », le test de la rue
<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/10-septembre-bloquons-tout-le-test-de-la-rue-2185346>

Dans le centre de la capitale, un incendie a endommagé la façade d'un immeuble, peut-être provoqué involontairement par une intervention policière, selon le parquet. A Toulouse, un affrontement a éclaté avec des jeunes manifestants, parfois équipés de masques à gaz, lunettes de ski ou de natation. De violents incidents ont aussi eu lieu à Rennes.

Nombreuses confrontations

Au total, 473 interpellations ont été effectuées, dont 203 à Paris, et 339 personnes ont été placées en garde à vue, dont 106 dans la capitale, selon le dernier point du ministère de l'Intérieur qui a fait

état de « la présence de nombreux militants radicaux dans les cortèges », engendrant des « troubles à l'ordre public ». De son côté, le directeur général de RSF, Thibaut Bruttin, a regretté dans un communiqué « d'apparents actes de brutalité commis des forces de l'ordre contre les journalistes qui couvrent les mouvements sociaux » et ceux concernés à le contacter.

Quoi qu'il en soit, la mobilisation n'aura pas été assez forte pour inquiéter le nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu, qui s'est installé à Matignon en plein mouvement social. D'autant que les manifestants ne l'ont pas ciblé en priorité.

Lire aussi :

DECRYPTAGE - Sébastien Lecornu se pose en Premier ministre de « rupture »

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/gouvernement/sebastien-lecornu-se-pose-en-premier-ministre-de-rupture-2185516>

DECRYPTAGE - 10 septembre : ce qui distingue « Bloquons tout » des « gilets jaunes »

<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/10-septembre-ce-qui-distingue-bloquons-tout-des-gilets-jaunes-2185074>

Mais ce n'est peut-être que partie remise... Plusieurs facteurs ont pu concourir à affaiblir la participation, depuis l'appel à la grève générale de Jean-Luc Mélenchon fin août jusqu'à la démission de François Bayrou la veille.

Rendez-vous déterminant

Peut-être aussi un certain nombre de salariés se sont-ils réservés pour la semaine prochaine. En tout cas, le rendez-vous qui a rassemblé le plus de monde à Paris a eu lieu place du Châtelet. Il aurait réuni une dizaine de milliers de personnes, selon un observateur aguerrri. Le rassemblement était organisé par l'Union départementale de Paris de la CGT, de la FSU et de Solidaires.

La suite dira s'il s'agissait d'un échauffement avant la mobilisation à laquelle appellent les huit syndicats français le 18 septembre. C'est en tout cas ce qu'ils espèrent. Alors qu'à peine installé, Sébastien Lecornu est en train de prendre contact avec les partenaires sociaux, leurs troupes préparent activement le rendez-vous de jeudi prochain. CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU et Solidaires savent qu'il sera déterminant dans le futur rapport de force.

par Leila De Comarmond



« Vous êtes où ? » : blocages improvisés, rangs clairsemés et pannes d'oreiller, reportage dans la France du « Bloquons tout »

Des centaines de blocages et de rassemblements étaient organisés ce mercredi à travers la France, sans parvenir pour l'instant à bloquer le pays, comme le clamaient les mots d'ordre. De Saint-Malo à Maisons-Alfort, nos journalistes vous racontent cette journée de contestation redoutée par les pouvoirs publics.

Quelle sera l'ampleur de la mobilisation ? Jusqu'au bout, l'incertitude aura été totale sur le nombre de Français prêts à participer au mouvement « Bloquons tout le 10 septembre », né au cœur de l'été sur les réseaux sociaux. Souvent comparée au mouvement des « gilets jaunes », cette journée de mobilisation inédite - sans organisateur désigné - semblait à la mi-journée rencontrer une affluence modérée et se dérouler dans un calme relatif, face à une présence des forces de l'ordre massive. Revue de détails à Paris et à travers le pays.

• Sur le périphérique parisien, le jeu du chat et de la souris

Huit heures du matin, et déjà une forme de doute autour de la porte d'Orléans, à Paris. Depuis l'aube, le même scénario ne cesse de se répéter. Un groupe de militants se forme et parvient à bloquer la circulation pendant quelques minutes. Très rapidement, l'impressionnant déploiement de forces de l'ordre situé sur la zone arrive sur place et disperse les manifestants. Alors on se déplace. Porte d'Orléans, puis Alésia, puis porte Châtillon. Puis quoi ?

L'asymétrie des forces en présence saute aux yeux : quelques dizaines de « bloqueurs », une centaine peut-être, voient arriver une file de camions de gendarmes et policiers. Ces derniers sautent de leurs véhicules, en trombe, matraques en main, mais la plupart des oiseaux se sont déjà envolés. Quelques-uns font l'objet d'un contrôle d'identité.

Lire aussi :

DIRECT - « Bloquons tout » le 10 septembre, premiers pas de Le-cornu : un mercredi sous haute tension

<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/direct-bloquons-tout-le-10-septembre-premiers-pas-de-lecornu-un-mercredi-sous-haute-tension-2185367>

DECRYPTAGE - « Bloquons tout » : le plan de la police pour protéger les sites économiques sensibles

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/bloquons-tout->

Porte de Montreuil, même scénario : la police et les manifestants se livrent à un chassé-croisé pendant deux heures. Une première fois, des barrières de chantier, des poubelles et un conteneur à verres sont renversés à un carrefour. Des automobilistes sortent pour dégager la voie, les manifestants en laissent passer quelques-uns puis reconstruisent le barrage. Ils se dispersent dès que les camionnettes de CRS qui sillonnent le quartier approchent. Puis ils reviennent.

Ils sont une centaine, jeunes, arrivés là grâce à des rendez-vous fixés sur messagerie cryptée. Ils ne se connaissent pas entre eux. Le blocage du carrefour se reproduit une bonne dizaine de fois jusqu'à ce que des policiers casqués arrivent en nombre. « Messieurs dames, partez sinon on va vous y aider », crie l'un d'eux. A 9 h 15, la circulation est rétablie. A 9 h 30, un nouveau groupe se dirige vers la porte de Montreuil, une fanfare ouvre la marche.

Retour à porte d'Alésia. Sur les trottoirs alentour, on se jauge. Qui en est ? Qui n'en est pas ? Certains ont opté pour des accoutrements qui ne laissent pas de doute - foulards prêts à masquer le visage, tenues intégralement noires pour éviter tout signe distinctif dans la foule, voire, dans certains cas, des pantalons de pêcheur pour parer à d'éventuels canons à eau.

A 8 heures, donc, on débat. En ligne, beaucoup mais sans grande efficacité : sur les réseaux sociaux, les considérations sur la meilleure stratégie à adopter se mêlent à des « vous êtes où ? » ; Faut-il faire bloc, tous ensemble, au risque d'une confrontation violente avec les forces de l'ordre ? Ou continuer ce jeu du chat et de la souris, sans cesse, au risque d'une efficacité limitée ? Sans compter qu'il faut « tenir la journée », prévient l'une d'eux.

• **A Saint-Malo, casseroles et slogans anti-patronat**

Devant le palais du Grand Large, à Saint-Malo, c'est par un - petit - concert de sifflets et de mots d'ordre anti-Macron ou anti-patronat qu'une soixantaine de manifestants ont accueilli les participants du 6e Forum économique breton (FEB), le grand rendez-vous annuel des acteurs de l'économie régionale.

Dans les rangs des manifestants, des jeunes, des salariés de la fonction publique, quelques anciens « gilets jaunes » , mais aussi bon nombre de retraités venus crier leur hostilité face « aux inégalités croissantes et à l'échec des politiques libérales », explique une ancienne syndicaliste de la fonction publique.

« On a manifesté contre la réforme des retraites, milité contre les plans Barnier, Bayrou, et voilà que Macron nomme l'un de ses plus proches fidèles. Il nous prend vraiment pour des imbéciles », peste,

sous couvert d'anonymat, un agent de la fonction publique, jardinier dans une collectivité.

Lire aussi :

DECRYPTAGE - Ce qui distingue « Bloquons tout » des « gilets jaunes »

<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/10-septembre-ce-qui-distingue-bloquons-tout-des-gilets-jaunes-2185074>

Si la tonalité des revendications est clairement à gauche, syndicats et partis politiques se font plutôt discrets. A l'image des « gilets jaunes » en 2018, nombre de manifestants disent leur méfiance, voire leur défiance, vis-à-vis des organisations syndicales ou politiques.

Chez les plus jeunes, la tonalité est aussi clairement à gauche, voire à l'extrême gauche, même si les mots d'ordre restent peu clairs. Et pour cause : « On ne parle pas à la presse. Lisez les pancartes », lâche une jeune partisane du blocage, invitant ses homologues à en faire de même.

· A Maisons-Alfort, devant une usine Sanofi, des bloqueurs aux côtés de grévistes

A Maisons-Alfort, la colère ne date pas du 10 septembre, mais du 1er juillet. C'est au début de cet été que Sanofi a annoncé son projet de céder le site local à une société allemande, Adragos Pharma. Dans la tête des 452 employés du site, une certitude, résumée par l'un d'eux : « Ils n'osent pas licencier, alors ils transmettent le site à une entreprise chargée de faire le sale boulot. »

Mais en cette journée de blocage national, on n'a pas fait les choses à moitié. Banderoles « Sanofric » ou encore « Sanofi, champion olympique des licenciements », fumigènes : les véhicules qui passent sur l'avenue Jean-Jaurès multiplient les coups de klaxon amicaux, tandis qu'un groupe de cyclistes du mouvement « Bloquons tout » vient apporter son soutien en poussant des cris d'encouragement.

Lire aussi :

LE FAIT DU JOUR POLITIQUE - Qui a peur du grand méchant 10 ?

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/qui-a-peur-du-grand-mechant-10-2185322>

Autre signe des grands jours : au milieu du cercle où s'enchaînent les discours de représentants syndicaux, plusieurs élues LFI de premier plan prennent la parole. Aux côtés de Clémence Guetté, Mathilde Panot en profite pour appeler au départ d'Emmanuel Macron. Aurélie Trouvé, de son côté, se réjouit d'avoir assisté à plusieurs blocages depuis le début de la matinée et appelle à la « nationalisation de tous les sites stratégiques du pays ». Les applaudissements

sont nourris. « Ça fait plus de deux mois qu'on fait front, mais c'est réconfortant d'avoir un tel affichage de soutien », reconnaît un gréviste.

· **A Grenoble, « il y a des camions de police partout »**

Les bouchons sont habituels à l'entrée de Grenoble au petit matin. Entourée de trois massifs de montagnes, la préfecture de l'Isère est facilement embouteillée aux heures de pointe. Mais le mouvement « Bloquons tout » promettait de compliquer encore la situation, avec quatre points de blocage annoncés. Les deux premiers n'ont pas été au-delà de la levée du jour.

La préfecture avait annoncé la veille le déploiement de 700 policiers et gendarmes, « dont deux unités de forces mobiles » dans le département. « Tout est débloqué, il y a des camions de police partout », témoigne un voisin de la porte de France.

Ne subsistaient ainsi en milieu de matinée que les deux « filtrages » à l'est de la ville : le plus important à quelques centaines de mètres de l'hôtel de ville, comptait environ deux cents manifestants. Avec quelques gilets jaunes, « plus par sécurité avant que le jour se lève que par référence au mouvement », précise un étudiant d'une vingtaine d'années.

D'autres ont le visage couvert d'un tissu noir ou de masques chirurgicaux et une poignée de clowns se chargent de divertir les voitures attendant le long du boulevard. Des tracts leur sont distribués avant le passage au compte-goutte à travers le carrefour, avec parfois un coup de klaxon en soutien, plus rarement des conducteurs montrant leur agacement. Le tout sous l'oeil de gendarmes plutôt détendus : « Nous nous assurons que cela reste viable », résume l'un d'entre eux. « Ce n'est pas le chaos annoncé sur les chaînes d'infos en continu », appuie Elisa Martin, députée LFI de la circonscription, présente sur place.

· **A Paris, une faible mobilisation des lycéens**

Il fallait s'armer de patience, ce mardi matin, à Paris, pour rencontrer des lycéens qui avaient décidé de soutenir le mouvement « Bloquons tout ». A Jules-Ferry, Chaptal, Racine et même Colbert, des établissements régulièrement mobilisés, c'était le calme plat peu avant 8 heures. Pas de lycéens, pas de poubelles. Selon l'Education nationale, seuls une centaine de lycées en France étaient perturbés et 27, bloqués.

Au Lycée Lamartine, la porte principale est bloquée par des poubelles et ornée de pancartes en tous genres - « Taxez les ultrariches », « Macron démission », « free ouïgour » ou encore « Palestine vivra, Palestine vaincra ». Un drapeau palestinien a été accroché à la porte du lycée, sous les applaudissements, avant que les forces de l'ordre ne délogent les manifestants.

Devant le lycée Racine, quelques élèves confiaient leur agacement : « Ceux qui devaient organiser le blocus ne se sont pas réveillés et sont arrivés trop tard », témoigne un lycéen avant de partir pour ne pas rater son cours.

· **Dans le centre de Paris, « on ne sait pas trop ce qu'on fait là »**

Les branches parisiennes de la CGT, de la FSU, de Solidaires et les étudiants de l'Unef avaient donné rendez-vous à 13h00 place du Châtelet. La place est pleine lorsque les syndicalistes se succèdent au micro pour dresser la listes des blocages et des secteurs mobilisés. L'oratrice de la CGT lance un appel : « aujourd'hui, on installe la colère sociale et le 18 (septembre), on doit transformer l'essai ».

Dans la foule, au côté des militants syndicaux et politiques (communistes, écologistes, trotskystes et anarchistes), d'autres, sans attaches, se sont décidés au dernier moment, telle Cécile, une professeure d'histoire de 50 ans qui se dit « dépitée par la nomination de Sébastien Lecornu à Matignon ». Ce melting-pot de militants et de manifestants sans attache finit par chanter en coeur l'hymne des Gilets Jaunes : « On est là... ».

Autour de la fontaine des Innocents, à deux pas de la canopée des Halles, et à quelques centaines de mètres du rassemblement place du Châtelet, l'ambiance est un peu plus confuse, comme en suspens. Pancartes baissées, yeux rivés sur les téléphones, des centaines de personnes dont la moyenne d'âge ne doit pas dépasser 30 ans ont l'air d'attendre quelque chose. Mais quoi ?

« Il faudrait motiver les gens à bouger d'une place à l'autre, là c'est éparpillé, il ne se passe rien ici », tente un garçon au téléphone. « On ne sait pas trop ce qu'on fait là, mais on est là », reconnaît Emma. Pancarte « Eat the rich » à la main, elle dit être venue « parce qu'on a l'impression de ne pas être entendus, et que le vote des législatives n'a pas été pris en compte ».

A Orléans, 2.000 manifestants déterminés, mais pas blocages

A Orléans, le cortège a rassemblé 2.000 manifestants. Derrière les banderoles et les drapeaux, CGT en tête, la manifestation se déroule dans une ambiance bon enfant, sans violences. Certains sont dans la rue pour la première fois de leur vie, convaincus « par le côté spontané du mouvement ». La plupart, plus rodés, sont venus dire leur ras-le-bol de la vie chère et des inégalités. « Tout va aux actionnaires alors que la force de travail, c'est nous. Ce n'est pas juste », résume Sophie, 47 ans, employée dans l'industrie pharmaceutique. D'autres s'affichent carrément déterminés comme Margaux, 33 ans. « Je n'aurai pas de problème s'il faut faire des actions plus musclées. Je ne vais pas pleurer pour un abribus. ». A l'issue de la manifestation, les participants n'ont cependant rien cassé. Ils se sont contentés, après une courte assemblée générale, de tenter

de bloquer un centre commercial tout proche, sans succès, avant de se rabattre sur un McDo, moins bien protégé....

par Gabriel Gresillon



BRETAGNE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

« Le versement mobilité va s'appliquer en Bretagne » : Isabelle Le Callennec ne croit pas au pari de Chesnais-Girard sur la nouvelle taxe transports

En pleine incertitude gouvernementale et budgétaire, la cheffe de file de l'opposition de droite au conseil régional réclame le retrait du versement mobilité voté en juin. Et accuse le président Chesnais-Girard d'être dans le « déni » face à l'état de l'économie bretonne.

Ce sera l'un des sujets de discussion dans les couloirs du Forum économique breton, qui s'ouvre ce mercredi 10 septembre à Saint-Malo. C'est peu dire que le versement mobilité régional, adopté fin juin par la Région Bretagne, est impopulaire auprès des grandes entreprises bretonnes. À partir du 1er janvier 2026, les employeurs de 11 salariés et plus devront s'acquitter d'une taxe de 0,08 % à 0,15 % de leur masse salariale pour participer au financement des transports collectifs sur la péninsule.

Un nouvel impôt qui a mis de l'eau dans le gaz entre le Medef et Loïg Chesnais-Girard, le patron de l'exécutif breton. Le premier y voit une charge supplémentaire qui pénalisera la compétitivité de la Bretagne. Le second affirme que ces recettes nouvelles - 41 millions - permettront de développer la mobilité sur le territoire, facteur clé pour attirer les salariés dont les entreprises ont besoin. Pour autant, l'écu s'est engagé à la retirer si l'État lui accorde une autre ressource fiscale dans le budget 2026. Et assure œuvrer en coulisses pour que le gouvernement lui permette de lever, à la place, une taxe de séjour additionnelle de deux euros sur les nuitées de tourisme.

Demande de moratoire sur le versement mobilité

Mais y aura-t-il seulement un budget avant le 1er janvier ? Au vu de l'instabilité gouvernementale, Isabelle Le Callennec, cheffe de file de la droite régionale, en doute. « On se moque un peu du monde, tance l'élue. Vous imaginez vraiment que cette taxe de séjour sera la priorité dans les prochains mois ? Le versement mobilité va s'appliquer en Bretagne. » Et de lancer un défi au président Chesnais-Girard : « S'il y croit tant que ça, il n'a qu'à mettre au vote le retrait du versement mobilité à la prochaine session d'octobre. »

Isabelle Le Callennec joint ainsi sa voix au Medef Bretagne, lequel estime dans Ouest-France que le versement mobilité doit être suspendu tant que le budget du pays est bloqué. L'occasion, aussi, pour

la Vitréenne, de dresser un constat sombre sur l'économie bretonne, pour mieux accuser LCG d'être dans le « déni ». « Une enquête de la CCI montre que les entreprises bretonnes sont dans le flou le plus total. La trésorerie des PME est au plus bas. Les défaillances d'entreprises augmentent. L'agriculture, la pêche et le bâtiment vont mal. Que fait la Région, à part des colloques sur le constat des difficultés actuelles ? Il n'y a pas d'action concrète. »

par Romain Roux



« La question d'annuler ne s'est pas posée » : à Saint-Malo, le Forum économique breton sous tension

Le grand rendez-vous de la rentrée économique en Bretagne va débiter à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), ce mercredi 10 septembre 2025, en pleine opération « Bloquons tout. »

Cela ne pouvait pas plus mal tomber pour la 6^e édition du Forum économique breton, le FEB qui se tient à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), les 10 et 11 septembre 2025.

250 conférenciers sont attendus sur les différentes scènes du palais du Grand Large, le centre des congrès de Saint-Malo. Les organisateurs espéraient franchir la barre des 7 000 visiteurs pour ce grand rendez-vous de rentrée du monde économique.

« Un an de travail pour les équipes »

La perturbation de ce grand raout est au menu des manifestants qui vont participer à la journée de blocage de ce mercredi 10 septembre.

« Depuis l'annonce du mouvement, il y a eu trois réunions de sécurité, nous sommes prêts. La question d'annuler ou de modifier le programme ne s'est pas posée », exprime posément Christian Pousset, secrétaire général du FEB. **« Le forum n'est pas un endroit de colère, mais de cohésion. Nous travaillons à la création de valeur qui permet la création d'emplois. »**

Il rappelle que l'événement représente **« un an de travail pour les équipes. »**

« Le vaisseau Bretagne s'en sort plutôt bien »

« Nous avons reçu des organisations syndicales au FEB pour trouver un chemin commun », poursuit Loïg Chesnais-Girard, président socialiste de la région Bretagne qui dit entendre **« le ras-le-bol des citoyens. Quand des personnes qui travaillent à temps plein n'ont pas les moyens de vivre, cela interpelle forcément. »**

Avec un taux de chômage de 6 %, le plus bas de France, **« le vaisseau Bretagne s'en sort plutôt bien »,** souligne le président de Région.

La Bretagne va miser sur les industries de défense, **« 7 millions d'euros d'argent européen seront réorientés sur ce sujet. »**

Mais aussi sur le secteur agroalimentaire, « **en trois ans, 26 millions d'euros d'investissements auront été posés sur la table.** »

Parmi les atouts dans sa manche, la Région peut aussi compter sur son rapprochement avec l'île de Guernesey, desservie par Brittany Ferries. Entre avril et août derniers, le nombre de passagers au départ de Saint-Malo a augmenté de 59,2 %.



Christian Pousset, directeur du Forum économique breton (FEB), Sasha Kazantseva-Miller, ministre du Développement économique de Guernesey et Loïg Chesnais-Girard, président de la Région Bretagne.

Christian Pousset, directeur du Forum économique breton (FEB), Sasha Kazantseva-Miller, ministre du Développement économique de Guernesey et Loïg Chesnais-Girard, président de la Région Bretagne.

@Forum économique breton

par Isabelle Lê.



ÉCONOMIE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

« C'est une cible de choix » : comment le Forum économique breton se prépare aux blocages du 10 septembre

Le mouvement « Bloquons tout » compte perturber l'accès au Forum économique breton, qui ouvre ses portes à Saint-Malo (35) ce mercredi 10 septembre. Un dispositif de sécurité renforcé est prévu aux abords de l'événement. Ses organisateurs se veulent rassurants.

La décision a été prise lundi 8 septembre en début de soirée, lors d'un « pot de départ » organisé dans la foulée de la chute du gouvernement de François Bayrou : le mouvement citoyen « Bloquons tout » se mobilisera à Saint-Malo (35), ce mercredi 10 septembre, afin de perturber l'accès au Forum économique breton (FEB) de Saint-Malo (35). L'événement, qui réunit chaque année entreprises, élus et experts, ouvrira ses portes le matin même pour deux jours de conférences au sein du Palais du grand large. Pour l'un des participants, « cibler le FEB est important. C'est précisément pour financer leurs projets [les projets des entreprises, NDLR] qu'on sacrifie éducation et santé ». Un autre participant ajoute : « Tout le monde économique sera réuni au même endroit, cela fait du FEB une cible de choix pour un mouvement comme celui du 10 septembre ».

À ce stade, ni le FEB ni les forces de l'ordre ne savent précisément à quoi s'attendre de la part d'un mouvement naissant, sans organisation formelle et dont on ne connaît pas la capacité de mobilisation. « Les manifestants eux-mêmes ne savent pas combien ils seront, pointe une source au ministère de l'Intérieur. Il y a du monde sur les boucles dans les messageries cryptées, mais il y a beaucoup de gens qui sont là pour avoir des informations, pour anticiper. Combien de gens seront effectivement mobilisés mercredi ? Après, il suffit de quelques personnes pour bloquer un rond-point... »

À l'heure où nous écrivons ces lignes, un rassemblement est prévu à 8 heures à proximité du Palais du grand large afin de bloquer l'ouverture du Forum à 8h45. Des manifestants venus de Dinan (22) devraient se joindre au blocage en fin de matinée, après une opération escargot entre les Côtes-d'Armor et le lycée malouin Jacques-Cartier, où un blocage pourrait avoir lieu à partir de 8 heures.

Sécurité renforcée

Face à cette mobilisation annoncée, un dispositif de sécurité renforcé a été mis en place pour l'ouverture du FEB. Plusieurs réunions ont eu lieu avec la sous-préfecture et la Ville de Saint-Malo, dont une dernière ce mardi 9 septembre. « Nous nous remettons à ce

que disent et demandent les autorités. Ce sont elles qui assurent la protection et la projection des forces de l'ordre pour que le Forum se passe bien », explique Christian Pousset, le secrétaire général du FEB. Selon nos informations, le quai Duguay-Trouin sera fermé à la circulation (« sanctuarisé », selon notre source au ministère de l'Intérieur), afin d'éviter toute intrusion au sein du bâtiment. Des contrôles renforcés à l'entrée du Palais du grand large sont prévus également.

La Bretagne a cela de singulier qu'elle sait faire face et tenir debout

Combien de visiteurs au FEB ?

Malgré les blocages annoncés, l'organisation du FEB ne s'attend pas à ce que les Bretons boudent l'événement (en juin, elle avait dit attendre 7 000 participants). « On aurait pu penser que tout cela entraîne une baisse du nombre de visiteurs, mais les premiers chiffres montrent qu'ils devraient être plus nombreux que l'année dernière (5 680 personnes, NDLR) », indique Christian Pousset. À Rennes ce mardi, de nombreux acteurs économiques se demandaient toutefois s'ils feraient le déplacement jusqu'à Saint-Malo, du fait des blocages annoncés sur la rocade rennaise. Christian Pousset, malgré tout, se veut rassurant et optimiste : « La Bretagne a cela de singulier qu'elle sait faire face et tenir debout ».



Un "nouveau pacte breton" pour traverser l'incertitude au Forum Économique Breton

À la veille de l'ouverture du Forum Économique Breton (FEB) à Saint-Malo, Loïg Chesnais-Girard, président de la Région Bretagne, a fixé ce mardi les priorités économiques de la rentrée. Alors que le pays traverse une nouvelle zone d'incertitude, il a rappelé la solidité des fondamentaux bretons, avec un chômage à 6 %, le plus bas de France. La Région consacre plus de 50 M€ en 2025 pour soutenir investissements, recrutements et transitions, notamment via le "PASS compétitivité IAA (29 M€ en deux ans). Objectif : accompagner entreprises et territoires face aux défis de souveraineté, cohésion sociale et décarbonation. "La culture de la Bretagne, c'est l'esprit d'équipage, l'entraide et la coopération", a-t-il affirmé. Mobilité, attractivité et fiscalité adaptées complètent ce "nouveau pacte breton" qui servira de fil rouge au FEB. "Personne ne peut réussir seul, il faut jouer collectif pour la Bretagne de demain", a insisté l' élu.



NEW YORK, SEPTEMBER 09, 2025

Network for Teaching Entrepreneurship (NFTE) - Big Ideas Start Young: NFTE Opens 2025 World Series of Innovation to Innovators Ages 5-24

Network for Teaching Entrepreneurship (NFTE) - Big Ideas Start Young: NFTE Opens 2025 World Series of Innovation to Innovators Ages 5-24

Annual Global Challenge Offers Prizes up to \$1,500 for Bold, Creative Solutions to Advance the UN Sustainable Development Goals

New York, NY, Sept. 09, 2025 (GLOBE NEWSWIRE) -- The Network for Teaching Entrepreneurship (NFTE) today announced the launch of the 2025 World Series of Innovation (WSI), a free annual global competition inviting young people ages 5-24 to imagine bold solutions to some of the biggest challenges facing humanity.

This year's competition—sponsored by Aflatoun, CBT Technology, Comerica Bank, Ernst & Young LLP (EY US), EverBank, N.A., MetLife Foundation, and PayPal—invites young innovators worldwide to design creative, actionable projects aligned with the United Nations Sustainable Development Goals (SDGs). Competitors can participate individually or as part of a team, with submissions due by Dec. 12, 2025, at innovation.nfte.com.

Prizes range from \$300 to \$1,500 with a special prize given to the school or organization that has the most submissions. Winners of the Imagination League (ages 5-12) will be announced on Feb. 20, 2026, and winners of the Impact League (ages 13-24) will be announced on April 21, 2026.

This year's competition features:

WSI Imagination League (Ages 5-12)

Aflatoun Better Together Challenge - SDG 10

EverBank Little Savers Challenge - SDG 4

WSI Impact League (Ages 13-24)

CBT Tech Climate Solutions Challenge – SDG 13

Comerica Bank Skills for Success Challenge – SDG 4

EY Responsible AI Challenge – SDG 16

EverBank Financial Success Challenge – SDG 4

MetLife Foundation Good Health & Wellbeing Challenge – SDG 3

PayPal Opportunity for All Challenge – SDG 10

“We are always inspired by the creativity and innovation that emerges from the World Series of Innovation,” said Dr. J.D. LaRock, NFTE president & CEO. “Each year, competitors harness new technologies and fresh thinking to respond to real needs in their communities. It’s a powerful reminder that when young people are given the opportunity and the tools, they can design solutions with the potential to change the world.”

About the World Series of Innovation

The World Series of Innovation engages thousands of young people from around the globe each year. Challenges are designed to advance specific UN SDGs, while also helping participants build essential entrepreneurial and workplace skills. The competition is open to youth worldwide and submissions are accepted in English, Spanish, Arabic, Simplified Chinese, and Hindi.

For details on this year’s challenges, sponsors, and prizes, visit innovation.nfte.com.

###

For media inquiries, please contact Denise Berkhalter, APR, 917-281-4362, at mediainquiries@nfte.com.

About NFTE

Network for Teaching Entrepreneurship (NFTE) ignites the entrepreneurial mindset with unique learning experiences that empower students to own their futures. A global nonprofit founded in 1987, NFTE provides high-quality entrepreneurship education to middle school, high school and postsecondary students. NFTE brings the power of entrepreneurship to students, regardless of family income, community resources, special needs, gender identity, race, or ethnicity. NFTE has educated more than a million students, delivering our programs in school, out of school, in-person, online, or through hybrid models. Visit nfte.com to learn more.

Attachment

Young people ages 5 to 24 can now register for the annual World Series of Innovation

Denise Berkhalter, APR
Network for Teaching Entrepreneurship (NFTE)
917-281-4362
deniseb@nfte.com



Croissance, compétitivité... Le forum économique de Saint-Malo lance le « nouveau pacte breton »

Le forum économique breton s'ouvre ce mercredi 10 septembre 2025 pour deux jours à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Avec le lancement d'un pacte breton : co-construire des solutions concrètes pour que la Bretagne continue la course en tête.

Les dirigeants de la SNCF, d'Engie, de Manpower et bien d'autres se retrouvent au palais du Grand large de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) pour la sixième édition du Forum économique breton, le Feb, devenu un petit « **Davos** » régional au fil des années.

Dans un contexte politique et social des plus chahutés et instable, la région Bretagne veut avancer et trouver en son sein les solutions pour continuer à affirmer son modèle gagnant. Lucide sur les défis émanant du contexte national et international actuel.

Des dirigeants confiants mais lucides

En vue de ce rendez-vous, élus, institutionnels et dirigeants d'entreprises se retrouvent depuis le début de l'année pour édifier ce nouveau pacte breton.

Il part d'un diagnostic terrain dressé par le cabinet d'audit Forvis Mazars sur le moral des dirigeants bretons : « **Il a été réalisé auprès de 400 dirigeants bretons en mars 2025**, explique Eve Martineau en charge de ce baromètre chez Forvis Mazars, **et il en ressort une vraie singularité bretonne.** »

80 % des dirigeants bretons jugent la situation de leur entreprise bonne. « **35 points au-dessus de la moyenne nationale. C'est remarquable et forge la base pour le futur pacte breton. Il faut garder cette confiance.** »

Pour autant la confiance est lucide dans un environnement instable où la région a connu seulement 0,9 % de croissance en 2024 et où les défaillances ont bondi de 26 %.

« **Les patrons jugent à 86 % que la conjoncture nationale n'est pas favorable.** » Constat supplémentaire pour faire des territoires des solutions immédiates et collectives. « **Ils n'ont pas besoin d'attendre que les réformes politiques nationales le fassent à leur place.** »

Lire aussi : La Bretagne peut-elle rester championne de l'emploi ?
Les patrons inquiets

Le défi de la ressource humaine

Face à ce constat, le défi numéro 1 réside dans la ressource humaine. Pas de croissance sans bras pour la soutenir. 68 % des dirigeants bretons mettent le défi RH en premier, contre 54 % au niveau national. Évident dans une région proche du plein-emploi.

Ce défi tourne autour de trois piliers : mettre en place les formations adaptées au besoin terrain entre les transitions numériques, écologiques et industrielles. Faire face au vieillissement démographique et à la transmission des entreprises, en anticipant ces rendez-vous. Et répondre à la difficulté du logement, « **surtout sur le littoral ou en zone rurale. Dans les Côtes-d'Armor cette difficulté préoccupe à 84 % et à 90 % dans le tissu régional des PME** », complète Eve Martineau. Rennes et Vannes en vraies locomotives doivent aussi entraîner les autres villes bretonnes.

Enfin, ce baromètre met au premier plan l'identité forte de la Bretagne, reconnue à 96 % par ces dirigeants : « **Qualité de vie ou fierté culturelle sont autant d'atouts qui forgent le collectif et contribuent ensemble à trouver des solutions.** » Un autre des socles du pacte breton.

Un pacte breton et quatre priorités

Le Forum économique breton va ainsi décliner les quatre priorités issues des ateliers tenus depuis le début d'année pour ce nouveau pacte, que certains nomment aussi pack comme le président du Medef Bretagne, Hervé de Kermarrec.

La priorité des priorités reste la croissance à maintenir. Compétitivité et filière stratégique à consolider pour sécuriser les implantations industrielles.

Puis adapter très en amont les formations aux nouvelles compétences.

Arrive ensuite, la durabilité à servir en accélérant la souveraineté alimentaire et énergétique : « **Il n'y a aucun data center en Bretagne, alors qu'on en compte une trentaine en France. Il y a un vrai sujet autour de la planification électrique et du soutien à ces projets d'avenir** », a été entendu lors des groupes de travail.

Et, enfin, faire vivre le savoir-faire local comme le tourisme respectueux pour une attractivité qui servira l'identité culture.

Autant de thèmes débattus durant deux jours au Feb. Rendez-vous en septembre 2026 pour un premier relevé de compteur du nouveau pacte breton.



Le Forum économique breton va débattre durant deux jours de tous les thèmes liés au nouveau pacte breton.

Le Forum économique breton va débattre durant deux jours de tous les thèmes liés au nouveau pacte breton.

OUEST-FRANCE

par Elisabeth Montaufray-Bureau.



Bloquons tout : à quoi s'attendre ce 10 septembre en Bretagne ?

"Bloquer tout", des quais de gare aux rocade en passant par les universités ou les entreprises : les nombreuses initiatives d'une mobilisation citoyenne, dont l'ampleur reste indéterminée, vont encore s'affiner ce mardi, au lendemain de la censure du gouvernement. D'ores et déjà, de nombreuses actions sont prévues en Bretagne mercredi.

Des dizaines d'actions, des métropoles aux petites villes, sont prévues en Bretagne pour cette journée de mobilisation, selon un bilan provisoire s'appuyant sur une carte collaborative appelée gogocar-to.

Des actions de blocage

A Rennes, par exemple, deux points de rendez-vous sont donnés à 6h30 à l'Est et au sud de la métropole. Les grévistes vont installer des barrages filtrants ou un blocage de la rocade rennaise. A Brest, trois rendez-vous sont prévus à 6h, avec un blocage du port annoncé. A Vannes, le mouvement annonce le blocage de quatre échangeurs de la RN165 dès 6 h 30.

À Saint-Malo, on peut s'attendre à des actions visant à perturber le Forum économique breton, qui se déroule pendant deux jours dans la cité corsaire. À Guingamp, le rassemblement aura lieu à 9 heures au rond-point de Kernilien. À Rostrenen, une assemblée populaire se tiendra au rond-point de l'Intermarché toute la journée; les militants ont prévu des jeux, des discussions. Ils veulent aussi recueillir les doléances des automobilistes. A Quimper, le rendez-vous est donné à 7 heures au rond-point de Lududu. À Pontivy, les manifestants sont invités à se retrouver au rond-point du restaurant Mac Donald's à partir de 7h30.

LIRE AUSSI. Mouvement "Bloquons tout". Les anciens gilets jaunes bretons se mobiliseront-ils le 10 septembre ?

Des commerces fermés

Côté commerces, raffineries, éboueurs, usines ... De nombreux salariés ont prévu de bloquer des entreprises. Plusieurs commerçants font le choix de baisser le rideau demain pour s'associer au mouvement, notamment à Rennes¹. Les salariés de la raffinerie de Donges (Loire-Atlantique) sont appelés "à *cesser le travail*". A l'appel de la CGT, les éboueurs se mobiliseront aussi avec au moins une quinzaine de préavis de grève dans diverses régions de France, "principalement dans les zones rurales".

Des cortèges sont aussi prévus à Rennes, à l'appel de la CGT, Solidaires et notamment de FO à 11H00, même chose à Guingamp, dans les Côtes d'Armor.

Qu'en est-il dans les transports ?

Des perturbations sont à prévoir sur les rails. En Bretagne, pour les TER Breizgo, la SNCF annonce une dizaine de lignes impactées par la grève et un service adapté sur les lignes régionales. Côté TGV, le service est annoncé normal. Dans les airs, la direction générale de l'Aviation civile (DGAC) prévoit des perturbations et des retards "sur l'ensemble des aéroports français" mercredi.

Dans les écoles, les crèches et l'accueil périscolaire, plusieurs établissements resteront fermés ou ne fonctionneront pas normalement demain. Dès ce soir des internats ferment, c'est le cas de celui du lycée Bréquigny à Rennes. A Quimper, les lycéens sont appelés à se retrouver à 7h45 devant le lycée de Cornouaille. Des assemblées générales sont aussi prévues à 9 heures dans plusieurs universités.

(Avec Colombine Denis)

Ce n'est pas votre région ?

Voir l'actualité de toutes les régions

par Sylvaine Salliou



Événement : 6ème édition du Forum Economique Breton, les 10 et 11 septembre 2025 à Saint-Malo

Le Forum Économique Breton fait son retour au Palais des Congrès de Saint-Malo pour sa 6^e édition. Les 10 et 11 septembre, cet événement majeur rassemblera décideurs et acteurs économiques autour de deux journées d'échanges et de réflexion collective. Une occasion unique pour la Bretagne de participer activement à la construction des trajectoires de demain.

Forum Economique Breton, les 10 et 11 septembre 2025 à Saint-Malo
(Forum Economique Breton)

Cette 6ème édition placée sous le signe « du nouveau pacte breton », est le grand rendez vous de la rentrée qui permettra de partager, dès l'ouverture, les résultats d'une étude menée auprès du monde économique breton et les priorités définies dans des groupes de travail autour de quatre grands thèmes : Croissance et développement - Durabilité - Recherche et Développement - Identité et culture.

Les innovations du FEB 2025 "pour un nouveau pacte breton"

Pour son édition 2025, le Forum Économique Breton (FEB) a innové en associant ses partenaires très en amont à l'élaboration du programme. Entre février et fin mars, dix ateliers de travail ont réuni une dizaine de représentants à chaque session. Quatre grands axes structurants ont guidé ces réflexions : croissance et développement, durabilité, recherche et développement, identité et culture. De cette démarche collective sont ressorties 40 priorités concrètes qui constitueront le fil rouge des interventions et débats tout au long du forum.

Ces priorités seront enrichies par les résultats d'une enquête d'envergure conduite par Forvis Mazars, en partenariat avec l'Institut CSA. Actuellement, un panel représentatif de 400 dirigeants bretons est interrogé sur sa perception de la situation économique, l'attractivité du territoire et les leviers de croissance. Les conclusions de cette étude, combinées aux travaux des ateliers, viendront nourrir la réflexion autour d'un "nouveau pacte breton". Elles seront présentées en avant-première lors de la séance d'ouverture du FEB, le 10 septembre prochain.

Un programme intense, une offre d'activités renouvelée et des nouveaux lieux "hors les murs"

Le Forum Économique Breton (FEB) revient les 11 et 12 septembre 2025 au Palais du Grand Large de Saint-Malo avec un programme particulièrement riche : plus de 100 conférences autour des quatre grands thèmes structurants de l'édition, des plénières, des plateaux et des labs animés par des intervenants de haut niveau. Au cœur de l'événement, le « village » éphémère permettra aux partenaires de valoriser leurs savoir-faire, d'échanger sur des projets et d'accéder à de nombreux services, parmi lesquels le KerXport de BPI, le FundTruck Maddyness et CCI, ou encore les job datings de l'APEC et France Travail. Dans un cadre exceptionnel, rythmé par des moments conviviaux et la présence des trois-mâts Le Belem et Le Français, le FEB 2025 innove également avec l'objectif « zéro papier » : l'intégralité du programme, des intervenants et des activités sera accessible en ligne et via une nouvelle application dédiée.

Parmi les personnalités attendues :

Isabelle Albertalli - directrice climat Bpifrance
Catherine MacGregor - directrice générale Engie
Gilles Gateau - directeur général APEC
Cédric Villani - Mathématicien
Gilles Lurton - Maire de Saint-Malo
et de nombreux autres intervenants...

Plus d'informations sur le site du Forum Economique Breton.

par Franceinfo





Saint-Malo Une centaine de postes à pourvoir à Saint-Malo lors du Forum économique breton

Comme l'année dernière, France Travail Bretagne et l'Apec Bretagne organisent une session de recrutement, mercredi, dans le cadre

du Forum économique breton (FEB) de Saint-Malo (35). Une centaine de postes de cadres et d'agents de maîtrise seront proposés par une quinzaine d'entreprises et de collectivités, dont Sogecom, Eureden,

Enedis, Banque Populaire Grand Ouest (BPGO), Axa, Aisprid, Safran, Timac Agro (groupe Roullier), Manpower, Beaumanoir et Saint-Malo Agglomération. ■





SAINT-MALO

La préparation du 10 septembre rassemble

Alors que le vote de confiance au Premier ministre François Bayrou vient de tomber, hier, une centaine de personnes s'est rassemblée devant la mairie pour préparer la mobilisation de mercredi.

Le rendez-vous était donné ce lundi soir devant la mairie de Saint-Malo. D'abord, pour célébrer la démission inéluctable du Premier ministre François Bayrou.

Mais aussi et surtout pour préparer, en assemblée générale, la forme que prendra la mobilisation de mercredi, dans la cité corsaire. Entre 100 et 150 personnes sont donc venues trinquer à ce « pot de départ » et préparer l'opération « Bloquons tout ».

Parmi elles, Sabine, 53 ans, coiffeuse à domicile et dog-sitter. C'est le « trop-plein d'inégalités » qui l'a poussée à rejoindre la mobilisation. « Tous les prix augmentent : la nourriture, l'essence, les loyers... Et les salaires ne suivent pas, au contraire. Du coup, un écart s'est creusé entre les classes sociales, il n'y a plus de classe moyenne. C'est soit les très riches, soit les pauvres, voire très pauvres », raconte celle qui, avec deux métiers, a « du mal à s'en sortir ».

C'est d'ailleurs la première fois qu'elle participe à une assemblée générale. « Je suis venue

montrer mon mécontentement, comme beaucoup d'autres citoyens. Se rassembler pour cette cause commune, c'est vraiment enrichissant. »

Le FEB, « au bon endroit, au bon moment »

« On est déjà une centaine, se réjouit un peu plus loin Philippe, la soixantaine. On est tous bien contents que le Premier ministre aille voir ailleurs. Mais maintenant, il va falloir choisir qui on met à la place, et je crains le pire. »

Un peu gâché par la pluie, l'apéro se transforme rapidement en assemblée générale - sous les portes de l'intra-muros - pour réfléchir à la mobilisation de ce mercredi. « Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises actions, introduit un participant. Tant que ça dérange le système politique et économique. »

Rapidement, le débat se tourne vers une mobilisation en marge du FEB (Forum économique breton), prévu les 10 et 11 septembre au Palais des congrès. « Ceux qui pompent nos impôts seront tous là ! On est au bon endroit, au bon mo-

ment. » Tour à tour, les membres de l'assemblée officielle se relaient. Retraités, travailleurs, apprentis à l'Afpa, lycéens... Chacun propose des pistes d'actions : « cassero-lade », « pique-nique sous les fenêtres du palais des congrès » ou encore « opération escargot ». Sur un point, tout le monde est d'accord : « Il faut bloquer efficacement et tous ensemble ».

Au bout d'une heure d'échanges, le rendez-vous est finalement fixé mercredi au matin, pour une double mobilisation devant le Palais du grand large et devant le lycée Jacques-Cartier. La masse de participants à venir manifester le jour J reste cependant incertain. ■



Saint-Malo, une centaine de personnes s'est réunie devant la mairie pour l'assemblée générale avant la mobilisation du 10 septembre. Photo : Ouest-France

par Enora Paniez.





Saint-Malo Caisse des dépôts : « Écouter les territoires »

Propos recueillis par Guillaume BietryNommé à la tête de la Caisse des dépôts en juin, Olivier Sichel interviendra au Forum économique breton de Saint-Malo (35), mercredi. Logement, collectivités, livret A, économies... Il revient sur les grands enjeux de l'institution.

La Caisse des dépôts, dont vous avez pris la direction en juin, est souvent présentée comme le bras armé financier de l'État. Quelles sont vos priorités pour ce mandat de cinq ans qui s'ouvre ?

J'ai retenu trois axes. Le premier, c'est la cohésion sociale et territoriale. Cohésion sociale, du fait de notre rôle essentiel sur le logement, à un moment où sévit une crise très importante. La Bretagne, malheureusement, n'y échappe pas. Et cohésion territoriale parce qu'il est important de vérifier qu'on ne laisse pas des territoires au bord de la route et qu'on ne se concentre pas uniquement sur l'Île-de-France ou sur les métropoles. Le deuxième volet, c'est la transformation écologique et le troisième concerne les souverainetés, notamment dans le numérique, l'industrie, l'énergie ou la défense.

Vous mentionnez la cohésion territoriale, qui sera le thème de votre intervention au Forum économique breton, mercredi. Pourquoi ce sujet est-il clé ?

Prenez les écoles. Nous nous sommes beaucoup émus de l'état des bâtiments, surtout en période de canicule. Nous

avons donc lancé un grand programme de rénovation. Et, en le faisant, on a vu qu'aucune école ne ressemblait à une autre. Les problématiques à Rennes ne sont pas les mêmes qu'à Lorient, Vannes ou Saint-Pabu (29). Il faut s'adapter. Donc il est important d'écouter les territoires, sur des sujets très concrets sur lesquels les Françaises et les Français sont en attente. Aujourd'hui, pour nous, ça se passe très bien et ça progresse.

C'est-à-dire ?

En 2024, la Banque des territoires [la direction de la Caisse qui pilote les sujets locaux, NDLR] a prêté 761 M€ aux collectivités et aux bailleurs sociaux bretons. Pour 2025, à la fin juillet, nous sommes déjà 774 M€. Donc, vraisemblablement, nous serons tout près voire au-delà du milliard à fin décembre.

Cela plaide-t-il pour davantage d'autonomie des territoires ?

Il y a eu des questions sur le rôle des collectivités locales dans la dette publique, qui est extrêmement marginal. Sur les quelque 3 300 milliards d'euros de dette, la dette des collectivités est inférieure à 7 % et elle croît assez peu. Ces

acteurs à qui nous faisons des prêts sont responsables. Leurs demandes de financements sont très raisonnables et il nous arrive très rarement de dire non. Donc, nous sommes très favorables à donner plus de pouvoir aux élus.

Où en est le secteur du logement social, pour lequel les demandes explosent alors que les constructions tournent au ralenti ?

La reprise semble là. En Bretagne, par exemple, nous avons financé 3 842 logements sociaux neufs en 2024. À fin juillet, nous sommes déjà à 4 812.

Le gouvernement recherche à faire 44 milliards d'euros d'économies pour 2026. La Caisse va-t-elle être mise à contribution ?

Elle ne dépend pas du budget de l'État. Au contraire, elle y contribue (2,1 milliards d'euros en 2024 sur un bénéfice total de 5,1 milliards). Mais il faut que nous soyons exemplaires. Malgré notre forte croissance, tous nos développements se font avec des moyens très raisonnables. Il n'y a pas de phénomène de guichets pour nos financements. Parce que ce sont des prêts et des investissements, et pas des subven-

tions, il n'y a pas de contraintes budgétaires. ■



Olivier Sichel a été nommé directeur général de la Caisse des dépôts en juin dernier. Photo : Photo Sophie Palmier/REA





Le logement, un frein pour six entreprises bretonnes sur dix

Benjamin Brehon

60 % des entreprises bretonnes jugent que la problématique du logement de leurs salariés est un frein très important (29 %) ou plutôt important (31 %) à leur politique de recrutement, et la même proportion estime que c'est également un frein à leur fidélisation. C'est un des enseignements du premier Baromètre du logement des salariés en Bretagne, lancé par Le Télégramme, la CCI Bretagne et Gweneg Asset Management via un questionnaire adressé aux entreprises de plus de cinq salariés. Sans surprise, c'est dans le secteur de l'hôtellerie-restauration (87 % !) et dans le Morbihan que la situation est la plus tendue, sur fond de

manque de logements disponibles (pointé par 70 % des répondants) et de leur coût élevé (65 %).

Collaboration avec les pouvoirs publics

Pour y faire face, 25 % des entreprises débordent de leur activité principale pour prendre le problème à bras-le-corps : accompagnement dans la recherche (56 %), mise à disposition de logements temporaires (42 %) et même, pour une entreprise sur cinq, aide financière. C'est d'ailleurs le coût de ce type d'opération qui est le plus souvent cité comme frein principal (40 %), devant

les complexités administratives (35 %).

Et si plus de 90 % des entreprises consultées estiment qu'il s'agit avant tout d'un enjeu pour les collectivités et les pouvoirs publics, elles pointent aussi, pour les deux tiers d'entre elles, l'intérêt d'une collaboration accrue entre entreprises, bailleurs et pouvoirs publics. Elles citent plusieurs leviers potentiels qui pourraient être élaborés collectivement : des infrastructures de transports en commun plus adaptées (41 %), des dispositifs fiscaux dédiés (38 %) et la fameuse simplification administrative (36 %). ■

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Le premier Baromètre du logement des salariés en Bretagne fera l'objet d'une restitution complète sur l'espace de la CCI Bretagne au Forum économique breton, à Saint-Malo, mercredi, à midi.





BRETAGNE

Emploi : la Bretagne peut-elle rester championne ?

Alors que la région fait la course en tête avec le plus bas taux de chômage en France, plusieurs signes de ralentissement de l'économie bretonne inquiètent les patrons.

Avec 5,9 % de taux de chômage, la Bretagne était championne française de l'emploi fin 2024. Renouvellera-t-elle l'exploit en 2025 et 2026 ?

Pas un patron breton ne prendrait le pari, en cette rentrée où l'instabilité politique culmine. Et ce, malgré les atouts de la Bretagne : un tissu très dense de PME et de TPE (95 % des sociétés bretonnes), des centres de décision d'entreprises installés dans la région et des entreprises de taille intermédiaire (ETI) familiales « attachées à leur territoire, apprécie Hervé Kermarrec, président du Medef Bretagne. La région est globalement robuste et jugée attractive mais nous sommes très dépendants de l'économie mondiale et nationale et la période met les entreprises en grandes difficultés, y compris les Bretons. Par nature, un dirigeant a confiance en l'avenir, mais nous avons besoin de visibilité ».

Réduction des investissements pour quatre entreprises sur dix ; allongement des délais de paiement dans une entreprise sur deux... Les dernières études mettent en évidence des signaux inquiétants notamment dans l'agroalimentaire, ce géant de l'économie bretonne (un emploi industriel sur

quatre) confronté à l'effritement de sa marge brute d'exploitation (de 4,2 % à 3,9 %).

« Nous avons de moins en moins de marges car le consommateur ne veut pas payer cher, souligne Marie Kieffer, directrice générale de l'Association bretonne des entreprises agroalimentaires (Abea). L'effritement de la rentabilité est une tendance structurelle. Cela nous inquiète car quand l'on ne fait pas de marges, il faut écraser ses coûts fixes et recentrer ses ateliers. »

Le bâtiment à la peine

Autre signe du ralentissement de l'économie bretonne : le recours à l'emploi intérimaire a dévissé de près de 7 points en un an, selon la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets, juin 2025). « Le recours à l'intérim, c'est le thermomètre, résume Andréas Millet, président de la Capeb Bretagne qui représente les artisans du bâtiment, dont l'activité a chuté ce trimestre (-4,5 %), après un an et demi de baisse continue. Quand on n'arrive pas à se projeter dans l'avenir, on se projette moins sur des embauches et des investissements. »

Le gel des aides à la rénovation énergétique MaPrimRénov'alimente la grogne de ces petits patrons qui réalisent 60 % de leur activité dans la rénovation. Même colère au sein de la puissante Fédération française du bâtiment de Bretagne (80 000 emplois), même si la construction de logements frémit (+0,6 % sur un an, fin juillet 2025) après des années de crise. « Les entreprises peinent depuis six ans à retrouver de la rentabilité », pestait son président, Stéphane Le Teuff, il y a quelques jours.

« Cela devient très compliqué »

« Rassurée par une saison plutôt bien faite », la filière de l'hôtellerie et de la restauration (40 000 salariés et plus de 12 000 saisonniers) n'en reste pas moins inquiète elle aussi. Dans le viseur d'Anthony Rambaud, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) Bretagne, « l'incertitude et les micro-taxes que l'on voit arriver. Cela devient très compliqué de piloter nos entreprises à deux ou à trois ans ».

Dans ces conditions, l'Umih Bretagne ne veut pas entendre parler du Versement mobilité régional et rural (VMRR). Cette taxe, votée par le Conseil

régional de Bretagne pour financer le développement des transports collectifs, est applicable en janvier 2026 (0,15 % de la masse salariale pour les entreprises de plus de 11 salariés).

Au printemps, le Medef et la région Bretagne avaient proposé au gouvernement quatre alternatives à cette taxe, dont un prélèvement sur la taxe sur les

nuitées payées par les touristes séjournant en Bretagne. À la veille du Forum économique breton (Feb), ce mercredi, Hervé Kermarrec a demandé au président de la Région, Loïg Chesnais-Girard, « de surseoir au versement de cette taxe tant que le projet de loi de finances sera bloqué. Il pèsera sur les entreprises. Il ne serait pas compris ». ■



à l'effritement de sa marge brute d'exploitation (de 4,2 % à 3,9 %). Photo : Archives Ouest-France

par Laetitia Jacq-Galdeano.





ILLE-ET-VILAINE

Mouvement du 10 septembre : à quoi s'attendre ?

La mobilisation s'organise dans le département. Si les contours et l'ampleur du mouvement « Bloquons tout » restent flous, plusieurs actions et points de rendez-vous ont été annoncés.

Quelle sera l'ampleur du mouvement de contestation « Bloquons tout », mercredi dans le département ? Ces derniers jours, des centaines de personnes échangeaient sur les applications Signal et Telegram, dans des canaux ouverts pour s'organiser localement à Rennes, Saint-Malo, Redon, Dol-de-Bretagne...

De vive voix aussi. Comme à Rennes, où une assemblée générale a réuni environ 300 personnes à Cleunay, samedi après-midi. Ou à Piré-sur-Seiche, dimanche, pour les actions à mener dans le sud-est du département.

Rennes

Hier soir, environ un millier de personnes se sont retrouvées devant la mairie pour « fêter » ironiquement le pot de départ du Premier ministre François Bayrou. Mousseux et confettis étaient de sortie. Au cœur du rassemblement des drapeaux du syndicat étudiant l'Union pirate, mais aussi de Révolution permanente, de La France insoumise (LFI), d'Attac...

Parmi les manifestants, des jeunes actifs, comme Nathalie, 36 ans, qui estime que « ce budget était une humiliation de plus, qui faisait peser la responsabilité de la dette sur ceux

qui ont le moins de moyens ». Les étudiants de l'Université Rennes 2 ne sont pas encore présents en masse mais leur assemblée générale demande la suspension des cours pour se joindre au mouvement du 10 septembre. La manifestation s'est étiolée place Sainte-Anne vers 20 h 30.

Mercredi, deux points de rendez-vous sont annoncés, dès 6 h 30. Aux stations de métro Via Silva, au nord-est de Rennes et Henri-Fréville, près du centre Alma. La volonté d'aller bloquer la rocade est évoquée, d'autres parlent de barrages filtrants. Ensuite, il est prévu de rejoindre le centre-ville pour une manifestation à République, à 11 h 30. Des tentatives de blocage pourraient aussi avoir lieu dès l'aube, devant les lycées.

De leur côté, les syndicats des métiers de la santé et du social prévoient une manifestation devant la préfecture, à Beauregard, à 10 h.

Saint-Malo

Les manifestants ont dans le viseur le Forum économique breton qui s'ouvre mercredi. « Grandes entreprises, État et représentants de la classe politique au pouvoir se réunissent et réaffirment leurs intérêts

communs, au détriment des classes populaires », estime le collectif Indignons nous du pays de Saint-Malo.

Les manifestants ont prévu de s'y rendre. Lors d'une assemblée générale, hier soir, avec environ 150 participants, ils ont décidé de deux points de rendez-vous, dès 8 h : au rond-point du lycée Jacques-Cartier et devant le palais du Grand large.

Fougères

Une quarantaine de personnes étaient réunies, hier soir, place Aristide-Briand, afin d'évoquer les actions à conduire pour la journée de mobilisation prévue mercredi. Un collectif de citoyens s'est créé début septembre, dans le cadre du mouvement national « Bloquons tout ».

Les manifestants entendent occuper un rond-point de la rocade mercredi matin. Ils devraient aussi tenir une autre assemblée générale en fin de journée, après la manifestation prévue à 17 h 30, pour décider des suites du mouvement.

Redon

On s'organise aussi dans le pays de Redon, avec un rassemblement à 7 h mercredi, au

rond-point de la Jaunaie, dans la zone commerciale Cap Nord. Hier soir, quelque 70 personnes ont participé au « pot de départ de François Bayrou » devant la mairie. Dans le groupe, d'anciens Gilets Jaunes mais aussi de nouvelles têtes réclamant désormais la démission du Président de la République. « Dans notre quotidien, nous avons tous des raisons d'être en colère, c'est ce qui nous unit », explique un participant. La mobilisation du jour reflète-t-elle celle à venir ? « On verra ça sur le rond-point mercredi ! »

Vitré

Hier soir, ils étaient une trentaine sur la place du Château, pour « fêter » le départ du Premier ministre. Pour la suite du mouvement, les actions à venir restent floues. « S'il n'y a rien ici, on ira à Rennes. Je veux bien faire un truc, mais il faut être au moins une vingtaine », note un participant.

Quelques actions ont été proposées comme le blocage du rond-point de la Baratière ou de la rocade en roulant à 10 km/h. D'autres réagissent : Ce serait mieux de faire quelque chose de cool et festif pour ne pas embêter les gens et pour qu'ils rejoignent le mouvement.

Guichen et Dol-de-Bretagne

Un rassemblement est prévu au rond-point des Landes, à Guichen, au sud de Rennes, dès 6 h, mercredi.

À Dol-de-Bretagne, une « assemblée citoyenne familiale et conviviale » est annoncée, à 15 h, au parc des Petits-lutins.

Préavis de grève

En plus de ces actions annoncées, plusieurs préavis de grève ont été déposés par les syndicats pour le 10 septembre. C'est le cas dans les transports en commun à Rennes, avec des perturba-

tions à prévoir sur le réseau Star. Mais aussi dans les gares avec un appel de la CGT-Cheminots à « participer massivement à la grève ».

Réunie à Rennes, pour décider des actions à venir, l'intersyndicale envisageait ce 10 septembre comme le premier acte de la rentrée sociale, avant jeudi 18 septembre, où les syndicats espèrent voir tous les secteurs, publics comme privés, dans la rue. ■



Plus d'un millier de personnes ont participé au rassemblement pour « fêter » la démission de François Bayrou, hier soir, à Rennes. L'ambiance était festive, avec de nombreux jeunes et trente-naires. Photo : Elsa Rancel / Ouest-France



SAINT-MALO

NEWS : LETELEGRAMME.FR

« Au Forum économique breton, ils vont nous entendre » : à Saint-Malo, la journée du 10 septembre se prépare

Ce lundi 8 septembre, près de 90 personnes se sont réunies, devant l'hôtel de ville, à Saint-Malo, pour participer au « pot de départ de François Bayrou ». Un mouvement improvisé aux quatre coins de la France, qui permet de préparer la journée de blocage de mercredi.

Lancée il y a quelques jours à peine sur les réseaux sociaux et via les messageries, la proposition de plusieurs personnes d'organiser un « pot de départ » à l'occasion de la chute du gouvernement de François Bayrou, à Saint-Malo, devant l'hôtel de ville, ce lundi 8 septembre, à 19 h, a finalement rassemblé près de 90 personnes. Soit trois fois plus que ce à quoi s'attendaient celles et ceux à l'origine de ce rassemblement symbolique. « Cela en dit long sur le ras-le-bol général », lâche cette infirmière. « Ce soir, nous sommes près de 90 mais mercredi prochain, pour la journée de mobilisation du 10 septembre, nous serons beaucoup plus nombreux », annonce ce Malouin, habitué des manifestations.

Après quelques minutes à échanger entre eux sur l'échec du Premier ministre et sur le ras-le-bol, très vite, les uns et les autres (quelques lycéens, des retraités, des actifs de tous âges), ont abordé la grande journée de blocage du 10 septembre, dans la fosse aux lions, devant l'hôtel de ville.

Le Forum économique breton en ligne de mire

À celles et ceux qui ne le savaient, certains ont expliqué que mercredi prochain, le Palais du grand large de Saint-Malo allait accueillir le Forum économique breton (FEB), où de nombreux grands patrons étaient attendus. « Le thème de cette année, c'est « Pour un nouveau pacte breton » justement, a précisé ce Malouin. Mais nous ne sommes pas invités ! À près de 250 € l'entrée, de toute façon, nous n'y serions pas allés mais finalement peut-être que si, nous allons y aller ou au moins, nous y faire entendre ! » Parmi les autres actions prévues, une opération « escargot » à pied dans la ville, avec le renfort des lycéens « et plus si affinités ».

Si l'essentiel des actions de blocage, à Saint-Malo, devrait avoir lieu mercredi, dès 8 h, d'autres ne sont pas à exclure le lendemain, le jeudi 11 septembre. « Le FEB, c'est sur deux jours », a lancé Camille.

Perturbée par la pluie, cette assemblée s'est poursuivie à l'abri, sous la porte Saint-Vincent, en intramuros. Elle a finalement pris fin à 20 h 30 aux cris de « Macron démission » et « On est là ».



"Bloquons tout" : où sont prévues les actions en Bretagne ? - ici

Bretagne
Morbihan
Finistère
Côtes-d'Armor
Ille-et-Vilaine

De nombreux rassemblements sont prévus en Bretagne ce mercredi 10 septembre 2025. Une journée de blocage s'organise sur les réseaux sociaux depuis plusieurs semaines pour réclamer une autre politique et réclamer la démission d'Emmanuel Macron.

Le mouvement "Bloquons tout" s'organise en Bretagne. Selon les services de renseignements, la journée de mobilisation de ce mercredi 10 septembre pourrait réunir jusqu'à 100.000 personnes dans le pays, avec une forte participation dans l'ouest, en particulier dans notre région. **Dans certaines communes bretonnes, des syndicats ont rallié le mouvement** lancé après les annonces du Premier ministre, François Bayrou, sur les 44 milliards d'économies du budget 2026. De nombreux rassemblements sont d'ores et déjà annoncés, mais dans de nombreux endroits, les participants refusent de communiquer sur les actions qu'ils entendent mener.

Dans les Côtes d'Armor

- A Guingamp, le rassemblement s'organise à 9h au rond-point de Kernilien.

- A Rostrenen, une grande assemblée populaire se tiendra au rond point de l'Intermarché toute la journée.

- A Lannion, l'intersyndicale (CGT, FSU, Solidaires) appelle à rejoindre le rassemblement du quai d'Aiguillon à 11h30.

- A Saint-Brieuc, à partir de 8 h, une action est prévue sur le square Salvador-Allende, près du centre commercial Les Champs.

Dans le Finistère

- A Quimper, le rendez-vous est donné à 7h au rond-point de Lududu. Les lycéens sont appelés à se retrouver à 7h45 devant le lycée de Cornouaille. La CGT appelle à un rassemblement à 10h devant les locaux du Medef.

- A Brest, une assemblée citoyenne est prévue à 9h à la faculté Victor Segalen, dans l'amphithéâtre Guilcher. Les manifestants appellent aussi à des blocages du port de Brest, dans la zone du Carrefour Iroise et de Thalès ainsi qu'au rond-point de Penn ar C'hleuz. Un appel au rassemblement est également lancé par les syndicats à 10h30 au Parc à Chaînes.

- A Quimperlé, les manifestants prévoient de se retrouver au parking du stade Jean Charter à partir de 6h et route de Pont Aven. La CGT appelle aussi à une action à 10h30 devant la gare.

- A Landerneau, un rassemblement est annoncé devant le centre culturel le Family à 9h.

- A Daoulas, un barrage filtrant sera installé à partir de 6h30 devant le Super U.

- A Morlaix, l'intersyndicale (CGT, FO, FSU et Solidaires) appelle à une manifestation place des otages à 10h30.

- Dans les Monts d'Arrée, les manifestants ont rendez-vous à 10h au rond-point de Tredudon.

- A Douarnenez, ce sera à partir de 7h aux ronds-points de Kerharo et de Toubalan. La CGT lance un appel au rassemblement au rond point de Bréhuel à 10h.

- A Pont-l'Abbé, un rendez-vous est fixé au rond-point de Kerganet à 7h.

- A Concarneau, un appel au rassemblement est lancé à 7h au rond-point du Moros.

- A Carhaix, une action est prévue sur le parking de l'ex magasin Casino à 10h.

En Ille-et-Vilaine

- A Châteaugiron, un rassemblement est annoncé à 14h

- A Fougères, les syndicats CGT, CNT, FO, FSU tiennent un stand à 16h sur l'esplanade des Chaussonnières, devant la médiathèque. Une manifestation est prévue à 17h30 place Aristide Briand

- A Redon, un rassemblement est prévu dès 7h au rond-point de la Jaunaie, en face du McDonald's dans la zone commerciale cap Nord.

- A Rennes, dès 6h30, des blocages de la rocade sont annoncés ainsi que deux stations de métro, Henri-Fréville et Via Silva. Une manifestation est prévue à 11h30 au départ de la place de la République.

- A Saint-Malo, une opération escargot est évoquée sur la quatre-voies en présence de manifestants de Dinan (Côtes d'Armor). Le Forum économique Breton, qui se déroule pendant deux jours dans la cité corsaire, pourrait être visé par des manifestants.

Dans le Morbihan

- A Lorient, le rendez-vous est fixé au pont St Christophe à 10h09 (comme le 10/09), avant un défilé jusqu'au point de blocage qui n'est pas encore annoncé. Une autre action est prévue à la même heure au rond-point de Caudan.

- A Pontivy, les manifestants sont invités à se retrouver au rond-point du restaurant Mac Donald's à partir de 7h30.

- A Vannes, trois actions sont prévues : blocage des quatre échangeurs de la ville à partir de 6h30, puis dès 7h30 rendez-vous devant la fac, l'IUT et les lycées. Une manifestation partira à 10h du port pour rejoindre les différents points de blocage.

"Bloquons tout" : mouvement de blocage du 10 septembre¹

Manifestations

Grèves

par Angeline Demuynck et Loick Guellec



Le logement, un frein au recrutement pour six entreprises bretonnes sur dix

60 % des entreprises bretonnes jugent que la problématique du logement de leurs salariés est un frein très important (29 %) ou plutôt important (31 %) à leur politique de recrutement, et la même proportion estime que c'est également un frein à leur fidélisation. C'est un des enseignements du premier Baromètre du logement des salariés en Bretagne, lancé par Le Télégramme, la CCI Bretagne et Gweneg Asset Management via un questionnaire adressé aux entreprises de plus de cinq salariés.

Sans surprise, c'est dans le secteur de l'hôtellerie-restauration (87 % !) et dans le Morbihan que la situation est la plus tendue, sur fond de manque de logements disponibles (pointé par 70 % des répondants) et de leur coût élevé (65 %).

Deux tiers des entreprises favorables à une collaboration avec les pouvoirs publics

Pour y faire face, 25 % des entreprises débordent de leur activité principale pour prendre le problème à bras-le-corps : accompagnement dans la recherche (56 %), mise à disposition de logements temporaires (42 %) et même, pour une entreprise sur cinq, aide financière. C'est d'ailleurs le coût de ce type d'opération qui est le plus souvent cité comme frein principal (40 %), devant les complexités administratives (35 %).

Et si plus de 90 % des entreprises consultées estiment qu'il s'agit avant tout d'un enjeu pour les collectivités et les pouvoirs publics, elles pointent aussi, pour les deux tiers d'entre elles, l'intérêt d'une collaboration accrue entre entreprises, bailleurs et pouvoirs publics. Elles citent plusieurs leviers potentiels qui pourraient être élaborés collectivement : des infrastructures de transports en commun plus adaptées (41 %), des dispositifs fiscaux dédiés (38 %) et la fameuse simplification administrative (36 %).

Le premier Baromètre du logement des salariés en Bretagne fera l'objet d'une restitution complète sur l'espace de la CCI Bretagne au Forum économique breton, à Saint-Malo, mercredi 10 septembre, à midi.



ÉCONOMIE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

Emploi : une centaine de postes à pourvoir à Saint-Malo, lors du Forum économique breton

Ces postes seront proposés par une quinzaine d'entreprises, mercredi 10 septembre, lors d'une session de recrutement organisée au Forum économique breton de Saint-Malo (35).

Comme l'année dernière, France Travail Bretagne et l'Apec Bretagne organisent une session de recrutement, mercredi 10 septembre, dans le cadre du Forum économique breton (FEB) de Saint-Malo (35). Une centaine de postes de cadres et d'agents de maîtrise seront proposés par une quinzaine d'entreprises et de collectivités, dont Sogecom, Eureden, Enedis, Banque Populaire Grand Ouest (BPGO), Axa, Aisprid, Safran, Timac Agro (groupe Roullier), Manpower, Beaumanoir et Saint-Malo Agglomération.

Nouveauté, un espace « CV recruteur » a été créé. « Objectif : inverser les rôles et donner aux entreprises l'occasion de pitcher [présenter, NDLR] leurs atouts, leur culture d'entreprise et leurs perspectives d'évolution pour séduire les talents », expliquent France Travail et l'Apec.





SAINT-MALO

Le tourisme d'affaires, une aubaine pour l'après-saison

En septembre, les vacanciers font place aux voyageurs d'affaires, venus participer à des colloques ou congrès dans la cité corsaire. Autour du centre névralgique de ce secteur, le palais Grand Large.

La rentrée économique a sonné à Saint-Malo et avec elle le retour du tourisme d'affaires, un secteur d'activité encore peu connu mais qui fait vivre les professionnels du tourisme après le départ des vacanciers estivaux.

Réunions, colloques, congrès, expositions... De nombreuses entreprises font venir leurs employés dans la Cité corsaire pour ces voyages d'affaires.

« Les professionnels ont besoin de se voir »

Le Palais du Grand large accueille une bonne partie de ces événements, qu'ils rassemblent quelques cadres d'entreprises à des milliers de congressistes. « Au total, nous accueillons près de 50 000 professionnels chaque année. Beaucoup viennent pour des congrès médicaux ou scientifiques internationaux, avec des dizaines de pays représentés », explique Frédéric Coulon, directeur de l'attractivité et de développement du tourisme d'affaires, ainsi que du palais des congrès.

L'institution, basée à deux pas d'Intra-muros, a déjà une longue liste de rencontres professionnelles prévues jusqu'à

fin 2025. Parmi elles, le Forum économique breton (FEB), prévu les 10 et 11 septembre, mais aussi les 20^{es} Rencontres convergences Santé-Hopital (700 participants sur trois jours) ou encore les 40 ans de la marque Maison Bordier. « Entre septembre et décembre, une quarantaine d'événements sont prévus, avec près de 40 000 congressistes attendus, annonce le directeur, qui décrit une activité en hausse depuis le Covid. On sent que les professionnels ont besoin de se voir. »

Trois fois plus de dépense qu'un touriste

Le tourisme d'affaires amène ainsi son lot de visiteurs tout au long de l'année, notamment en dehors des vacances scolaires et pendant l'automne. « Cette fréquentation complète le tourisme de loisir », explique Lisa Fonlupt, chargée des relations presse de l'office Destination Saint-Malo baie du Mont Saint-Michel.

Une aubaine pour le secteur touristique malouin, car « on estime qu'un touriste d'affaire dépense trois fois plus qu'un visiteur lambda. À Saint-Malo, cela peut aller entre 300 et

400 € par jour, entre le transport, l'hébergement, la restauration, le shopping... Sans parler des acteurs indirects mobilisés : agents d'accueil ou de nettoyage, traiteurs... Forcément, cela a des retombées pour l'économie locale », se félicite Frédéric Coulon.

Le secteur a longtemps eu mauvaise presse, notamment à cause du coût environnemental de ces déplacements professionnels. « Alors on essaye de s'améliorer, en proposant notamment des séjours où tout se fait à pied dans Saint-Malo. Notre force, c'est qu'il y a beaucoup de choses à découvrir dans la ville et autour », explique Frédéric Coulon. Son pari : « Faire revenir ces professionnels pour leurs vacances en famille. » ■



Linda fait partie des douze serveurs employés par le traiteur du jour. Photo : Ouest-France

par Enora Paniez.



Le tourisme d'affaires, une aubaine pour l'après-saison à Saint-Malo

En septembre, les vacanciers font place aux voyageurs d'affaires, venus participer à des colloques ou congrès dans la cité corsaire. Autour du centre névralgique de ce secteur, le palais Grand Large, la venue de ces professionnels permet de maintenir l'activité économique locale après l'été.

La rentrée économique a sonné à Saint-Malo et avec elle le retour du tourisme d'affaires, un secteur d'activité encore peu connu mais qui fait vivre les professionnels du tourisme après le départ des vacanciers d'août. Réunions, colloques, congrès, expositions... De nombreuses entreprises font venir leurs employés dans la cité corsaire pour ces voyages d'affaires.

« Les professionnels ont besoin de se voir »

Le Palais du Grand large accueille une bonne partie de ces événements, qu'ils rassemblent quelques cadres d'entreprises à des milliers de congressistes. « **Au total, nous accueillons près de 50 000 professionnels chaque année. Beaucoup viennent pour des congrès médicaux ou scientifiques internationaux, avec des dizaines de pays représentés** », explique Frédéric Coulon, directeur de l'attractivité et de développement du tourisme d'affaires, ainsi que du palais des congrès.

Lire aussi : Dans les coulisses du Palais du Grand Large à Saint-Malo

L'institution, basée à deux pas d'Intra-muros, a déjà une longue liste de rencontres professionnelles prévues jusqu'à fin 2025. Parmi elles, le Forum économique breton (FEB), prévue les 10 et 11 septembre, mais aussi les 20^{es} Rencontres convergences Santé-Hopital (700 participants sur trois jours) ou encore les 40 ans de la marque Maison Bordier. « **Entre septembre et décembre, une quarantaine d'événements sont prévus, avec près de 40 000 congressistes attendus**, annonce le directeur, qui décrit une activité en hausse depuis le Covid. **On sent que les professionnels ont besoin de se voir.** »

Trois fois plus de dépense qu'un touriste

Le tourisme d'affaires amène ainsi son lot de visiteurs tout au long de l'année, notamment en dehors des vacances scolaires et pendant l'automne. « **Cette fréquentation complète le tourisme de loi-**

« **sir** », explique Lisa Fonlupt, chargée des relations presse de l'office Destination Saint-Malo baie du Mont Saint-Michel.

Une aubaine pour le secteur touristique malouin, car « **on estime qu'un touriste d'affaire dépense trois fois plus qu'un visiteur lambda. À Saint-Malo, cela peut aller entre 300 et 400 € par jour, entre le transport, l'hébergement, la restauration, le shopping... Sans parler des acteurs indirects mobilisés : agents d'accueil ou de nettoyage, traiteurs... Forcément, cela a des retombées pour l'économie locale** », se félicite Frédéric Coulon.

Le secteur a longtemps eu mauvaise presse, notamment à cause du coût environnemental de ces déplacements professionnels. « **Alors on essaye de s'améliorer, en proposant notamment des séjours où tout se fait à pied dans Saint-Malo. Notre force, c'est qu'il y a beaucoup de choses à découvrir dans la ville et autour** », explique Frédéric Coulon. Son pari : « **Faire revenir ces professionnels pour leurs vacances en famille** ».



Linda fait partie des 12 serveurs, employés par le traiteur du jour au Palais du Grand Large.

Linda fait partie des 12 serveurs, employés par le traiteur du jour au Palais du Grand Large.

Ouest-France

par Enora Paniez.



Saint Malo réunit les capitaines de l'économie au Forum Economique Breton tous les ans en septembre - ici

Émission Ici en Bretagne, l'intégrale¹

Partager sur WhatsApp

Partager sur Facebook

Partager sur X

Partager par Mail

Partager

La cité corsaire est l'écrin de ce temps fort dont Ici Armorique est partenaire, et c'est aussi la ville bretonne plus connue des touristes étrangers et peut-être même français. Au delà de la plage et des remparts, bien des trésors s'y trouvent aussi

Avec une ville en bord de mer, on pense tout de suite poisson; Le fumage Artisanal malouin prouve qu'on a raison, et pour tous ceux qui ne savent pas avec quel poisson est fait le haddock, rendez-vous aux marchés de St Malo, à Rocabey, Paramé et Saint Servan, et aussi au marché de Dinard

On aime ce qui a du goût par ici, surtout celui de l'authentique

Autre pépite savoureuse: le magasin des Producteurs de la Baie de Saint Malo, qui cultivent la diversité et les produits frais de la mer et de la terre.

Le microZoo, abrité sous les remparts tout près de la mairie

Le MicroZoo de Saint Malo est un site à part qui lui aussi vaut le détour: installé dans les remparts, sur une centaine de mètres de long, on y voit des espèces souvent méconnues dans des aquariums et vivariums qui ravissent petits et grands

Saint Malo, une ville historiquement liée à la mer et à l'aventure

Saint Malo c'est aussi Saint Servan et l'anse des Bas Sablons, où les plaisanciers aiment s'amarrer et les plagistes dorer au soleil; c'est aussi là qu'on trouve un "bar de copains" fondé par deux amies: les Filles d'Aleth proposent une cuisine sans chichis et un comptoir où les navigateurs confient leurs aventures à toute heure

Le Renard, cote corsaire emblématique de Saint Malo

On peut aussi prendre le large, et se prendre pour un corsaire le temps d'une sortie en mer, c'est réalisable facilement avec l'Etoile Marine Croisières, la compagnie propriétaire de bateaux de légende: Le Renard et l'Etoile du Roy. Ces deux bateaux sont souvent utilisés par les réalisateurs de films d'aventure, mais on peut aussi y embarquer

Portraits - Témoignages
Patrimoine culturel

par Christine Zazial



b14df4515a204487400f12235e09e10107eA2eGeaT4fHcf4967225
8



« Il faut tout faire pour limiter la crise »

Propos recueillis par Romain Roux et Guillaume Bietry
Entre crise politique, mouvement du 10 septembre et incertitudes économiques, le président du conseil régional pose la Bretagne en pôle de stabilité. Et répond aux inquiétudes, telles celles des entreprises, à quelques jours du Forum économique breton.

La rentrée politique s'ouvre sur une nouvelle crise gouvernementale autour du budget 2026. Que doit faire le président de la République ?

Il faut que ce pays reste uni. Il faut donc tout faire pour limiter la crise. Le président de la République doit rapidement nommer un nouveau Premier ministre. Cette personne devra échanger avec la représentation nationale. Elle a été choisie par les Français, il y a moins d'un an. Elle n'est pas périmée. Certes, il n'y a pas de majorité claire. Mais c'est la responsabilité du ou de la Premier(e) ministre de trouver la voie des compromis jusqu'à l'élection présidentielle. La confiance se construit peu à peu. J'en sais quelque chose : je sors de trois années de majorité relative. Pour construire du compromis, il faut mettre son ego de côté et avoir l'intérêt général au cœur.

Le PS - que vous avez quitté après l'alliance avec LFI, en 2022 - est ouvert à la possibilité d'entrer au gouvernement. C'est un bon choix ?

En 2022, alors qu'il n'y avait déjà pas de majorité, j'ai dit qu'il fallait des compromis. Cela reste vrai aujourd'hui. Les socialistes, au cours de ces

dernières semaines, ont proposé un projet, tout en indiquant qu'il y avait un travail à faire sur la réduction du déficit et en posant des caps clairs, qui sont aussi les miens : la justice sociale, la justice fiscale et, bien entendu, la volonté de maintenir l'unité du pays.

Loïg Chesnais-Girard aurait-il sa place dans un gouvernement de gauche allié à la Macronie ?

Ce n'est absolument pas mon sujet. Je pilote la Région avec tous les enjeux qui sont face à nous.

L'un des thèmes de discussions est la taxation des plus riches. Quelle est votre position ?

À partir du moment où une partie de nos concitoyens, et tant mieux, bénéficie de revenus beaucoup plus importants que la moyenne, ils doivent plus contribuer à l'impôt. Ça ne me choque pas qu'on puisse au moins débattre de demander un effort à ceux qui ont plus de 100 millions d'euros de patrimoine. Chacun va aussi devoir se positionner sur un autre point : l'accompagnement lors du covid. Il a coûté des centaines de milliards d'euros. Une partie a permis d'aider des artisans,

des PME, des salariés. Une autre est venue sauver des groupes. Et c'était indispensable. Ils ont aujourd'hui des rentabilités extraordinaires. Ne faut-il pas leur demander un effort pour un retour à meilleure fortune ? Je veux que nos PME, nos ETI et les salariés puissent sentir qu'ils ne seront pas les seuls à passer à la caisse. Qu'un patron d'une entreprise de 50 salariés paie plus d'impôts que des groupes qui font plusieurs milliards de chiffre d'affaires, ça pose question.

La crise gouvernementale crée des incertitudes sur les économies qui seront demandées aux collectivités. Allez-vous, malgré tout, cette année encore?, adopter le budget de la Région dès décembre ?

À la Région, nous avons construit deux budgets l'année dernière. Ça a épuisé tout le monde. Nous avons décidé de revenir au calendrier d'avant, avec une adoption en février. Cela nous permettra d'avoir un peu plus de visibilité du côté de l'État.

Serez-vous en mesure de maintenir le tabou autour des subventions à la culture, aux langues et aux sports ?

Ce n'est pas un tabou, c'est un choix politique. Notre vitalité culturelle est une singularité que nous devons défendre. C'est ma responsabilité. Et je le dis haut et fort : ce n'est pas en économisant quelques millions de-ci, de-là que je vais pouvoir équilibrer un budget de deux milliards.

Fin juin, vous avez adopté un versement mobilité régional qui doit vous rapporter 40 millions d'euros en 2026. Tout en promettant au Medef de le retirer si vous obtenez une autre manne de l'État. Au vu de la situation, tout indique que cette nouvelle taxe versée par les entreprises s'appliquera bien en janvier.

Nous n'en sommes pas là. Mes discussions avec le ministre de l'Économie, Éric Lombard, montrent qu'il y a un chemin. Si le gouvernement nous donne la possibilité de lever une taxe de séjour additionnelle de 2 euros, je pourrai trouver les marges de manœuvre qui me permettront de retirer le versement mobilité. Tous mes interlocuteurs au gouvernement me laissent entendre que c'est une solution défendable puisqu'elle existe déjà en Île-de-France.

Reste que ce versement mobilité a provoqué de vives tensions entre vous et le patronat. L'été a-t-il apaisé vos relations ?

Les inquiétudes se sont accentuées mais elles dépassent ma personne et la seule situation de la Région. Elles sont suscitées par ce chaos général dans lequel on semble s'enfoncer. Chaos international, climatique, social et, maintenant, démocratique. Ça fait quand même beaucoup.

Comment se porte l'économie bretonne, selon vous ?

Les fondamentaux sont bons. Le chômage est à 6 %, ce qui est le taux le plus bas de France (ex aequo avec les Pays de la Loire, NDLR). Je ne promets pas qu'on restera à ce niveau mais c'est tout de même un bon socle. Par ailleurs, les indicateurs sont plutôt rassurants s'agissant du taux de défaut de nos entreprises. Notre agriculture et notre pêche sont dans une dynamique qui reste puissante. Et il y a de beaux projets : l'arrivée de Safran à Rennes, la reprise de la Fonderie de Bretagne, Cité Marine et Naval Group qui investissent...

Malgré tout, le moral des chefs d'entreprise n'est pas au beau fixe...

Les incertitudes sont nombreuses. Mais les chefs d'entreprise bretons sont solides et courageux, et nous avons en nous des ressources pour passer les crises qui arrivent.

Comment voyez-vous le mouvement citoyen du 10 septembre ?

C'est le résultat ou l'expression d'une colère, j'y suis attentif. Je regarde aussi la manifestation annoncée par les syndicats, le 18 septembre. Contrairement à ce qui s'est passé avec les gilets jaunes, il ne faudrait pas qu'on entre dans une crise sans débouché, sans pacte au bout. Pour y parvenir, il faut des partenaires avec qui discuter. Les partenaires sociaux, à mon sens, sont à remettre au centre du jeu. C'est une erreur d'Emmanuel Macron de ne pas le faire, voire de les avoir disqualifiés au début de son premier quinquennat. ■





Ploemeur le Crédit Mutuel de Bretagne donne un sens à l'épargne

Le Breton épargne mais désire donner un sens à sa prévoyance. La solidarité envers la population de son territoire gratifie sa démarche. « Cette convention de mécénat permet aux sociétaires du Crédit Mutuel de Bretagne d'affecter une somme d'une partie des intérêts ou du capital des livrets d'épargne solidaires vers le Fonds de dotation de Kerpape. Nous faisons le choix de territorialiser à destination d'acteurs locaux pour des projets locaux », décrit Benoît Bo-

naventure, secrétaire général du Crédit Mutuel. En 2024, les dons, récoltés sur les livrets solidaires et livrets de développement durable et solidaire, ont ainsi permis de reverser 1 479 000 € à seize associations partenaires. Le Fonds de dotation de Kerpape, c'est 22 grands mécènes engagés sur une convention de mécénat de trois ans pour continuer à œuvrer quotidiennement pour les patients et leurs familles. « Lors du forum économique Breton, le grand prix Égalité, a été at-

tribué au fonds de dotation Kerpape et au Crédit Mutuel Arkéa », précise Pascale Stephan, attachée de direction, responsable du fonds de dotation de Kerpape. ■



Le docteur Lucie Chochina du comité scientifique de Kerpape, ravie de ce nouveau mécénat.

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Pratique

Pour soutenir l'innovation pour le handicap : fonds-kerpape.bzh



Forum Economique Breton - Saint Malo (35)

Salon Inscription ouverte Gratuit Adaptation au changement climatique, Cohésion des territoires, Développement économique, Energie

Dates

From 10 septembre 2025 à 08h45

Au 11 septembre 2025 à 16h45

Public concerné

Collectivités locales

Format

Présentiel

Organisé par

Externe

Après la pause estivale, cap sur la rentrée avec un rendez-vous majeur : le Forum Économique Breton, qui se tiendra les 10 et 11 septembre au Palais du Grand Large à Saint-Malo ! La Banque des Territoires, partenaire de l'évènement, aura l'honneur d'accueillir le 10 septembre Olivier Sichel, nouveau directeur général du Groupe Caisse des Dépôts.

Un temps fort pour échanger sur les grands défis économiques, sociaux et environnementaux en Bretagne.

10 septembre - Temps forts :

8h45 - Plénière d'ouverture avec Loïg Chesnais-Girard, Gilles Lurton, Christian Pousset et Olivier Sichel.

15h - Grand Plateau « Impact du réchauffement climatique sur les entreprises » avec Rémi Heurlin.

Au stand Banque des Territoires :

10h30 : signature de prêt avec le Département d'Ille-et-Vilaine.

15h : signature de prêt pour la rénovation énergétique de bâtiments communaux avec le SDE35.

Dates

From 10 septembre 2025 à 08h45

Au 11 septembre 2025 à 16h45

Public concerné

Collectivités locales

Format

Présentiel

Organisé par

Externe

Informations pratiques

Emplacement

Palais du Grand Large à Saint Malo (35)

Bretagne

Itinéraire

Horaires

De 8h45 à 16h45



Olivier Sichel, patron de la Caisse des dépôts : « Nous sommes favorables à donner plus de pouvoir aux élus »

Nommé à la tête de la Caisse des dépôts en juin, après six mois d'intérim à la suite du départ d'Éric Lombard pour le ministère de l'Économie, Olivier Sichel interviendra au Forum économique breton de Saint-Malo (35), mercredi 10 septembre. Logement, collectivités, livret A, économies... Il revient sur les grands enjeux de l'institution.

Gestion d'une partie de l'épargne des Français, financement du logement social, prêts aux collectivités, actionnaire de grands opérateurs et entreprises... La Caisse des dépôts, dont vous avez pris la direction en juin, est souvent présentée comme le bras armé financier de l'État. Quelles sont vos priorités pour ce mandat de cinq ans qui s'ouvre ?

J'ai retenu trois axes. Le premier, c'est la cohésion sociale et territoriale. Cohésion sociale, du fait de notre rôle essentiel sur le logement, à un moment où sévit une crise très importante. La Bretagne, malheureusement, n'y échappe pas. Et cohésion territoriale parce qu'il est important de vérifier qu'on ne laisse pas des territoires au bord de la route et qu'on ne se concentre pas uniquement sur l'Île-de-France ou sur les métropoles. Le deuxième volet, c'est la transformation écologique et le troisième concerne les souverainetés, notamment dans le numérique, l'industrie, l'énergie ou la défense.

Vous mentionnez la cohésion territoriale, qui sera le thème de votre intervention au Forum économique breton, mercredi 10 septembre. Pourquoi ce sujet est-il clé ?

Prenez les écoles. Nous nous sommes beaucoup émus de l'état des bâtiments, surtout en période de canicule. Nous avons donc lancé un grand programme de rénovation. Et en le faisant, on a vu qu'aucune école ne ressemblait à une autre. Les problématiques à Rennes ne sont pas les mêmes qu'à Lorient, Vannes ou Saint-Pabu (29). Il faut s'adapter. Donc il est important d'écouter les territoires, sur des sujets très concrets sur lesquels les Françaises et les

Français sont en attente. Aujourd'hui, pour nous, ça se passe très bien et ça progresse.

C'est-à-dire ?

En 2024, la Banque des territoires [la direction de la Caisse qui pilote les sujets locaux, NDLR] a prêté 761 M€ aux collectivités et aux bailleurs sociaux bretons. Pour 2025, à fin juillet, nous sommes déjà 774 M€. Donc vraisemblablement, nous serons tout près voire au-delà du milliard à fin décembre.

Cela plaide-t-il pour davantage d'autonomie des territoires ?

Il y a eu des questions sur le rôle des collectivités locales dans la dette publique, qui est extrêmement marginal. Sur les quelque 3 300 milliards d'euros de dette, la dette des collectivités est inférieure à 7 % et elle croît assez peu. Ces acteurs à qui nous faisons des prêts sont responsables. Leurs demandes de financements sont très raisonnables et il nous arrive très rarement de dire « non ». Donc nous sommes très favorables à donner plus de pouvoir aux élus.

En termes de financement de nouveaux logements, nous avons doublé notre part mais en réalité, c'est surtout le logement privé qui s'est effondré

Lors de vos auditions au Parlement en vue de votre nomination, vous avez évoqué le sujet du logement et déclaré, dans un contexte de crise de la construction neuve : « Il faut en faire plus ». Comment ?

Il y a dix ans, la Caisse des dépôts finançait un nouveau logement sur cinq. L'an dernier, c'était deux sur cinq. Sur le papier, nous avons doublé notre part mais en réalité, c'est surtout le logement privé qui s'est effondré. L'année dernière, nous avons financé 135 000 nouveaux logements sur un total de 260 000, contre à peu près 100 000 sur 500 000 auparavant. Pour faire plus, nous nous sommes positionnés sur le logement intermédiaire. Nous finançons aussi du logement pour les étudiants, avec l'objectif de financer 75 000 places d'ici à 2030, du logement pour les personnes âgées et puis toujours des logements sociaux, qui restent notre priorité.

Où en est le secteur du logement social, pour lequel les demandes explosent alors que les constructions tournent au ralenti ?

La reprise semble là. En Bretagne, par exemple, nous avons financé 3 842 logements sociaux neufs en 2024. À fin juillet 2025, nous sommes déjà à 4 812.

À quoi cette reprise est-elle due ?

Il y a notamment des raisons économiques et financières. Le taux du livret A a beaucoup baissé [1,7 % depuis le 1er août, NDLR] et il devrait encore baisser prochainement, à 1,4 % vraisemblablement. Puisque nous prêtons aux bailleurs sociaux sur la base de ce taux, quand il diminue, leur charge financière diminue aussi et leur capacité de financement augmente.

Certes la collecte du livret A est moins élevée qu'auparavant, mais elle reste positive. Je suis extrêmement serein. Je n'ai aucune limite pour prêter aux bailleurs et aux collectivités.

Depuis fin 2024, les Français déposent moins d'épargne sur le livret A au profit de l'assurance vie, plus rémunératrice. Est-ce une source d'inquiétude ?

La réponse est non. Ce qu'on appelle le Fonds d'épargne [les 60 % de la collecte du livret A, du livret développement durable et du livret d'épargne populaire qui tombe dans l'escarcelle de la Caisse, NDLR] s'élève à 400 milliards d'euros, somme à laquelle s'ajoutent la capitalisation des intérêts (12 à 15 milliards) et les remboursements des prêts consentis. Certes la collecte est moins élevée qu'auparavant, mais elle reste positive. Je suis extrêmement serein. Je n'ai aucune limite pour prêter aux bailleurs et aux collectivités. Lorsqu'on m'a demandé, au Parlement, si la Caisse des dépôts pouvait financer d'autres domaines, j'ai répondu « oui » : nucléaire, infrastructures énergétiques, ferroviaire..., si le gouvernement en décide ainsi. Ce sont des domaines où chaque dossier s'élève à plusieurs milliards d'euros.

Le gouvernement recherche 44 milliards d'euros d'économies pour 2026. La Caisse va-t-elle être mise à contribution ?

Elle ne dépend pas du budget de l'État. Au contraire, elle y contribue (2,1 milliards d'euros en 2024 sur un bénéfice total de 5,1 milliards). Mais il faut que nous soyons exemplaires. Malgré notre forte croissance, tous nos développements se font avec des moyens très raisonnables. Il n'y a pas de phénomène de guichets pour nos financements. Parce que ce sont des prêts et des investissements, et pas des subventions, il n'y a pas de contraintes budgétaires.



Angleterre / WSL Football : accord étendu avec Nike pour la fourniture d'équipements aux joueuses

<https://img.newstank.fr>

Nike¹Women's Super League Football^{1e} division, 12 clubs, 14 à partir de 2026-27)... (Barclays Women's Super League Barclays Women's Super League 2 Deuxième division du championnat d'Angleterre de football féminin. Organisée par la WSL Football. et Subway Women's League Cup Coupe de la Ligue d'Angleterre féminine. Droits de dénomination détenus par Subway depuis 2024-25 (1 M€ par saison).) dans le cadre d'un « accord pluriannuel » à partir de la saison 2025-26, annonce la société commerciale en charge de l'organisation des deux premières divisions féminines anglaises le 03/09/2025.

L'équipementier américain fournit déjà les ballons des trois compétitions depuis la saison 2022-23, dans le cadre d'un accord estimé à 1 M€ par an. Ce partenariat élargi prévoit quant à lui la fourniture, par Nike, de chaussures et de gants de gardienne à toutes les joueuses ne disposant pas d'accords de sponsoring personnels, afin « de garantir que chaque athlète, indépendamment de son statut contractuel, ait accès à des équipements de haute performance », indique WSL Football^{1e} division, 12 clubs, 14 à partir de 2026-27)... . Ce dispositif, proposé à tous les clubs des deux premières divisions, est déjà utilisé par 250 joueuses, alors que le coup d'envoi de la saison 2025-26 des deux championnats sera donné le 05/09.

Les deux parties commercialiseront par ailleurs « la première gamme de produits lifestyle aux couleurs de la WSL » via la boutique en ligne de Nike dans le courant du mois de septembre 2025. La marque américaine « explorera également d'autres pistes avec WSL Football afin d'innover, de promouvoir et de créer des opportunités pour faire progresser le football féminin et lui offrir une plus grande visibilité sur et en dehors du terrain », ajoute l'instance.

WSL Football : des partenariats officialisés avec British Gas (énergie) et Ocean Outdoor UK (publicité)

<https://img.newstank.fr> Outre cet accord étendu avec Nike, WSL Football accueille deux nouveaux partenaires à partir de la saison 2025-26 :

le fournisseur d'énergie britannique **British Gas**, engagé dans le cadre d'un « accord pluriannuel », qui proposera notamment des expériences communautaires autour du football féminin ;

l'agence **Ocean Outdoor**, sous contrat pour trois saisons (2025-2028), laquelle diffusera des highlights des matches des deux premières divisions féminines sur ses écrans publicitaires « dans 18 villes du Royaume-Uni ».

« Nous avons écouté les retours de nos joueuses » (Z. Al-Kudcy, WSL Football)

<https://img.newstank.fr> • « Nous avons écouté les retours de nos joueuses concernant les chaussures et les gants, et Nike a répondu à nos attentes.

- Cela symbolise parfaitement notre nouveau partenariat, qui va bien au-delà du simple statut de fournisseur officiel des ballons de match.

- Ensemble, nous œuvrons pour un avenir où toutes les joueuses de nos championnats pourront s'épanouir. »

Zarah Al-Kudcy, directrice des revenus de WSL Football, le 03/09/2025

Les fournisseurs officiels des ballons des principales compétitions de football

Compétition	Pays / Confédération	Fournisseur de ballons	Cycle
Ligue 1 McDonald's	France	Kipsta	2022-2027
Ligue 2 BKT	France	Kipsta	2022-2027
Arkema Première Ligue	France	Nike	
Serie A Enilive	Italie	Puma	depuis 2022-23
Serie BKT	Italie	Kappa	depuis 2017-18
LALIGA EA Sports	Espagne	Puma	depuis 2019-20
LALIGA Hypermotion	Espagne	Puma	depuis 2019-20
Premier League	Angleterre	Puma	depuis 2025-26
Sky Bet Championship	Angleterre	Puma	2021-2027

Barclays Women's Super League	Angleterre	Nike	depuis 2022-23
Barclays Women's Super League 2	Angleterre	Nike	depuis 2022-23
Subway Women's League Cup	Angleterre	Nike	depuis 2022-23
Bundesliga	Allemagne	Derbystar (puis adidas)	2018-2026 (puis adidas pour 2026-2030)
2. Bundesliga	Allemagne	Derbystar (puis adidas)	2018-2026 (puis adidas pour 2026-2030)
Eredivisie	Pays-Bas	Derbystar	depuis 2006
Admiral Bundesliga	Autriche	Derbystar	Depuis 2024-25
Admiral 2.Liga	Autriche	Derbystar	Depuis 2024-25
Liga Portugal Betclic	Portugal	Puma	2023-2026
Liga Portugal MeuSuper	Portugal	Puma	2023-2026
William Hill Premiership	Écosse	Puma	depuis 2023-24
William Hill Championship	Écosse	Puma	depuis 2023-24
Ligue des champions	UEFA	adidas	2000-2027
Supercoupe d'Europe	UEFA	adidas	2000-2027
Europa Ligue	UEFA	Kipsta	2024-2027
Conférence Ligue	UEFA	Kipsta	2024-2027
	FIFA	adidas	1970-2030

Coupe du monde			
Jupiler Pro League	Belgique	Kipsta	2023-2028
1B Pro League	Belgique	Kipsta	2023-2028
Croky Cup	Belgique	Kipsta	2023-2028
Supercup	Belgique	Kipsta	2023-2028
CAN TotalEnergies	CAF	Puma	depuis 2023
Copa América	CONMEBOL	Puma	2024-2026
Copa Libertadores	CONMEBOL	Puma	2024-2026
Copa Sudamericana	CONMEBOL	Puma	2024-2026

Nike

Activité : équipementier sportif

Marques : Nike, Converse, Nike Golf, Jordan Brand, NikeSkims

Création : 1964 (sous le nom de Blue Ribbon Sports ; prend le nom de Nike en 1971)

PDG : Mark Parker puis John Donahoe à partir du 13/01/2020

Chiffre d'affaires :

- **2025** : 46,3 Md\$ (40,8 Md€)
- 2024 : 51,3 Md\$ (47,5 Md€)
- 2023 : 51,2 Md\$ (47,7 Md€)
- 2022 : 46,71 Md\$ (43,3 Md€)
- **2021** : 44,5 Md\$ (36,5 Md€)
- 2020 : 37,4 Md\$ (33,6 Md€)

Bénéfice net :

- **2025** : 3,2 Md\$ (2,8 Md€)
- 2024 : 5,7 Md\$ (5,2 Md€)
- 2023 : 5,1 Md\$ (4,7 Md€)
- 2022 : 6 Md\$ (5,6 Md€)
- 2021 : 5,7 Md\$ (4,6 Md€)
- 2020 : 2,53 Md\$ (2,27 Md€)

Principaux partenariats football :

• **Compétitions** :

- Copa America Centenario (2016) : ballon officiel
- Premier League (2000-2025)
- Championnats féminins anglais depuis 2022-23
- Chinese Super League (2009 - 2028) : ballon officiel, équipementier des clubs

• **Clubs :**

- **Ligue 1 McDonald's** : Paris Saint-Germain (1989-2019, 25 M€ par saison, puis environ 80 M€ pour 2019-2032), Montpellier HSC (2000-2026), Toulouse FC (depuis 2024-25), Angers SCO (2023-2026)

- **Ligue 2 BKT** : Grenoble Foot 38 (2017-2029), FC Martigues (depuis 2021-22)

- **Bundesliga** : Eintracht Francfort (2014-2024, 3 M€ par saison), VfL Wolfsburg (depuis 2016-17, 8 M€ par saison), RB Leipzig (2014-2024, 3 M€ par saison), SC Freiburg (depuis 2021-22)

- **Serie A Enilive** : Inter Milan (1998-2030, 24 M€ par saison à partir de 2023-24), Venezia FC (via la marque Nocta, à partir de 2024-25)

- **Premier League** : Chelsea FC (2017-2027, 60 M€ par saison), Tottenham Hotspur (2017-2033, 30 M€ par saison), Brighton & Hove Albion (2014-2022), Liverpool FC (depuis 2020-21)

- **LALIGAEA Sports** : FC Barcelone (1998-2028, 127 M€ / an à compter de 2024-25), Atlético Madrid (2001-2035), RCD Majorque (2021-2026)

• **Liga Portugal Betclit** : Sporting CP (depuis 2021-22)

• **Équipes nationales** : France (2011-2034), Allemagne (2027-2034), Angleterre, Portugal (depuis 1997), Pologne, Turquie, Croatie, Brésil (1996-2038), Pays-Bas, Chine (2015-2028), Nigeria (2015-2026), États-Unis (1995-2032), Slovénie, Slovaquie (depuis 2017)

Principaux partenariats, autres sports :

• **FIBA** (Fédération internationale de basketball) : partenaire stratégique, 2017-2027

• **NBA** : 2017-2037

• **WNBA** : jusqu'en 2036-37

• **MLB** (2020-2029), avec Fanatics

• **NFL** (2012-2038)

• **Golf** : Rory McIlroy (GBR) 2013-2027, Tiger Woods (USA)

• **Tennis** : Rafael Nadal (ESP, depuis 1999), Naomi Osaka (JAP), Simona Halep (ROU), Petra Kvitova (CZE), Elina Svitolina (UKR), Sloane Stephens (USA)

• **Sélections nationales de rugby** : Argentine, Afrique du Sud (2023-2028), Fidji

• Top 14 : **Stade Toulousain** (2017-2031), **Racing 92** (2021-2031) et **RC Toulon** (2021-2031)

• Pro D2 : **FC Grenoble Rugby** (via Ô Rugby) pour 2025-2029

• Liqui Moly StarLigue : **Paris Saint-Germain Handball** (2012-2032), **HBC Nantes** (2023-2027)

• **FFBB** (Fédération française de basketball) : avec Jordan Brand depuis 2017

• **FEF** (Fédération espagnole de basketball) : 2013-2028

• **Team USA** (basketball)

• **LeBron James** (Los Angeles Lakers, NBA) : ambassadeur

• **Victor Wembanyama** (San Antonio Spurs, NBA) : ambassadeur

• **Léon Marchand** (natation) : ambassadeur

• **Visma | Lease a Bike** (cyclisme) depuis 2025

Catégorie : Equipementiers Sportifs

Adresse du siège

1, Bowerman Drive
97005 Beaverton Etats-Unis Consulter la fiche dans l'annuaire¹
Fiche n° 1141, créée le 06/02/2014 à 18:33 - MàJ le 04/09/2025 à 16:10

Women's Super League Football (WSL Football)

Activité : société commerciale chargée de la gestion du football professionnel féminin en Angleterre

Compétitions : Barclays Women's Super League (1^e division, 12 clubs, 14 à partir de 2026-27), Barclays Women's Super League 2 (2^e division, 12 clubs), Subway Women's League Cup

Création : août 2024

CEO : Nikki Doucet

Partenaires officiels : • **Barclays** (banque) : droits de dénomination des deux divisions professionnelles, 2019-2028 (15 M€ par saison sur le cycle 2025-2028)

- **EA Sports** (éditeur de jeux vidéo)
- **Nike** (équipementiers)
- **Panini** (stickers)
- **Subway** (fast food) : droits de dénomination de la Subway Women's League Cup, depuis 2024-25 (1 M€ par an)
- **Sky Sports** (média)
- **BBC** (média)
- **Elms** (marketing)
- **British Gas** (énergie)
- **Ocean Outdoor** (publicité) : 2025-2028

Catégorie : Instances

Consulter la fiche dans l'annuaire¹ Fiche n° 16287, créée le 16/12/2024 à 16:43 - MàJ le 04/09/2025 à 16:10
<https://img.newstank.fr>



Représentativité des OP : publication des arrêtés dans plusieurs branches professionnelles (JO)

<https://img.newstank.fr>

Les listes des organisations patronales reconnues représentatives dans plusieurs branches professionnelles sont fixées par des arrêtés du 17/07/2025 publiés au Journal officiel du 04/09/2025.

News Tank détaille ci-dessous le poids de chaque OP Organisation patronale dans les branches concernées.

CCN des organismes de tourisme social et familial (IDCC n° 1316)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale des organismes de tourisme social et familial (IDCC n° 1316) est le suivant :

FFTV (Fédération française des employeurs du tourisme et des vacances) : 67,44 % ;
Hexopée : 32,56 %.

CCN des cadres, techniciens et agents de maîtrise de la presse d'information spécialisée (IDCC n° 3230)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale des cadres, techniciens et agents de maîtrise de la presse spécialisée (IDCC n° 3230) est le suivant :

SEPM (Syndicat des éditeurs de la presse magazine) : 56,04 % ;
FNPS (Fédération nationale de la presse d'information spécialisée) : 43,96 %.

CCN de la presse quotidienne nationale (IDCC n° 0214, 0394,0306 et 0509)

Est reconnue représentative dans la branche de la presse quotidienne nationale l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

SPQN (Syndicat de la presse quotidienne nationale).

CCN du personnel des agences générales d'assurances (IDCC n° 2335)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale du personnel des agences générales d'assurances l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

AGEA (Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurance).

CCN des professions regroupées du cristal, du verre et du vitrail (IDCC n° 1821)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale des professions regroupées du cristal, du verre et du vitrail l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

FCV (Fédération du cristal et du verre).

CCN de la miroiterie, de la transformation du négoce du verre (IDCC n° 1499)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale de la miroiterie, de la transformation et du négoce du verre est le suivant :

UDTVP (Union des transformateurs de verre plat) : 86,12 % ;
FFPV (Fédération française des professionnels du verre) : 13,88 %.

CCN de la boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales) (IDCC n° 0843)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale de la boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales) est le suivant :

CNBF (Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie française) : 86,05 % ;
FEB (Fédération des entrepreneurs de boulangerie) : 13,95 %.

CCN de l'industrie du pétrole (IDCC n° 1388)

CCN de l'industrie du pétrole (IDCC n° 1388)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale de l'industrie du pétrole l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

UFIPEM (Union française des industries pétrolières énergies et mobilités).

CCN de courtage d'assurances et de réassurances (IDCC n° 2247)

Est reconnue représentative dans la convention collective des entreprises de courtage d'assurances et/ou réassurances l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

Planète CSCA (Syndicat des courtiers d'assurances).

CCN de la pharmacie d'officine (IDCC n° 1996)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale de la pharmacie d'officine est le suivant :

FSPF (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France) :

72,13 % ;

USPO (Union des syndicats de pharmaciens d'officine) : 27,87 %.

Secteur sociétés d'assurances

Est reconnue représentative dans le secteur des sociétés d'assurances l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

FFA (Fédération française de l'assurance).

CCN pour les entreprises artistiques et culturelles (IDCC n° 1285)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles est le suivant :

SYNDEAC (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles) : 39,21 % ;

Scène Ensemble : 17,71 % ;

SMA (Syndicat des musiques actuelles) : 16,37 % ;

LFM (Les forces musicales) : 12,01 % ;

FSICPA (Fédération des structures indépendantes de création et de production artistique) : 10,38 % ;

FNAR (Fédération nationale des arts de la rue) : 4,32 %.

CCN des entreprises du secteur privé du spectacle vivant (IDCC n° 3090)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale des entreprises du secteur privé du spectacle vivant est le suivant :

EKHOSCENES (Syndicat national du spectacle vivant privé) : 62,04 % ;

SNES (Syndicat national des entrepreneurs du spectacle) - La Scène indépendante : 19,19 % ;

SMA (Syndicat des musiques actuelles) : 13,67 % ;

FSICPA (Fédération des structures indépendantes de création et de production artistique) : 5,10 %.

CCN du golf (IDCC n° 2021)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale du golf est le suivant :

GEGF (Groupement des entrepreneurs de golf français) : 67,12 % ;

GFGA (Groupement français des golfs associatifs) : 32,88 %.

CCN des cabinets et cliniques vétérinaires : personnel salarié (IDCC n° 1875)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale des cabinets et cliniques vétérinaires : personnel salarié, l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

SNVEL (Syndicat national des vétérinaires d'exercice libéral).

CCN interrégionale de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage sec, pressing et teinturerie (IDCC n° 200)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective interrégionale de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie est le suivant :

GEIST (Groupement des entreprises industrielles de services textiles) : 91,17 % ;

FFPB (Fédération française des pressings et des blanchisseries) : 8,83 %.

CCN de la production et de la transformation des papiers et cartons (IDCC n° 3238)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale de la production et de la transformation des papiers et cartons l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

UNIDIS (Union intersecteur papier cartons pour le dialogue et l'ingénierie sociale).

CCN des industries de la maroquinerie, articles de voyage, chasse-sellerie, gainerie, bracelets cuir (ID n° 252)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale de travail des industries de la maroquinerie, articles de voyage, chasse-sellerie, gainerie, bracelets en cuir est le suivant :

FFM (Fédération française de la maroquinerie) : 89,72 % ;
FFTM (Fédération française de la tannerie-mégisserie) : 7,15 % ;
FFCM (Fédération française de la cordonnerie multiservice) : 3,13 %.

CCN de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie (BJOH) (IDCC n° 3251)

Est reconnue représentative dans la convention collective de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

CNHBJO (Confédération nationale de l'horlogerie, bijouterie, joaillerie, orfèvrerie).

CCN des sociétés d'assistance (IDCC n° 1801)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale des sociétés d'assistance l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

UA (Union des assistants).

CCN de l'hôtellerie de plein air (IDCC n° 1631)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale de l'hôtellerie de plein air l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

FNHPA (Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air).

CCN des hôtels, cafés, restaurants (IDCC n° 1979)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale des hôtels, cafés, restaurants est le suivant :

UMIH (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie) :

50,70 % ;

GHR (Groupement des hôtelleries et restaurations de France) :

31,69 % ;

GNC (Groupement national des chaînes hôtelières) : 17,61 %.

CCN du commerce des articles de sport et d'équipements de loisirs (IDCC n° 1557)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale du commerce des articles de sport et d'équipements de loisirs est le suivant :

USC (Union des entreprises Sport et Cycle) : 94,30 % ;

DICA (Fédération nationale des distributeurs de véhicules de loisirs) : 5,70 %.

CCN des industries des jeux, jouets, articles de fêtes et ornements de Noël, articles de puériculture et voitures d'enfants, modélisme et industries connexes (IDCC n° 1607)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale des industries des jeux, jouets, articles de fêtes et ornements de Noël, articles de puériculture et voitures d'enfants, modélisme et industries connexes l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

FJP (Fédération française de l'industrie du jouet et de la puériculture).

CCN des entreprises de logistique de communication écrite directe (IDCC n° 161)

Est reconnue représentative la convention collective nationale des entreprises de logistique de communication écrite directe l'organisation professionnelle d'employeurs :

DMA FRANCE (Data et marketing association France).

CCN des activités de production des eaux embouteillées, des boissons rafraîchissantes alcool et de bière (IDCC n° 1513)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale des activités de production des eaux embouteillées, des boissons rafraîchissantes sans alcool et de bière est le suivant :

SBSA (Syndicat des boissons sans alcool) : 42,50 % ;
MEMN (Maison des eaux minérales naturelles) : 27,64 % ;
ABF (Association des brasseurs de France) : 25,54 % ;
SNBI (Syndicat national des brasseries indépendantes) : 4,32 %.

CCN des industries de la transformation des volailles (IDCC n° 1938)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale des industries de la transformation des volailles est le suivant :

FIA (Fédération des industries avicoles) : 87,55 % ;
CNADEV (Comité national des abattoirs et ateliers de découpe de volailles) : 12,45 %.

CCN de l'édition (IDCC n° 2121)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale de l'édition est le suivant :

SNE (Syndicat national de l'édition) : 67,44 % ;
SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique) : 23,83 % ;
CSDEM (Chambre syndicale de l'édition musicale) : 7,04 % ;
SMA (Syndicat des musiques actuelles) : 1,69 %.

CCN l'industrie de la fabrication des ciments (IDCC n° 3233)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

France Ciment.

CCN des remontées mécaniques et domaines skiabiles (IDCC n° 0454)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale des remontées mécaniques et domaines skiabiles l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

DSF (Syndicat national des téléphériques de France).

CCN de l'industrie et des services nautiques (IDCC n° 3236)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale de l'industrie et des services nautiques l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

FIN (Fédération des industries nautiques).

CCN des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers (IDCC n° 2583)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale de branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

ASFA (Association des sociétés françaises d'autoroutes).

CCN des opérateurs de voyages et des guides (IDCC n° 3245)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale des opérateurs de voyages et des guides est le suivant :

EDV (Les entreprises du voyage) : 77,41 % ;

SETO (Syndicat des entreprises du tour operating) : 22,59 %.

CCN de l'industrie de la chaussure et des articles chaussants (IDCC n° 1580)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale de l'industrie de la chaussure et des articles chaussants est le suivant :

FFC (Fédération française de la chaussure) : 84,06 % ;
FFPO (Fédération française des podos-orthésistes) : 15,94 %.

CCN des entreprises de l'industrie et des engrands des viandes (IDCC n° 1534)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale de l'industrie et des commerces engrands des viandes est le suivant :

Culture Viande : 80,94 % ;
APV (Association des prestataires des viandes) : 14,89 % ;
FNEAP (Fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services) : 4,17 %.

CCN des salariés du négoce des matériaux de construction (IDCC n° 3216)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale des salariés du négoce des matériaux de construction l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

FDMC (Fédération des distributeurs de matériaux de construction).

CCN relative aux conditions de travail du personnel des industries céramiques de France (IDCC n° 1558)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale relative aux conditions de travail du personnel des industries céramiques de France l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

CICF (Confédération des industries céramiques de France).

CCN de la restauration rapide (IDCC n° 1501)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale de la restauration rapide est le suivant :

SNARR (Syndicat national de l'alimentation et de la restauration rapide) : 93,61 % ;
UMIH (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie) : 6,39 %.

CCN des cabinets dentaires (IDCC n° 1619)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale des cabinets dentaires est le suivant :

Les CDF-CNSD (Les chirurgiens-dentistes de France - Confédération nationale des syndicats dentaires) : 73,05 % ;
FSDL (Fédération des syndicats dentaires libéraux) : 17,75 % ;
Union Dentaire : 9,20 %.

CCN des entreprises d'architecture (IDCC n° 2332)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives la convention collective des entreprises d'architecture est le suivant :

Unsa (Union nationale des syndicats français d'architectes) : 67,03 % ;
SA (Syndicat de l'architecture) : 32,97 %.

CCN des organismes de tourisme (IDCC n° 1909)

Est reconnue représentative dans la convention collective nationale des organismes de tourisme l'organisation professionnelle d'employeurs suivante :

ADN Tourisme (Fédération nationale des organismes institutionnels du tourisme).

CCN du personnel des cabinets médicaux (IDCC n° 1147)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective du personnel des cabinets médicaux est le suivant :

Avenir Spé (Syndicat des médecins spécialistes) : 70,05 % ;
CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) : 15,90 % ;

SML (Syndicat des médecins libéraux) : 7,17 % ;
FMF (Fédération des médecins de France) : 5,45 % ;
MG France (Fédération française des médecins généralistes) :
1,43 %.

CCN des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (IDCC n° 1790)

Le poids des organisations d'employeurs représentatives dans la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels est le suivant :

SNELAC (Synd national des espaces de loisirs d'attractions et culturels) : 82,01 % ;
SNDLL (Syndicat national des discothèques et lieux de loisirs) : 10,44 % ;
SPACE (Association française des espaces de loisirs indoor) : 5,29 % ;
SLA (Syndicat des loisirs actifs) : 2,26 %.

<https://img.newstank.fr>



Conventions collectives nationales : listes des organisations syndicales et d'employeurs de l'agro

<https://img.newstank.fr>

Référencer les organisations syndicales reconnues représentatives et les organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives dans les conventions nationales de l'agroalimentaire, tel est l'objet de la série d'arrêtés en date du 17/09/2025, de la ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles, publiés au Journal officiel le 04/09/2025.

Les conventions collectives concernées sont les suivantes, pour les organisations syndicales et les organisations professionnelles d'employeurs :

- la boulangerie-pâtisserie entreprises artisanales (IDCC Identifiant de convention collective n° 0843),
- la pâtisserie (IDCC n° 1267),
- l'industrie et les commerces en gros des viandes (IDCC n° 1534),
- l'industrie de la salaison, charcuterie en gros et conserves de viandes (IDCC n° 1586),
- et les industries de la transformation des volailles (IDCC n° 1938).

Pour chaque convention collective, il est précisé le taux de représentativité de chaque organisation.

Liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans les conventions collectives nationales de l'agroalimentaire.

Convention collective nationale	Organisations syndicales reconnues représentatives
Boulangerie-pâtisserie entreprises artisanales	CGT (40,60 %), CFDT (22,27 %), CGT-FO (14,75 %), Unsa (11,44 %), CFTC (9,34 %), CFE-CGC (1,60 %)
Pâtisserie	CGT (35,60 %), CFDT (24,46 %), CGT-FO (13,59 %), Unsa (12,76 %), CFTC (12,23 %), CFE-CGC (1,36 %)
Industrie et commerces en gros des viandes	CFDT (32,56 %), CGT-FO (26,62 %), CGT (23,83 %), CFTC (9,45 %), CFE-CGC (7,54 %)

Industrie de la salaison, charcuterie en gros et conserves de viandes	CFDT (32,61 %), CGT (29,62 %), CGT-FO (19,42 %), CFTC (10,92 %), CFE-CGC (7,42 %)
Industries de la transformation des volailles	CFDT (44,82 %), CGT (23,17 %), CGT-FO (20,92 %), CFTC (8,84 %), CFE-CGC (2,25 %)

Liste des organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives dans les conventions collectives nationales de l'agroalimentaire.

Convention collective nationale	Organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives
Boulangerie-pâtisserie	Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie française (CNBF)(86,05 %), Fédération des entrepreneurs de boulangerie (FEB)(13,95 %)
Industrie et commerces en gros des viandes	Culture Viande (80,94 %), Association des prestataires des viandes (APV)(14,89 %), Fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services (FNEAP) (4,17 %)
Industries de la transformation des volailles	Fédération des Industries Avicoles (FIA) (87,55 %), Comité national des abattoirs et ateliers de découpe de volailles (CNADEV) (12,45 %)

<https://img.newstank.fr>



Ecosystème export, en bref : Trophées Moci Bretagne, Commerce extérieur, CCEF, Mittelstand européen, France - Guyana

Trophées Moci Bretagne : le Forum économique breton (FEB), prévu les 10 et 11 septembre à Saint-Malo, se prépare. Pour la première fois, Le Moci en est partenaire et organise à cette occasion, avec ses partenaires, la deuxième cérémonie de remise de trophées régionaux de l'export, après Auvergne-Rhône-Alpes début juin. Quatre catégories de prix - Innovation, ETI, PME et startup - seront remis le 10 septembre à des entreprises bretonnes sélectionnées au terme d'un processus de sélection rigoureux parmi des dizaines de candidatures, aujourd'hui clos. Le public pourra participer aux choix final des lauréats. Rendez-vous le 10 septembre à 17h30 au restaurant 1934 à Saint-Malo.

Plus d'informations sur les Trophées Moci Bretagne : [cliquez ICI](#)

S'inscrire à la soirée des Trophées Moci Bretagne : [cliquez ICI](#)

Plus d'informations sur le FEB : [cliquez ICI](#)

Commerce extérieur : le gouvernement Bayrou est probablement en sursis depuis la décision du Premier ministre de se soumettre à un vote de confiance de l'Assemblée nationale le 8 septembre, sur le dossier brûlant du budget. Et dans l'écosystème du Commerce extérieur, on se prépare à un nouveau changement de ministre mais aussi à la prolongation de l'attente et de l'incertitude qui va avec sur un sujet chaud : l'évolution du dispositif de soutien aux entreprises exportatrices, suspendue à la tenue d'un Conseil présidentiel du commerce extérieur déjà plusieurs fois reporté depuis son annonce en janvier et aujourd'hui promis pour « l'automne ». Sans compter l'avenir d'un des opérateurs publics majeur de ces dispositifs, Business France, qui a d'ores et déjà passé le cap d'un an sans directeur/directrice générale.

Commerce extérieur : en attendant le verdict du 8 septembre, business as usual pour Laurent Saint-Martin, ministre délégué en charge du Commerce extérieur et des Français de l'étranger. Après une intervention lors d'une table ronde de la REF du Medef, le 27 août, où il a défendu la nécessité d'une Europe « consciente de sa puissance » et prête à créer « un rapport de force » pour répondre aux défis posés par les Etats-Unis de Donald Trump et la Chine de Xi Jinping, on l'a vu réunir 150 dirigeants d'entreprises exportatrices et des représentants des opérateurs au Quai d'Orsay le 2 septembre. Il s'agissait de remobiliser les troupes autour des enjeux de l'export et les assurer du soutien des pouvoirs publics : « C'est notre rôle de les accompagner avec exigence, réactivité et constance, a-t-

il posté sur LinkedIn (https://www.linkedin.com/posts/laurent-saint-martin_ce-minist%C3%A8re-est-le-minist%C3%A8re-des-entreprises-activity-7368873631638130689-0J0j?utm_source=share&utm_medium=member_desktop&rcm=ACoAAA08OD4B7ykPmzHDUhiq0Uep9mFW4AmTx4Q). En ouvrant des marchés, en défendant nos intérêts, en levant les freins ; en tenant une ligne claire pour une concurrence loyale ; en mobilisant des outils à hauteur d'entrepreneurs. » Le 3 septembre, le ministre était en Bretagne, plus précisément à Thorigné-Fouillard , en Ile-et-Vilaine, pour la huitième étape de sa tournée en région autour d'assises de la politique commerciale, et la visite de la PME Ostrea

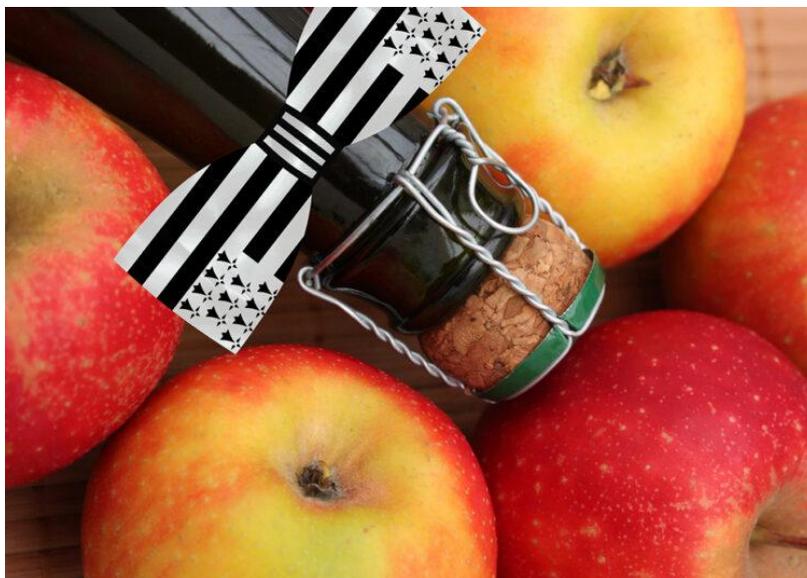
CCEF : la dernière vague de nominations des nouveaux conseiller (ères) du commerce extérieur de la France (CCEF), dévoilée dans un décret paru en plein milieu de l'été, compte 317 nouveaux noms en France et dans 86 pays. Découvrez les en cliquant ICI

Mittelstand européen : moins d'une semaine après le conseil des ministres franco-allemand du 29 août, le Mouvement des ETI et son homologue allemand BVMW ont lancé le 3 septembre « l'Appel de Paris pour un Mittelstand européen ». Dans un contexte marqué par les tensions commerciales internationales qui fait peser un risque de « dislocation » d'une Europe coincée entre les Etats-Unis et la Chine, leur objectif est de proposer « sept axes d'actions immédiates afin de faire de ces 40 000 entreprises européennes un pilier de la stratégie industrielle du continent ». Le premier est de faire du Mittelstand (PME, Small Large Midcaps) le moteur de l'Europe industrielle en créant une nouvelle catégorie « Large Midcaps » de 5000 salariés pour permettre une meilleure « proportionnalité des normes ». Autres axes : une « simplification radicale » de l'environnement réglementaire, un « rattrapage compétitif » via une convergence fiscale entre les deux pays, une « solidarité énergétique » via un alignement des prix, la priorité du « produire en Europe » dans la commande publique, la « souveraineté actionnariale » notamment via la suppression des droits de transmission et de succession sur les actifs productifs et une garantie que leur propriété reste européenne, et un « bouclier anti-dumping ».

France-Guyana : le fait est suffisamment rare, de nos jours, pour être signalé. Le réseau diplomatique tricolore vient de s'enrichir d'une nouvelle ambassade dans le petit pays caribéen du Guyana, dans une zone stratégique entre le bassin caribéen et l'Amazonie, où la France avait ouvert une antenne diplomatique en septembre 2023. L'ambassadeur Olivier Plançon a présenté ses lettres de créances au président de la République coopérative du Guyana, Irfaan Ali, le 27 août 2025. Cette nouvelle ambassade, la première ouverte par un pays membre de l'Union européenne à Georgetown, sera aussi accréditée auprès de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), organisation régionale avec laquelle la France souhaite renforcer ses liens par un ancrage plus important des collectivités françaises d'Amérique en son sein.



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2023/06/Bretagne-iStock.jpg>



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2023/06/Bretagne-iStock-750x536.jpg>

par Christine Gilguy





SAINT-MALO #—NUMÉRIQUE—ÉCOSYSTÈME ET TERRITOIRE

Une "Tech Avenue" dédiée à l'IA, à la cyber et à la data rassemble les acteurs du numérique bretons au FEB

A l'occasion du Forum Economique Breton (FEB), qui se tient à Saint-Malo les 10 et 11 septembre, le groupe rennais Dimood lance, avec Microsoft, KPMG, Sekost, Creative, MV Group, Veyan, Ovalt, un espace unique dédié à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité et à la data. Ce

stand commun vise à montrer l'esprit de coopération et d'engagement territorial des acteurs du numérique en Bretagne. Baptisé "Tech Avenue", cet espace unique sera ouvert au sein du Village du FEB. Le collectif proposera des ateliers pratiques et concrets en continu, animés par des experts

bretons : diagnostics cybersécurité express, initiations au prompting IA pour apprendre à augmenter sa productivité, et démonstrations d'innovations en matière de data et de solutions numériques. ■





ENTRE NOUS

Rennes défie la morosité

La région rennaise, locomotive économique de la Bretagne, semble vouloir déjouer la sinistrose ambiante. Tandis que la croissance marque le pas dans l'Hexagone, et que la Banque de France alerte sur le ralentissement, Rennes pose les fondations de son avenir derrière trois projets majeurs d'implantation. Le plus original est celui du groupe médical Bioprojet. Déjà implantée à Saint-Grégoire, cette société parisienne y installera prochainement son nouveau centre de recherche, sur une réserve foncière détenue par la Banque Populaire Grand Ouest à Saint-Grégoire. Une initiative saluée comme un exemple de coopération territoriale. « Qu'une banque coopérative comme la

nôtre prête main forte à une entreprise locale, c'est notre mission », insistent ses dirigeants. Le plus flamboyant, sans doute, est le futur siège de Samsic, champion breton des services aux entreprises. C'est dans le quartier Euro-Rennes, près de la gare, que l'entreprise regroupera ses 750 collaborateurs d'ici 2027. « On peut être un fleuron économique majeur et trouver sa place ici, au cœur de Rennes », a salué Nathalie Appéré, maire et présidente de Rennes Métropole.

À moins d'un an des municipales, l'élue était aussi présente au coup d'envoi de la future usine Safran à Chartres-de-Bretagne au sud de Rennes.

Le site, destiné à fabriquer des pièces de moteurs d'avion, est en route sur le Pôle d'Excellence Industrielle de La Janais. 500 emplois seront à terme portés là-bas. C'est un projet industriel structurant comme n'en avait plus connu le territoire depuis 30 ans. Alors que la France s'inquiète de sa dette et de la stagnation de son économie, Rennes choisit une autre voie : miser sur l'investissement, la coopération et l'attractivité. Une dynamique collective qui se prolongera à Saint-Malo, lors du Forum économique breton de la rentrée, placé sous le signe du « faire ensemble ». Et si c'était ça, le vrai remède anti-crise ?





BRETAGNE

« Il n’y a pas de confiance qu’on puisse imposer »

Crise politique au niveau national, relations avec les entreprises, municipales... Le président de la région, Loïg Chesnais-Girard, partage sa vision du contexte dans lequel la rentrée se déroule.

Entretien

Comment abordez-vous cette rentrée ?

Avec sérieux et enthousiasme. La Bretagne va bien, nous devons le dire. Nous avons un taux de chômage à 6 % et une saison estivale qui s’est très bien passée. Je ne veux pas que le pessimisme ambiant vienne abîmer notre qualité de vie.

L’été a aussi été marqué par les échouages massifs d’algues vertes, notamment en baie de Douarnenez.

Nous sommes conscients du problème. Le temps du déni et du tabou est derrière nous. Les agriculteurs et les élus locaux font des efforts considérables, mais il y a encore beaucoup à faire. Et il faudra beaucoup d’argent et de temps pour accompagner, innover, apporter des solutions.

L’été s’achève à peine qu’une crise politique marque la rentrée. Quelle est votre réaction ?

Le pays ne peut pas vivre sans budget avec des hoquets permanents au sein de l’Assemblée et du gouvernement. Les petites phrases, les tensions et les oukases ne

donnent pas de résultat sur la santé, la qualité de vie, la sécurité, l’école... La vie politique est malade.

Comprenez-vous que le Premier ministre François Bayrou demande la confiance sans avoir de majorité ?

J’ai eu trois ans de majorité relative avant d’avoir la majorité confortée que j’ai aujourd’hui. De cette période, j’ai appris qu’il n’y a pas de confiance qu’on puisse imposer à ses partenaires. Sans majorité claire, la seule solution est de faire en sorte que les forces démocrates soient capables de bâtir un chemin. C’est à celles et ceux qui assument les responsabilités du gouvernement de mettre en œuvre des techniques pour avancer. François Bayrou n’est pas naïf. Il sait très bien ce qu’il fait et l’issue de cette opération.

La non-confiance devrait être l’issue du 8 septembre. Et après ?

Ce sera alors au président de la République de prendre ses responsabilités et constater si les forces démocrates sont capables d’un compromis. Ce qui ne veut pas dire compromission. Si les conditions ne sont pas réunies, il devra prendre

les décisions qui s’imposent. Mais il faut stabiliser le pays.

Quelles conséquences a ce marasme sur la Région que vous présidez ?

L’argent des collectivités dépend du budget de la nation. Cela impacte notre capacité à assumer nos missions de service public pour les citoyens.

L’argent des collectivités doit aussi servir à résorber la dette abyssale de l’État. Cela a coûté 40 millions cette année à la Région...

La dette est un sujet mais ne peut pas être un projet. On n’emmène pas un pays comme cela. Il y a une ambition à poser et un horizon à proposer. C’est à partir de là que les forces de ce pays, qui sont immenses, pourront se mobiliser.

Le vote du versement mobilité régional et rural (VMRR) en juin, dans votre hémicycle, a créé des tensions avec les entreprises déjà fragilisées par le contexte. Qu’allez-vous leur dire au Forum économique breton (FEB), qui se tient les 11 et 12 septembre ?

J’ai un accord avec le Medef qui m’oblige. Et donc je vais continuer à travailler avec le gouvernement, quel qu’il soit,

pour faire en sorte qu'il y ait une nouvelle recette qui permette de se substituer au VMRR dans le budget 2026. Mais nous avons besoin de leviers financiers pour construire la Bretagne robuste de demain. Les transports en commun, notamment le train, répondent à nos enjeux d'attractivité, de développement et de liberté. Quand j'ajoute seize ou dix-sept TER, je vois l'impact positif pour les salariés, pour leur pouvoir d'achat, leur qualité de vie, et pour les entreprises qui cherchent du personnel disponible pour travailler. Cela demande un effort à chacun. Je l'assume.

N'aurait-il pas mieux valu attendre ?

Dans la lessiveuse permanente dans laquelle nous sommes, si on attend de la stabilité pour décider, on ne prend jamais de décision. Ma responsabilité est d'avancer. Le changement climatique, les évolutions démographiques et les crises à répétition peuvent fragiliser la Bretagne. Je dois renforcer sa robustesse. Et parmi les outils que j'utilise, il y a le réseau de transport en commun. Il y en a d'autres comme la formation, l'enseignement supérieur... L'avenir dépend des investissements et des choix que nous faisons aujourd'hui.

Le FEB évoque la nécessité d'un nouveau pacte breton. C'est quoi pour vous ?

Les élus comme les entreprises, les syndicats comme les associations, nous sommes tous dépositaires de l'avenir de la Bretagne. Si nous avons une vision commune que l'on scelle

par un pacte, alors on est fort. Si au contraire chacun tire dans son sens et ne pense qu'à sa propre situation, alors la Bretagne s'affaiblit. Il n'y a pas un président de région qui va dire « on va faire comme ça ». Nous devons, chacun nos postes, assumer des décisions.

Un récent sondage Ifop montre que les Bretons souhaitent que les régions aient plus de pouvoir. Vous militez aussi pour une plus grande autonomie des régions. Mais rien n'avance...

Il faut que les gouvernements et les parlementaires l'entendent. C'est le moment de le faire et je trouve que François Bayrou a raté une occasion, lui qui est élu local. Il faut basculer et faire confiance aux territoires de France.

Les municipales auront lieu les 15 et 22 mars 2026. Ne craignez-vous pas que l'instabilité au niveau national pèse sur ces élections ?

C'est une échéance très importante. Des Françaises et Français vont rejoindre des listes, on doit écouter leurs propositions. Ces élus locaux en devenir sont une force considérable. Les maires et conseillers municipaux sont très attendus. C'est le socle de notre pays. Ce sont eux qui construisent les quartiers, bâtissent les écoles, font les services publics du quotidien. Ils sont facteurs de stabilité, avec de vraies capacités de décision. Et je rappelle que nous n'avons pas le droit au déficit. Nous devons bâtir des budgets conformes aux recettes que nous avons. On ne peut pas promettre des choses qu'on ne pourra pas payer. On

l'oublie un peu dans tout ce marasme, or, c'est aussi ce qui crée un lien de confiance très puissant avec les concitoyens.

Qui soutiendrez-vous, alors que vous avez quitté le Parti socialiste (PS) en 2022 ?

Je ne renie pas ma filiation. Je suis un social-démocrate qui, à Bruxelles, est inscrit au Parti socialiste européen. Donc celles et ceux qui concourront dans les grandes villes et les communes rurales de Bretagne sous ces couleurs m'auront légitimement à leurs côtés comme je l'ai toujours fait.

Votre majorité, désormais absolue, est très composite, avec des anciens macronistes et des communistes. N'est-ce pas difficile à manœuvrer dans le contexte ?

Ma majorité est composite depuis longtemps et elle intègre des femmes et des hommes qui ont tous à cœur de protéger la liberté et la démocratie. Ils partagent avec moi l'envie d'un avenir enthousiasmant qui intègre les enjeux de l'environnement, de notre capacité à rester vivre sur cette terre, tout en offrant des développements économiques qui créent de l'emploi, de la richesse et qui nous assurent notre autonomie depuis notre alimentation jusqu'à notre énergie. C'est ça notre ambition. C'est la gauche démocrate ou la gauche de progrès, ou la gauche tout ce que vous voudrez. Mais c'est une force puissante qui ne se regarde pas le nombril en disant qu'on est différents les uns des autres.

Une gauche dont certains membres iront sûrement manifester le 10 septembre. Soutenez-vous ce mouvement lancé par des citoyens ?

Je laisse les mouvements populaires citoyens s'organiser. Je les observe. J'écoute avec attention les syndicats qui ont annoncé un mouvement unitaire pour le 18 septembre. Je pense que la colère, quand elle est canalisée par des syndicats,

permet le débat pour construire des solutions et des voies de sortie. Le ras-le-bol des travailleuses et des travailleurs, qui font la force du pays, doit être entendu. Parce que notre pays s'appuie beaucoup sur celles et ceux qui se lèvent le matin pour bosser et qui ont le sentiment de ne pas joindre les deux bouts. Mais la colère qui s'exprime sans débouché ne génère rien de bon pour un pays. ■



Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne. Photo : Lucie Morel / Ouest-France

Recueilli par Christel MARTINEAU-MARTEEL et Claire BOESPFLUG.



ENTRETIEN. Pour Loïg Chesnais-Girard, « il n’y a pas de confiance qu’on impose à ses partenaires »

Crise politique au niveau national, relations avec les entreprises, élections municipales... Le président de la région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, nous partage sa vision du contexte dans lequel se déroule la rentrée. Entretien.

Comment abordez-vous cette rentrée ?

Avec sérieux et enthousiasme, parce que la Bretagne va bien. Nous devons le dire. Nous avons un taux de chômage à 6 %, une saison estivale qui s’est très bien passée avec des festivals, le Tour de France, des fêtes un peu partout et l’envie d’accueillir. Je ne veux pas que le pessimisme ambiant vienne abîmer notre qualité de vie.

L’été a aussi été marqué par les échouages massifs d’algues vertes, notamment en baie de Douarnenez.

Nous sommes conscients du problème. Le temps du déni et du tabou est largement derrière nous. Les agriculteurs et les élus locaux font des efforts considérables, mais il y a encore beaucoup à faire. Et il faudra beaucoup d’argent et de temps pour accompagner, innover, apporter des solutions.

L’été s’achève à peine qu’une crise politique marque la rentrée. Quelle est votre réaction ?

Le pays ne peut pas vivre sans budget avec des hoquets permanents au sein de l’Assemblée et du gouvernement. Les petites phrases, les tensions et les oukases ne donnent pas de résultat sur la santé, la qualité de vie, la sécurité, l’école... La vie politique est malade.

Comprenez-vous la démarche du Premier ministre François Bayrou de demander la confiance alors qu’il n’a pas de majorité ?

J’ai eu trois ans de majorité relative avant d’avoir la majorité confortée que j’ai aujourd’hui. De cette période, j’ai appris qu’il n’y a pas de confiance qu’on puisse imposer à ses partenaires. Sans majorité claire, la seule solution est de faire en sorte que les forces démocrates soient capables de bâtir un chemin. C’est à celles et ceux qui assument les responsabilités du gouvernement de mettre en œuvre des techniques pour avancer. Ce ne sont pas les autres qui sont responsables du compromis. François Bayrou n’est pas naïf. Il sait très bien ce qu’il fait et l’issue de cette opération.

La non-confiance devrait être l'issue du 8 septembre 2025. Pensez-vous qu'il faudra de nouveau dissoudre l'Assemblée nationale ?

Ce sera alors au président de la République de prendre ses responsabilités et constater si les forces démocrates sont capables d'un compromis. Ce qui ne veut pas dire compromission. Si les conditions ne sont pas réunies, il devra prendre les décisions qui s'imposent. Mais il faut stabiliser le pays.

Quelles conséquences a ce marasme sur la Région que vous présidez ?

L'argent des collectivités dépend du budget de la nation. Cela impacte notre capacité à assumer nos missions de service public pour les citoyens.

L'argent des collectivités doit aussi servir à résorber la dette abyssale de l'État. Cela a coûté 40 millions cette année à la Région...

La dette est un sujet mais ne peut pas être un projet, ni l'alpha et l'oméga de la vie politique française. On n'emmène pas un pays comme cela. Il y a une ambition à poser et un horizon à proposer. C'est à partir de là que les forces de ce pays, qui sont immenses, pourront se mobiliser.

L'instabilité politique impacte les entreprises avec lesquelles vous avez quelques tensions au sujet du versement mobilité régional et rural (VMRR) voté en juin dans votre hémicycle. Qu'allez-vous dire aux chefs d'entreprise au Forum économique breton (FEB) qui se tient les 11 et 12 septembre 2025 ?

J'ai un accord avec le Medef qui m'oblige. Et donc je vais continuer à travailler avec le gouvernement, quel qu'il soit, pour faire en sorte que dans le budget 2026, il y ait une nouvelle recette qui permette de se substituer au VMRR. Mais il y a une certitude, c'est que nous avons besoin de leviers financiers pour construire la Bretagne robuste de demain. Les transports en commun, notamment le train, répondent à nos enjeux d'attractivité, de développement et de liberté. Quand j'ajoute seize ou dix-sept TER, je vois l'impact positif pour les salariés, pour leur pouvoir d'achat, leur qualité de vie, et pour les entreprises qui cherchent du personnel disponible pour travailler. C'est mon pari. Cela demande un effort à chacun. Je l'assume.

N'aurait-il pas mieux valu attendre ?

Dans la lessiveuse permanente dans laquelle nous sommes, si on attend de la stabilité pour décider, on ne prend jamais de décision. Ma responsabilité est d'avancer. Le changement climatique, les évolutions démographiques et les crises à répétition peuvent fragiliser la Bretagne. Je dois renforcer sa robustesse. Et parmi les outils que j'utilise, il y a le réseau de transport en commun. Il y en a d'autres comme la connaissance, la formation, l'enseignement su-

périeur... L'avenir dépend des investissements et des choix que nous faisons aujourd'hui.

Le FEB évoque la nécessité d'un nouveau pacte breton. C'est quoi pour vous ?

Le pacte, c'est le contrat qui nous lie. Les élus comme les entreprises, les syndicats comme les associations, nous sommes tous dépositaires de l'avenir de la Bretagne. Si nous avons une vision commune que l'on scelle par un pacte, alors on est fort. Si au contraire chacun tire dans son sens et ne pense qu'à sa propre situation, alors la Bretagne s'affaiblit. Dans le monde dans lequel nous sommes, il ne faut pas attendre des relations internationales, de l'Europe, de la France, où une accalmie pour nous engager. Nous devons, chacun nos postes, assumer des décisions. Il n'y a pas un président de région qui va dire « on va faire comme ça ». Il y a la Bretagne qui doit orienter ses forces pour préparer son avenir.

Un récent sondage Ifop montre l'attachement des Bretons à leur identité et leur volonté que les régions aient plus de pouvoir. Lors du congrès des régions 2023 à Saint-Malo, vous aviez remis à la Première ministre d'alors, Élisabeth Borne, un document de travail pour plus d'autonomie des régions produit par tous les groupes politiques (hors RN). Cela n'a servi à rien ?

Nous avons remis notre travail... Il faut que les gouvernements et les parlementaires l'entendent. C'est le moment de le faire et je trouve que François Bayrou a raté une occasion, lui qui est élu local. Il faut basculer et faire confiance aux territoires de France.

Les municipales auront lieu les 15 et 22 mars 2026. Ne craignez-vous pas que l'instabilité au niveau national ne pèse sur ces élections ?

C'est une échéance très importante. Des Françaises et Français vont s'embarquer dans des listes, on doit écouter leurs propositions. Ces élus locaux en devenir sont une force considérable. Les maires et conseillers municipaux sont très attendus. C'est le socle de notre pays. Ce sont eux qui font la vie quotidienne au jour le jour, qui construisent les quartiers, bâtissent les écoles, font les services publics du quotidien. Ils sont facteurs de stabilité, avec de vraies capacités de décision. Et je rappelle que nous n'avons pas le droit au déficit. Nous devons bâtir des budgets conformes aux recettes que nous avons. On ne peut pas promettre des choses qu'on ne pourra pas payer. On n'en a pas le droit constitutionnellement. On l'oublie un peu dans tout ce marasme, or c'est aussi ce qui crée un lien de confiance très puissant avec les concitoyens.

Qui soutiendrez-vous, alors que vous avez quitté le Parti socialiste (PS) en 2022 après la création de la Nupes ?

Je ne renie pas ma filiation. Je suis un social-démocrate qui, à Bruxelles, est inscrit au Parti socialiste européen. Donc bien enten-

du que celles et ceux qui concourront dans les grandes villes et les communes rurales de Bretagne, sous ces couleurs, m'auront légitimement à leurs côtés comme je l'ai toujours fait.

Votre majorité, désormais absolue, est très composite, avec des anciens macronistes et des communistes. N'est-ce pas difficile dans le contexte et quand il faudra vous positionner concrètement pour certains candidats ?

Ma majorité est composite depuis longtemps et elle intègre des femmes et des hommes qui ont tous à cœur de protéger la liberté et la démocratie. Ils partagent avec moi l'envie d'un avenir enthousiasmant qui intègre les enjeux de l'environnement, de notre capacité à rester vivre sur cette terre, tout en offrant des développements économiques qui créent de l'emploi, de la richesse et qui nous assurent notre autonomie depuis notre alimentation jusqu'à notre énergie, en passant par notre vie quotidienne. C'est ça notre ambition. C'est la gauche démocrate ou la gauche de progrès, ou la gauche tout ce que vous voudrez. Mais c'est une force puissante qui ne se regarde pas le nombril en disant qu'on est différents les uns des autres.

Une gauche dont certains membres iront sûrement manifester le 10 septembre. Soutenez-vous ce mouvement lancé par des citoyens qui appelle au blocage ?

Je laisse les mouvements populaires citoyens s'organiser. Je les observe. J'écoute avec attention les syndicats qui ont annoncé un mouvement unitaire pour le 18 septembre. Je pense que la colère, quand elle est canalisée par des syndicats, permet le débat pour construire des solutions et des voies de sortie. Le ras-le-bol des travailleuses et des travailleurs, qui font la force du pays, doit être entendu. Parce que notre pays s'appuie beaucoup sur celles et ceux qui se lèvent le matin pour bosser et qui ont le sentiment de ne pas joindre les deux bouts. Mais la colère qui s'exprime sans débouché ne génère pas de bonnes choses pour un pays.



Loïc Chesnais-Girard, président de la région Bretagne.

Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne.

Lucie Morel / Ouest-France

par Christel Martineau-Marteel Et Claire Boespflug.



Les acteurs du numérique bretons créent une "Tech Avenue" dédié à l'IA, à la cyber et à la data lors du FEB

A l'occasion du Forum Economique Breton (FEB), qui se tient à Saint-Malo les 10 et 11 septembre, le groupe rennais Dimood lance, avec Microsoft, KPMG, Sekost, Creative, MV Group, Veyan, Ovalt, un espace unique dédié à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité et à la data. Ce stand commun vise à montrer l'esprit de coopération et d'engagement territorial des acteurs du numérique en Bretagne. Baptisé "Tech Avenue", cet espace unique sera ouvert au sein du Village du FEB. Le collectif proposera des ateliers pratiques et concrets en continu, animés par des experts bretons : diagnostics cybersécurité express, initiations au prompting IA pour apprendre à augmenter sa productivité, et démonstrations d'innovations en matière de data et de solutions numériques.



Nike : partenariat avec Caitlin Clark et création d'un logo de marque dédié à la basketteuse américaine

<https://img.newstank.fr>

Caitlin Clark, basketteuse américaine née en 2002, élargit son partenariat avec Nike¹

Les deux partenaires dévoilent à cette occasion un logo signature pour la joueuse, qui a rejoint la WNBA

« Nous sommes ravis de franchir cette nouvelle étape ensemble, en continuant à façonner cette période historique pour le basket féminin et en faisant progresser ce sport et cette industrie », déclare Ann Miller, vice-présidente exécutive de Nike Global Sports Marketing.

Nike, équipementier officiel de la NBA¹ LeBron James¹

Activité : joueur professionnel de basketball Nationalité : américaine Contrats sponsoring : 75 M\$ par an (selon Forbes) Agent sportif : Rich... (USA), Giannis Antetokounmpo (GRÈ), Devin Booker (USA), Ja Morant (USA), Kevin Durant (USA), Jalen Brunson (USA) ou encore Victor Wembanyama (FRA). La marque est également partenaire de joueuses WNBA comme Sabrina Ionescu et A'ja Wilson, ainsi que de la joueuse universitaire Juju Watkins (USA).

Nike : vidéo d'annonce de la création du logo dédié aux collections de Caitlin Clark

Voir cette publication sur Instagram

Une publication partagée par Caitlin Clark (@caitlinclark22)

« Dès le début, Caitlin a adopté une approche pratique du processus de conception et de création, travaillant en étroite collaboration avec les designers de Nike et examinant chaque détail afin d'aboutir à un logo emblématique, intemporel et évocateur, à la fois simple et raffiné », précise Nike, également propriétaire de la marque Air Jordan, dédiée au basketball.

NBA / WNBA : Nike équipementier exclusif des franchises jusqu'en 2036-37

Le groupe américain Nike Inc. a prolongé comme partenaire mondial et équipementier exclusif de la National Basketball Association et de la Women's National Basketball Association pour 12 saisons supplémentaires, soit pour le cycle 2026-2037, le 22/10/2024.

Nike demeure ainsi le partenaire mondial de la NBA, de la WNBA et de la G League

Nike est partenaire de la NBA depuis 1992, partenaire marketing de la WNBA depuis sa création en 1997 et partenaire marketing de la G League depuis la saison 2017-18.

L'équipementier basé à Beaverton (Oregon, USA) avait étendu son partenariat avec la NBA pour devenir le fournisseur officiel des tenues et des équipements des franchises sur le cycle 2017-2026, dans le cadre d'un accord de huit saisons estimé à 1 Md\$ (889 M€) par les médias américains, soit 111 M\$ (98,8 M€) par saison.

Depuis cet accord entré en vigueur 2017-18, le logo de Nike figure sur les maillots officiels des franchises de la NBA, ce qui n'était pas le cas avec les précédents équipementiers de la Ligue nord-américaine : Reebok (2001-2006) puis adidas (2006-2017, pour 400 M\$, soit 356 M€).

Nike

Activité : équipementier sportif

Marques : Nike, Converse, Nike Golf, Jordan Brand, NikeSkims

Création : 1964 (sous le nom de Blue Ribbon Sports ; prend le nom de Nike en 1971)

PDG : Mark Parker puis John Donahoe à partir du 13/01/2020

Chiffre d'affaires :

- **2025** : 46,3 Md\$ (40,8 Md€)
- 2024 : 51,3 Md\$ (47,5 Md€)
- 2023 : 51,2 Md\$ (47,7 Md€)
- 2022 : 46,71 Md\$ (43,3 Md€)
- **2021** : 44,5 Md\$ (36,5 Md€)
- 2020 : 37,4 Md\$ (33,6 Md€)

Bénéfice net :

- **2025** : 3,2 Md\$ (2,8 Md€)
- 2024 : 5,7 Md\$ (5,2 Md€)
- 2023 : 5,1 Md\$ (4,7 Md€)
- 2022 : 6 Md\$ (5,6 Md€)
- 2021 : 5,7 Md\$ (4,6 Md€)
- 2020 : 2,53 Md\$ (2,27 Md€)

Principaux partenariats football :

• **Compétitions** :

- Copa America Centenario (2016) : ballon officiel
- Premier League (2000-2025)
- Championnats féminins anglais depuis 2022-23
- Chinese Super League (2009 - 2028) : ballon officiel, équipementier des clubs

• **Clubs** :

- **Ligue 1 McDonald's** : Paris Saint-Germain (1989-2019, 25 M€ par saison, puis environ 80 M€ pour 2019-2032), Montpellier HSC (2000-2026), Toulouse FC (depuis 2024-25), Angers SCO (2023-2026)
- **Ligue 2 BKT** : Grenoble Foot 38 (2017-2029), FC Martigues (de-

puis 2021-22)

- **Bundesliga** : Eintracht Francfort (2014-2024, 3 M€ par saison), VfL Wolfsburg (depuis 2016-17, 8 M€ par saison), RB Leipzig (2014-2024, 3 M€ par saison), SC Freiburg (depuis 2021-22)

- **Serie A Enilive** : Inter Milan (1998-2030, 24 M€ par saison à partir de 2023-24), Venezia FC (via la marque Nocta, à partir de 2024-25)

- **Premier League** : Chelsea FC (2017-2027, 60 M€ par saison), Tottenham Hotspur (2017-2033, 30 M€ par saison), Brighton & Hove Albion (2014-2022), Liverpool FC (depuis 2020-21)

- **LALIGAEA Sports** : FC Barcelone (1998-2028, 127 M€ / an à compter de 2024-25), Atlético Madrid (2001-2035), RCD Majorque (2021-2026)

• **Liga Portugal Betclic** : Sporting CP (depuis 2021-22)

• **Équipes nationales** : France (2011-2034), Allemagne (2027-2034), Angleterre, Portugal (depuis 1997), Pologne, Turquie, Croatie, Brésil (1996-2038), Pays-Bas, Chine (2015-2028), Nigeria (2015-2026), États-Unis (1995-2032), Slovénie, Slovaquie (depuis 2017)

Principaux partenariats, autres sports :

• **FIBA** (Fédération internationale de basketball) : partenaire stratégique, 2017-2027

• **NBA** : 2017-2037

• **WNBA** : jusqu'en 2036-37

• **MLB** (2020-2029), avec Fanatics

• **NFL** (2012-2038)

• **Golf** : Rory McIlroy (GBR) 2013-2027, Tiger Woods (USA)

• **Tennis** : Rafael Nadal (ESP, depuis 1999), Naomi Osaka (JAP), Simona Halep (ROU), Petra Kvitova (CZE), Elina Svitolina (UKR), Sloane Stephens (USA)

• **Sélections nationales de rugby** : Argentine, Afrique du Sud (2023-2028), Fidji

• Top 14 : **Stade Toulousain** (2017-2031), **Racing 92** (2021-2031) et **RC Toulon** (2021-2031)

• Pro D2 : **FC Grenoble Rugby** (via Ô Rugby) pour 2025-2029

• Liqui Moly StarLigue : **Paris Saint-Germain Handball** (2012-2032), **HBC Nantes** (2023-2027)

• **FFBB** (Fédération française de basketball) : avec Jordan Brand depuis 2017

• **FEB** (Fédération espagnole de basketball) : 2013-2028

• **Team USA** (basketball)

• **LeBron James** (Los Angeles Lakers, NBA) : ambassadeur

• **Victor Wembanyama** (San Antonio Spurs, NBA) : ambassadeur

• **Léon Marchand** (natation) : ambassadeur

• **Visma | Lease a Bike** (cyclisme) depuis 2025

Catégorie : Equipementiers Sportifs

Adresse du siège

1, Bowerman Drive
97005 Beaverton Etats-Unis Consulter la fiche dans l'annuaire¹
Fiche n° 1141, créée le 06/02/2014 à 18:33 - MàJ le 27/08/2025 à
17:10 <https://img.newstank.fr>



LE:LECOF:PME-REGIONS:BRETAGNE

: LESECHOS.FR

Dimood organisera une « Tech Avenue », lors du Forum économique breton

Implanté à Vannes (Morbihan), le spécialiste des services numériques et de la cybersécurité organisera une « Tech Avenue » à l'occasion du prochain Forum économique breton, en septembre. Cet espace réunira des spécialistes de la cybersécurité qui sensibiliseront les participants à l'événement.

Ce sera sans doute l'un des événements phares du prochain Forum économique breton (FEB), le rendez-vous annuel des décideurs économiques de la région, organisé les 10 et 11 septembre prochains à Saint-Malo.

Dimood, le spécialiste des systèmes d'information et de la transformation numérique des entreprises, qui emploie 310 collaborateurs et réalise 38 millions d'euros de chiffre d'affaires, profitera de l'occasion pour installer sa « Tech Avenue », un espace de 80 mètres carrés consacré à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité et à la data.

Fédération d'acteurs

Pour l'animer, l'ETI a invité de grands acteurs du numérique - Microsoft, KPMG, Sekost, Creative, MV Group, Veyan Ovalt, etc. - à travailler au sein d'un collectif. « Ces entreprises, traditionnellement concurrentes, s'unissent dans un objectif commun : rendre les technologies accessibles à tous et renforcer la compétitivité des entreprises du territoire », a ainsi déclaré Tudal Jaffrelot, directeur général du groupe Dimood, sur le site Bretagne-economique.com.

Durant les deux jours du FEB, des ateliers seront proposés par des experts, de même que des « flashs cyber » - des diagnostics cybersécurité express - visant à évaluer en temps réel la solidité des systèmes d'information. Autre animation prévue : des initiations au « prompting IA », destinés à favoriser la productivité grâce à l'IA, ou encore des démonstrations portant sur les récentes innovations en matière de data. « Les participants pourront repartir avec des outils concrets, immédiatement mobilisables dans leur organisation », poursuit le dirigeant.

Pacte breton

Pour sa sixième édition, le FEB aura pour thème « le nouveau pacte breton ». En clair, il s'agira d'interroger la stratégie à adopter pour qu'élus locaux, administration centrale, entreprises, etc. travaillent main dans la main « au rayonnement de la Bretagne », selon

l'expression de Loïg Chesnais Girard, président de la région, partenaire de l'événement. 250 intervenants sont annoncés pour cette édition, qui doit réunir plus de 7.000 participants selon les prévisions des organisateurs.

Lire aussi :

« Ici, on s'engueule, mais avec méthode » : comment la Bretagne soigne les industriels

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/industrie-lourde/ici-on-sengueule-mais-avec-methode-comment-la-bretagne-soigne-les-industriels-2171517>

par Guillaume Roussange



La Bretagne prépare un nouveau "pacte" économique pour s'adapter au contexte international

Publié le 23 juin 2025 par Développement économique

Le Forum économique breton, qui tient sa sixième édition les 10 et 11 septembre 2025 à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), sera l'occasion de dévoiler le "nouveau pacte breton" issu d'un travail de groupes autour de 40 priorités et d'une étude auprès de dirigeants d'entreprises menée par Forvis Mazars. Les organisateurs attendent 7.000 personnes et prévoient de nouveaux ateliers pour acculturer les acteurs économiques à l'intelligence artificielle générative et à la cybersécurité notamment.



conférence presse

© Forum Économique Breton/ Julien Maulavé, Valérie Cottreau, Loïg Chesnais-Girard, Christian Pousset et Hervé Kermarrec

Aboutir à un "nouveau pacte breton". C'est l'ambition du Forum économique breton qui se tiendra pour sa sixième édition les 10 et 11 septembre 2025 à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Il faut dire que le contexte, national, européen, international, évolue fortement (conflits, perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, dans les équilibres diplomatiques...) et "ce contexte oblige chacun - responsables politiques comme économiques - à une forme de lucidité", souligne Loïg Chesnais Girard, président de la région Bretagne, dans le dossier de présentation du forum, "et à une réponse claire : celle de rester maîtres de notre destin".

"Dans un contexte qui rebat les cartes avec des conflits à l'Est et la hausse des droits de douane à l'Ouest, il faut que la Bretagne fasse un pacte", a pour sa part indiqué Hervé Kermarrec, président du Medef Bretagne, lors d'une conférence de presse organisée le 13 juin 2025 pour présenter la sixième édition du forum.

Des groupes de travail, quatre thèmes et une étude

Pour cette édition, la Bretagne a donc décidé d'agir. Des groupes de travail ont été constitués avec les partenaires du forum sur quatre thèmes : croissance et développement, durabilité, recherche et développement et identité et culture. Un travail a été mené par ces groupes entre février et fin mars 2025 au cours de dix ateliers comprenant à chaque fois une dizaine de représentants de partenaires. Objectif : définir dix priorités pour chaque thème, soit quarante au total.

Une grande étude Forvis Mazars, réalisée avec l'institut CSA, a également été lancée auprès du monde économique breton (à partir d'un panel représentatif de 400 dirigeants locaux) pour enrichir ces quarante priorités. L'étude permet d'évaluer la perception des dirigeants de la situation, de l'attractivité du territoire et des leviers pour soutenir la croissance. L'ensemble de ces éléments sera utilisé pour alimenter le "nouveau pacte breton", qui sera révélé lors de la séance d'ouverture du forum le 10 septembre.

"Plus qu'un début, une manière de travailler"

"C'est plus que le début, a souligné pour sa part Christian Pousset, fondateur et secrétaire général du Forum, c'est une manière de travailler ensemble, le pacte correspond à une ligne directrice pour avoir un développement harmonieux, pour réfléchir de manière globale".

Attractive dans le monde de la tech et en situation favorable côté emploi avec le taux de chômage le plus bas de France (5,9% fin 2024), la Bretagne a de nombreux atouts. Elle a également mis en œuvre dès 2023 tout un programme pour relocaliser les achats des entreprises (voir notre article du 16 septembre 2024). "On conçoit le pacte comme une réécriture permanente", a affirmé Loïg Chesnais-Girard.

L'événement créé en 2020, qui devrait cette année accueillir quelque 7.000 personnes (contre 6.000 lors des éditions précédentes), s'étale sur deux jours avec plus de 110 conférences. Une "Tech Avenue" est également prévue pour répondre aux questions numériques, à la cybersécurité et à la data dans le but d'aider les entreprises à préparer l'avenir. Elle prévoit notamment des ateliers pratiques pour se familiariser avec des outils et s'initier aux usages de l'intelligence artificielle générative et un "flash cyber" permettant d'évaluer le niveau de protection des entreprises.





Le 6e Forum Économique Breton aura lieu les 10 et 11 septembre autour du nouveau "Pacte breton"

EN BREF Pour sa 6e édition, le Forum Économique Breton (FEB) s'est fixé pour thématique de réfléchir au nouveau "Pacte breton". Les 10 et 11 septembre prochains, les acteurs du monde économique, de l'entreprise, de la politique, de la recherche, du monde associatif et des milieux syndicaux se réuniront à Saint-Malo pour aborder cette ques-

tion lors de plus de 100 conférences. Le programme précis sera dévoilé en juillet et sera articulé autour de quatre grands thèmes : croissance et développement ; durabilité ; recherche et développement ; identité et culture. "Dans cette ère marquée par l'émergence de nouveaux risques, il est nécessaire de réfléchir sur le modèle de société auquel nous

sommes attachés et sur son devenir. Ce modèle de société, ce "pacte" est fondé sur notre attachement aux libertés individuelles, à notre besoin de collectif et s'appuie sur la science, la richesse des débats et la co-construction", explique Christian Pousset, fondateur et secrétaire général du FEB. ■





Saint-Malo Le Forum économique breton revient à Saint-Malo du 10 au 11 septembre

Le Forum économique breton (FEB) sera de retour les 10 et 11 septembre. Comme les années précédentes, la sixième édition de l'événement de rentrée du monde économique régional se tiendra au Palais du Grand large, à Saint-Malo (35).

7 000 personnes sont attendues, contre 6 000 l'an passé.

Une centaine de tables rondes et de conférences sont prévues tout au long du Forum, avec un thème comme fil rouge : « Pour un nouveau pacte breton ». Une invitation à « échanger

sur les communs » et à « construire ensemble », au moment où les enjeux géopolitiques et économiques obligent à « faire des choix », estime le président de Région, Loïg Chesnais-Girard. ■



Au Forum économique de Saint-Malo, la Bretagne réfléchira à un « nouveau pacte breton »

Le monde de l'entreprise se réunira au 6e forum économique breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), les 10 et 11 septembre 2025. Les décideurs économiques et politiques y réfléchiront à un « nouveau pacte breton ». Avec le plus bas taux de chômage français (5,9 %) fin 2024, la Bretagne veut continuer à faire la course en tête demain.

Face au contexte géopolitique qui inquiète les patrons, la Bretagne économique appliquera la méthode Coué en réfléchissant à « un nouveau pacte breton » au cours du 6^e Forum économique breton (Feb) les 10 et 11 septembre 2025, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). « **Sept mille participants** » sont attendus, a annoncé son secrétaire général, Christian Pousset, ce vendredi 13 juin 2025, au cours d'une conférence de presse. À l'affiche du rendez-vous économique breton, créé en 2020, 90 entreprises partenaires dont les groupes Stellantis ou Suez, une centaine de conférences et 250 intervenants.

Lire aussi : Les exportations bretonnes vers les États-Unis ont chuté de 28 % : les entreprises font le dos rond

« Il faut que la Bretagne fasse un pacte et un pack »

Ils prévoient notamment de réfléchir à l'intelligence artificielle dans l'entreprise. « **Il faudra parler décarbonation, emploi, croissance, logement, politiques publiques et souveraineté pour faire en sorte que la Bretagne rayonne**, indique le président du Medef Bretagne, Hervé de Kermarrec. **La région avait besoin d'un événement qui réunit le monde économique. Dans un contexte géopolitique qui rebat les cartes avec des conflits à l'est et la hausse des droits de douane à l'ouest, il faut que la Bretagne fasse un pacte et un pack.** »

En filant la métaphore liée au rugby, le patron des patrons bretons ne dit pas autre chose que le président du conseil régional de Bretagne, Loïg Chesnais-Girard. L'élu estime que « **la manière de vivre à la bretonne est un antidote à la morosité, un puissant outil qui permet de passer les tempêtes même si elle ne règle pas tous les problèmes** ». Et de s'adresser aux entreprises : « **Nous avons besoin d'échanger avec vous pour que l'on puisse régler les sujets, améliorer nos performances** ».

Lire aussi : En Bretagne, le recrutement en repli mais la filière énergie dope le marché de l'emploi

« Début de réponse collective »

Au cours de cette 6^e édition, le Feb restituera une étude menée auprès de quelque 400 dirigeants bretons sur « **leurs attentes et leurs contraintes, l'idée étant de dégager des priorités à travers les ateliers du Feb** », indique Julien Maulavé de Forvis Mazars Group, spécialiste de l'audit, et « **d'apporter un début de réponse collective** ».

Très attractive pour le monde de la tech, championne française de l'emploi en 2024 (avec le taux de chômage le plus bas de France fin 2024, 5,9 %), la Bretagne veut continuer à faire la course en tête demain. C'est pourquoi « **le pacte breton est en réécriture permanente** », indique Loïg Chesnais-Girard. Le Feb veut le démontrer.



Placée en redressement judiciaire en janvier 2025, la Fonderie de Bretagne a été reprise en avril 2025 par le groupe Europlasma. Celui-ci maintient 266 emplois et a relancé la production du site par la fabrication d'obus.

Placée en redressement judiciaire en janvier 2025, la Fonderie de Bretagne a été reprise en avril 2025 par le groupe Europlasma. Celui-ci maintient 266 emplois et a relancé la production du site par la fabrication d'obus.

Archives Thierry Creux / Ouest-France

par Laetitia Jacq-Galdeano.





Taxe mobilité : l'agroalimentaire voit rouge

Romain RouxVent débout contre le futur versement mobilité, que la Région Bretagne compte mettre en place, l'industrie agroalimentaire bretonne monte d'un ton. De quoi mettre sous pression le président Loïg Chesnais-Girard.

« En l'état, c'est inacceptable. » Rémi Cristoforetti, président de l'Association bretonne des entreprises de l'agroalimentaire (ABEA), dit tout haut le mal qu'il pense du nouvel impôt de la Région Bretagne. À partir du 1er janvier 2026, elle souhaite mettre en place un Versement mobilité régional et rural (VMRR), payé par les entreprises de onze salariés et plus. Le projet sera soumis au vote des élus fin juin. Son impact sur l'économie bretonne sera, à n'en pas douter, au cœur du débat.

Après le Medef, au tour de l'ABEA de monter au créneau. Sa parole pèse lourd : elle représente les géants de la filière. Un secteur aux 22 milliards d'euros de CA qui estime sa future obole entre 6 et 8 millions d'euros. Cela paraît peu mais, selon Rémi Cristoforetti, cette taxe tombe au mauvais moment pour ces entreprises qui affichent, depuis des années, des marges trop faibles.

« Cet impôt arrive avec le train du budget 2025 qui augmente déjà les coûts salariaux. » Des charges alourdies aussi par l'inflation de l'énergie et des assurances. Et le secteur n'a pas obtenu des hausses de prix suffisantes lors des dernières négociations avec la grande distribution. Résultat : « On

voit une vraie dégradation des résultats et de la compétitivité ».

De son côté, le conseil régional avance que cet impôt financera le développement transports. Un argument irrecevable pour l'ABEA. À ses yeux, la collectivité lui demande de payer pour un service dont ses salariés profiteront peu. Des ouvriers qui travaillent pour beaucoup en décalé, quand trains et cars ne circulent pas. Lesquels, de toute façon, desservent peu les usines, souvent situées en campagne.

LCG fait des gestes

« Si le VMRR est voté en l'état, je pense qu'il y aura une réaction », prévient Rémi Cristoforetti. Dès le mois d'avril, des représentants de l'industrie bretonne ont envoyé un courrier salé au président du conseil régional, Loïg Chesnais-Girard, lui signifiant leur inquiétude. La colère est telle que, selon nos informations, un gros nom menace de se retirer du Forum économique breton, qui réunit, en septembre, dirigeants, élus et personnalités à Saint-Malo, sous le patronage de la Région. Pour éteindre le début d'incendie, le patron de l'exécutif manœuvre. Le taux du VMRR devrait être deux fois moindre en Centre-Bretagne, où sont installés de nombreux

sites de production. Un deal a aussi été scellé avec Lamballe Terre & Mer : l'intercommunalité va baisser son propre versement mobilité pour compenser celui de la Région. La facture sera donc neutre pour les entreprises de ce territoire. Parmi lesquelles la Cooperl et le Gouessant, dont Rémi Cristoforetti est par ailleurs directeur général.

LCG tente aussi d'embarquer les entreprises dans son lobbying auprès de l'État pour obtenir d'autres leviers fiscaux, notamment une taxe de séjour additionnelle. S'il y parvient, le futur versement pourra être « modulé », affirme-t-il, sans s'engager à le supprimer. « Aujourd'hui, c'est la seule ressource nouvelle qui nous est donnée. Je manipule ce sujet avec beaucoup de précaution car je sais l'importance de l'industrie en Bretagne. Mais notre région ne peut pas se passer de ces investissements. » ■



Chesnais-Girard l'affirme : « Je ne mets en place le versement mobilité régional que par défaut et je travaille pour obtenir un autre outil de recettes auprès du gouver-

nement
». Photo : Photo David Brunet

